

**STATISTIQUE
JUDICIAIRE
DE LA BELGIQUE**

ANNÉES 1931-1940



BRUXELLES
IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL
23 & 27, RUE D'ANETHAN

1942

STATISTIQUE JUDICIAIRE

DE LA

BELGIQUE

1931-1940

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

1931-1940

ERRATA

Page 25 : Tableau 13a : dans l'en-tête des colonnes 2 à 7, lire : A. R. du 25 octobre 1921 au lieu de : du 27 octobre 1921.

Page 32 : Après : Attentats à la pudeur sans violences ni menaces sur des mineurs, lire : (Art. 372 § 2) au lieu de (272 § 2).

Page 87 : Dans le tableau n° 21, la colonne 8 portant : « restant à juger à la fin de l'année » doit être placée sous l'en-tête : « Nombre des affaires » et non pas sous l'en-tête « Nombre des arrêts ».

Page 89 : Trois derniers mots : lire « les totaux généraux » au lieu de « ces totaux généraux ».

Page 101 : Année 1932, après « attaque méchante... », lire : « (Décret du 20 juillet 1831 art. 2) » au lieu de (Décret du 21 juillet...).

Page 113 : Année 1938, nombre des arrêts, colonne 42 : il faut 32 au lieu de 31.

Page 122 : Remplacer par 39 le numéro coté 29.

Page 247 : Cours d'Appel. — Affaires fiscales.

Les chiffres cités pour le Royaume en 1938 sont erronés.

Il faut :

à la colonne 4 :	392	au lieu de	1,102;
» » » 5 :	1,401	» » »	2,111;
» » » 6 :	7	» » »	89;
» » » 7 :	503	» » »	1,212;
» » » 8 :	234	» » »	235;
» » » 9 :	737	» » »	1,447.

Page 263 : Année 1932, totaux : à la colonne 4, remplacer 139 par 239.

Page 299 : B. En ce qui concerne les étrangers résidants, lire : « l'article 19 de la loi du 27 novembre 1891 » au lieu de : « du 29 novembre 1891 ».

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

ANNEES 1931 à 1940

- | | |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| SECTION I. | - Statistique Pénale.
1 ^{re} partie : Statistique de l'administration de la Justice Pénale.
2 ^e partie : Statistique Criminelle. |
| SECTION II. | - Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail. |
| SECTION III. | - Statistique de la Protection de l'Enfance (Loi du 15 mai 1912, chapitres I et II). |
| SECTION IV. | - Statistique de la Mendicité et du Vagabondage. |
| SECTION V. | - Statistique de la Police des Etrangers. |
| SECTION VI. | - Statistique des Aliénés. |
| SECTION VII. | - Statistique des Sourds-muets et des Aveugles. |

BRUXELLES

IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL

23 & 27, RUE D'ANETHAN

1942

AVANT-PROPOS

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, portant centralisation intégrale des services de Statistique, a chargé l'Office Central de Statistique d'étudier scientifiquement et techniquement, d'établir et de publier toutes les statistiques de l'Etat.

La Statistique Judiciaire de Belgique, dont la forme et la méthode furent une dernière fois renouvelées en 1898, avait vu suspendre sa publication à partir de 1931 pour des motifs principalement budgétaires.

Il s'était ainsi formé une lacune regrettable dans la continuité d'une œuvre, dont l'utilité toute spéciale ne s'était jamais démentie pendant plus d'un siècle et dont l'origine remontait à l'initiative méritoire et clairvoyante de Quetelet.

L'Office Central de Statistique s'est, avant toutes choses, imposé l'obligation de combler cette lacune, en composant le présent volume qui contient les éléments essentiels d'une statistique judiciaire abrégée couvrant la décade allant de 1931 à 1940.

Sauf la statistique pénitentiaire et la statistique des grâces et de la libération conditionnelle, dont le département de la Justice n'a plus établi les éléments depuis 1931, l'entière des sujets statistiques faisant l'objet des publications antérieures a été reprise.

Il n'a pas été possible, dans cette statistique décennale, de subdiviser partout les données par ressort, par arrondissement ou par canton; néanmoins la présente publication permettra d'établir sans discontinuité, les comparaisons avec le passé et le futur en ce qui concerne les chiffres totaux par nature d'activité judiciaire, par espèce de délits ou par groupe de problèmes sociaux.

Les chiffres reproduits sont encore ceux qui ont été relevés par les soins du ministère de la Justice.

La Section de la Statistique Judiciaire de l'Office Central de Statistique s'occupe activement d'étudier et de mettre au point les réformes qu'il convient d'introduire dans l'œuvre de la Statistique Judiciaire, tant pour en perfectionner les méthodes, que pour la mettre à hauteur des dispositions légales qui interviennent et des nécessités de notre époque.

A l'occasion de la publication décennale, il a déjà été possible d'adopter certaines réformes, de faire certains apports, qui sont signalés dans les textes d'introduction ou dans les commentaires.

Il a été jugé opportun de supprimer la double pagination de l'ancienne publication, de réduire l'introduction et d'en répartir les énonciations indispensables entre les divers chapitres ou rubriques, qui bénéficient ainsi, chacun de son commentaire particulier et complet.

Le problème des langues nationales a été intégralement résolu par la publication simultanée de volumes exclusivement en langue française et exclusivement en langue flamande.

Je tiens ici à rendre un hommage mérité à Monsieur Herman ROM, ancien avocat, l'actuel chef de la Section de la Statistique Judiciaire à l'Office Central, aux efforts et au labeur soutenu duquel la présente publication est due.

Il est toujours loisible, à ceux que la chose intéresserait, d'obtenir à l'Office Central de Statistique les éléments détaillés des renseignements statistiques reproduits ci-après.

*Le Directeur Général
de l'Office Central de Statistique,*

Jules CARPENTIER.

PRINCIPALES ABREVIATIONS

- A. = Arrêté.
- A. R. = Arrêté royal.
- A. L. = Arrêté-loi.
- Art. = Article.
- C. I. C. = Code d'instruction criminelle.
- C. P. = Code pénal.
- D. = Décret.
- L. = Loi.

SECTION I

STATISTIQUE PENALE

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1^{er} janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire qu'on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1^o toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2^o tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — États statistiques

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou la juridiction à laquelle ils sont attachés ont effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états y sont encore actuellement vérifiés, puis ils sont dépouillés à l'Office Central, dans les différents cadres de la statistique, suivant un accord provisoire intervenu entre les départements respectifs par arrêté ministériel du 20 mars 1939.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers

individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcée par un tribunal correctionnel

jusqu'au 10 janvier 1935 (A. R. attribuant la compétence pour connaître de ces infractions au juge de police) qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée par le chef de la statistique judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

PREMIERE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PENALE

Le plan suivi dans cette première partie de la statistique pénale consiste en l'examen successif des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que leur assigne le Code d'instruction criminelle.

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (Code d'instruction criminelle, art. 8.)

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont les pou-

voirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre ou à un échevin délégué. (Code pénal art. 38. Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1^{er}). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi, et dans les autres, le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Ce qui est dit des contraventions, s'applique aussi à certains délits dont divers textes attribuent la connaissance au juge de police, sans préjudice du droit du procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur ces délits (voir notamment art. 138 du Code d'instruction criminelle modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1935, 8 mars 1936 et 30 mars 1936).

Les procureurs du Roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le ministère public et les transactions. — Le ministère public près le tribunal de police peut, sous la direction du procureur du Roi, et tant que le tribunal n'est pas saisi de l'affaire,

inviter le contrevenant à payer au receveur de l'enregistrement une somme qui ne sera pas inférieure à vingt francs, ni supérieure au maximum de l'amende prévue par la loi, pour obtenir l'extinction de l'action publique.

S'il y a lieu à confiscation, ou si l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, l'abandon ou la remise volontaire des objets à confisquer, ou bien le paiement des frais d'analyse ou d'expertise, viennent s'ajouter aux conditions transactionnelles.

Il ne peut être transigé sur une infraction (contravention ou délit) pour laquelle le ministère public près le tribunal de police estimait devoir requérir l'emprisonnement, ni dont le fait aurait causé un dommage à autrui.

Le délai d'exécution de la transaction varie de huit jours à trois mois pour la contravention, de huit jours à douze mois pour le délit.

(Art. 4 de l'arrêté royal du 10 janvier 1935, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1939 et remplaçant les art. 166 à 168 du Code d'instruction criminelle.)

Une faculté similaire est réservée au ministère public près le tribunal correctionnel conformément aux art. 4 et 5 de l'arrêté royal du 21 juin 1939 formant l'art. 180 du Code d'instruction criminelle et dont les dispositions sont libellées comme suit :

« Pour toute infraction de sa compétence punissable soit d'une peine d'amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas un mois, soit de l'une et l'autre de ces peines et hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, le procureur du Roi peut, s'il estime ne devoir requérir qu'une amende, ou une amende et la confiscation, inviter le délinquant à payer entre les mains du receveur de l'enregistrement, dans le délai et suivant les modalités qu'il indiquera, une somme qu'il déterminera.

» Lorsqu'antérieurement à l'infraction le délinquant n'a jamais été condamné à une peine criminelle ou à une peine non conditionnelle d'emprisonnement correctionnel, le procureur du Roi peut exercer la faculté prévue à l'alinéa précédent dans tous les cas où le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi ne dépasse pas trois mois.

» Le délai de paiement de la somme fixée sera de huit jours au moins et de six mois au plus; il pourra être prolongé jusqu'à douze mois lorsque les circonstances particulières l'exigeront.

» Pour le surplus, il sera procédé conformément aux alinéas 2 et suivants de l'art. 166. (C. I. C.)

» La faculté accordée au procureur du Roi par l'art. 180 (C. I. C.) ne peut être exercée lorsque le tribunal est déjà saisi par une citation, par la comparution consécutive à un avertissement ou lorsque le juge d'instruction est requis d'instruire. »

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « *chambre du conseil* » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit

d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Selon la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions, applicables du 1^{er} décembre 1919 au 30 septembre 1921, ont été prorogées successivement par les lois du 30 juillet 1921, du 9 août 1923, du 7 août 1924, du 21 août 1925, du 29 juillet 1926 et du 22 juillet 1927 jusqu'au 15 septembre 1928, et ont ensuite été prorogées par la loi du 18 août 1928 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant *la chambre des mises en accusation*, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Internement des anormaux. — Cette disposition a été introduite et réglementée par la loi de défense sociale du 9 avril 1930, dont il y a lieu de retenir les libellés suivants, en ce qui concerne les juridictions d'instruction :

« Article 1^{er}. — Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juri-

dictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

» Art. 2. — Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil ...

» Art. 3. — Cette réquisition et cette requête sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge ...

» Art. 4. — Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation...

» Art. 7. — Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'art. 1^{er}.

» La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années suivant les distinctions établies à l'article 19.

» Art. 8. — Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation ...

» Art. 19. — L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort. »

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du Roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés à l'aide des comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

Tableau n° 1. — ÉTAT DES TRAVAUX DES PARQUETS

ANNÉES	Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNÉE AUX PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX							
		NOMBRE DES AFFAIRES							
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite		terminées par transaction
du ministère public	de la partie civile		d'une administration publique	parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1931	248,541	32,780	27,616	238	1,278	48,857	41,558	95,633	—
1932	253,020	31,602	29,036	219	1,225	43,439	45,411	103,351	—
1933	257,068	31,913	28,580	270	1,266	44,014	44,880	105,255	—
1934	287,778	34,689	31,695	284	1,595	46,408	48,651	123,909	—
1935	304,074	33,482	27,206	232	1,230	43,362	51,338	145,029	—
1936	291,009	34,786	30,054	326	1,110	42,847	49,351	132,956	—
1937	293,931	35,413	29,033	308	748	42,551	50,476	135,142	—
1938	295,550	33,899	29,943	262	1,049	43,585	53,351	135,135	—
1939	288,889	31,491	27,067	212	1,394	36,328	53,468	139,277	—
1940	520,895	35,365	44,360	185	1,755	38,331	182,450	185,428	14,454

La majoration considérable des plaintes, dénonciations et procès-verbaux dont les parquets ont eu à connaître au cours de l'année 1940 est due aux circonstances de guerre.

Le nombre d'affaires laissées sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus, et qui pour l'année 1940 dépasse le triple des nombres

correspondants des années antérieures, porte principalement sur des vols et des destructions par pillage.

Les faits qualifiés crimes commis en 1940 et dont les auteurs sont restés inconnus se montent à eux seuls à 69,157.

Le nombre des affaires terminées par transaction en 1940, cité dans le tableau n° 1, mérite d'être détaillé, aux fins que la première année d'application de l'Arrêté Royal du 21 juin 1939 puisse être observée.

A cette fin un tableau est présenté ci-dessous, énonçant les renseignements dans la mesure où ceux-ci ont été fournis.

PARQUETS. — TRANSACTIONS EN 1940.

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des transactions acceptées	SOMMES perçues en francs	TRANSACTIONS CONCERNANT DES INFRACTIONS						
				*	à la législation sur le ravitaillement, le rationnement, les prix des denrées, etc.		aux dispositions prescrites pour la sécurité en temps de guerre, fermeture des cafés, occultation, etc.		à la législation en vigueur antérieurement à l'état de guerre	
					Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4		5	6	7	8	9	10
Bruxelles	2,500	1,831	1,946,071.—	P	2,130	85,20	339	13.50	31	1.30
Louvain	962	850	75,075.—	A	675	79.40	103	12.10	72	8.50
Nivelles	825	605	99,995.—	P	820	99.50	1	—	4	0.50
Anvers	1,195	925	73,159.—	P	203	17.—	771	64.50	221	18.50
Malines	736	650	63,550.—	A	387	59.50	125	19.20	138	21.30
Turnhout	102	70	10,050.—	P	4	3.90	51	50.—	47	46.10
Mons	1,402	738	60,880.—		—	—	—	—	—	—
Charleroi	361	339	45,775.—	A	241	71.—	72	21.—	26	8.—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2,275	1,840	311,064.—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	322	200	27,700.—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	991	869	74,213.—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	1,336	869	150,675.—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	57	46	4,400.—	A	23	50.—	23	50.—	—	—
Furnes	19	11	565.—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	149	132	18,335.—	A	130	98.50	—	—	2	1.50
Liège	1,768	1,414	124,064.—	P	971	55.—	703	40.—	94	5.—
Huy	153	118	12,951.40	P	117	76.50	35	22.90	1	0.60
Verviers	529	494	42,925.—	A	438	88.60	30	6.10	26	5.30
Tongres	1,043	828	121,130.—	A	564	68.10	256	30.90	8	1.—
Hasselt	795	525	156,966.—	A	328	62.50	182	34.50	15	3.—
Arlon	400	85	11,690.—	P	378	94.50	16	4.—	6	1.50
Marche-en-Fam. . .	71	62	2,911.—	A	36	58.—	23	37.10	3	4.90
Neufchâteau . . .	167	146	11,330.—	A	61	41.70	45	31.—	40	27.30
Namur	546	399	68,877.—	P	458	84.—	63	11.50	25	4.50
Dinant	485	408	33,552.—	P	338	69.80	77	15.80	70	14.40
<i>Le Royaume.</i>	19,189	14,454	3,547,903.40		—	69.—	—	24.—	—	7.—

* Il est tenu compte des transactions proposées (P) ou des transactions acceptées (A) d'après que les unes ou les autres ont été détaillées en catégories d'infractions par les parquets. Certains parquets n'ont donné aucun détail.

Tableau n° 2. — JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL. — AFFAIRES TERMINÉES.
RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION.

ANNÉES	NOMBRE DES AFFAIRES									
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES,									
	de renvoi devant					(1) d'internement	de non-lieu à poursuivre	renvoyées à d'autres juges	évoquées par la Cour d'Appel	TOTAL
	la chambre des mises en accusation	le tribunal			une autre juri- diction					
		correc- tionnel	de police							
	sur réqui- sition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867		après instruction							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1931	111	11,261	12,848	158	174	—	8,498	188	4	33,242
1932	126	10,625	12,140	144	140	—	7,832	196	6	31,209
1933	120	10,012	13,306	125	238	—	7,759	192	1	31,753
1934	110	10,877	14,393	139	295	—	8,292	187	3	34,296
1935	96	10,844	13,796	115	245	—	7,743	184	3	33,026
1936	80	11,285	14,109	135	268	—	8,391	148	4	34,420
1937	73	11,145	14,375	203	294	334	8,418	192	4	35,038
1938	71	11,304	13,816	224	305	315	8,131	255	4	34,425
1939	50	11,163	11,488	210	262	314	7,679	193	4	31,363
*1940	31	9,821	6,788	170	266	165	9,027	312	7	26,486

* Chiffres incomplets, les juges d'instruction de Bruxelles ayant déclaré se trouver dans l'impossibilité d'établir leurs statistiques de 1940. De 1931 à 1939, le nombre d'affaires ressortissant en moyenne à l'arrondissement de Bruxelles est de 13.50 p. c. du nombre total des affaires pour le royaume.

(1) Les ordonnances d'internement rendues en vertu de la loi de défense sociale du 9 avril 1930 n'ont été relevées par la statistique qu'à partir de 1937, antérieurement, elles ont été comptées parmi les ordonnances de non-lieu.

Tableau n° 3. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — NOMBRE ET RÉSULTATS DES ARRÊTS.

ANNÉES	NOMBRE DES ARRÊTS									
	décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	PORTANT					TOTAUX	STATUANT SUR DES DEMANDES EN RÉHABILITATION		
		renvoi aux Assises	renvoi au Tribunal correc- tionnel	renvoi au Tribunal de police	renvoi devant une autre juri- diction	décision d'internement *		Octrois	Rejets	Totaux
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1931	50	100	53	2	1	—	206	274	86	360
1932	55	123	56	1	3	—	238	303	64	367
1933	8	81	37	1	1	—	128	338	60	398
1934	15	89	47	2	—	—	153	351	89	440
1935	20	81	54	1	1	—	157	463	110	573
1936	30	82	40	1	—	—	153	483	120	603
1937	41	70	59	—	—	32	202	465	123	588
1938	14	47	121	—	—	48	230	422	186	608
1939	64	38	74	—	—	47	223	550	150	700
1940	49	27	49	—	2	25	152	316	104	420

* Les arrêts portant décision d'internement, rendus en vertu de la loi de défense sociale du 9 avril 1930, n'ont été relevés par la statistique qu'à partir de 1937.

Tableau n° 4. — ORDONNANCE DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ÉTÉ SOUMISES
À LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

ORDONNANCES	ANNÉES	Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles.	ORDONNANCES RENDUES SUR LE FOND DES AFFAIRES				TOTAUX	Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition
			auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel			dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruc- tion criminelle		
			par le ministère public	par les parties civiles	(1) par l'inculpé [art. 8 de la loi du 9 avril 1930]			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Confirmées entièrement.	1931	404	23	30	—	115	572	3
	1932	433	34	25	—	142	634	1
	1933	391	19	27	—	110	547	—
	1934	604	32	22	—	45	703	—
	1935	456	28	24	—	60	568	—
	1936	518	16	19	—	79	632	—
	1937	469	21	40	27	75	632	—
	1938	555	43	53	44	48	743	—
	1939	573	48	27	46	38	732	—
	1940	711	34	18	22	27	812	—
Infirmées en tout ou en partie.	1931	76	24	12	—	28	140	—
	1932	117	28	8	—	20	173	—
	1933	93	18	2	—	34	147	—
	1934	109	12	4	—	17	142	—
	1935	85	17	4	—	9	115	—
	1936	122	7	1	—	13	143	—
	1937	91	10	1	—	22	124	—
	1938	70	24	6	—	10	110	—
	1939	47	50	4	3	—	104	—
	1940	74	42	9	—	—	125	—
Totaux.	1931	480	47	42	—	143	712	3
	1932	550	62	33	—	162	807	1
	1933	484	37	29	—	144	694	—
	1934	713	44	26	—	62	845	—
	1935	541	45	28	—	69	683	—
	1936	640	23	20	—	92	775	—
	1937	560	31	41	27	97	756	—
	1938	625	67	59	44	58	853	—
	1939	620	98	31	49	38	836	—
	1940	785	76	27	22	27	937	—

(1) Les ordonnances de la Chambre du conseil, dont il a été interjeté appel en vertu de l'article 8 de la loi de la défense sociale du 9 avril 1930, n'ont été relevées par la statistique qu'à partir de 1937.

Tableau n° 5. — DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE DES ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DÉLITS ORDINAIRES JUGÉS CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES.

ANNÉES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE										
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	* Durée inconnue	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
1931	Condamnés . . .	93	91	1	2	2	7	13	19	30	10	7	—
	Acquittés . . .	14	14	1	1	—	1	1	3	3	4	—	—
	<i>Totaux.</i>	107	105	2	3	2	8	14	22	33	14	7	—
1932	Condamnés . . .	120	119	2	1	2	8	12	21	43	22	8	—
	Acquittés . . .	31	26	—	2	2	2	5	6	6	3	—	—
	<i>Totaux.</i>	151	145	2	3	4	10	17	27	49	25	8	—
1933	Condamnés . . .	95	95	1	—	2	11	12	16	26	13	11	3
	Acquittés . . .	32	29	7	2	—	4	9	3	2	2	—	—
	<i>Totaux.</i>	127	124	8	2	2	15	21	19	28	15	11	3
1934	Condamnés . . .	79	78	1	—	5	14	9	7	30	7	5	—
	Acquittés . . .	18	18	4	1	—	1	1	2	7	1	—	1
	<i>Totaux.</i>	97	96	5	1	5	15	10	9	37	8	5	1
1935	Condamnés . . .	97	96	2	6	1	4	11	18	31	11	11	1
	Acquittés . . .	27	24	6	3	—	—	3	3	7	1	—	1
	<i>Totaux.</i>	124	120	8	9	1	4	14	21	38	12	11	2
1936	Condamnés . . .	81	78	1	—	2	7	6	8	31	16	7	—
	Acquittés . . .	18	15	—	—	2	1	3	5	3	1	—	—
	<i>Totaux.</i>	99	93	1	—	4	8	9	13	34	17	7	—
1937	Condamnés . . .	67	67	2	—	1	4	8	10	20	12	10	—
	Acquittés . . .	19	19	2	1	—	1	2	2	6	3	2	—
	<i>Totaux.</i>	86	86	4	1	1	5	10	12	26	15	12	—
1938	Condamnés . . .	40	39	—	—	—	2	5	7	18	1	6	—
	Internés . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Acquittés . . .	16	15	—	—	—	2	1	2	5	4	1	—
<i>Totaux.</i>	57	55	—	—	—	4	6	9	23	5	8	—	
1939	Condamnés . . .	27	27	—	—	—	2	1	5	7	7	5	—
	Internés . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acquittés . . .	5	5	—	—	—	2	—	—	2	—	1	—
<i>Totaux.</i>	32	32	—	—	—	4	1	5	9	7	6	—	
1940	Condamnés . . .	34	34	—	1	1	1	3	3	3	14	8	—
	Internés . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Acquittés . . .	3	3	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—
<i>Totaux.</i>	38	38	—	1	1	1	3	3	5	16	8	—	

N. B. Jusqu'en 1937, les accusés internés ont été comptés parmi les condamnés.

* La durée de la détention préventive est inconnue pour la statistique, quand un arrêt est cassé et que l'accusé est renvoyé devant une autre Cour d'Assises, ou bien lorsque l'accusé était détenu pour une autre cause que celle qui a motivé sa comparution devant la Cour d'Assises.

Tableau n° 6. — DÉTENTION PRÉVENTIVE. — PRÉVENUS ACQUITTÉS EN APPEL.

ANNÉES	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
1931	10	1	7	2	—
1932	17	3	10	3	1
1933	11	4	6	1	—
1934	7	2	5	—	—
1935	18	2	14	2	—
1936	28	3	20	2	3
1937	18	—	18	—	—
1938	8	—	8	—	—
1939	6	2	1	—	3
1940	2	1	1	—	—

Tableau n° 7. — DÉTENTION PRÉVENTIVE. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES
PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION.

ANNÉES	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
1931	13	7	2	3	1
1932	35	35	—	1	1
1933	52	43	4	2	3
1934	40	32	7	1	—
1935	15	14	1	—	—
1936	17	14	3	—	—
1937	10	10	—	—	—
1938	29	28	1	—	—
1939	10	7	1	1	1
1940	3	2	1	—	—

Tableau n° 8. — DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE DES INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PRÉVENUS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

AN- NÉES	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil					PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement					PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires					PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés								
	DURÉE de la détention préventive					DURÉE de la détention préventive					DURÉE de la détention préventive					DURÉE de la détention préventive								
	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus	Total	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus	Total	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus	Total	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
1931	203	116	53	28	4	2	2,542	1,346	775	246	146	29	8	7	1	—	—	—	33	21	5	2	5	—
1932	168	113	35	16	4	—	2,528	1,399	678	247	181	23	7	7	—	—	—	—	36	26	7	2	1	—
1933	173	98	51	15	9	—	2,271	1,107	740	247	147	30	7	6	1	—	—	—	34	18	13	3	—	—
1934	132	73	50	6	2	1	2,388	1,241	720	249	167	11	7	6	—	1	—	—	53	30	17	5	1	—
1935	164	102	36	20	6	—	2,573	1,306	722	350	185	10	8	7	1	—	—	—	68	48	15	4	1	—
1936	141	95	35	9	2	—	2,317	1,058	796	246	188	29	25	24	1	—	—	—	48	30	17	—	1	—
1937	107	82	17	4	4	—	2,179	1,022	754	259	114	30	8	7	1	—	—	—	42	23	15	4	—	—
1938	54	43	8	2	1	—	2,259	1,096	769	240	150	40	13	13	—	—	—	—	52	36	11	4	1	—
1939	89	81	5	1	2	—	2,796	1,437	856	343	141	19	52	48	4	—	—	—	50	38	6	2	2	2
*1940	44	40	1	1	2	—	2,228	902	853	319	130	24	41	38	3	—	—	—	59	40	14	5	—	—

* Les chiffres de 1940 des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil s'entendent l'arrondissement de Bruxelles non compris.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des contraventions, c'est-à-dire des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine n'excédant pas sept jours de prison et 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes;

2° Des délits que la chambre du conseil leur envoie quand, en raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° *a)* des délits prévus par le Code rural; des infractions prévues par le Code forestier; des infractions aux lois et règlements sur les barrières, le roulage, les services publics et réguliers du transport en commun par terre ou par eau, la voirie par terre ou par eau; des infractions aux règlements provinciaux; des infractions aux règlements communaux; *b)* de quelques autres délits prévus par certaines lois qui attribuent spécialement compétence au juge de paix. (A. R. du 10 janvier 1935 modifié par A. R. du 8 mars 1936.)

4° Des infractions à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, à l'exception de celles prévues par l'art. 8 et par les deux premiers alinéas de l'art. 11. (Art. 19 de l'arrêté-loi.)

(L'arrêté-loi du 14 novembre 1939 a abrogé et remplacé la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique dont les infractions étaient déjà de la compétence des juges de paix en vertu de l'A. R. du 10 janvier 1935.)

5° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérègle-

ment de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge;

6° Des absences au vote;

7° Des manquements des chefs de famille à la loi sur l'enseignement primaire (obligation scolaire). Loi du 18 octobre 1921 renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire et arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire.

Les juges des enfants ont aussi compétence pour connaître de ces manquements.

8° Des manquements aux lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des salariés (lois des 10-12-1924, 14-7-1930, 10-3-1925, 18-6-1930 et 15-12-1937) et à la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales.

Les fonctions du juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Il a été créé à Bruxelles, Anvers et Liège, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Les transactions accordées aux délinquants par le ministère public depuis le 1^{er} février 1935 ont diminué dans une proportion importante le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, nonobstant l'extension de la compétence de cette juridiction.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

Tableau n° 9. — TRANSACTIONS PROPOSÉES PAR LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LES TRIBUNAUX DE POLICE.

ANNÉES	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1935	155,533	118,921	4,986,641.15
1936	171,894	135,707	5,592,574.90
1937	188,852	151,346	*6,416,817.40
1938	189,602	151,202	**6,321,919.83
1939	162,758	127,887	5,331,979.94
1940	111,171	85,126	2,954,061.10

* Plus 6 gulden.

** Plus 3 gulden.

Tableau n° 10. — ÉTAT DES AFFAIRES ET DES INCULPÉS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE.

ANNÉES	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires con- cernant le vaga- bondage et la mendi- cité	Affaires élec- torales	INCULPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						INDIVIDUS JUGÉS EN MATIÈRES DE MENDICITÉ ET DE VAGABONDAGE (Loi du 27 nov. 1891)			INDIVIDUS JUGÉS EN MATIÈRES DE LOIS ÉLECTORALES (Absence au vote)		
					Total	Acquit- tés ou ren- voyés des pour- suites le tribunal s'étant déclaré incom- pétent	CONDAMNÉS				Total	Acquit- tés	Mis à la dis- position du gouver- nement	Total	Acquit- tés	con- dam- nés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
							Con- diti- on- nel	simple	con- diti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1931	173,570	170,658	2,912	—	196,511	19,421	59	472	62,794	113,765	3,063	144	2,919	—	—	—
1932	178,361	175,298	2,844	219	199,704	20,474	97	592	62,249	116,292	2,981	146	2,835	223	75	148
1933	165,934	161,721	2,535	1,878	184,643	18,815	55	425	57,622	107,726	2,640	128	2,512	1,718	339	1,379
1934	174,316	171,651	2,665	—	198,105	22,248	56	486	61,535	113,780	2,707	130	2,577	—	—	—
1935	129,580	126,803	2,591	186	149,396	18,513	52	558	36,863	93,410	2,650	120	2,530	186	21	165
1936	109,371	106,280	2,286	805	126,408	17,108	21	454	26,874	81,951	2,286	108	2,178	806	153	653
1937	108,711	106,635	1,856	220	126,717	17,071	38	405	26,810	82,393	1,904	118	1,786	219	8	211
1938	106,536	104,411	2,049	76	124,833	16,581	40	307	27,167	80,738	2,114	249	1,865	77	31	46
1939	106,703	104,058	1,888	757	125,085	16,336	48	400	26,731	81,570	1,891	96	1,795	757	99	658
1940	65,052	64,097	947	8	75,993	11,090	76	352	19,201	45,274	947	63	884	8	3	5

Tableau n° 11. — TRIBUNAUX DE POLICE. — RÉSULTAT DES POURSUITES, D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIÈRE DE POLICE.

AN- NÉES	INculpÉS	DÉLITS RENVOYÉS AUX TRIBUNAUX DE POLICE PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL (L. du 4 oct. 1867)		INFRACTIONS DE LA COMPÉTENCE DIRECTE DES TRIBUNAUX DE POLICE			TOTAUX
		Code pénal	Lois spéciales	Code pénal	Règlements communaux et provinciaux	Lois spéciales et règlements généraux	
1	2	3	4	5	6	7	8
1931	Acquittés	3,634	126	3,500	1,841	10,168	19,269
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	30	11	27	7	77	152
	Condamnés	13,558	950	15,738	28,153	118,691	177,090
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,222	1,087	19,265	30,001	128,936	196,511
1932	Acquittés	3,556	63	3,627	3,117	9,957	20,320
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	36	4	36	15	63	154
	Condamnés	13,336	699	15,448	30,030	119,717	179,230
	<i>Nombre des inculpés</i>	16,928	766	19,111	33,162	129,737	199,704
1933	Acquittés	3,535	93	3,589	1,959	9,464	18,640
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	29	4	29	15	98	175
	Condamnés	13,346	1,132	13,674	25,695	111,981	165,828
	<i>Nombre des inculpés</i>	16,910	1,229	17,292	27,669	121,543	184,643
1934	Acquittés	4,051	109	4,226	2,701	11,022	22,109
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	31	6	27	3	72	139
	Condamnés	13,619	1,346	15,156	28,000	117,736	175,857
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,701	1,461	19,409	30,704	128,830	198,105
1935	Acquittés	3,819	127	3,911	1,382	9,124	18,363
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	31	—	24	10	85	150
	Condamnés	13,982	1,387	13,035	17,579	84,900	130,883
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,832	1,514	16,970	18,971	94,109	149,396
1936	Acquittés	3,636	170	3,445	1,248	8,377	16,876
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	43	7	43	10	129	232
	Condamnés	14,295	1,478	11,421	13,546	68,540	109,300
	<i>Nombre des inculpés</i>	17,974	1,655	14,909	14,804	77,066	126,408
1937	Acquittés	3,146	208	3,321	1,333	8,888	16,896
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	40	—	44	2	89	175
	Condamnés	12,406	1,745	10,790	12,444	72,261	109,646
	<i>Nombre des inculpés</i>	15,592	1,953	14,155	13,779	81,238	126,717
1938	Acquittés	3,215	263	3,235	1,014	8,697	16,424
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	37	3	25	4	88	157
	Condamnés	12,257	2,129	10,130	11,076	72,660	108,252
	<i>Nombre des inculpés</i>	15,509	2,395	13,390	12,094	81,445	124,833
1939	Acquittés	3,402	174	2,953	814	8,842	16,185
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	17	9	23	4	98	151
	Condamnés	11,787	1,602	9,934	9,990	75,436	108,749
	<i>Nombre des inculpés</i>	15,206	1,785	12,910	10,808	84,376	125,085
1940	Acquittés	1,905	70	1,725	715	6,501	10,916
	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	25	3	33	12	101	174
	Condamnés	6,826	731	5,884	6,819	44,643	64,903
	<i>Nombre des inculpés</i>	8,756	804	7,642	7,546	51,245	75,993

**Tableau n° 12. — APPELS DE POLICE.
NOMBRE DES APPELS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.**

ANNÉES	APPELS				
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6
1931	366	3,061	3,040	6	381
1932	381	2,666	2,715	2	330
1933	330	2,854	2,833	1	350
1934	350	2,834	2,780	3	401
1935	401	2,921	2,919	5	398
1936	398	3,194	3,190	4	398
1937	398	3,525	3,463	5	455
1938	455	3,447	3,445	—	457
1939	457	3,042	3,051	1	447
1940	436	1,756	1,749	6	437

Il y a lieu de mettre ce tableau en rapport avec le tableau n° 18 établissant le nombre de prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels.

Tableau n° 13a. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, ARTICLES 9, 10, 11 ET 11bis (obligation scolaire). — CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX.

ANNÉES	LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORÇANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 27 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	NOMBRE DES CHEFS DE FAMILLE				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
1931	6,540	1,245	1,037	4,047	44	167
1932	4,403	841	722	2,687	47	106
1933	5,395	1,255	850	3,067	13	210
1934	5,654	1,094	993	3,305	3	259
1935	4,234	831	704	2,493	17	189
1936	4,142	752	718	2,506	13	153
1937	4,888	920	832	2,962	7	167
1938	3,311	629	627	1,979	12	64
1939	3,521	660	672	2,106	12	71
1940	3,963	814	644	2,377	3	125

Tableau n° 13b. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS.

ANNÉES	NOMBRE des chefs de famille poursuivis	NOMBRE DES CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS				
		acquittés	CONDAMNÉS À L'AMENDE		CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
1938	95	28	20	39	—	8
1939	100	9	22	64	1	4
1940	90	15	37	37	1	—

N. B. Les renseignements relatifs aux chefs de famille poursuivis devant les juges des enfants n'ont été recueillis qu'à dater de 1938.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs majorés de 60 décimés) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui sont frappées d'une peine correctionnelle et dont la compétence n'est pas attribuée au tribunal de police ou à une autre juridiction par une disposition explicite ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle, que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881, du 4 septembre 1891, du 23 août 1919 et du 14 mai 1937.)

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de vingt-six. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Cependant, la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, prorogée par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, introduit des dispositions en vertu desquelles les tribunaux de pre-

mière instance, à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent :

1° Des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal ;

2° Des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive ;

3° Des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

Toutefois, les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déferées à un tribunal de trois juges.

Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le déclatoire devra être soulevé avant tout débat. L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond.

Application de la loi de défense sociale du 9 avril 1930. — Le tribunal correctionnel est compétent au même titre que les juridictions d'instruction en ce qui concerne la mise en observation du prévenu lorsqu'il existe des raisons de croire qu'il est anormal, et pour ordonner son internement dans un établissement spécial (art. 1 à 23 de la loi).

En outre, il appartient au tribunal correctionnel de se prononcer à l'égard des récidivistes et des délinquants d'habitude qu'ils ont à juger, sur leur mise éventuelle à la disposition du gouvernement :

Art. 25. — Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition

du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

La mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et des délinquants d'habitude, prononcée par le jugement de condamnation et qui permet leur internement (art. 27) est venu remplacer la peine accessoire de la mise sous surveillance de police qui est abrogée (art. 31).

Il a paru essentiel, dans les tableaux qui suivent, d'énoncer les mises à disposition du gouvernement en vertu de l'art. 25 de la loi de défense sociale, dans une colonne spéciale et de ne pas les confondre avec les mises à disposition du gouvernement des vagabonds et mendiants (art. 14 de la loi du 27 novembre 1891), ni avec celle des délinquants mineurs de moins de 18 ans jusqu'à leur majorité (art. 37 de la loi du 15 mai 1912).

Transactions. — La répercussion de l'arrêté royal du 21 juin 1939 sur le nombre des affaires que les tribunaux correctionnels ont à juger, n'entre en ligne de compte qu'à partir du 1^{er} juillet 1939, date à laquelle l'arrêté est entré en vigueur.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

Tableau n° 14. — NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCCUPER

ANNÉES	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE							TOTAL des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES						TOTAL des affaires restant à juger à la fin de l'année	
		portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par					par jugement					TOTAL des affaires terminées		
		citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	une administration publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation	Total		AU FOND				d'incompé-			par radiation du rôle
										contradictoirement	par défaut	(1)	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	6	10	11	12	13	14	15	16	17	18
1931	11,588	27,616	238	1,278	11,261	37	7	40,437	52,025	32,859	6,582	1,791	41,232	33	46	41,311	10,714
1932	10,734 (2)	29,036	219	1,225	10,625	43	11	41,159	51,893	34,040	6,146	1,722	41,908	26	39	41,973	9,920
1933	9,920	28,580	270	1,266	10,012	29	21	40,178	50,098	33,327	5,829	1,935	41,091	41	49	41,181	8,917
1934	8,917	31,695	284	1,595	10,877	40	9	44,500	53,417	35,232	6,144	1,975	43,351	43	64	43,458	9,959
1935	9,959	27,206	232	1,230	10,844	27	14	39,553	49,512	32,894	5,490	1,844	40,228	40	91	40,359	9,153
1936	9,153	30,054	326	1,110	11,285	43	13	42,831	51,984	34,444	5,447	1,702	41,593	26	37	41,656	10,328
1937	10,328	29,033	308	748	11,145	41	13	41,288	51,616	33,932	5,836	2,102	41,670	34	48	41,752	9,864
1938	9,864	29,943	262	1,049	11,304	39	16	42,613	52,477	34,690	6,160	1,831	42,681	40	40	42,761	9,716
1939	9,716	27,067	212	1,394	11,163	30	25	39,891	49,607	33,115	5,522	1,827	40,464	55	45	40,564	9,043
1940	9,043	44,360	185	1,755	11,871	20	9	58,200	67,243	40,117	6,952	2,953	50,022	74	59	50,155	17,088

(1) Contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut, à l'égard des autres.

(2) Chiffre rectifié.

Tableau n° 15. — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.
AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE.

ANNÉES	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES PAR UN JUGEMENT AU FOND	NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES	NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UN JUGE UNIQUE
1	2	3	4
1931	41,232	16,749	24,232
1932	41,908	16,698	25,210
1933	41,091	17,284	23,807
1934	43,351	17,859	25,492
1935	40,228	16,106	24,122
1936	41,593	16,580	25,013
1937	41,670	16,300	25,370
1938	42,681	15,566	27,115
1939	40,464	15,376	25,088
1940	50,022	21,500 18,423	28,423 31,599

TABLEAU N° 16

Il a été tenu compte de l'importance de ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont les tribunaux correctionnels ont eu à connaître et qui spécifie d'après leur nature les peines principales et accessoires prononcées.

L'ordre alphabétique précédemment employé pour la nomenclature des infractions a été abandonné, non seulement parce qu'une publication concordante en deux langues ne permet pas de suivre un ordre alphabétique, mais aussi parce que la classification alphabétique n'est pas de nature à fournir un aperçu ordonné de l'esprit de la législation pénale en vigueur.

Il a été jugé utile de suivre pour les crimes correctionnalisés et pour les délits l'ordre du Code pénal, dont l'application est ainsi reflétée dans sa logique particulière. Certaines condensations ont été opérées, par exemple en ce qui concerne les faux en écritures, les attentats à la pudeur, l'excitation à la débauche, etc., dont les détails par délit caractérisé peuvent toujours être obtenus à la section de la statistique judiciaire de l'Office central de statistique, mais en règle générale, il a été évité, même en cette statistique décennale, d'abréger à un tel point, qui permette une confusion quelconque dans la manifestation sociale des infractions.

Pour ce qui concerne les infractions prévues

par des lois spéciales, dont l'importance s'est accrue d'année en année, il a été trouvé indispensable de rechercher dans la législation une logique par domaine d'application.

Les divisions suivantes ont été admises :

1. Ordre et sécurité publics;
2. Santé publique;
3. Commerce et industrie;
4. Agriculture, animaux, chasse et pêche;
5. Travail et prévoyance;
6. Transport, voirie et communications.

Au sein de chaque division, les infractions sont, autant que possible, groupées dans l'ordre logique qu'inspire leur nature, de sorte que toute recherche laborieuse est évitée, et que toute disposition législative nouvelle vienne à l'avenir compléter une rubrique dans son ordre rationnel et soit ainsi mise en relief.

Les en-têtes des colonnes du tableau ont été maintenues, sauf en ce qui concerne les peines accessoires.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 a abrogé la mise sous surveillance de police et l'a remplacée par la mise à la disposition du gouvernement des condamnés.

La colonne 12 donne par espèce d'infraction le nombre des condamnés mis à la disposition

du gouvernement, en vertu des dispositions antérieures à la loi de défense sociale et qui sont maintenues.

Il peut paraître regrettable que l'application de la loi du 27 novembre 1891, art. 14, qui concerne des vagabonds et mendiants, ait été confondue dans une même colonne avec l'application de la loi du 15 mai 1912, art. 37, qui concerne des individus âgés de moins de 18 ans; mais les éléments statistiques pour établir la distinction faisaient défaut, et il est à remarquer, d'autre part, que le tableau 19 établit la division néces-

saire qui permet de connaître les totaux par champ d'application de chacune des dispositions légales.

Dans le tableau 16 il importait, pour pouvoir suivre l'application d'une loi sociale nouvelle, d'attribuer une colonne spéciale, la colonne 13, aux mises à la disposition du gouvernement, en vertu de la loi du 9 avril 1930, mais ici encore, il y a lieu de noter une lacune partielle, le Département de la Justice n'ayant relevé les éléments ce concernant qu'à partir de 1936.

Tableau n° 16. — PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES.

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende						
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	

INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.

Crimes correctionnalisés.

Sûreté de l'Etat, livraison ou communication de documents ou renseignements (Art. 118, 123ter)	1931/35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	3	—	3	—	3	—	—	—	1	—	—
	1937	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	1938	4	—	4	—	4	—	—	—	4	—	—
	1940	4	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	7	1	6	—	4	2	—	—	2	—	—
	1933	11	—	11	—	11	—	—	—	—	—	—
	1934	4	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—
	1935	15	—	15	10	5	—	—	—	3	—	—
Fausse monnaie : contrefaçon, altération, émission (Art. 160, 161, 168)	1936	11	3	8	—	8	—	—	—	3	—	—
	1937	8	2	6	—	6	—	—	—	—	—	—
	1938	3	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—
	1939	3	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—
	1940	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Effets publics, billets de banque, contrefaçon, falsification, émission (Art. 173 à 176)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	7	1	6	—	4	2	—	—	2	—	—
	1933	11	—	11	—	11	—	—	—	—	—	—
	1934	4	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—
	1935	15	—	15	10	5	—	—	—	3	—	—

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS								accés- sai- re- ment à l'inter- dic- tion de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					EN ORDRE PRINCIPAL À.						con- di- tion- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement			l'amende							
					con- di- tion- nel	sans condition		con- di- tion- nelle	simple						
						plus de 6 mois	6 mois et moins								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Faux en écritures (Art. 194 à 197)	1931	472	53	419	100	139	180	—	—	11	2	—			
	1932	619	68	551	190	140	221	—	—	7	—	—			
	1933	607	70	537	198	110	229	—	—	8	—	—			
	1934	750	100	650	242	105	303	—	—	7	—	—			
	1935	938	159	779	320	135	324	—	—	7	—	—			
	1936	824	139	685	228	135	320	2	—	20	1	6			
	1937	737	169	568	209	100	257	1	1	10	1	5			
	1938	681	119	562	205	120	237	—	—	17	—	1			
	1939	863	116	747	273	166	301	1	6	21	1	4			
1940	518	57	461	140	133	183	3	2	13	—	7				
Faux certificat par fonctionnaire (2 cas seulement en 1934) (Art. 208)	1931	36	7	29	21	4	4	—	—	—	—	—			
	1932	21	4	17	10	2	5	—	—	—	—	—			
	1933	19	2	17	7	9	1	—	—	—	—	—			
	1934	35	—	35	14	13	8	—	—	1	—	—			
	1935	23	7	16	8	6	2	—	—	2	—	—			
	1936	20	1	19	9	4	6	—	—	1	—	—			
	1937	17	2	15	9	3	3	—	—	1	—	—			
	1938	20	1	19	11	7	1	—	—	—	—	—			
	1939	14	1	13	7	5	1	—	—	1	—	—			
1940	17	4	13	6	1	6	—	—	—	—	—				
Détournement par un dépositaire public (Art. 240, § 1)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1932	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—			
	1933	4	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—			
	1934	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—			
	1935/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1938	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—			
	1939	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—			
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable (Art. 272, § 1)	1931	10	4	6	2	3	1	—	—	—	—	—			
	1932	15	—	15	2	9	4	—	—	2	—	—			
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1934	6	1	5	—	5	—	—	—	2	—	—			
	1935	4	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—			
	1936	12	—	12	1	8	3	—	—	—	—	—			
	1937	4	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—			
	1938	17	1	16	3	13	—	—	—	1	—	—			
	1939	12	—	12	—	12	—	—	—	9	—	—			
1940	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—				
Avortement : sans consentement ou par médecins ou ayant causé la mort (Art. 348, 352, 353)	1931	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
	1932	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—			
	1933	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—			
	1934	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
	1935/36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1937	5	—	5	2	—	3	—	—	—	—	—			
	1938	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—			
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Suppression, substitution ou ou supposition d'enfant (Art. 363)	1931	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—		
1932		2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—			
1933		1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—			
1934		1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
1935/36		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
1937		5	—	5	2	—	3	—	—	—	—	—			
1938		2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—			

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t				
					EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- onnel	plus de 6 mois		6 mois et moins	con- diti- on- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende									
					con- diti- onnel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13				
Enlèvement de mineurs (Art. 364, 368 et 369)	1931	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—				
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1933	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—				
	1934	4	—	4	3	—	1	—	—	—	—	—				
	1935/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Attentats à la pudeur sans violences ni menaces sur des mineurs (Art. 372, § 1; 272, § 2; 377, § 2)	1931	396	57	339	104	122	113	—	—	326	5	—				
	1932	444	80	364	148	81	125	—	—	347	4	—				
	1933	386	59	327	99	110	118	—	—	312	1	—				
	1934	425	65	360	121	93	146	—	—	348	1	—				
	1935	507	73	434	174	131	129	—	—	402	1	—				
	1936	535	89	446	178	119	149	—	—	426	1	—				
	1937	495	79	416	188	100	128	—	—	401	4	—				
	1938	504	74	430	201	88	141	—	—	409	2	1				
	1939	520	64	456	178	118	160	—	—	423	1	4				
1940	276	44	232	96	81	55	—	—	210	—	2					
Attentats à la pudeur avec violences ou menaces sur des mineurs (Art. 373, 377, § 3 et 4)	1931	58	12	46	7	33	6	—	—	29	1	—				
	1932	66	5	61	7	39	15	—	—	56	—	—				
	1933	56	15	41	6	27	8	—	—	41	—	—				
	1934	53	14	39	8	24	7	—	—	38	—	—				
	1935	77	23	54	8	38	8	—	—	53	—	—				
	1936	52	10	42	7	30	5	—	—	40	1	—				
	1937	95	17	78	33	30	15	—	—	75	—	1				
	1938	92	13	79	23	33	23	—	—	79	—	—				
	1939	74	8	66	18	30	18	—	—	62	—	—				
1940	62	9	53	9	27	17	—	—	45	—	—					
Viol (Art. 375, 377, §§ 5, 6 et 7)	1931	31	5	26	6	15	5	—	—	23	—	—				
	1932	33	9	24	5	15	4	—	—	20	—	—				
	1933	22	6	16	4	7	5	—	—	15	—	—				
	1934	32	7	25	4	12	8	—	1	23	—	—				
	1935	24	5	19	2	15	2	—	—	19	—	—				
	1936	28	8	20	2	10	8	—	—	19	—	1				
	1937	48	8	40	4	31	5	—	—	38	—	1				
	1938	63	21	42	1	34	7	—	—	41	—	—				
	1939	99	16	83	8	70	5	—	—	76	—	—				
1940	45	11	34	4	25	4	—	1	29	—	—					
Excitation à la débauche de mineurs (Art. 379, §§ 2, 3, 4; 381)	1931	14	4	10	3	5	1	—	1	9	—	—				
	1932	20	6	14	2	4	8	—	—	13	—	—				
	1933	22	9	13	5	3	5	—	—	13	—	—				
	1934	33	6	27	7	11	8	—	1	26	—	—				
	1935	18	3	15	6	5	4	—	—	14	—	—				
	1936	40	7	33	12	14	7	—	—	32	—	—				
	1937	22	6	16	3	6	7	—	—	16	—	—				
	1938	28	6	22	5	9	8	—	—	21	—	—				
	1939	28	3	25	5	10	10	—	—	23	—	—				
1940	20	1	19	5	5	8	—	1	16	—	—					

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t				
					EN ORDRE PRINCIPAL À					con- diti- on- nel	l'emprisonnement		l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					sans condition		con- diti- on- nelle	simple	plus de 6 mois		6 mois et moins		con- diti- on- nelle	simple			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13					
Bigamie (Art. 391)	1931	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—					
	1932	3	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—					
	1933	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—					
	1934	3	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—					
	1935	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—					
	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—					
	1937/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1939	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—					
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
Infanticide (Art. 396, § 3)	1931	9	1	8	—	8	—	—	—	2	—	—					
	1932	7	—	7	—	7	—	—	—	2	—	—					
	1933	10	1	9	—	9	—	—	—	—	—	—					
	1934	10	2	8	—	7	1	—	—	1	—	—					
	1935	4	—	4	—	4	—	—	—	1	—	—					
	1936	5	1	4	—	4	—	—	—	1	—	—					
	1937	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—					
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1939	4	—	4	—	4	—	—	—	—	1	—					
	1940	4	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—					
Coups et blessures (Art. 400, § 2; 401, 401bis, 410)	1931	38	1	37	2	29	6	—	—	—	—	—					
	1932	34	2	32	2	22	8	—	—	—	—	—					
	1933	44	2	42	3	29	10	—	—	1	—	—					
	1934	36	8	28	4	15	9	—	—	—	—	—					
	1935	36	5	31	4	22	5	—	—	—	—	—					
	1936	37	1	36	6	24	4	—	2	—	—	—					
	1937	36	5	31	3	26	2	—	—	1	—	—					
	1938	33	4	29	4	24	1	—	—	2	—	—					
	1939	29	2	27	3	20	4	—	—	2	—	—					
	1940	24	2	22	5	16	1	—	—	—	—	—					
Obstacle à la circulation un convoi sur un chemin de fer (Art. 406 et 407)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1934	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—					
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1936	23	3	20	4	—	13	—	3	—	—	—					
	1937/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1939	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—					
1940	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
Arrestation ou détention illégal avec tortures cor- porelles (Art. 437 et 438)	1931	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—					
	1932/34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1935	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—					
	1936	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—					
	1937/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1940	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—					

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	11	12	13		
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle					simple	
6	7	8	9	10	11	12	13							
Vol à l'aide d'effraction, de violences ou de menaces (Art. 467 à 472)	1931	1,275	118	1,157	200	400	575	6	6	28	11	—		
	1932	1,264	117	1,147	269	298	568	8	4	23	—	—		
	1933	1,216	129	1,087	259	256	564	5	3	29	1	—		
	1934	1,378	144	1,234	314	320	587	7	6	10	4	—		
	1935	1,238	162	1,076	252	278	540	2	4	21	5	—		
	1936	1,155	149	1,006	238	233	528	4	3	12	7	32		
	1937	1,044	134	910	232	190	478	6	4	17	9	18		
	1938	1,072	145	927	220	249	451	1	6	35	8	23		
	1939	1,005	100	905	207	262	420	12	4	24	3	33		
	1940	1,338	166	1,172	286	297	569	12	8	24	2	22		
Banqueroute frauduleuse (Art. 489, § 2)	1931	54	8	46	14	18	14	—	—	—	—	—		
	1932	79	11	68	19	25	24	—	—	2	4	—		
	1933	91	13	78	20	21	36	—	1	—	—	—		
	1934	99	13	86	18	13	52	1	2	1	—	—		
	1935	92	20	72	25	19	27	—	1	1	—	—		
	1936	74	18	56	20	17	18	—	1	1	—	—		
	1937	67	26	41	13	6	22	—	—	—	—	—		
	1938	49	12	37	13	11	12	1	—	1	—	—		
	1939	48	9	39	13	10	16	—	—	2	—	3		
	1940	48	9	39	9	12	18	—	—	—	—	—		
Recèlement d'objets enlevés par un crime punissable de la peine de mort ou des travaux forcés à per- pétuité (Art. 506)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1933	6	—	6	5	—	1	—	—	—	—	—		
	1934/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Incendie (Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, §§ 2, 3, 4)	1931	15	4	11	2	7	2	—	—	—	—	—		
	1932	16	3	13	3	7	3	—	—	—	—	—		
	1933	24	8	16	2	14	—	—	—	—	—	—		
	1934	25	12	13	4	3	5	1	—	2	—	—		
	1935	15	1	14	—	11	3	—	—	2	—	—		
	1936	13	1	12	—	9	3	—	—	5	—	—		
	1937	8	—	8	—	8	—	—	—	1	—	—		
	1938	12	—	12	1	7	4	—	—	3	—	—		
	1939	11	—	11	1	6	4	—	—	1	—	—		
	1940	13	1	12	2	7	3	—	—	1	—	—		
Destruction de constructions (Art. 521)	1931	11	4	7	2	—	4	—	1	—	—	—		
	1932	14	8	6	6	—	—	—	—	—	—	—		
	1933	22	14	8	1	3	4	—	—	—	—	—		
	1934	9	2	7	4	—	2	—	1	—	—	—		
	1935	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1936	35	7	28	22	—	6	—	—	—	—	—		
	1937	7	1	6	1	—	5	—	—	—	—	—		
	1938	8	2	6	4	1	1	—	—	—	—	—		
	1939	12	2	10	5	—	5	—	—	—	—	—		
	1940	8	1	7	3	—	3	—	1	—	—	—		

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS								
				TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					con-dition-nel	sans condition		condi-tion-nelle				simple
plus de 6 mois	6 mois et moins	12	13									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Pillage, destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences et menaces (Art. 529 et 530)	1931	10	—	10	4	3	3	—	—	—	—	—
	1932	7	—	7	3	4	—	—	—	—	—	—
	1933	5	—	5	—	3	2	—	—	—	—	—
	1934	6	2	4	1	—	3	—	—	—	—	—
	1935	6	—	6	2	—	4	—	—	—	—	—
	1936	7	—	7	1	1	5	—	—	—	—	—
	1937	4	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—
	1938	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.												
Sûreté de l'Etat : s'être procuré objets, plans, écrits ou avoir fait des opérations topographiques intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat (Art. 118, 120, 120ter, 123bis, 123ter)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	1935	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	4	—	4	—	1	1	2	—	—	—	—
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	1940	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—
	Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos (Art. 142 à 145)	1931	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—
1932		6	2	4	—	—	2	2	—	—	—	—
1933		4	—	4	—	—	1	3	—	—	—	—
1934		3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—
1935		2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
1936		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1937		7	1	6	—	—	1	3	2	—	—	—
1938		3	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—
1939		1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public (Art. 147 et 148)	1931	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1932/34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ouverture ou suppression de lettres ou autres communications par un agent du gouvernement (Art. 149; Loi du 13 octobre 1930, art. 18)	1931	4	—	4	1	—	—	3	—	—	—	—
	1932	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
	1933	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
	1934	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
	1935	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—
	1936	4	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—
	1937	4	1	3	1	—	2	—	—	—	—	—
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	4	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—	
1940	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT*	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	11	12	13		
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	9	10										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Atteinte aux droits consti- tutionnels (Art. 151)	1931/36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1937	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Fausse monnaie, contrefa- çon, altération et émission (Art. 162, 163, 168 à 170, 497, 497bis)	1931	3	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—		
	1932	12	3	9	2	4	1	2	—	—	—	—		
	1933	17	—	17	—	11	2	3	1	5	—	—		
	1934	23	1	22	2	6	6	6	2	1	—	—		
	1935	22	6	16	1	1	4	7	3	—	—	—		
	1936	12	6	6	1	1	1	3	—	—	—	—		
	1937	4	1	3	—	—	1	2	—	—	—	—		
	1938	7	2	5	—	1	1	3	—	—	—	—		
	1939	12	—	12	—	7	2	3	—	1	—	—		
1940	7	—	7	1	1	1	2	—	—	—	—			
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1932	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
	1933	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—		
	1934	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—		
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1936	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—		
	1937	5	2	3	—	1	2	—	—	—	—	—		
	1938	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1939	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)	1931	19	1	18	1	6	6	4	1	4	—	—		
	1932	31	6	25	3	3	12	4	3	1	—	—		
	1933	30	5	25	6	—	10	6	3	—	—	—		
	1934	84	7	77	30	4	23	8	12	—	—	—		
	1935	109	13	96	33	3	26	18	16	—	—	—		
	1936	74	21	53	17	—	16	8	12	—	—	—		
	1937	21	3	18	3	—	6	5	4	—	—	—		
	1938	30	5	25	9	1	8	5	2	—	—	—		
	1939	37	7	30	6	6	8	6	4	—	1	—		
1940	69	21	48	7	1	30	2	8	—	—	—			
Faux et usage de faux (Art. 198 à 210)	1931	104	6	98	15	5	66	6	6	—	1	—		
	1932	113	10	103	34	4	44	15	6	—	—	—		
	1933	121	2	119	30	3	64	16	6	—	—	—		
	1934	143	17	126	36	1	71	11	7	—	—	—		
	1935	171	23	148	39	6	70	29	4	1	—	—		
	1936	178	18	160	57	1	67	27	8	—	—	—		
	1937	104	7	97	21	—	49	17	10	—	—	—		
	1938	97	6	91	17	3	51	17	3	—	—	1		
	1939	118	15	103	27	9	48	8	11	1	—	1		
1940	80	15	65	16	2	32	11	4	1	—	—			

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	11	12	13		
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle					simple	
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13					
Faux témoignage en jus- tice, subornation de té- moins, d'experts ou d'in- terprètes (Art. 218 à 220, 223) (1 cas de fausse déclara- tion en matière crimi- nelle, en 1933, acquitté) (Art. 217)	1931	51	35	16	6	6	4	—	—	2	1	—		
	1932	50	25	25	11	—	13	1	—	—	—	—		
	1933	50	24	26	11	2	9	3	1	—	—	—		
	1934	72	24	48	19	6	19	1	3	1	1	—		
	1935	70	24	46	11	14	19	2	—	2	—	—		
	1936	50	34	16	9	1	4	2	—	1	—	—		
	1937	85	50	35	15	4	12	2	2	—	—	—		
	1938	42	13	29	8	8	12	1	—	8	—	—		
	1939	90	39	51	20	7	24	—	—	7	—	—		
	1940	36	11	25	4	6	14	—	1	2	—	—		
Faux serment en matière civile (Art. 226)	1931	13	6	7	4	1	2	—	—	—	—	—		
	1932	20	9	11	4	—	5	—	2	1	—	—		
	1933	21	10	11	5	—	6	—	—	—	—	—		
	1934	20	5	15	7	—	6	1	1	1	—	—		
	1935	22	8	14	6	2	6	—	—	1	—	—		
	1936	38	21	17	11	—	6	—	—	2	—	—		
	1937	21	9	12	1	—	10	1	—	—	—	—		
	1938	34	17	17	7	—	9	—	1	1	—	—		
	1939	26	10	16	10	—	5	—	1	—	—	—		
	1940	15	9	6	3	—	3	—	—	—	—	—		
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)	1931	16	2	14	4	—	9	—	1	—	—	—		
	1932	23	4	19	3	—	4	4	8	—	—	—		
	1933	19	3	16	3	2	7	3	1	—	—	—		
	1934	23	5	18	5	—	6	3	4	—	—	—		
	1935	18	5	13	1	—	8	1	3	—	—	—		
	1936	22	5	17	2	2	8	3	2	—	—	—		
	1937	18	1	17	—	—	8	4	5	—	—	—		
	1938	21	5	16	2	—	9	3	2	—	—	—		
	1939	19	2	17	2	—	8	1	6	—	—	—		
	1940	13	2	11	2	—	6	2	1	—	—	—		
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de dé- corations et de costumes (Art. 228 à 232)	1931	266	12	254	2	—	106	75	71	—	—	—		
	1932	251	14	237	4	—	73	88	72	—	—	—		
	1933	255	17	238	5	—	63	108	62	—	—	—		
	1934	292	10	282	7	—	66	125	84	—	—	—		
	1935	280	13	267	10	—	66	99	92	2	—	—		
	1936	247	14	233	8	—	47	103	75	—	—	—		
	1937	220	13	207	4	—	59	89	55	—	—	—		
	1938	243	7	236	2	—	78	93	63	—	—	1		
	1939	194	4	190	4	—	60	60	66	—	—	—		
	1940	138	7	131	2	—	19	54	56	—	—	1		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accè- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	l'emprisonnement		l'amende		
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle		simple				
						plus de 6 mois	6 mois et moins							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Détournement par un dé- positaire public. Concus- sion par un fonctionnaire public. Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 243 à 245, 246 à 251)	1931	23	4	19	10	4	2	—	3	4	—	—		
	1932	11	6	5	4	—	—	1	—	—	—	—		
	1933	14	6	8	5	—	2	1	—	2	—	—		
	1934	4	1	3	2	—	—	—	1	—	—	—		
	1935	25	9	16	10	—	2	1	3	—	—	—		
	1936	11	4	7	3	1	2	—	1	—	—	—		
	1937	8	5	3	2	—	—	1	—	—	—	—		
	1938	24	7	17	9	—	4	4	—	—	—	—		
	1939	26	14	12	1	—	8	2	1	—	—	—		
	1940	20	2	18	6	3	4	5	—	—	—	1		
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonc- tionnaire (Art. 252)	1931	85	7	78	13	3	6	35	21	—	—	—		
	1932	59	8	51	5	3	6	22	15	—	—	—		
	1933	50	4	46	8	—	6	17	15	—	—	—		
	1934	64	3	61	6	—	12	23	20	—	—	—		
	1935	58	11	47	8	2	12	12	13	1	—	—		
	1936	75	7	68	9	—	5	29	25	—	—	—		
	1937	34	6	28	7	—	2	10	9	—	—	—		
	1938	60	3	57	10	—	13	19	15	—	—	—		
	1939	60	12	48	6	1	13	14	14	1	—	—		
	1940	44	6	38	10	—	8	11	9	—	—	—		
Abus d'autorité. Refus d'a- gir (Art. 257, 259)	1931	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1933	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
	1934	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—		
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1938	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
	1939	3	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—		
	1940	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Infractions aux obligations concernant l'Etat Civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)	1931	10	—	10	—	—	3	5	2	—	—	—		
	1932	15	—	15	—	—	2	7	6	—	—	—		
	1933	2	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—		
	1934	5	1	4	—	—	—	4	—	—	—	—		
	1935	5	2	3	—	—	—	2	1	—	—	—		
	1936	6	2	4	—	—	—	4	—	—	—	—		
	1937	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—		
	1938	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—		
	1939	16	1	15	1	—	3	6	5	—	—	—		
	1940	13	7	6	—	—	—	2	4	—	—	—		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS							
					EN ORDRE PRINCIPAL À					accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT	
					l'emprisonnement			l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple			
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13			
Imprimés publics ou distri- bués sans nom d'auteur ou imprimeur (Art. 299)	1931	39	6	33	1	—	8	14	10	—	—	—
	1932	74	20	54	1	—	5	30	18	—	—	—
	1933	93	38	55	2	1	1	37	14	—	—	—
	1934	99	22	77	—	—	5	47	25	—	—	—
	1935	73	24	49	1	—	3	40	5	—	—	—
	1936	38	10	28	1	—	1	19	7	—	—	—
	1937	36	2	34	1	—	1	23	9	—	—	—
	1938	34	4	30	—	—	2	12	16	—	—	—
	1939	43	9	34	—	—	1	12	21	—	—	—
	1940	15	—	15	1	—	6	7	1	—	—	—
Loteries non autorisées, jeux de hasard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308)	1931	122	25	107	8	—	7	64	28	—	—	—
	1932	97	17	80	3	—	5	49	23	—	—	—
	1933	105	15	90	3	—	6	60	21	—	—	—
	1934	213	21	192	6	—	6	135	45	—	—	—
	1935	156	22	134	8	—	8	72	46	—	—	—
	1936	133	17	116	—	—	4	67	45	—	—	—
	1937	89	11	78	3	—	5	38	32	—	—	—
	1938	202	27	175	1	—	4	128	42	—	—	—
	1939	67	5	62	—	—	2	32	28	—	—	—
	1940	47	3	44	3	—	3	19	19	—	—	—
Révélation de secrets de fa- brique (Art. 309)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1933	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
	1938	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	13	8	5	—	—	—	5	—	—	—	—
	1940	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Entrave à la liberté des en- chères (Art. 314)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	5	1	4	2	—	2	—	—	—	—	—
	1935/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations non autorisées ou en contravention des règlements (Art. 315)	1931	4	—	4	—	—	2	2	—	—	—	—
	1932	4	1	3	—	—	2	—	1	—	—	—
	1933	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
	1934/35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—
	1939	6	1	5	2	—	—	2	1	—	—	—
1940	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des pré- vus	Pré- vus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS					accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT				
					EN ORDRE PRINCIPAL À						con- dition- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement		l'amende		con- dition- nelle						simple
					con- dition- nel	sans condition	con- dition- nelle	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Armes prohibées (Art. 316 à 318; ces articles ont été abrogés par la loi du 3 janvier 1933, art. 28; voir plus loin : « Infractions prévues par des lois spéciales »)	1931	616	36	580	64	—	184	169	162	—	—	—			
	1932	583	43	540	59	—	142	151	188	—	—	—			
	1933	385	35	350	32	—	62	124	132	—	—	—			
	1934	38	9	29	3	—	4	11	11	—	—	—			
	1935	4	—	4	—	—	2	2	—	—	—	—			
	1936/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Epizootie (Art. 319 à 321)	1931	10	1	9	—	—	—	4	5	—	—	—			
	1932	8	1	7	—	—	—	5	2	—	—	—			
	1933	33	6	77	—	—	—	52	25	—	—	—			
	1934	42	5	37	—	—	—	16	21	—	—	—			
	1935	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—			
	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
	1937	6	—	6	1	—	—	3	2	—	—	—			
	1938	28	—	28	2	—	—	19	7	—	—	—			
	1939	24	7	17	—	—	—	5	12	—	—	—			
	1940	8	3	5	—	—	—	2	3	—	—	—			
Association de malfaiteurs (Art. 323, § 2 et 324)	1931/34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1935	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—			
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1937	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—			
	1938	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331)	1931	670	110	560	88	2	204	119	147	—	—	—			
	1932	777	163	614	118	3	209	118	166	—	—	—			
	1933	603	100	503	58	2	183	121	139	1	—	—			
	1934	618	123	495	58	—	147	145	145	—	—	—			
	1935	530	102	428	47	2	128	109	142	—	—	—			
	1936	580	112	468	54	4	140	124	146	—	—	—			
	1937	484	83	401	53	1	115	93	139	—	—	—			
	1938	478	86	392	54	—	114	108	116	—	—	—			
	1939	461	85	376	37	4	116	96	123	1	—	—			
	1940	258	49	209	32	2	82	35	58	—	—	—			
Evasion de détenus par négligence ou connivence des gardiens (Art. 333, 334, 336 et 337)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1933	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—			
	1934	4	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—			
	1935	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1937	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—			
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1939	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
1940	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—				

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					EN ORDRE PRINCIPAL À						l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912				
plus de 6 mois	6 mois et moins	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Rupture de ban de surveil- lance (Art. 338; cet arti- cle ne s'applique plus qu'aux cas de surveillance de police prononcés anté- rieurement à la mise en vigueur de la loi de dé- fense sociale du 9 avril 1930, qui a abrogé la mise sous surveillance spéciale de police)	1931	52	1	51	—	—	51	—	—	—	—	—		
	1932	44	1	43	—	—	43	—	—	—	—	—		
	1933	32	—	32	—	—	32	—	—	—	—	—		
	1934	12	—	12	—	—	12	—	—	—	—	—		
	1935	10	—	10	—	—	10	—	—	—	—	—		
	1936	7	1	6	—	—	6	—	—	—	—	—		
	1937	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—		
	1938	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1939	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1940	4	—	4	—	—	2	1	1	—	—	—		
Recèlement de criminels ou du cadavre d'une per- sonne homicidee (Art. 339 et 340)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1932	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—		
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1934	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1935/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
1940	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345)	1931	25	—	25	5	1	15	—	4	—	—	—		
	1932	35	5	30	—	1	28	1	—	—	2	—		
	1933	51	3	48	5	—	33	5	5	—	1	—		
	1934	33	1	32	2	2	22	3	3	—	—	—		
	1935	54	4	50	—	—	33	6	11	—	—	—		
	1936	36	—	36	1	—	32	—	3	—	—	—		
	1937	27	2	25	—	—	24	1	—	—	—	1		
	1938	33	3	30	1	1	24	1	3	—	1	—		
	1939	29	—	29	1	5	20	1	2	—	—	—		
	1940	11	1	10	—	—	9	1	—	—	1	—		
Avortement (Art. 348, § 2 à 351)	1931	57	8	49	20	18	11	—	—	—	—	—		
	1932	68	13	55	23	26	6	—	—	1	—	—		
	1933	62	25	37	12	11	13	1	—	—	—	—		
	1934	64	21	43	14	22	6	1	—	1	—	—		
	1935	59	13	46	20	18	7	1	—	—	—	—		
	1936	64	20	44	15	17	12	—	—	1	—	—		
	1937	62	17	45	18	15	12	—	—	1	—	—		
	1938	58	12	46	20	15	8	2	1	—	—	—		
	1939	160	30	130	79	35	15	1	—	—	—	—		
	1940	35	5	30	16	10	4	—	—	—	—	—		
Exposition, délaissement, abandon d'enfants (Art. 354 à 360bis)	1931	441	101	340	50	—	225	35	30	—	—	—		
	1932	381	110	271	53	—	167	24	27	—	—	—		
	1933	330	71	259	39	—	148	40	32	—	—	—		
	1934	324	80	244	39	—	131	28	46	—	—	—		
	1935	302	93	209	43	1	105	28	32	—	—	—		
	1936	294	92	202	34	—	106	23	39	—	—	—		
	1937	350	105	245	42	—	129	31	43	—	—	—		
	1938	283	57	226	29	—	148	14	35	—	—	—		
	1939	228	58	170	31	—	100	19	20	—	—	—		
	1940	129	28	101	17	1	64	8	11	—	—	—		

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t				
					EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nel	l'amende		con- diti- on- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement		l'amende			sans condition						
					con- diti- on- nel	plus de 6 mois	6 mois et moins	con- diti- on- nelle		simple						con- diti- on- nelle
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13				
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370)	1931	54	2	52	13	11	16	6	6	8	—	—				
	1932	35	4	31	2	8	12	6	3	5	—	—				
	1933	21	2	19	3	4	3	5	4	3	—	—				
	1934	24	5	19	5	1	4	6	3	2	—	—				
	1935	35	6	29	6	1	11	10	1	2	—	—				
	1936	39	11	28	5	2	12	8	1	5	—	—				
	1937	40	15	25	7	2	9	5	2	3	—	—				
	1938	42	6	36	11	3	10	3	9	6	—	—				
	1939	33	5	28	8	4	6	4	6	4	—	—				
	1940	19	4	15	7	2	5	—	1	2	—	—				
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3)	1931	63	10	53	9	14	29	1	—	49	—	—				
	1932	53	13	40	10	11	15	4	—	33	—	—				
	1933	42	5	37	11	7	19	—	—	34	—	—				
	1934	49	9	40	8	7	20	1	4	40	—	—				
	1935	28	5	23	6	6	11	—	—	22	—	—				
	1936	35	3	32	17	2	11	1	1	28	—	—				
	1937	42	9	33	10	4	17	1	1	31	—	1				
	1938	35	6	29	11	3	12	3	—	27	—	1				
	1939	40	8	32	13	6	12	1	—	29	—	—				
	1940	19	6	13	2	4	6	—	1	9	—	—				
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excitation à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382)	1931	175	35	140	52	19	45	13	11	97	—	—				
	1932	250	72	178	54	18	54	36	16	96	—	—				
	1933	221	44	177	62	21	59	17	18	139	1	—				
	1934	242	55	187	76	22	55	17	17	155	—	—				
	1935	249	62	187	65	11	49	33	29	167	—	—				
	1936	236	57	179	67	16	51	22	23	141	—	—				
	1937	186	54	132	36	9	43	28	16	137	—	—				
	1938	176	47	129	46	13	38	19	13	106	—	—				
	1939	232	64	168	43	20	44	41	20	119	—	—				
	1940	193	48	145	55	9	48	14	19	100	—	—				
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou ima- ges, par gestes ou provo- cation (Art. 383 à 386bis)	1931	1,018	123	895	234	45	358	154	104	111	3	—				
	1932	1,016	126	890	246	21	350	172	101	71	1	—				
	1933	976	129	847	233	10	309	162	133	79	4	—				
	1934	1,039	124	915	296	19	356	156	88	112	2	—				
	1935	1,084	158	926	302	19	315	196	94	105	1	—				
	1936	1,044	167	877	268	12	319	175	103	148	—	—				
	1937	962	137	825	224	17	275	219	90	106	1	3				
	1938	924	144	780	278	12	266	144	80	76	2	1				
	1939	1,027	133	894	286	23	309	173	103	105	—	3				
	1940	659	82	577	182	10	213	108	64	62	—	1				

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT		
					EN ORDRE PRINCIPAL À					con- diti- on- nel	con- diti- on- nelle		simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende								
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple							
					plus de 6 mois	6 mois et moins									
					6	7	8	9	10	11	12	13			
Adultère et complicité d'a- dultère (Art. 387 à 390)	1931	2,421	148	2,273	253	2	201	543	1,274	—	—	—			
	1932	2,560	177	2,383	109	—	128	646	1,500	—	—	—			
	1933	2,802	188	2,614	178	—	150	960	1,326	—	—	—			
	1934	2,694	179	2,515	196	—	177	1,045	1,097	—	—	—			
	1935	2,798	238	2,560	198	—	171	1,054	1,137	—	—	—			
	1936	3,085	205	2,880	171	—	184	1,201	1,324	—	—	—			
	1937	3,310	183	3,127	205	—	202	1,265	1,455	—	—	—			
	1938	3,291	229	3,062	223	3	196	1,320	1,320	—	—	—			
	1939	3,098	234	2,864	168	—	186	1,029	1,481	1	—	1			
	1940	1,905	90	1,815	109	1	131	637	937	—	—	—			
Abandon de famille (Art. 391bis)	1931	249	64	185	48	—	67	29	41	—	—	—			
	1932	263	57	206	39	—	89	43	35	—	—	—			
	1933	273	83	190	29	—	75	41	45	—	—	—			
	1934	299	100	199	26	—	80	44	49	—	—	—			
	1935	293	103	190	18	—	85	40	47	—	—	—			
	1936	319	92	227	34	—	93	46	54	—	—	—			
	1937	355	91	264	48	—	93	61	62	—	—	—			
	1938	316	93	223	35	—	94	41	53	—	—	—			
	1939	272	73	199	32	—	89	35	43	—	—	—			
	1940	159	32	127	16	—	66	20	25	—	—	—			
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440, § 1 et 410)	1931	10446	2,283	8,163	819	97	1,336	2,962	2,949	2	—	—			
	1932	10224	2,300	7,924	751	78	1,187	3,061	2,847	2	—	—			
	1933	9,004	1,908	7,096	595	62	1,037	2,812	2,590	1	—	—			
	1934	9,255	1,867	7,388	752	61	1,132	2,804	2,639	—	—	—			
	1935	8,377	1,665	6,712	659	50	1,156	2,478	2,369	3	—	—			
	1936	7,846	1,668	6,178	611	66	969	2,361	2,171	3	1	1			
	1937	7,877	1,639	6,238	497	59	913	2,393	2,376	—	1	—			
	1938	7,020	1,374	5,646	547	43	816	2,133	2,107	1	—	2			
	1939	6,810	1,364	5,446	467	49	818	1,995	2,117	2	—	5			
	1940	3,906	788	3,118	262	42	500	1,142	1,172	—	—	1			
Privation volontaire d'ali- ments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1)	1931	4	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—			
	1932	5	1	4	1	—	2	1	—	—	—	—			
	1933	19	5	14	3	—	6	5	—	—	—	—			
	1934	7	1	6	2	—	2	2	—	—	—	—			
	1935	13	4	9	3	—	5	—	1	—	—	—			
	1936	7	2	5	—	—	5	—	—	—	—	—			
	1937	4	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—			
	1938	6	4	2	—	—	—	2	—	—	—	—			
	1939	6	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—			
	1940	9	—	9	2	—	5	1	1	—	—	—			

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS								accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					EN ORDRE PRINCIPAL À						condi- tion- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement			l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition		l'amende		simple					
	plus de 6 mois	6 mois et moins	condi- tion- nelle	simple											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410)	1931	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
	1932/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1934	5	2	3	1	—	2	—	—	—	—	—			
	1935	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—			
	1936	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—			
	1937	3	—	3	—	2	—	—	—	1	—	—			
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1939	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—			
Homicide ou lésions corpo- relles provoqués (Art. 411 à 414)	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
	1931	12	2	10	2	4	3	1	—	—	—	—			
	1932	12	—	12	3	6	2	1	—	—	—	—			
	1933	12	—	12	1	2	2	3	4	—	—	—			
	1934	5	—	5	—	3	1	—	1	—	—	—			
	1935	6	—	6	1	3	—	—	2	—	—	—			
	1936	6	—	6	1	2	3	—	—	—	—	—			
	1937	3	—	3	—	1	1	—	1	—	—	—			
	1938	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—			
	1939	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—			
Homicide involontaire (Art. 419)	1940	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—			
	1931	373	65	308	88	14	55	78	73	—	—	—			
	1932	318	74	244	62	12	45	71	54	—	—	—			
	1933	339	73	266	69	11	44	77	65	—	—	—			
	1934	372	69	303	82	9	46	93	73	—	—	—			
	1935	344	70	274	80	18	30	80	66	—	—	—			
	1936	382	91	291	80	12	45	97	57	—	—	—			
	1937	378	91	287	82	7	53	86	59	—	—	—			
	1938	384	73	311	97	9	51	97	57	—	—	—			
	1939	378	75	303	77	9	43	100	74	—	—	—			
Lésions corporelles involon- taires (Art. 420)	1940	191	33	158	53	—	31	46	28	—	—	—			
	1931	3,031	555	2,476	94	—	115	1,107	1,160	—	—	—			
	1932	2,780	493	2,287	92	1	114	1,131	949	—	—	—			
	1933	2,946	570	2,376	71	—	78	1,313	914	—	—	—			
	1934	2,880	634	2,246	59	—	97	1,149	941	—	—	—			
	1935	2,651	545	2,106	45	—	86	1,066	909	—	—	—			
	1936	2,971	585	2,386	57	—	88	1,307	934	—	—	—			
	1937	3,172	646	2,526	53	—	96	1,477	900	—	—	—			
	1938	3,024	538	2,486	72	—	98	1,252	1,064	—	—	—			
	1939	2,985	599	2,386	49	1	79	1,165	1,092	1	—	1			
1940	1,818	371	1,447	41	—	62	714	630	—	—	—				

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nel	con- di- ti- on- nelle		simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- di- ti- on- nel	sans condition	con- di- ti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un inca- pable (Art. 420bis)	1931	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1932	5	—	5	2	—	2	1	—	—	—	—	—	
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	6	1	5	1	—	2	2	—	—	—	—	—	
	1935	3	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1936	3	—	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	
	1937	3	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	
	1938	7	2	5	—	—	—	2	2	1	—	—	—	
	1939	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1940	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	
Administration involontai- re de substances nuisibles (Art. 421)	1931	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1935	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1936	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1937	4	1	3	—	—	—	—	1	2	—	—	—	
	1938	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
	1939	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422)	1931	8	2	6	1	—	—	5	—	—	—	—	—	
	1932	5	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
	1933	5	—	5	2	—	—	3	—	—	—	—	—	
	1934	5	—	5	1	—	—	3	1	—	—	—	—	
	1935	11	6	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	
	1936	23	3	20	3	—	1	14	2	—	—	—	—	
	1937	9	—	9	4	—	1	2	2	—	—	—	—	
	1938	11	2	9	2	—	—	7	—	—	—	—	—	
	1939	16	2	14	3	—	—	10	1	—	—	—	—	
	1940	4	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	
Duel, provocation, décri, injures pour refus (Art. 423 à 433)	1931	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	
	1932/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	2	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
Arrestation arbitraire par un particulier (Art. 434 à 436)	1931	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	
	1932	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	7	5	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	
	1934	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1935	4	—	4	—	—	1	2	1	—	—	—	—	
	1936	4	1	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	
	1937	3	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	
	1938	7	1	6	—	—	1	4	1	—	—	—	—	
	1939	10	6	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					EN ORDRE PRINCIPAL À							con- diti- on- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement			l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle							
	plus de 6 mois	6 mois et moins													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Violation de domicile (Art. 439 à 442)	1931	139	38	101	15	1	41	23	21	—	—	—			
	1932	122	23	99	20	2	32	21	24	—	—	—			
	1933	93	17	76	13	2	28	10	23	—	—	—			
	1934	159	24	135	15	2	41	42	35	—	—	—			
	1935	137	34	103	8	3	26	27	39	—	—	—			
	1936	132	24	108	15	—	33	35	25	—	—	—			
	1937	107	19	88	5	1	33	19	30	—	—	1			
	1938	85	17	68	4	—	24	25	15	—	1	—			
	1939	103	12	91	11	—	28	25	27	—	—	1			
	1940	81	20	61	9	2	17	19	14	—	—	—			
Calomnie, dénonciation ca- lornieuse, divulgation méchante, injures par faits, écrits, images, em- blèmes et parole publi- que (Art. 444 à 449)	1931	573	133	440	35	—	55	190	160	—	—	—			
	1932	751	192	559	63	2	83	220	191	—	—	—			
	1933	625	158	467	28	—	64	220	155	—	—	—			
	1934	626	137	489	45	—	64	203	177	—	—	—			
	1935	611	146	465	48	1	61	179	176	—	—	—			
	1936	485	92	393	54	—	38	167	134	—	—	—			
	1937	504	115	389	40	—	43	157	149	1	—	—			
	1938	492	108	384	44	—	41	146	153	—	—	—			
	1939	498	90	408	53	1	54	172	128	—	—	1			
	1940	293	87	206	31	4	34	80	57	—	—	—			
Violation de tombeaux ou de sépultures (Art. 453)	1931	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
	1932/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1934	3	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—			
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1936	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—			
	1937	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1940	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
Mélange de matières nuisi- bles dans les comestibles et boissons, et débit vo- lontaire (Art. 454 à 456)	1931	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—			
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1933	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—			
	1934	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—			
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1936	4	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—			
	1937	4	—	4	1	1	2	—	—	1	—	—			
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
1940	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Révélation de secrets pro- fessionnels (Art. 458 et 459)	1931	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1932/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1934	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1935/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1938	3	—	3	1	—	1	1	—	—	—	—			
	1939	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—			
	1940	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—			

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nel	sans condition		l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende								
					con- diti- on- nel	plus de 6 mois	6 mois et moins	con- diti- on- nelle				simple			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Suppression ou violation de secret des lettres ou au- tres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3, b et c. Loi du 13 oc- tobre 1930, art. 17)	1931	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
	1932	4	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
	1933	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1934	5	2	3	—	—	—	3	—	—	—	—			
	1935	6	4	2	—	—	—	1	1	—	—	—			
	1936	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1937	5	3	2	—	—	—	1	1	—	—	—			
	1938	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—			
	1939	4	—	4	—	—	—	2	2	—	—	—			
	1940	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—			
Vol (Art. 463 à 466)	1931	4,621	592	4,029	906	280	1,745	589	509	12	7	—			
	1932	4,249	595	3,654	826	163	1,578	610	477	18	7	—			
	1933	4,214	527	3,687	818	138	1,529	739	463	28	6	—			
	1934	4,304	578	3,726	841	182	1,587	639	477	13	3	—			
	1935	4,419	703	3,716	775	131	1,701	651	458	8	4	—			
	1936	4,421	710	3,711	798	115	1,597	703	498	17	9	29			
	1937	4,469	657	3,812	871	95	1,582	753	531	15	11	24			
	1938	4,656	637	4,019	872	146	1,665	776	560	20	14	18			
	1939	4,046	498	3,548	778	175	1,439	598	558	20	7	31			
	1940	11,154	1,536	9,618	1,982	335	3,324	2,193	1,784	9	7	23			
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1932	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—			
	1933/34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1935	3	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—			
	1936	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1938	3	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—			
	1939	3	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—			
	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—			
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	1931	52	8	44	16	2	15	5	6	—	—	—			
	1932	70	13	57	13	5	20	11	8	—	—	—			
	1933	105	18	87	30	3	29	14	11	—	—	—			
	1934	97	17	80	24	—	14	21	21	—	—	—			
	1935	107	26	81	20	2	22	20	17	—	—	—			
	1936	53	15	38	10	4	11	5	8	—	—	—			
	1937	77	23	54	18	—	15	12	9	—	—	—			
	1938	51	12	39	19	1	9	4	6	—	—	1			
	1939	48	5	43	16	1	9	9	8	—	—	—			
	1940	23	3	20	4	1	8	4	3	—	—	—			

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	11	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Fraude dans une faillite (Art. 490)	1931	12	2	10	6	—	2	1	1	—	—	—		
	1932	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—		
	1933	6	3	3	1	—	2	—	—	—	—	—		
	1934	7	1	6	4	—	—	1	1	—	—	—		
	1935	14	1	13	3	—	—	6	4	—	—	—		
	1936	10	6	4	3	—	1	—	—	—	—	—		
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1938	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
	1939	10	5	5	2	2	1	—	—	—	—	—		
	1940	5	—	5	2	—	3	—	—	—	—	—		
Abus de confiance (Art. 491) Abus des faiblesses de l'em- prunteur (Art. 493 et 494)	1931	1,199	275	924	178	114	502	65	65	9	—	—		
	1932	1,406	332	1,074	244	103	599	54	74	10	4	—		
	1933	1,677	454	1,223	312	71	664	87	89	11	—	—		
	1934	1,790	454	1,336	300	81	715	103	137	4	2	—		
	1935	1,598	357	1,241	269	57	644	145	126	8	—	—		
	1936	1,449	395	1,054	230	55	561	117	91	18	2	6		
	1937	1,279	320	959	203	60	532	80	84	18	—	3		
	1938	1,367	316	1,055	214	66	562	98	112	12	2	4		
	1939	1,276	288	988	202	83	557	66	80	25	1	7		
	1940	1,001	224	777	160	55	415	75	72	8	—	7		
Escroquerie (Art. 496)	1931	736	156	580	73	107	342	18	40	10	1	—		
	1932	864	190	674	99	117	382	28	48	11	1	—		
	1933	1,158	239	919	175	81	482	56	125	24	2	—		
	1934	1,303	278	1,025	180	82	532	131	100	15	—	—		
	1935	1,409	350	1,059	187	77	536	164	95	16	—	—		
	1936	1,271	315	956	154	67	453	167	115	8	2	5		
	1937	982	192	790	121	67	421	106	75	18	—	6		
	1938	758	162	596	110	49	300	68	69	9	—	2		
	1939	786	126	660	82	105	302	100	71	30	—	5		
	1940	548	112	436	53	73	230	41	39	5	1	6		
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	1931	76	16	60	4	—	22	4	30	—	—	—		
	1932	82	22	60	5	6	17	6	26	—	—	—		
	1933	81	13	68	7	2	22	16	21	—	—	—		
	1934	66	17	49	6	—	15	8	20	—	—	—		
	1935	80	20	60	3	—	17	12	28	—	—	—		
	1936	115	27	88	6	—	19	20	43	—	—	—		
	1937	72	22	50	4	1	12	14	19	—	—	—		
	1938	71	10	61	2	1	10	12	36	—	—	—		
	1939	94	17	77	3	—	23	12	39	—	—	—		
	1940	97	11	86	5	4	22	17	38	—	—	—		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
Falsification de denrées et boissons et détention vo- lontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	1931	657	137	520	1	—	16	133	370	—	—	—		
	1932	470	89	381	1	—	10	103	267	—	—	—		
	1933	533	106	427	6	1	11	153	256	—	—	—		
	1934	526	109	417	5	—	15	133	264	—	—	—		
	1935	572	101	471	3	—	24	154	290	—	—	—		
	1936	574	117	457	7	—	10	110	330	—	—	—		
	1937	572	105	467	3	—	11	151	302	—	—	—		
	1938	661	116	545	16	—	14	199	316	—	—	—		
	1939	683	158	525	26	—	30	117	352	—	—	—		
1940	554	75	479	6	—	22	103	348	—	—	—			
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	1931	850	238	612	150	74	212	94	82	13	—	—		
	1932	725	202	523	112	59	193	104	55	3	—	—		
	1933	797	237	560	148	43	173	115	81	2	—	—		
	1934	788	228	560	146	27	192	118	77	5	1	—		
	1935	784	211	573	144	26	215	105	83	4	—	—		
	1936	680	195	485	118	33	190	79	65	—	2	5		
	1937	689	192	497	126	33	181	87	70	10	—	1		
	1938	595	176	419	94	16	158	77	74	11	—	1		
	1939	564	131	433	93	44	187	51	58	5	—	4		
1940	2,783	481	2,302	506	58	810	587	341	5	—	2			
Soustraction d'objets saisis par destruction ou dé- tournement (Art. 507)	1931	118	32	86	25	3	32	13	13	—	—	—		
	1932	155	42	113	30	1	50	13	19	—	—	—		
	1933	254	64	190	51	3	66	33	37	—	—	—		
	1934	324	79	245	67	2	94	43	39	—	—	—		
	1935	318	114	204	61	3	68	40	32	—	—	—		
	1936	213	63	150	35	1	46	41	27	—	—	—		
	1937	167	47	120	31	—	37	41	11	—	—	—		
	1938	171	40	131	25	3	45	27	31	—	—	—		
	1939	138	20	118	27	—	54	15	22	—	—	—		
1940	155	39	116	22	2	58	17	17	—	—	—			
Cel frauduleux d'objets trou- vés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	1931	313	66	247	50	1	49	90	57	—	—	—		
	1932	363	74	289	51	2	53	113	70	—	—	—		
	1933	328	56	272	51	—	53	94	74	—	—	—		
	1934	381	68	313	59	—	67	111	76	—	—	—		
	1935	455	62	393	34	—	77	148	84	—	—	—		
	1936	409	61	348	43	2	69	124	110	—	—	—		
	1937	367	57	310	62	2	70	107	69	—	—	—		
	1938	293	58	235	54	2	69	62	48	—	—	—		
	1939	291	44	247	49	2	57	80	59	—	—	—		
1940	1,913	262	1,651	338	9	471	484	349	—	—	—			
Grivèlerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	1936	78	17	61	4	—	39	2	16	—	—	—		
	1937	337	95	242	15	—	154	11	62	—	—	—		
	1938	357	100	257	8	—	159	15	75	1	—	—		
	1939	422	120	302	12	—	199	10	81	—	1	—		
	1940	196	66	130	8	—	87	6	29	—	—	—		

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement			l'amende						
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple					
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13					
Effets de commerce fictifs (Art. 509) Chèques sans provision (Art. 509bis)	1931	106	33	73	15	10	23	13	12	—	—	—		
	1932	154	33	121	24	6	40	27	24	—	—	—		
	1933	216	55	161	29	11	68	22	31	1	—	—		
	1934	187	51	136	25	1	63	27	20	—	—	—		
	1935	193	38	155	20	5	62	32	36	—	—	—		
	1936	119	27	92	9	5	41	18	19	—	—	—		
	1937	133	33	100	16	2	42	18	22	—	—	1		
	1938	119	40	79	14	1	32	15	17	—	—	1		
	1939	132	30	102	15	1	46	24	16	—	—	—		
	1940	76	22	54	9	12	14	6	13	—	—	—		
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants, 514, 519)	1931	19	9	10	2	—	1	7	—	—	—	—		
	1932	30	7	23	2	2	5	10	4	—	—	—		
	1933	24	2	22	1	—	4	9	8	—	—	—		
	1934	26	5	21	3	2	3	13	—	—	—	—		
	1935	19	4	15	3	—	2	6	4	—	—	—		
	1936	13	4	9	—	5	3	1	—	1	—	—		
	1937	5	3	2	—	—	—	1	1	—	—	—		
	1938	28	7	21	1	—	2	13	5	—	—	—		
	1939	15	5	10	1	2	2	2	3	—	—	—		
	1940	12	3	9	—	—	1	6	2	—	—	—		
Destruction de constructions et de machines. Destruction ou dégradation de tombeaux, objets d'art, titres et documents. Destruction de denrées, mar- chandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523, Loi du 13 octobre 1930, art. 24; Art. 526, 527, 528, 533 et 534)	1931	129	32	97	28	1	22	20	26	—	—	—		
	1932	96	38	58	18	—	10	15	15	—	—	—		
	1933	67	16	51	14	—	10	20	7	—	—	—		
	1934	92	12	80	13	1	17	24	25	—	—	—		
	1935	59	13	46	7	1	9	13	15	—	—	—		
	1936	75	18	57	14	1	13	13	16	—	—	—		
	1937	120	22	98	9	—	9	63	17	—	—	—		
	1938	145	23	122	22	—	15	59	26	—	—	—		
	1939	71	7	64	18	3	7	21	15	1	—	—		
	1940	31	9	22	2	1	3	9	7	—	—	—		
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou ar- bres, d'instruments agri- coles (Art. 535 à 537)	1931	49	14	35	15	—	7	7	6	—	—	—		
	1932	37	13	24	2	—	6	11	5	—	—	—		
	1933	41	13	28	6	—	7	9	6	—	—	—		
	1934	22	1	21	9	—	8	1	3	—	—	—		
	1935	30	6	24	8	—	6	7	3	—	—	—		
	1936	31	9	22	6	—	2	6	8	—	—	—		
	1937	19	4	15	3	—	5	3	4	—	—	—		
	1938	28	6	22	3	1	6	5	7	—	—	—		
	1939	28	5	23	5	—	2	7	9	—	—	—		
	1940	18	5	13	4	—	2	2	5	—	—	—		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT		
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende								
					con- dition- nel	sans condition		con- dition- nelle							
plus de 6 mois	6 mois et moins														
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Destruction de et mauvais traitement excessif envers les animaux domestiques (Art. 538 à 541)	1931	8	2	6	2	—	1	—	3	—	—	—			
	1932	13	6	7	—	—	3	1	3	—	—	—			
	1933	7	2	5	—	—	2	1	2	—	—	—			
	1934	9	2	7	2	—	4	1	—	—	—	—			
	1935	11	2	9	2	—	1	3	3	—	—	—			
	1936	6	—	6	—	—	2	2	2	—	—	—			
	1937	5	2	3	—	—	1	1	1	—	—	—			
	1938	5	2	3	—	—	1	—	2	—	—	—			
	1939	15	4	11	2	—	3	2	4	—	—	—			
	1940	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—			
Destruction de clôtures, dé- placement de bornes (Art. 545 et 546)	1931	568	101	467	13	—	67	147	240	—	—	—			
	1932	511	96	415	14	—	63	152	186	—	—	—			
	1933	502	84	418	16	—	61	137	204	—	—	—			
	1934	484	84	400	21	—	71	127	181	—	—	—			
	1935	415	68	347	15	—	54	109	169	—	—	—			
	1936	437	86	351	9	—	59	91	192	—	—	—			
	1937	439	82	357	7	—	69	104	177	—	—	—			
	1938	373	84	289	4	—	53	100	132	—	—	—			
	1939	394	78	316	10	—	51	87	168	—	—	—			
	1940	256	54	202	3	—	45	57	97	—	—	1			
Inondation d'héritages, che- mins ou propriétés (Art. 549 et 550)	1931	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1933	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—			
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1935	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—			
	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
	1937	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—			
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	1939	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—			
	1940	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Maraudage avec circonstan- ces aggravantes (Art. 557, 6°, § 2)	1931	90	8	82	2	—	13	37	30	—	—	—			
	1932	148	13	135	12	1	21	51	50	—	—	—			
	1933	179	6	173	14	—	18	71	70	—	—	—			
	1934	188	15	173	30	—	28	62	53	—	—	—			
	1935	180	37	143	20	—	23	59	41	—	—	—			
	1936	171	17	154	6	—	25	74	49	—	—	—			
	1937	80	10	70	3	—	14	27	26	—	—	—			
	1938	110	14	96	9	—	17	37	33	—	—	—			
	1939	118	9	109	9	—	18	44	38	—	—	—			
	1940	283	22	261	34	—	59	101	67	—	—	—			

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des pré- vus	Pré- vus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					EN ORDRE PRINCIPAL À				con- dition- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende						
					con- dition- nel	sans condition	con- dition- nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	

Contraventions de police.

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclara- rés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	1931	138	6	132	—	—	2	48	82	—	—	—
	1932	69	3	66	—	—	1	27	38	—	—	—
	1933	65	2	63	—	—	—	25	38	—	—	—
	1934	112	4	108	—	—	3	49	56	—	—	—
	1935	183	3	180	—	—	—	98	82	—	—	—
	1936	114	9	105	1	—	1	35	68	—	—	—
	1937	110	2	108	1	—	1	43	63	—	—	—
	1938	141	9	132	—	—	—	66	66	—	—	—
	1939	159	8	151	1	—	—	60	90	—	—	—
	1940	120	17	103	—	—	—	29	74	—	—	—
Autres contraventions	1931	843	178	665	1	—	3	328	333	—	—	—
	1932	803	147	656	—	—	4	316	336	—	—	—
	1933	759	140	619	—	—	4	320	295	—	—	—
	1934	785	171	614	4	—	7	303	300	—	—	—
	1935	764	169	595	—	—	9	269	317	—	—	—
	1936	685	127	558	—	—	4	251	303	—	—	—
	1937	738	170	568	2	—	2	284	280	—	—	—
	1938	622	113	509	2	—	3	244	260	—	—	—
	1939	603	101	502	2	—	3	236	261	—	—	—
	1940	349	63	286	2	—	2	130	152	—	—	—

INFRACTIONS PRÉVUES PAR DES LOIS SPÉCIALES.

1. — Ordre et sécurité publics.

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	1940	496	165	331	153	7	4	151	16	—	—	—
	1931/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infraction d'audience (C. I. C., art. 505)	1939	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1931	32	6	26	—	—	—	—	26	—	—	—
Témoins défailants : Code d'Instruction Criminelle (Art. 80, 157 et 189)	1932	42	5	37	—	—	—	1	36	—	—	—
	1933	23	4	19	—	—	—	—	19	—	—	—
	1934	22	2	20	—	—	—	1	19	—	—	—
	1935	17	3	14	—	—	—	—	14	—	—	—
	1936	12	1	11	—	—	—	2	9	—	—	—
	1937	9	1	8	—	—	—	—	8	—	—	—
	1938	18	8	10	—	—	—	—	10	—	—	—
	1939	16	3	13	—	—	—	1	12	—	—	—
1940	22	7	15	—	—	—	1	14	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t				
					EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nel	l'emprisonnement		l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					sans condition		con- diti- on- nelle	simple		plus de 6 mois		6 mois et moins				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13				
Déclaration inexacte con- cernant la liste des jurés (Loi du 18 juin 1869. Loi du 21 décembre 1930. Art. 3 et 17bis)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1932	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—				
	1933/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1938	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Assistance judiciaire et pro- cédure gratuite, fausse dé- claration (Loi du 29 juin 1929. Art. 49)	1931	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—				
	1932	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
	1933	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—				
	1934	9	3	6	2	—	—	—	4	—	—	—				
	1935	6	1	5	2	1	—	2	—	—	—	—				
	1936	8	5	3	—	—	1	1	1	—	—	—				
	1937	11	4	7	—	—	1	3	3	—	—	—				
	1938	4	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—				
	1939	5	1	4	2	—	—	—	1	1	—	—				
	1940	15	—	15	—	1	1	12	1	—	—	—				
Faux port du titre d'avocat (Loi du 30 août 1913)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1933	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—				
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1935	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—				
	1936	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—				
	1937	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
	1938	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—				
	1939	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—				
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	Exercice de la profession de géomètre, huissier, gref- fier, etc. (Règlement des obligations professionnel- les)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
1933		1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
1934/35		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1936		1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
1937		1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
1938		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
1939		1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Provocation de commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1932	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—				
	1933	10	—	10	1	2	7	—	—	—	—	—				
	1934	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—				
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1936	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—				
	1937	6	—	6	4	—	2	—	—	—	—	—				
	1938	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—				
	1939	9	—	9	2	3	3	—	—	1	—	—				
1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—					

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
					con- diti- on- nel	sans condition		condi- tion- nelle				simple	
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13				
Elections (<i>Code électoral, art. 181 à 203, révisé par la loi du 26 avril 1929. Lois électorales communales coordonnées par A. R. du 4 août 1932. Loi organique des élections provinciales du 19 octobre 1921, modifiée par loi du 26 avril 1929</i>)	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	6	1	5	—	—	1	3	1	—	—	—	—
	1934/35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	12	—	12	—	—	—	10	2	—	—	—	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	1939	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	—
1940	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	
Registres de la population (<i>L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. L. du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939</i>)	1931	88	2	86	—	—	—	25	61	—	—	—	—
	1932	77	4	73	—	—	—	41	32	—	—	—	—
	1933	133	15	118	—	—	—	69	49	—	—	—	—
	1934	98	1	97	—	—	—	40	57	—	—	—	—
	1935	87	5	82	—	—	—	35	47	—	—	—	—
	1936	106	7	99	—	—	—	54	45	—	—	—	—
	1937	61	3	58	—	—	—	25	33	—	—	—	—
1938	51	2	49	—	—	—	26	23	—	—	—	—	
1939	56	8	48	—	—	—	22	26	—	—	—	—	
1940	41	1	40	—	—	—	23	17	—	—	—	—	
Règlements provinciaux et arrêté des gouverneurs du 25 août 1939 sur la fermeture des cafés	1931	4	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—
	1932	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	1933	6	2	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—
	1934	13	2	11	—	—	—	7	4	—	—	—	—
	1935	50	1	49	—	—	—	17	32	—	—	—	—
	1936	1,640	187	1,453	19	—	6	661	767	—	—	—	—
	1937	76	9	67	—	—	—	34	33	—	—	—	—
1938	44	21	23	—	—	—	17	6	—	—	—	—	
1939	1,720	219	1,501	—	—	2	805	694	—	—	—	—	
1940	1,324	305	1,019	1	—	—	473	545	—	—	—	—	
Règlements communaux	1931	72	13	59	—	—	1	24	34	—	—	—	—
	1932	122	13	109	—	—	1	47	59	—	—	—	—
	1933	96	12	84	—	—	—	36	48	—	—	—	—
	1934	178	36	142	—	—	3	67	72	—	—	—	—
	1935	159	30	129	—	—	1	83	45	—	—	—	—
	1936	163	13	150	1	—	—	70	79	—	—	—	—
	1937	114	22	92	—	—	—	50	42	—	—	—	—
1938	92	14	78	—	—	—	40	38	—	—	—	—	
1939	43	4	39	3	—	—	2	10	24	—	—	—	
1940	31	1	30	—	—	—	2	11	17	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des pré- vus	Pré- vus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'acces- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	11	12	13		
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13					
Impôts (Lois et règlements)	1931	418	101	317	3	45	78	99	92	—	—	—		
	1932	544	50	494	1	84	140	93	176	—	—	—		
	1933	884	113	771	10	102	354	85	220	—	1	—		
	1934	1,139	171	968	34	196	441	74	223	—	—	—		
	1935	861	120	741	5	222	335	7	172	—	—	—		
	1936	704	93	611	9	176	201	8	217	—	—	—		
	1937	397	64	333	8	106	129	2	88	—	—	—		
	1938	665	58	607	35	161	215	2	194	1	—	—		
	1939	991	76	915	20	126	302	4	463	—	—	—		
	1940	774	40	734	14	42	292	3	383	—	—	—		
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	1931	337	4	333	—	—	333	—	—	—	—	—		
	1932	415	6	409	—	—	408	—	1	—	1	—		
	1933	387	8	379	—	—	378	—	1	—	1	—		
	1934	421	5	416	—	—	416	—	—	—	—	—		
	1935	358	18	340	1	—	339	—	—	—	—	—		
	1936	248	9	239	—	—	239	—	—	—	—	1		
	1937	259	9	250	—	—	249	—	1	—	—	—		
	1938	257	12	245	1	—	244	—	—	—	—	—		
	1939	256	6	250	—	1	248	—	1	—	1	—		
	1940	40	2	38	—	2	36	—	—	—	—	—		
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	1939	452	24	428	10	2	334	42	40	—	2	—		
	1940	946	79	867	25	2	495	138	207	—	1	—		
Recensement des étrangers (A. R. du 11 août 1939)	1940	423	40	383	21	—	11	224	127	—	—	—		
Délivrance de passeports (A.L. du 4 décembre 1939)	1940	28	5	23	—	—	6	11	6	—	—	—		
Outrage à un agent diplo- matique (Loi du 12 mars 1858, Art. 6)	1931	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1932/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Emigrants (Loi du 14 dé- cembre 1876, modifiée par la loi du 25 août 1920)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1934	12	1	11	—	—	—	—	11	—	—	—		
	1935/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Code pénal congolais et lé- gislation congolaise (Loi du 18 octobre 1908. Art. 30)	1931	7	—	7	1	—	2	—	4	—	—	—		
	1932	5	1	4	—	2	1	—	1	—	—	—		
	1933	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1934	4	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—		
	1935	3	—	3	1	1	—	—	1	—	—	—		
	1936	7	1	6	—	1	2	2	1	—	—	—		
	1937	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
	1938	3	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—		
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Police des cimetières mili- taires (A. R. du 10 avril 1939)	1940	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					EN ORDRE PRINCIPAL À				l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement		l'amende						
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple					
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	9	10	11	12	13						
Protection des titres d'en- seignement supérieur (Loi du 11 septembre 1933. Loi du 21 novembre 1938.	1934	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—	
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1937	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1938	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	
	1939	6	5	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
Droit d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	1931	15	4	11	—	—	—	5	6	—	—	—	
	1932	10	2	8	—	—	—	5	3	—	—	—	
	1933	17	3	14	—	—	—	4	10	—	—	—	
	1934	6	3	3	—	—	—	2	1	—	—	—	
	1935	16	9	7	—	—	—	3	4	—	—	—	
	1936	13	7	6	—	—	—	4	2	—	—	—	
	1937	28	2	26	—	—	—	11	15	—	—	—	
	1938	17	1	16	—	—	—	6	10	—	—	—	
	1939	19	4	15	—	—	—	7	8	—	—	—	
	1940	13	2	11	—	—	—	7	4	—	—	—	
Presse : interdiction de cer- taines publications ou d'informations militaires (Décret du 20 juillet 1831. Loi du 11 avril 1936. A. R. du 25 août 1939. A. R. du 27 décembre 1939)	1931	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	
	1932	4	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—	
	1933	9	6	3	—	—	—	3	—	—	—	—	
	1934	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	
	1935	4	1	3	—	—	—	1	2	—	—	—	
	1936	5	1	4	—	—	—	3	1	—	—	—	
	1937	6	3	3	—	—	—	1	2	—	—	—	
	1938	3	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	
1939	6	4	2	—	—	1	—	1	1	—	—		
1940	17	—	17	3	—	13	—	1	—	—	—		
Imprimés : apparence de va- leurs fiduciaires ou de for- mulaires officiels de télé- grammes (Loi du 11 juin 1889. Loi du 25 avril 1908)	1931	4	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—	
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1935	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tracts interdits (Loi du 10 novembre 1939. A. R. du 14 mars 1940. A. R. du 30 janvier 1940)	1937	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	19	4	15	1	—	14	—	—	—	—	—	
	1931	4	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—	
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1818. A. R. du 22 septembre 1823)	1932	33	4	29	—	—	—	25	4	—	—	—	
	1933	21	1	20	—	—	1	10	9	—	—	—	
	1934	29	9	20	1	—	—	13	6	—	—	—	
	1935	13	1	12	2	—	1	2	7	—	—	—	
	1936	9	2	7	—	—	—	3	4	—	—	—	
	1937	4	—	4	—	—	—	2	2	—	—	—	
	1938	4	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	5	—	5	—	—	2	2	1	—	—	—	

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle				simple	
						plus de 6 mois	6 mois et moins						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Habitation à bon marché; ouverture d'un débit de boissons (Loi du 11 octo- bre 1919, art. 31)	1931	12	3	9	—	—	—	7	2	—	—	—	
	1932	46	7	39	—	—	—	20	19	—	—	—	
	1933	51	12	39	—	—	—	21	18	—	—	—	
	1934	24	4	20	—	—	—	14	6	—	—	—	
	1935	31	7	24	1	—	—	16	7	—	—	—	
	1936	21	5	16	—	—	—	10	6	—	—	—	
	1937	6	4	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—
	1938	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
	1939	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse (Loi du 16 août 1887, abrogé par l'Arrêté- loi du 14 novembre 1939)	1931	530	71	459	4	—	80	103	272	—	—	—	
	1932	443	42	401	6	—	70	74	251	—	—	—	
	1933	458	56	402	6	—	72	67	257	—	—	—	
	1934	513	51	462	8	—	82	90	282	—	—	—	
	1935	430	66	364	8	—	41	89	226	—	—	—	
	1936	386	69	317	4	—	22	90	201	—	—	—	
	1937	362	62	300	4	—	12	107	177	—	—	—	
	1938	309	51	258	8	—	9	89	152	—	—	—	
	1939	370	77	293	8	—	31	76	178	—	—	—	
	1940	332	78	254	16	—	19	53	166	—	—	—	
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14)	1931	1,388	196	1,192	—	—	1	—	1,191	—	—	—	
	1932	1,195	183	1,012	—	—	—	—	1,012	—	—	—	
	1933	902	134	768	—	—	—	—	768	—	—	—	
	1934	1,128	170	958	—	—	—	—	958	—	—	—	
	1935	826	134	692	—	—	—	—	692	—	—	—	
	1936	746	127	619	—	—	—	—	619	—	—	—	
	1937	500	71	429	—	—	—	—	429	—	—	—	
	1938	649	79	570	—	—	—	—	570	—	—	—	
	1939	617	59	558	—	—	—	—	558	—	—	—	
	1940	1,174	58	1,116	1	2	17	3	1,093	—	—	—	
Régime de l'alcool. Répres- sion des débits illicites (A. L. du 14 novembre 1939)	1931	36	3	33	1	5	17	8	2	1	—	—	
	1932	20	4	16	2	6	5	3	—	—	—	—	
	1933	17	—	17	3	1	7	3	3	—	—	—	
	1934	27	6	21	1	4	7	6	3	1	—	—	
	1935	48	10	38	3	5	13	6	11	1	—	—	
	1936	33	8	25	—	3	8	5	9	4	—	—	
	1937	27	6	21	2	—	5	8	6	—	—	—	
	1938	28	2	26	—	—	5	14	7	—	—	—	
	1939	16	4	12	1	1	4	4	2	—	—	—	
	1940	7	1	6	—	—	—	4	2	—	—	—	
Trafic des substances véné- neuses, soporifiques, stu- péfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Loi du 24 février 1921).	1931	36	3	33	1	5	17	8	2	1	—	—	
	1932	20	4	16	2	6	5	3	—	—	—	—	
	1933	17	—	17	3	1	7	3	3	—	—	—	
	1934	27	6	21	1	4	7	6	3	1	—	—	
	1935	48	10	38	3	5	13	6	11	1	—	—	
	1936	33	8	25	—	3	8	5	9	4	—	—	
	1937	27	6	21	2	—	5	8	6	—	—	—	
	1938	28	2	26	—	—	5	14	7	—	—	—	
	1939	16	4	12	1	1	4	4	2	—	—	—	
	1940	7	1	6	—	—	—	4	2	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nel	plus de 6 mois	6 mois et moins		con- diti- on- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende									
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13				
Prostitution (A. du 25 juin 1940)	1940	50	19	31	2	—	6	9	14	—	—	—				
	1931	58	32	26	—	—	1	8	17	—	—	—				
	1932	20	5	15	—	—	—	2	13	—	—	—				
	1933	12	2	10	—	—	—	3	7	—	—	—				
	1934	21	3	18	1	—	—	6	11	—	—	—				
	1935	27	3	24	—	—	—	10	14	—	—	—				
	1936	28	1	27	1	—	2	9	15	—	—	—				
	1937	25	—	25	—	—	2	8	15	—	—	—				
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	1938	32	—	32	—	—	—	8	24	—	—	—				
	1939	19	2	17	—	—	—	5	12	—	—	—				
	1940	19	4	15	—	—	—	3	12	—	—	—				
	1931	16	7	9	—	1	8	—	—	—	—	—				
	1932	9	4	5	—	1	4	—	—	—	—	—				
	1933	12	2	10	—	3	7	—	—	—	—	—				
	1934	27	2	25	—	—	24	—	1	—	—	—				
	1935	23	1	22	1	1	19	—	1	—	—	—				
Détention de saccharine (Loi du 13 juillet 1930, art. 6)	1936	26	2	24	—	—	24	—	—	—	—	—				
	1937	20	2	18	1	—	16	—	1	—	—	—				
	1938	12	6	6	—	—	5	—	1	—	—	—				
	1939	12	1	11	—	—	11	—	—	—	—	—				
	1940	4	—	4	—	—	3	1	—	—	—	—				
	1931	6	—	6	1	—	—	2	3	—	—	—				
	1932	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—				
	1933	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—				
Répression des fraudes au moyen de la margarine (Loi du 4 mai 1900. Loi du 12 août 1903. A. R. du 20 octobre 1903. A. R. du 3 février 1919) abrogés par	1934	9	—	9	—	—	1	6	2	—	—	—				
	1935	24	1	23	—	—	1	6	16	—	—	—				
	1936	208	15	193	—	—	—	154	39	—	—	—				
	1937	346	40	306	1	—	6	191	108	—	—	—				
	1938	382	39	343	2	—	8	185	148	—	—	—				
	1939	412	61	351	5	—	13	150	183	—	—	—				
	1940	258	33	225	2	—	9	98	116	—	—	—				
	Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 8 juillet 1935)	1936	6	—	6	1	—	—	2	3	—	—	—			
1937		346	40	306	1	—	6	191	108	—	—	—				
Prohibition des succédanés de certains produits laitiers (Loi du 30 mars 1936)	1938	382	39	343	2	—	8	185	148	—	—	—				
	1939	412	61	351	5	—	13	150	183	—	—	—				
Distribution du lait (A. R. du 7 juillet 1939. A. R. du 27 octobre 1939. A. R. du 5 septembre 1940)	1940	258	33	225	2	—	9	98	116	—	—	—				
	1936	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—				
Protection des eaux de boisson (Loi du 14 août 1933, art. 5)	1937/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1940	60	12	48	—	—	1	19	28	—	—	—				
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A. R. du 20 décembre 1934. A. R. du 4 février 1935)	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
	1936/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1938	5	—	5	—	—	—	4	1	—	—	—				
	1939	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—				
1940	4	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—					

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des pré- vus	Pré- vus acquit- tés	CONDAMNÉS								
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					con- dition- nel	sans condition	condi- tion- nelle	simple				Art. 37 Loi du 15 mai 1912
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

3. — Commerce et Industrie.

Police du commerce (<i>Réglementation</i>)	1935	24	—	24	—	—	—	18	6	—	—	—
	1936	530	59	471	—	—	1	307	163	—	—	—
	1937	810	100	710	—	—	2	392	316	—	—	—
	1938	656	58	598	2	—	2	316	278	—	—	—
	1939	882	186	696	4	1	6	283	402	—	—	—
	1940*	15772	2,642	13130	26	2	210	4,362	8,530	—	—	—
Spéculation illicite (<i>Loi du 18 juillet 1924</i>)	1931/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Affichage des prix de vente (<i>Loi du 30 juillet 1923</i>)	1931	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
	1932	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1933	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1934	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
	1935	7	—	7	—	—	—	3	4	—	—	—
	1936	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—
	1937	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—
	1938	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—
Poids et mesures (<i>Loi du 1^{er} octobre 1855. A. R. du 28 novembre 1939</i>)	1939	7	—	7	—	—	—	2	5	—	—	—
	1940	27	—	27	—	—	—	10	17	—	—	—
	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrôle des devises (<i>Loi du 8 août 1932</i>)	1935	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—
	1936/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trafic et refonte des monnaies métalliques (<i>Loi du 8 mai 1924, art. 1^{er} et 2</i>)	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
	1936	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrôle des banques et régime des émissions de titres (<i>A. R. du 9 juillet 1935</i>)	1940	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—
	1937	8	4	4	—	—	—	2	2	—	—	—
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bourses de commerce et profession d'agent de change (<i>A. R. du 30 janvier 1935. A. R. du 20 juin 1935. C. Com., Livre I, titre V</i>)	1935	8	4	4	—	—	—	4	—	—	—	—
	1936	15	4	11	—	—	—	4	7	—	—	—
	1937	13	9	4	—	—	—	1	3	—	—	—
	1938	6	—	6	1	—	—	5	—	—	—	—
	1939	47	7	40	—	—	13	3	24	—	—	—
	1940	17	2	15	2	—	4	2	7	—	—	—

* Voir commentaire à la fin du tableau.

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS						accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et politi- ques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
					EN ORDRE PRINCIPAL À				l'inter- diction de droits civils et politi- ques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912			Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					con- dition- nel	sans condition	con- dition- nelle	simple					
6	7	8	9	10	11	12	13						
	1931	25	17	8	1	—	—	4	3	—	—	—	
Sociétés commerciales (Lois coordonnées Code du com- merce, livre I, titre IX, Art. 200 à 208)	1932	22	4	18	2	1	1	10	4	—	—	—	
	1933	26	10	16	1	—	—	11	4	—	—	—	
	1934	41	11	30	1	1	4	11	13	—	—	—	
	1935	52	13	39	3	1	4	19	12	—	—	—	
	1936	45	16	29	3	2	6	7	11	1	—	—	
	1937	20	9	11	2	1	3	3	2	—	—	—	
	1938	50	15	35	5	—	6	9	15	—	—	—	
Interdiction à des condam- nés et faillis (A. R. du 27 octobre 1934)	1939	38	7	31	3	1	7	11	9	1	—	—	
	1940	11	1	10	—	1	2	1	6	—	—	—	
	1938	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	
Ouverture et agrandissement de certains établissements de vente au détail (Loi du 13 janvier 1937)	1939	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1938	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Crédit professionnel à la petite bourgeoisie com- merçante et industrielle (Loi du 25 octobre 1919. A. R. du 30 mars 1936)	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vente publique de mar- chandises neuves (Loi du 20 mai 1846)	1932	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1934	7	5	2	—	—	—	—	2	—	—	—	
	1935	5	1	4	—	—	—	2	2	—	—	—	
Vente avec primes (A.A. RR. des 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	1936	11	3	8	—	—	—	7	1	—	—	—	
	1937	16	5	11	—	—	—	9	2	—	—	—	
	1938	4	—	4	—	—	—	2	2	—	—	—	
Vente en solde ou en liqui- dation (A. R. du 2 mars 1940)	1939	57	12	45	—	—	—	36	9	—	—	—	
	1940	43	6	37	2	—	2	11	22	—	—	—	
	1931	6	3	3	—	—	—	—	3	—	—	—	
Contrefaçon industrielle (Loi du 1 ^{er} avril 1879)	1932	7	3	4	—	—	1	1	2	—	—	—	
	1933	6	1	5	—	—	1	2	2	—	—	—	
	1934	10	2	8	—	—	—	—	8	—	—	—	
	1935	11	10	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Contrefaçon de dessins in- dustriels (Code pénal de 1810, art. 425, 426, 427 et 429)	1936	13	9	4	2	—	—	—	2	—	—	—	
	1937	10	4	6	1	—	—	4	1	—	—	—	
	1938	9	2	7	2	—	2	2	1	—	—	—	
	1939	20	4	16	2	—	7	1	6	—	—	—	
	1940	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	
	1931	144	25	119	—	—	—	56	63	—	—	—	
Etablissements dangereux, insalubres ou incommo- des (Loi du 5 mai 1888, etc.)	1932	203	47	156	—	—	1	84	71	—	—	—	
	1933	163	38	125	—	—	—	56	69	—	—	—	
	1934	257	63	194	—	—	—	66	128	—	—	—	
	1935	174	40	134	—	—	—	72	62	—	—	—	
	1936	233	33	200	—	—	—	84	116	—	—	—	
	1937	156	31	125	—	—	—	64	61	—	—	—	
	1938	115	18	97	—	—	—	43	54	—	—	—	
	1939	116	22	94	—	—	—	54	40	—	—	—	
	1940	54	20	34	—	—	—	12	22	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nel	l'emprisonnement			l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle		simple						
						plus de 6 mois	6 mois et moins									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13				
Mines et extractions de toute nature (A. R. de coordination des lois du 15 septembre 1919 et ar- rêtés d'exécution)	1931	47	4	43	2	—	2	17	22	—	—	—				
	1932	478	80	398	112	—	109	118	59	—	—	—				
	1933	92	14	78	1	—	1	44	32	—	—	—				
	1934	72	2	70	—	—	1	28	41	—	—	—				
	1935	91	14	77	—	—	4	27	46	—	—	—				
	1936	69	6	63	4	—	4	23	32	—	—	—				
	1937	36	1	35	1	—	1	22	11	—	—	—				
	1938	71	4	67	—	—	2	33	32	—	—	—				
	1939	98	7	91	—	—	12	24	55	—	—	—				
	1940	48	1	47	3	—	10	8	26	—	—	—				
Matières explosives ou in- flammables (Loi du 15 oc- tobre 1881. Loi du 22 mai 1886)	1931	21	4	17	—	—	1	10	6	—	—	—				
	1932	13	2	11	—	—	4	2	5	—	—	—				
	1933	18	4	14	—	—	—	9	5	—	—	—				
	1934	12	3	9	—	—	1	6	2	—	—	—				
	1935	9	3	6	—	—	—	4	2	—	—	—				
	1936	4	1	3	—	—	—	1	2	—	—	—				
	1937	11	4	7	—	—	—	2	5	—	—	—				
	1938	15	3	12	—	—	2	3	7	—	—	—				
	1939	10	1	9	—	—	1	7	1	—	—	—				
	1940	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—				
Distribution d'énergie élec- trique (Loi du 10 mars 1925)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1934	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—				
	1935/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1939	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				

4. — Agriculture, animaux, chasse, pêche.

Infractions rurales : échar- donnage, échenillage, etc. (Code rural. Loi du 7 oc- tobre 1886)	1931	13	—	13	1	—	1	11	—	—	—	—
	1932	7	2	5	3	—	—	—	2	—	—	—
	1933	11	1	10	—	—	—	8	2	—	—	—
	1934	9	—	9	—	—	—	3	6	—	—	—
	1935	19	11	8	—	—	2	1	5	—	—	—
	1936	8	1	7	—	—	—	2	5	—	—	—
	1937	31	4	27	1	—	—	8	18	—	—	—
	1938	9	1	8	—	—	—	8	—	—	—	—
	1939	5	1	4	—	—	—	—	4	—	—	—
	1940	14	1	13	—	—	—	7	6	—	—	—
Falsification des engrais (Loi du 21 décembre 1896) abrogée par	1931	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—
	1932	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Commerce des semences, plants, engrais et sub- stances d'alimentation des animaux (Loi du 15 juil- let 1931. A. R. du 27 juil- let 1935. A. R. du 30 no- vembre 1939)	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	17	5	12	—	—	—	8	3	—	—	—
	1935	17	5	12	—	—	—	5	7	—	—	—
	1936	66	18	48	—	1	2	22	23	—	—	—
	1937	144	50	94	—	—	—	47	47	—	—	—
	1938	145	43	102	—	—	—	42	60	—	—	—
	1939	148	38	110	—	—	1	43	66	—	—	—
1940	64	20	44	—	—	—	14	30	—	—	—	

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des pré- vus	Pré- vus acquit- tés	CONDAMNÉS								accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					l'emprisonnement		l'amende							
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7 plus de 6 mois	8 6 mois et moins	9	10	11	12	13		
Importation, transit et ex- portation des œufs (<i>Loi du 14 juillet 1930. Loi du 5 avril 1934</i>)	1931	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—		
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1933	13	1	12	—	—	—	7	5	—	—	—		
	1934	6	3	3	—	—	—	2	1	—	—	—		
	1935	24	5	19	—	—	—	6	13	—	—	—		
	1936	12	1	11	—	—	—	4	7	—	—	—		
	1937	25	2	23	—	—	—	13	10	—	—	—		
	1938	36	5	31	—	—	—	22	9	—	—	—		
	1939	17	2	15	—	—	—	7	8	—	—	—		
	1940	9	3	6	—	—	—	1	5	—	—	—		
Fabrication, vente de fari- nes, pains et autres pro- duits alimentaires (<i>A. R. du 19 juillet 1926. A. R. du 20 août 1926</i>)	1931	92	24	68	—	—	—	28	40	—	—	—		
	1932	68	10	58	—	—	1	35	22	—	—	—		
	1933	77	12	65	—	—	2	29	34	—	—	—		
	1934	61	4	57	—	—	1	20	36	—	—	—		
	1935	70	17	53	—	—	—	24	29	—	—	—		
	1936	103	3	100	—	—	—	62	38	—	—	—		
	1937	104	10	94	1	—	1	39	53	—	—	—		
	1938	50	2	48	—	—	—	28	20	—	—	—		
	1939	45	5	40	—	—	—	20	20	—	—	—		
	1940	57	8	49	—	—	1	27	21	—	—	—		
Art vétérinaire (<i>Loi du 4 avril 1890, modifiée par Loi du 28 mai 1906; Loi du 23 mai 1924</i>)	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1934	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—		
	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—		
	1936	6	1	5	—	—	—	—	5	—	—	—		
	1937	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—		
	1938	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1940	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—		
Police sanitaire des ani- maux domestiques et des insectes nuisibles (<i>Loi du 30 décembre 1882</i>)	1931	269	41	228	2	—	4	127	95	—	—	—		
	1932	241	34	207	1	—	—	119	87	—	—	—		
	1933	762	93	669	3	—	4	358	304	—	—	—		
	1934	813	88	725	1	—	3	381	340	—	—	—		
	1935	241	26	215	1	—	—	87	127	—	—	—		
	1936	261	40	221	1	—	3	91	126	—	—	—		
	1937	590	73	517	1	—	3	280	233	—	—	—		
	1938	2,569	390	2,179	—	—	2	1,232	945	—	—	—		
	1939	559	59	500	1	—	3	273	223	—	—	—		
	1940	308	17	291	1	—	3	136	151	—	—	—		

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930			
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	9	10	11	12	13							
Rage canine (A. R. du 29 octobre 1908)	1931	42	7	35	—	—	—	14	21	—	—	—		
	1932	17	5	12	—	—	—	1	11	—	—	—		
	1933	8	—	8	—	—	3	1	4	—	—	—		
	1934	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—		
	1935	11	1	10	—	—	—	2	8	—	—	—		
	1936	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—		
	1937	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—		
	1938	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—		
	1939	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—		
	1940	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—		
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	1931	302	31	271	13	—	15	89	154	—	—	—		
	1932	362	51	311	11	—	26	103	171	—	—	—		
	1933	320	53	267	3	—	13	109	142	—	—	—		
	1934	294	43	251	3	—	19	84	145	—	—	—		
	1935	332	53	279	5	—	17	104	153	—	—	—		
	1936	304	59	245	3	—	18	105	119	—	—	—		
	1937	298	61	237	4	—	12	95	126	—	—	—		
	1938	277	108	169	2	—	16	72	79	—	—	—		
	1939	232	38	194	13	—	10	80	91	—	—	—		
	1940	135	19	116	5	—	8	47	56	—	—	—		
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929)	1931	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—		
	1932	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	1933	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—		
	1934	15	1	14	—	—	—	8	6	—	—	—		
	1935	17	—	17	—	—	—	7	10	—	—	—		
	1936	15	—	15	—	—	—	5	10	—	—	—		
	1937	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—		
	1938	3	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—		
	1939	7	3	4	—	—	—	2	2	—	—	—		
	1940	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—		
Amélioration de l'espèce chevaline (A. R. du 6 avril 1936. A. R. du 11 septembre 1936, art. 27 et 28)	1937	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—		
	1938	5	—	5	—	—	—	4	1	—	—	—		
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par Loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	1931	1,479	352	1,127	24	—	79	590	434	—	—	—		
	1932	1,487	350	1,137	21	—	122	581	413	—	—	—		
	1933	1,293	282	1,011	16	—	108	471	416	—	—	—		
	1934	1,557	321	1,236	34	—	145	566	491	—	—	—		
	1935	1,560	419	1,141	29	—	123	476	513	—	—	—		
	1936	1,501	357	1,144	24	—	105	525	490	—	—	—		
	1937	1,026	227	799	14	—	94	356	335	—	—	—		
	1938	1,004	220	784	14	—	73	353	344	—	—	—		
	1939	1,280	253	1,027	13	—	70	453	491	—	—	—		
	1940	846	192	654	10	1	46	267	330	—	—	—		

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À						acces- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEM ^t	
					l'emprisonnement			l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple				
plus de 6 mois	6 mois et moins	6	7	8		9	10			11	12	13	
Tenderie (Loi du 30 juillet 1922. Loi du 8 juin 1926. A. R. du 12 juin 1933) Compétence du juge de police depuis l'A. R. du 8 mars 1936, art. 1 ^{er} , 11 ^o)	1931	54	2	52	—	—	—	45	7	—	—	—	
	1932	49	2	47	—	—	—	40	7	—	—	—	
	1933	55	6	49	—	—	—	37	12	—	—	—	
	1934	84	15	69	—	—	—	51	18	—	—	—	
	1935	89	12	77	—	—	—	56	21	—	—	—	
	1936	54	4	50	—	—	—	30	20	—	—	—	
	1937	9	2	7	—	—	—	1	6	—	—	—	
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	5	—	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—
	1940	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883. Loi du 5 juillet 1899. A. R. du 13 mars 1936. Compétence du juge de police depuis l'A. R. du 8 mars 1936, art. 1 ^{er} , 4 ^o)	1931	849	80	769	3	—	3	524	239	—	—	—	
	1932	997	98	899	1	—	9	610	279	—	—	—	
	1933	876	62	814	—	—	6	545	263	—	—	—	
	1934	909	72	837	—	—	7	542	288	—	—	—	
	1935	90	13	77	—	—	1	45	31	—	—	—	
	1936	7	2	5	—	—	—	2	3	—	—	—	
	1937	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	5	—	5	—	—	—	2	3	—	—	—	—
	1939	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
	1940	4	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—

5. — Travail et Prévoyance.

Liberté d'association (Loi du 24 mai 1921)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1932	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1933	3	—	3	—	—	—	—	1	2	—	—	
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1935	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1937	5	2	3	—	—	—	—	3	—	—	—	
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—
	Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 20 juin 1936)	1931	33	6	27	—	—	—	12	15	—	—	—
1932		17	1	16	—	—	—	9	7	—	—	—	
1933		25	—	25	—	—	—	13	12	—	—	—	
1934		10	1	9	—	—	—	7	2	—	—	—	
1935		63	7	56	—	—	—	41	15	—	—	—	
1936		95	14	81	—	—	—	52	29	—	—	—	
1937		372	35	337	—	—	—	189	148	—	—	—	
1938		314	25	289	—	—	—	157	132	—	—	—	
1939		167	12	155	—	—	—	72	83	—	—	—	
1940		20	5	15	—	—	—	8	7	—	—	—	

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS									
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle				simple	
6	plus de 6 mois	6 mois et moins	7	8	9	10	11	12	13				
Contrat d'emploi (Loi du 7 août 1922. Loi du 2 mai 1929. Loi du 28 septembre 1932)	1931	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
	1932	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—
	1933	5	—	5	—	—	—	1	3	1	—	—	—
	1934	8	1	7	1	—	—	—	2	4	—	—	—
	1935	17	3	14	2	—	—	5	4	3	—	—	—
	1936	8	1	7	—	—	—	3	1	3	—	—	—
	1937	6	3	3	—	—	—	1	1	1	—	—	—
	1938	4	1	3	—	—	—	2	—	1	—	—	—
	1939	7	1	6	—	—	—	—	3	3	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants (Lois coordonnées par A. R. du 28 février 1919. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 27 avril 1927. Loi du 7 avril 1936)	1931	43	9	34	—	—	—	—	19	15	—	—	—
	1932	44	6	38	—	—	—	—	20	18	—	—	—
	1933	29	6	23	—	—	—	—	14	9	—	—	—
	1934	58	8	50	—	—	—	—	27	23	—	—	—
	1935	115	22	93	—	—	—	—	63	30	—	—	—
	1936	112	15	97	—	—	—	—	44	53	—	—	—
	1937	85	13	72	—	—	—	1	35	36	—	—	—
	1938	78	6	72	—	—	—	—	33	39	—	—	—
	1939	48	6	42	—	—	—	—	18	24	—	—	—
	1940	23	3	20	—	—	—	—	7	13	—	—	—
Paiement des salaires (Loi du 16 août 1887. Lois des 15 et 17 juin 1896. Loi du 30 juillet 1934. Loi du 7 juillet 1936)	1931	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—
	1932	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
	1933	2	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	1934	3	—	3	—	—	—	—	2	1	—	—	—
	1935	5	—	5	—	—	—	—	1	4	—	—	—
	1936	7	2	5	—	—	—	—	1	4	—	—	—
	1937	25	12	13	—	—	—	—	7	6	—	—	—
	1938	23	9	14	—	—	—	—	9	5	—	—	—
	1939	20	5	15	—	—	—	—	7	8	—	—	—
	1940	3	1	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Congés annuels payés (Loi du 8 juillet 1936. Loi du 20 août 1938)	1937	145	27	118	—	—	—	—	100	18	—	—	—
	1938	136	58	78	—	—	—	—	47	31	—	—	—
	1939	124	45	79	—	—	—	—	36	43	—	—	—
	1940	50	21	29	—	—	—	—	11	18	—	—	—
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (Loi du 14 juin 1921. AA. RR. d'exécution)	1931	198	36	162	—	—	—	—	88	74	—	—	—
	1932	191	32	159	—	—	—	—	106	53	—	—	—
	1933	191	40	151	—	—	—	—	101	50	—	—	—
	1934	199	41	158	—	—	—	—	113	45	—	—	—
	1935	563	78	485	—	—	—	—	305	180	—	—	—
	1936	982	150	832	1	—	—	3	354	474	—	—	—
	1937	782	180	602	—	—	—	—	319	283	—	—	—
	1938	572	110	462	—	—	—	—	240	222	—	—	—
	1939	449	107	342	—	—	—	—	179	162	—	—	—
	1940	89	27	62	—	—	—	—	24	38	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS								accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					EN ORDRE PRINCIPAL À					con- diti- on- nel	l'emprisonnement			l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple								
						plus de 6 mois	6 mois et moins										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13					
Travail des diamantaires (A. R. du 30 mars 1936. Loi du 16 mai 1938)	1936	101	16	85	—	—	—	55	30	—	—	—					
	1937	247	29	218	—	—	—	107	111	—	—	—					
	1938	160	7	153	—	—	—	103	50	—	—	—					
	1939	104	9	95	—	—	—	70	25	—	—	—					
	1940	23	6	17	—	—	2	9	6	—	—	—					
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934)	1937	9	5	4	—	—	—	4	—	—	—	—					
	1938	36	19	17	—	—	—	9	8	—	—	—					
	1939	11	3	8	—	—	—	2	6	—	—	—					
	1940	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—					
Travailleurs étrangers (A. R. du 8 décembre 1934. A. R. de coordination du 31 mars 1936)	1935	13	2	11	—	—	—	2	9	—	—	—					
	1936	50	10	40	—	—	1	12	27	—	—	—					
	1937	36	—	36	1	—	—	28	7	—	—	—					
	1938	26	7	19	—	—	—	9	10	—	—	—					
	1939	15	5	10	—	—	—	9	1	—	—	—					
1940	3	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—						
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécu- tion)	1932	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—					
	1933	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—					
	1934	7	5	2	—	—	—	—	2	—	—	—					
	1935	27	13	14	—	—	—	7	7	—	—	—					
	1936	48	10	38	—	—	—	29	9	—	—	—					
	1937	10	2	8	—	—	—	4	4	—	—	—					
	1938	9	1	8	—	—	—	1	7	—	—	—					
	1939	14	5	9	—	—	—	3	6	—	—	—					
1940	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—						
Assurance en vue de la vieil- lesse et du décès préma- turé (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. AA. RR. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	1931	7	2	5	—	—	—	1	4	—	—	—					
	1932	15	4	11	—	—	—	5	6	—	—	—					
	1933	111	31	80	12	—	3	43	21	—	—	—					
	1934	13	8	5	1	—	—	3	1	—	—	—					
	1935	58	51	7	2	—	1	3	1	—	—	—					
	1936	12	4	8	—	—	—	3	5	—	—	—					
	1937	13	5	8	—	—	—	—	8	—	—	—					
	1938	19	5	4	—	—	—	10	4	—	—	—					
	1939	10	1	9	—	—	—	4	5	—	—	—					
1940	5	1	4	—	—	—	—	4	—	—	—						

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	TOTAL des con- dam- nés	CONDAMNÉS								accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
					EN ORDRE PRINCIPAL À					con- diti- on- nel	l'emprisonnement			l'amende		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930.
					con- diti- on- nel	sans condition		con- diti- on- nelle	simple								
						plus de 6 mois	6 mois et moins										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13					
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	1931	162	33	129	1	—	3	49	76	—	—	—					
	1932	163	31	132	2	—	6	53	71	—	—	—					
	1933	162	38	124	2	—	4	55	63	—	—	—					
	1934	141	22	119	1	—	1	60	57	—	—	—					
	1935	178	45	133	—	—	1	57	75	—	—	—					
	1936	228	43	185	2	—	—	99	84	—	—	—					
	1937	185	41	144	2	—	2	78	62	—	—	—					
	1938	241	47	194	4	—	3	95	92	—	—	—					
	1939	192	39	153	—	—	9	64	80	—	—	—					
	1940	142	26	116	4	—	6	48	58	—	—	—					
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)	1931	47	2	45	4	—	18	11	12	—	—	—					
	1932	42	1	41	10	—	13	8	10	—	—	—					
	1933	37	—	37	6	—	4	9	18	—	—	—					
	1934	49	1	48	8	—	13	14	13	—	—	—					
	1935	48	—	48	4	—	22	6	16	—	—	—					
	1936	48	1	47	11	—	16	9	11	—	—	—					
	1937	40	—	40	6	—	15	11	8	—	—	—					
	1938	42	—	42	8	—	14	8	12	—	—	—					
	1939	42	—	42	7	—	14	9	12	—	—	—					
	1940	18	2	16	5	—	5	2	4	—	—	—					
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 2)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1932	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—					
	1933	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—					
	1934	3	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—					
	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—					
	1936	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—					
	1937	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—					
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
	1939	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—					
	1940	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Police maritime (Réglementation)	1931	281	26	255	16	1	132	53	53	—	—	—					
	1932	141	19	122	5	—	66	16	35	—	1	—					
	1933	102	8	94	1	—	52	9	32	—	1	—					
	1934	142	15	127	6	—	39	39	43	—	—	—					
	1935	133	14	119	—	—	57	34	28	—	—	—					
	1936	135	11	124	—	—	48	30	46	—	—	1					
	1937	170	30	140	5	—	54	35	46	—	—	—					
	1938	147	12	135	3	16	86	6	24	—	—	—					
	1939	194	18	176	3	—	80	38	55	—	—	—					
	1940	93	9	84	27	—	25	9	23	—	—	—					

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				con- diti- on- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
					l'emprisonnement		l'amende						
					con- diti- on- nel	sans condition	con- diti- on- nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT.

Crimes correctionnalisés pré- vus par le Code pénal	1931	2,434	278	2,156	467	789	886	6	8	443	19	—
	1932	2,652	314	2,338	666	670	990	8	4	474	8	—
	1933	2,549	328	2,221	611	612	988	5	5	421	2	—
	1934	2,912	377	2,535	745	628	1,142	9	11	459	5	—
	1935	3,004	461	2,543	814	673	1,049	2	5	544	6	—
	1936	2,877	437	2,440	728	621	1,076	6	9	561	9	40
	1937	2,599	450	2,149	701	510	926	7	5	560	14	25
	1938	2,592	398	2,194	695	601	890	2	6	613	10	25
	1939	2,727	322	2,405	720	716	945	14	10	644	6	44
	1940	2,383	307	2,076	566	615	867	16	12	338	2	32
Délits prévus par le Code pénal	1931	36,000	5,867	30,133	3,813	853	7,194	8,537	9,736	321	13	—
	1932	35,621	6,067	29,554	3,572	684	6,866	8,829	9,603	252	15	—
	1933	35,270	5,758	29,512	3,504	512	6,729	9,545	9,222	332	14	—
	1934	35,772	5,899	29,873	3,881	548	7,039	9,475	8,930	350	9	—
	1935	34,341	5,840	28,501	3,573	482	6,944	8,867	8,635	342	6	—
	1936	33,853	5,740	28,113	3,359	444	6,448	9,179	8,683	373	16	50
	1937	32,884	5,408	27,476	3,066	396	6,236	9,178	8,600	321	14	45
	1938	31,265	4,927	26,338	3,256	409	6,049	8,518	8,106	278	20	33
	1939	30,237	4,732	25,505	2,988	622	5,884	7,526	8,485	353	10	61
	1940	33,902	4,887	29,015	4,351	666	8,053	7,908	8,037	204	9	43
Contraventions de police prévues par le Code pénal	1931	981	184	797	1	—	5	376	415	—	—	—
	1932	872	150	722	—	—	5	343	374	—	—	—
	1933	824	142	682	—	—	4	345	333	—	—	—
	1934	897	175	722	4	—	10	352	356	—	—	—
	1935	947	172	775	—	—	9	367	399	—	—	—
	1936	799	136	663	1	—	5	286	371	—	—	—
	1937	848	172	676	3	—	3	327	343	—	—	—
	1938	763	122	641	2	—	3	310	326	—	—	—
	1939	762	109	653	3	—	3	296	351	—	—	—
	1940	469	80	389	2	—	2	159	226	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	1931	7,942	1,265	6,677	79	52	818	2,364	3,364	1	—	—
	1932	9,350	1,537	7,813	183	95	1,035	3,097	3,403	—	2	—
	1933	9,396	1,402	7,994	74	108	1,081	3,205	3,526	1	2	—
	1934	11,486	1,605	9,836	187	202	1,322	3,761	4,364	1	—	—
	1935	9,849	1,806	8,043	161	233	1,112	2,935	3,602	2	2	—
	1936	12,009	1,941	10,068	144	184	832	4,142	4,766	7	—	2
	1937	9,921	1,763	8,158	117	110	740	3,623	3,568	—	—	—
	1938	11,463	1,814	9,649	131	180	790	4,195	4,353	1	—	—
	1939	12,294	1,857	10,437	164	137	1,279	3,897	4,960	4	3	—
	1940	25,785	4,114	21,671	365	63	1,319	6,951	12,973	—	1	—

Tableau 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Années	TOTAL des préve- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS								
				TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t		
					l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
					con- dition- nel	sans condition	con- dition- nelle	simple				
1	2	3	4	5	6	7 plus de 6 mois	8 6 mois et moins	9	10	11	12	13
TOTAUX	1931	47,357	7,594	39,763	4,360	1,694	8,903	11,283	13,523	765	32	—
	1932	48,495	8,068	40,427	4,421	1,449	8,896	12,277	13,384	726	25	—
	1933	48,039	7,630	40,409	4,189	1,232	8,802	13,100	13,086	754	18	—
	1934	51,067	8,101	42,966	4,817	1,378	9,513	13,597	13,661	810	14	—
	1935	48,141	8,279	39,862	4,548	1,388	9,114	12,171	12,641	888	14	—
	1936	49,538	8,254	41,284	4,232	1,249	8,361	13,613	13,829	941	25	92
	1937	46,252	7,793	38,459	3,887	1,016	7,905	13,135	12,516	881	28	70
	1938	46,083	7,261	38,822	4,084	1,190	7,732	13,025	12,791	892	30	58
	1939	46,020	7,020	39,000	3,875	1,475	8,111	11,733	13,806	1,001	19	105
	1940	62,539	9,388	53,151	5,284	1,344	10,241	15,034	21,248	542	12	75

L'examen de la récapitulation du tableau ci-dessus fait ressortir une décroissance constante, depuis 1931 et jusqu'en 1939, de l'ensemble des délits prévus par le Code pénal.

Si au cours de l'année 1940 le total des condamnés du chef de cette catégorie de délits marque une notable recrudescence, il y a lieu de noter que quelques délits seulement, tels le vol, le recel, le cel frauduleux et le maraudage se sont considérablement multipliés à la faveur des circonstances de guerre, tandis que la plupart des autres délits de même catégorie se sont, à la suite des mêmes circonstances, plutôt raréfiés.

Les infractions prévues par des lois spéciales, méritent de retenir une attention toute particulière.

L'application des dispositions pénales contenues dans les lois spéciales et qui déterminent progressivement un droit pénal nouveau, tend en effet à accaparer de plus en plus l'activité de la juridiction correctionnelle.

Malgré l'extension qui fut en 1935 et 1936 donnée à la compétence des juges de police, le nombre d'inculpés devant les tribunaux correc-

tionnels du chef d'infractions aux lois spéciales, reprend au cours des années subséquentes son mouvement ascendant, pour aboutir en 1940 au chiffre très élevé de 25,785, soit 41 p. c. du total général des inculpés.

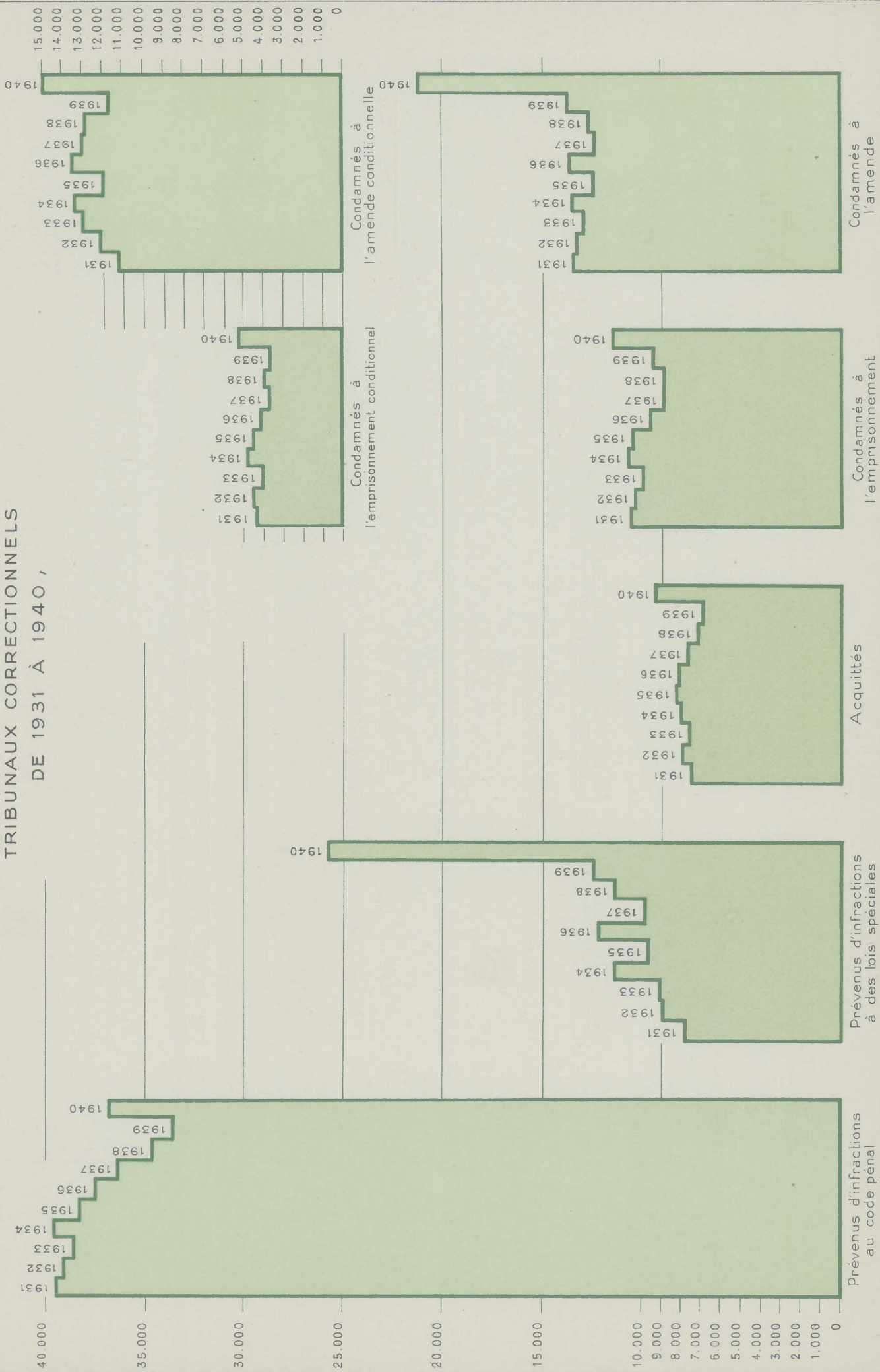
Dans ces 25,785 inculpés, la réglementation de la police du commerce intervient à elle seule pour 15,772 unités.

Il eut été souhaitable de pouvoir, pour l'année 1940, détailler les infractions à la réglementation de la police du commerce, alors que celle-ci détermine la hausse exceptionnelle des infractions aux lois spéciales.

On s'est toutefois heurté à une déclaration d'impossibilité de la part de l'administration du casier judiciaire du Département de la Justice, de noter les différentes espèces d'infractions sur la base des nombreux arrêtés qui étaient d'application.

La subdivision des infractions à la réglementation de la police du commerce pour l'année 1940, est reproduite à toutes fins ci-dessous, telle qu'elle a été mise à la disposition de l'Office Central de Statistique.

PRÉVENUS JUGÉS EN PREMIER RESSORT PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS DE 1931 À 1940,



**INFRACTIONS À LA RÉGLEMENTATION DE LA POLICE DU COMMERCE
JUGÉES EN 1940 PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.**

NATURE DES INFRACTIONS 1	TOTAL des prévenus 2	Prévenus acquittés 3	CONDAMNÉS						
			TOTAL des condam- nés 4	EN ORDRE PRINCIPAL À					
				l'emprisonnement			l'amende		
				con- diti- on- nel 5	sans condition		con- diti- on- nelle 8	simple 9	
plus de 6 mois 6	6 mois et moins 7								
Commerce ambulant (A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936, A. R. 28-11-1939) . . .	843	65	778	1	—	39	213	525	
Registre du commerce (A. 30-7-1940, A. 11-8-1940, A. 18-10-1940)	135	38	97	—	—	4	31	62	
*Abus dans le commerce des denrées (A. L. 9-9-1939)	321	101	220	—	—	—	77	143	
Hausse anormale des prix des denrées (A. R. 6-5-1935, A. L. 27-10-1939) . . .	14,090	2,358	11,732	23	2	159	3,922	7,626	
Concurrence malhonnête (A. R. 6-5-1935)	1	1	—	—	—	—	—	—	
Viandes de boucherie (A. R. 4-12-1934, A. R. 31-1-1936)	221	29	192	1	—	5	78	108	
*Réglementation du commerce et de la consommation de la viande (A. L. 23-4-1940)	1	1	—	—	—	—	—	—	
*Recensement des stocks (A. R. 22-9-1939, A. R. 2-10-1939, etc. A. 6-4-1940) . . .	118	35	83	—	—	2	33	48	
*Emploi et vente de froment indigène (A. L. 23-9-1939)	42	14	28	1	—	1	8	18	
<i>Totaux.</i>	15,772	2,642	13,130	26	2	210	4,362	8,530	

* Ces rubriques mentionnent des chiffres incomplets, par suite de leur fusion dans la rubrique « Hausse anormale des prix des denrées » au cours des relevés faits par l'administration du casier judiciaire.

**Tableau n° 17. — NOMBRE ET DURÉE DES SURSIS ACCORDÉS
PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGEANT EN PREMIER RESSORT.**

DURÉES DES SURSIS 1	ANNÉES									
	1931 2	1932 3	1933 4	1934 5	1935 6	1936 7	1937 8	1938 9	1939 10	1940 11
6 mois et moins.	164	230	191	296	345	498	380	513	294	585
1 an	2,276	2,089	2,034	2,149	2,176	2,455	3,099	3,162	2,609	3,128
2 ans	893	1,177	1,123	1,092	1,088	1,106	965	601	476	571
3 ans	7,789	8,726	9,621	10,108	8,098	9,240	8,471	8,437	8,805	12,048
4 ans	300	417	421	15	2	1	1	—	1	5
5 ans	4,221	4,059	3,899	4,754	5,010	4,545	4,106	4,396	3,423	3,981
<i>Totaux.</i>	15,643	16,698	17,289	18,414	16,719	17,845	17,022	17,109	15,608	20,318

Tableau n° 18. — PRÉVENUS JUGÉS, EN DEGRÉ D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES.

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS 1	Années 2	Total des prévenus 3	Prévenus acquittés 4	Total des condam- nés 5	CONDAMNÉS			
					à l'emprisonnement		à l'amende	
					condi- tionnel 6	sans con- dition 7	condi- tionnelle 8	sans con- dition 9
Délits prévus par le Code pénal	1931	856	241	615	7	10	287	311
	1932	900	249	651	7	4	277	363
	1933	889	251	638	5	5	281	347
	1934	917	258	659	3	9	262	385
	1935	872	283	589	1	3	223	362
	1936	980	291	689	3	4	270	412
	1937	1,001	294	707	2	11	284	410
	1938	1,045	262	783	5	8	290	480
	1939	1,028	330	698	3	11	239	445
	1940	453	115	338	2	13	124	199
Contraventions de police prévues par le Code pénal	1931	455	175	280	3	6	126	145
	1932	462	158	304	1	3	137	163
	1933	417	135	282	4	6	117	155
	1934	454	164	290	—	3	126	161
	1935	494	215	279	1	5	106	167
	1936	421	171	250	—	3	101	146
	1937	449	193	256	—	1	104	151
	1938	400	154	246	—	1	102	143
	1939	349	141	208	1	3	58	146
	1940	195	70	125	2	2	34	87
Infractions prévues par des lois spéciales	1931	2,501	823	1,678	5	22	676	975
	1932	2,079	753	1,326	5	17	460	844
	1933	2,103	818	1,285	—	15	426	844
	1934	2,086	721	1,365	1	11	408	945
	1935	2,243	827	1,416	1	27	425	963
	1936	2,438	845	1,593	—	18	468	1,107
	1937	2,790	993	1,797	—	22	512	1,263
	1938	2,783	971	1,812	1	20	509	1,282
	1939	2,611	847	1,764	3	29	440	1,292
	1940	1,515	533	982	5	17	310	650

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	Années 2	Total des prévenus 3	Prévenus acquittés 4	Total des condam- nés 5	CONDAMNÉS			
					à l'emprisonnement		à l'amende	
					condi- tionnel 6	sans con- dition 7	condi- tionnelle 8	sans con- dition 9
<i>Totaux.</i>	1931	3,812	1,239	2,573	15	38	1,089	1,431
	1932	3,441	1,160	2,281	13	24	874	1,370
	1933	3,409	1,204	2,205	9	26	824	1,346
	1934	3,457	1,143	2,314	4	23	796	1,491
	1935	3,609	1,325	2,284	3	35	754	1,492
	1936	3,839	1,307	2,532	3	25	839	1,665
	1937	4,240	1,480	2,760	2	34	900	1,824
	1938	4,228	1,387	2,841	6	29	901	1,905
	1939	3,988	1,318	2,670	7	43	737	1,883
	1940	2,163	718	1,445	9	32	468	936

Récapitulation générale.

Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1931	51,169	8,833	42,336	4,375	10,635	12,372	14,954
	1932	51,936	9,228	42,708	4,434	10,369	13,151	14,754
	1933	51,448	8,834	42,614	4,198	10,060	13,924	14,432
	1934	54,524	9,244	45,280	4,821	10,914	14,393	15,152
	1935	51,750	9,604	42,146	4,551	10,537	12,925	14,133
	1936	53,377	9,561	43,816	4,235	9,635	14,452	15,494
	1937	50,492	9,273	41,219	3,889	8,955	14,035	14,340
	1938	50,311	8,648	41,663	4,090	8,951	13,926	14,696
	1939	50,008	8,338	41,670	3,882	9,629	12,470	15,689
	1940	64,702	10,106	54,596	5,293	11,616	15,502	22,185
Infractions forestières jugées en premier ressort, jusqu'à l'application de l'A. R. du 10 janvier 1935, attribuant cette compétence au juge de police, et jugées en degré d'appel	1931	390	31	359	—	—	—	—
	1932	452	46	406	—	—	—	—
	1933	388	42	346	—	—	—	—
	1934	432	58	374	—	—	—	—
	1935	108	13	95	—	—	—	—
	1936	14	1	13	—	—	—	—
	1937	5	1	4	—	—	—	—
	1938	7	—	7	—	—	—	—
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1931	51,559	8,864	42,695	—	—	—	—
	1932	52,388	9,274	43,114	—	—	—	—
	1933	51,836	8,876	42,960	—	—	—	—
	1934	54,956	9,302	45,654	—	—	—	—
	1935	51,858	9,617	42,241	—	—	—	—
	1936	53,391	9,562	43,829	—	—	—	—
	1937	50,497	9,274	41,223	—	—	—	—
	1938	50,318	8,648	41,670	—	—	—	—
	1939	50,008	8,338	41,670	—	—	—	—
	1940	64,702	10,106	54,596	—	—	—	—

Tableau n° 19. — Résultat détaillé des POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGÉANT

ANNÉES	Totaux des préve- nus.	Nombres des acquit- tés	Nombres des condam- nés	conditionnel de					
				6 mois	3 mois à moins de 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	
				2	3	4	5	6	7
1931									
	—	—	23,050	25	701	1,486	1,875	20	
	—	—	16,713	4	69	151	227	2	
	<i>Totaux.</i>	47,357	7,594	39,763	29	770	1,637	1,902	22
1932									
	—	—	23,319	41	655	1,619	1,579	13	
	—	—	17,108	1	84	172	257	—	
	<i>Totaux.</i>	48,495	8,068	40,427	42	739	1,791	1,836	13
1933									
	—	—	22,994	9	582	1,616	1,511	2	
	—	—	17,415	3	70	181	214	1	
	<i>Totaux.</i>	48,039	7,630	40,409	12	652	1,797	1,725	3
1934									
	—	—	24,151	17	658	1,910	1,770	10	
	—	—	18,815	—	65	183	204	—	
	<i>Totaux.</i>	51,087	8,101	42,986	17	723	2,093	1,974	10
1935									
	—	—	22,156	21	606	1,793	1,700	8	
	—	—	17,706	2	58	155	204	1	
	<i>Totaux.</i>	48,141	8,279	39,862	23	664	1,948	1,904	9
1936									
	—	—	23,404	16	634	1,622	1,597	5	
	—	—	17,880	1	52	133	171	1	
	<i>Totaux.</i>	49,538	8,254	41,284	17	686	1,755	1,768	6
1937									
	—	—	21,762	54	549	1,502	1,435	10	
	—	—	16,697	—	42	142	152	1	
	<i>Totaux.</i>	46,252	7,793	38,459	54	591	1,644	1,587	11
1938									
	—	—	22,571	33	603	1,492	1,659	8	
	—	—	16,251	1	45	95	147	1	
	<i>Totaux.</i>	46,083	7,261	38,822	34	648	1,587	1,806	9
1939									
	—	—	21,794	53	668	1,405	1,417	6	
	—	—	17,206	7	56	115	147	1	
	<i>Totaux.</i>	46,021	7,021	39,000	60	724	1,520	1,564	7
1940									
	—	—	33,416	44	771	1,947	2,062	18	
	—	—	19,735	5	56	181	199	1	
	<i>Totaux.</i>	62,539	9,388	53,151	49	827	2,128	2,261	19

EN PREMIER RESSORT (délits forestiers non compris). — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires.

CONDAMNÉS												CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT							À L'AMENDE					l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement		
simple de							conditionnelle de		simple de				Loi du 27-11-1891 art. 14	Loi du 15-5-1912 art. 37	Loi du 9-4-1930 art. 25
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.		23	24	25
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22			
23	60	417	309	917	1,300	788	7	7,996	1,921	4,564	836	439	1	15	—
34	72	398	376	1,588	2,137	2,150	16	1,118	248	7,052	1,071	326	13	3	—
62	132	815	685	2,505	3,437	2,938	23	9,114	2,169	11,616	1,907	765	14	18	—
18	62	401	216	943	1,106	827	2	8,964	1,880	4,251	742	404	3	9	—
14	71	390	277	1,589	2,221	2,189	19	1,221	212	7,238	1,153	322	13	—	—
32	133	791	493	2,532	3,327	3,016	21	10,185	2,092	11,489	1,895	726	16	9	—
10	36	339	149	971	1,039	595	5	9,779	1,943	3,655	753	408	7	1	—
18	50	373	257	1,601	2,360	2,220	11	1,203	175	7,586	1,092	346	7	3	—
28	86	712	406	2,572	3,399	2,815	16	10,982	2,118	11,241	1,845	754	14	4	—
13	39	345	191	1,107	1,096	626	10	9,988	2,192	3,291	878	482	—	10	—
13	55	470	252	1,784	2,540	2,317	33	1,187	230	8,243	1,249	328	2	1	—
26	94	815	443	2,891	3,636	2,943	43	11,175	2,422	11,534	2,127	810	3	11	—
15	36	387	179	937	1,021	591	8	8,635	2,365	2,944	910	538	4	8	—
29	52	471	219	1,770	2,510	2,251	26	944	227	7,409	1,378	350	2	—	—
44	88	858	398	2,707	3,531	2,842	34	9,579	2,592	10,353	2,288	888	6	8	—
10	39	368	116	779	814	549	2	9,645	2,763	3,451	994	527	1	12	—
21	55	381	259	1,640	2,358	2,206	13	1,006	199	7,912	1,472	414	12	—	92
31	94	749	375	2,419	3,172	2,755	15	10,651	2,962	11,363	2,466	941	13	12	92
12	36	255	138	684	823	491	9	8,748	3,328	2,703	985	504	—	20	—
15	56	288	216	1,433	2,419	2,029	17	819	240	7,185	1,643	377	8	—	70
27	92	543	354	2,117	3,242	2,520	26	9,567	3,568	9,888	2,628	881	8	20	70
32	52	306	134	675	842	511	9	8,880	3,076	3,106	1,153	536	2	15	—
16	65	357	228	1,423	2,228	2,026	18	837	232	7,049	1,483	356	11	2	58
48	117	663	362	2,098	3,070	2,537	27	9,717	3,308	10,155	2,636	892	13	17	58
16	64	347	172	767	881	610	21	8,290	2,410	3,665	1,002	564	8	6	5
19	80	497	280	1,719	2,193	1,900	20	813	220	7,833	1,306	437	3	2	100
35	144	844	452	2,486	3,074	2,510	41	9,103	2,630	11,498	2,308	1,001	11	8	105
10	47	281	180	1,051	1,504	1,029	19	10,420	3,301	9,455	1,327	304	2	2	3
38	76	439	323	1,832	2,659	2,136	11	1,088	225	9,162	1,304	238	8	—	72
48	123	670	503	2,883	4,163	3,165	30	11,508	3,526	18,617	2,631	542	10	2	75

Tableau n° 20. — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.

(Non compris les infractions au Code forestier.)

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ					TOTAL		
		6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans		5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1931	Amende	—	10	21	364	3	315	713	
	Emprisonnement de {	8 jours à moins de 1 mois.	—	2	4	85	3	72	166
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	1	93	—	93	189
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	1	39	—	58	98
		6 mois et plus	—	—	1	26	1	26	54
<i>Total.</i>	—	14	28	607	7	564	1,220		
1932	Amende	—	12	23	365	5	276	681	
	Emprisonnement de {	8 jours à moins de 1 mois.	—	1	6	99	3	75	184
		1 mois à moins de 3 mois.	—	4	1	81	5	92	183
		3 mois à moins de 6 mois.	—	1	1	38	—	63	103
		6 mois et plus	—	—	2	26	—	39	67
<i>Total.</i>	—	18	33	609	13	545	1,218		
1933	Amende	—	11	19	369	9	313	721	
	Emprisonnement de {	8 jours à moins de 1 mois.	—	4	6	72	6	64	152
		1 mois à moins de 3 mois.	—	—	3	102	6	79	190
		3 mois à moins de 6 mois.	—	1	2	49	2	43	97
		6 mois et plus	—	—	1	28	—	30	59
<i>Total.</i>	—	16	31	620	23	529	1,219		
1934	Amende	—	7	44	473	17	326	867	
	Emprisonnement de {	8 jours à moins de 1 mois.	—	1	9	105	2	82	199
		1 mois à moins de 3 mois.	—	—	9	84	—	112	205
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	38	—	48	88
		6 mois et plus	—	1	3	25	1	24	54
<i>Total.</i>	—	9	67	725	20	592	1,413		
1935	Amende	—	9	43	409	8	270	739	
	Emprisonnement de {	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	4	115	2	80	201
		1 mois à moins de 3 mois.	—	1	7	102	4	102	216
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	53	—	52	107
		6 mois et plus	—	—	—	35	1	33	69
<i>Total.</i>	—	10	56	714	15	537	1,332		

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL	
		6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1936	Amende	—	8	27	408	5	239	687	
	Emprisonnement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	5	92	1	68	166
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	5	83	1	95	186
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	43	1	48	94
		6 mois et plus	—	—	—	26	—	30	56
	<i>Total.</i>	—	10	39	652	8	480	1,189	
1937	Amende	—	3	26	397	—	267	693	
	Emprisonnement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	2	94	—	59	155
		1 mois à moins de 3 mois.	—	1	7	96	1	91	196
		3 mois à moins de 6 mois.	—	1	—	29	—	39	69
		6 mois et plus	—	—	1	17	—	24	42
	<i>Total.</i>	—	5	36	633	1	480	1,155	
1938	Amende	—	4	22	379	1	275	681	
	Emprisonnement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	4	71	—	69	144
		1 mois à moins de 3 mois.	—	4	4	94	—	73	175
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	25	—	55	82
		6 mois et plus	—	—	—	25	—	31	56
	<i>Total.</i>	—	8	32	594	1	503	1,138	
1939	Amende	—	20	17	324	—	204	565	
	Emprisonnement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	—	4	64	—	52	120
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	4	62	—	61	129
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	2	9	—	36	47
		6 mois et plus	—	—	1	21	—	27	49
	<i>Total.</i>	—	22	28	480	—	380	910	
1940	Amende	1	12	12	391	—	202	618	
	Emprisonnement de	8 jours à moins de 1 mois.	—	4	2	47	—	48	101
		1 mois à moins de 3 mois.	—	2	6	83	—	80	171
		3 mois à moins de 6 mois.	—	—	—	36	—	38	74
		6 mois et plus	—	—	—	17	—	21	38
	<i>Total.</i>	1	18	20	574	—	389	1,002	

Tableau n° 20 (suite). — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE.

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.

(Non compris les infractions au Code forestier.)

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL
		3 mois et moins	plus de 3 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 1 an	plus de 1 an à 2 ans	plus de 2 ans à 3 ans	plus de 3 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1931	Amende simple	—	3	61	10	3	3	80
	» conditionnelle	—	5	75	15	6	1	102
	Emprisonnement simple	—	2	29	4	—	—	35
	» conditionnel	—	7	38	4	5	—	54
	<i>Total.</i>	—	17	203	33	14	4	271
1932	Amende simple	—	6	50	16	6	2	80
	» conditionnelle	—	2	68	16	7	3	96
	Emprisonnement simple	—	—	40	4	3	2	49
	» conditionnel	—	1	28	7	6	—	42
	<i>Total.</i>	—	9	186	43	22	7	267
1933	Amende simple	—	—	49	2	3	2	56
	» conditionnelle	—	8	61	13	5	1	88
	Emprisonnement simple	—	2	14	2	—	—	18
	» conditionnel	—	12	33	4	1	—	40
	<i>Total.</i>	—	12	157	21	9	3	202
1934	Amende simple	—	7	42	9	5	2	65
	» conditionnelle	—	10	86	14	7	4	121
	Emprisonnement simple	—	3	25	2	3	1	34
	» conditionnel	—	3	40	3	1	1	48
	<i>Total.</i>	—	23	193	28	16	8	268
1935	Amende simple	—	5	34	12	3	—	54
	» conditionnelle	—	1	55	14	3	—	73
	Emprisonnement simple	—	1	15	2	1	2	21
	» conditionnel	—	—	51	4	3	2	60
	<i>Total.</i>	—	7	155	32	10	4	208

ANNÉES	PEINE NOUVELLE ENCOURUE correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAUX
		3 mois et moins 3	plus de 3 mois à 6 mois 4	plus de 6 mois à 1 an 5	plus de 1 an à 2 ans 6	plus de 2 ans à 3 ans 7	plus de 8 ans 8	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1936	Amende simple	—	1	20	8	2	1	32
	» conditionnelle	—	1	67	17	9	—	94
	Emprisonnement simple	—	4	19	2	1	—	26
	» conditionnel	—	1	28	5	1	—	35
	<i>Total.</i>	—	7	134	32	13	1	187
1937	Amende simple	—	2	18	8	2	1	31
	» conditionnelle	—	—	38	10	3	1	52
	Emprisonnement simple	—	—	12	2	—	—	14
	» conditionnel	—	1	34	2	3	—	40
	<i>Total.</i>	—	3	102	22	8	2	137
1938	Amende simple	—	6	28	2	2	—	38
	» conditionnelle	—	3	57	21	4	1	86
	Emprisonnement simple	—	—	18	2	—	—	20
	» conditionnel	—	3	25	3	—	—	31
	<i>Total.</i>	—	12	128	28	6	1	175
1939	Amende simple	—	3	30	9	4	—	46
	» conditionnelle	—	1	19	3	—	—	23
	Emprisonnement simple	1	1	23	7	—	—	32
	» conditionnel	—	1	10	6	2	1	20
	<i>Total.</i>	1	6	82	25	6	1	121
1940	Amende simple	2	2	22	1	—	—	27
	» conditionnelle	—	1	16	2	—	—	19
	Emprisonnement simple	—	1	16	2	—	—	19
	» conditionnel	—	1	22	1	—	—	24
	<i>Total.</i>	2	5	76	6	—	—	89

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ces cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président. (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481 et 483, loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience. (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

Tableau n° 21. — AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL.
NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS.

ANNÉES	NOMBRE DES AFFAIRES						NOMBRE DES ARRÊTS					ARRÊTS		NOMBRE des prévenus jugés
	À JUGER			TERMINÉES			restant à juger à la fin de l'année	contra-dic-toires	par défaut	contra-dic-toires à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres	TOTAL	confir-matifs	infir-matifs en tout ou en partie	
	pen-dantes au 1 ^{er} jan-vier	portées devant la cour durant l'année	TOTAL	par arrêt	rayées du rôle, dispa-rues par jonction, etc.	TOTAL								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
COUR D'APPEL DE BRUXELLES.														
1931	846	2,033	2,879	1,659	27	1,686	1,193	1,451	181	27	1,659	855	804	2,385
1932	1,193	2,034	3,227	1,716	—	1,716	1,511	1,454	198	64	1,716	818	898	2,458
1933	1,511	1,900	3,411	2,388	—	2,388	1,023	2,111	239	38	2,388	1,030	1,358	3,254
1934	1,023	2,070	3,093	2,835	1	2,836	257	2,489	245	101	2,835	1,588	1,247	4,155
1935	257	2,174	2,431	2,143	7	2,150	281	1,921	162	60	2,143	1,414	729	2,966
1936	281	2,226	2,507	2,167	1	2,168	339	1,954	120	93	2,167	1,460	707	3,129
1937	339	2,044	2,383	2,248	—	2,248	135	1,914	215	119	2,248	1,534	714	3,172
1938	135	2,485	2,620	2,402	—	2,402	218	2,044	277	81	2,402	1,365	1,037	3,409
1939	218	1,908	2,126	1,965	7	1,972	154	1,652	228	85	1,965	1,061	904	3,121
1940	154	2,180	2,334	1,951	—	1,951	383	1,736	116	99	1,951	867	1,084	2,717
COUR D'APPEL DE GAND.														
1931	96	687	783	601	—	601	182	528	35	38	601	229	372	903
1932	182	772	954	755	—	755	199	654	47	54	755	318	437	1,256
1933	199	839	1,038	705	—	705	333	601	51	53	705	342	363	1,173
1934	333	919	1,252	847	—	847	405	721	59	67	847	419	428	1,196
1935	405	886	1,291	846	—	846	445	704	73	69	846	412	434	1,395
1936	445	1,003	1,448	869	—	869	579	751	60	58	869	384	485	1,405
1937	579	1,059	1,638	869	—	869	769	749	56	64	869	386	483	1,395
1938	769	1,139	1,908	1,221	—	1,221	687	1,063	80	78	1,221	579	642	1,895
1939	687	1,184	1,871	1,096	—	1,096	775	966	76	54	1,096	488	608	1,714
1940	775	1,064	1,839	1,133	—	1,133	706	919	110	104	1,133	432	701	1,886
COUR D'APPEL DE LIEGE.														
1931	70	1,143	1,213	1,159	—	1,159	54	1,021	106	32	1,159	704	455	1,639
1932	54	1,135	1,189	1,127	—	1,127	62	988	114	25	1,127	688	439	1,610
1933	62	1,165	1,227	1,117	—	1,117	110	976	117	24	1,117	656	461	1,583
1934	110	1,153	1,263	1,198	—	1,198	65	1,056	117	25	1,198	711	487	1,759
1935	65	2,054	2,119	2,013	—	2,013	106	1,785	184	44	2,013	1,095	918	2,879
1936	106	929	1,035	971	—	971	64	879	71	21	971	508	463	1,425
1937	64	1,021	1,085	1,014	—	1,014	71	857	116	41	1,014	523	491	1,520
1938	71	1,070	1,141	1,059	—	1,059	82	955	68	36	1,059	478	581	1,532
1939	82	1,249	1,331	1,239	—	1,239	92	1,075	118	46	1,239	628	611	1,777
1940	92	892	984	897	—	897	87	756	110	31	897	361	536	1,190
TOTAUX.														
1931	1,012	3,863	4,875	3,419	27	3,446	1,429	3,000	322	97	3,419	1,788	1,631	4,927
1932	1,429	3,941	5,370	3,598	—	3,598	1,772	3,096	359	143	3,598	1,824	1,774	5,324
1933	1,772	3,904	5,676	4,210	—	4,210	1,466	3,688	407	115	4,210	2,028	2,182	6,010
1934	1,466	4,142	5,608	4,880	1	4,881	727	4,266	421	193	4,880	2,718	2,162	7,110
1935	727	5,114	5,841	5,002	7	5,009	832	4,410	419	173	5,002	2,921	2,081	7,240
1936	832	4,158	4,990	4,007	1	4,008	982	3,584	251	172	4,007	2,352	1,655	5,959
1937	982	4,124	5,106	4,131	—	4,131	975	3,520	387	224	4,131	2,443	1,688	6,087
1938	975	4,694	5,669	4,682	—	4,682	987	4,062	425	195	4,682	2,422	2,260	6,836
1939	987	4,341	5,328	4,300	7	4,307	1,021	3,693	422	185	4,300	2,177	2,123	6,612
1940	1,021	4,136	5,157	3,981	—	3,981	1,176	3,411	336	234	3,981	1,660	2,321	5,793

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, réclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

L'article 6 de la loi du 30 avril 1919 porte que « Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs cours d'assises dans la même province. Ces cours siègent concurremment, soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux des différents arrondissements judiciaires ».

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les

citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi.

Le jury est appelé à décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

La loi du 23 août 1919 a étendu les pouvoirs du jury en le faisant participer à l'application des peines. En vertu de cette loi, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le jury d'un fait défendu par une loi pénale, la cour se rend avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le président de la cour, délibère sur la peine à prononcer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, les individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

Tableau 22. — Ce tableau comprend les deux fractions du tableau XIX qui était publié précédemment. Il a suffi d'ajouter à la deuxième fraction les colonnes 3 et 4 pour obtenir tous les éléments que comportaient les deux anciens cadres.

Il a paru intéressant de conserver à ce tableau sa subdivision par provinces, aux fins de permettre une constatation régionale des crimes et en vue de faciliter des études éventuelles d'organisation judiciaire qui pourraient voir le jour devant le déclin progressif de l'activité des cours d'assises.

Tableau 23. — Il a fallu, dans la statistique décennale, se contenter de ce tableau unique, pour représenter les tableaux XX et XXI de l'ancien annuaire.

L'intérêt de l'ancien tableau XX, qui classifiait les accusés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils avaient été poursuivis, était trop uniquement porté sur l'écart pouvant exister entre la qualification dans l'acte d'accusation et la nature de l'infraction admise par la Cour, pour justifier une nomenclature double des infractions pendant dix années successives.

C'est donc l'ancien tableau XXI, répondant à une administration définitive de la justice en matière d'assises, donnant d'autre part les antécédents judiciaires des condamnés, qui a dû être repris en ordre principal pour former le tableau 23 actuel.

La création dans ce tableau des colonnes 2, 3 et 4, répond dans la mesure du possible aux éléments qui étaient recherchés par l'ancien tableau XX.

En ce qui concerne la récapitulation, les chiffres des colonnes 2, 3 et 4 ayant été puisés dans les tableaux XX anciens, déjà préparés, il y a lieu de remarquer que la concordance parfaite des chiffres existe seulement dans ces totaux généraux.

Accusés classés d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été jugés par les

NATURE DES FAITS	ANNÉES	Nombre des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	ACCUSÉS SANS ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES										
						Nombre des condamnés	Condamnés à la peine								Condamn. access. à l'interdiction	Mis à la dispos. du gouvernement
							de mort	des trav. forcés		de la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement			
								à perpétuité	à temps	perpétuelle	à temps					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		

INFRACTIONS CONTRE

Crimes.

Assassinat (Art. 394) Tentative et complicité (Art. 394, 52 et 69)	1931	26	5	1	20	10	2	3	2	—	—	3	—	9	—
	1932	23	4	—	19	12	2	—	8	—	—	2	—	12	—
	1933	21	6	—	15	7	1	—	5	—	—	1	—	6	—
	1934	19	3	—	16	5	1	3	1	—	—	—	—	5	—
	1935	11	2	1	8	3	1	1	1	—	—	—	—	3	—
	1936	19	3	—	16	5	—	3	2	—	—	—	—	5	—
	1937	9	2	—	7	2	—	1	1	—	—	—	—	2	—
	1938	14	5	1	8	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
	1939	12	3	—	9	5	1	1	3	—	—	—	—	5	—
	1940	14	2	1	11	5	—	2	3	—	—	—	—	5	—
Empoisonnement (Art. 397) et complicité (Art. 397 et 69)	1931	3	1	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—
	1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	3	—	—	3	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Infanticide (art. 396)	1931	6	2	—	4	4	—	—	2	—	—	1	1	3	—
	1932	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—
	1933	3	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	2	1	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
	1936	3	2	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
	1937	2	—	—	2	2	—	—	1	—	—	1	—	2	—
	1938	3	2	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Parricide (Art. 395) et complicité (Art. 395 et 69)	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	6	1	—	5	3	—	1	2	—	—	—	—	3	—
	1934	6	1	—	5	4	—	1	—	—	—	2	1	4	—
	1935	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	3	—	—	3	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—
	1937	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Meurtre (Art. 393) et tentative (Art. 393 et 52)	1931	17	2	—	15	8	—	1	5	—	—	1	1	7	—
	1932	22	1	—	21	13	—	—	4	—	—	2	7	6	—
	1933	16	3	—	13	3	—	—	2	—	—	—	1	2	—
	1934	17	3	—	14	8	—	—	3	—	—	1	4	4	—
	1935	20	3	—	17	9	—	—	4	—	—	3	2	6	—
	1936	12	2	—	10	8	—	—	7	—	—	—	1	7	—
	1937	15	6	—	9	6	—	1	3	—	—	1	1	4	—
	1938	9	1	1	7	2	—	—	—	—	—	1	1	1	—
	1939	8	—	—	8	3	—	—	1	—	—	1	1	2	—
	1940	10	1	—	9	8	—	3	3	—	—	1	1	7	—

Tableau 23 (suite).

NATURE DES FAITS 1	ANNÉES	ACCUSÉS SANS ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES														
		Nombre des accusés 2	Acquittés 3	Internés 4	Total des condamnés 5	Nombre des condamnés 6	Condamnés à la peine								Condamn. access. à l'interdiction 14	Mis à la dispos. du gouvernement 15
							de mort 7	des trav. forcés		de la détention		de la réclusion 12	de l'emprisonnement 13			
								à perpétuité 8	à temps 9	perpétuelle 10	à temps 11					
Délits. Vol, recel, braconnage, etc.	1931	4	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	
	1932	9	5	—	4	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
	1935	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1937	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

RÉCAPI

Totaux des crimes et délits contre les personnes	1931	96	14	2	78	50	2	5	12	—	—	10	21	37	—
	1932	119	23	1	97	60	5	6	15	—	—	12	22	49	—
	1933	114	28	3	82	42	1	1	14	—	—	13	13	37	—
	1934	95	18	—	77	37	2	4	5	—	—	10	16	30	—
	1935	96	19	3	73	40	1	1	11	—	1	10	16	34	—
	1936	86	13	—	70	38	2	3	15	—	—	6	12	34	—
	1937	69	16	3	48	26	—	3	9	—	—	5	9	22	—
	1938	42	11	1	28	11	1	—	4	—	—	2	4	8	—
	1939	27	3	—	24	11	1	1	6	—	—	1	2	9	—
	1940	31	3	1	27	19	—	7	8	—	—	1	3	16	—
Totaux des crimes et délits contre les propriétés	1931	11	—	—	13	10	—	—	2	—	—	2	6	2	—
	1932	32	8	—	22	12	—	—	—	—	—	4	8	3	—
	1933	13	4	1	9	3	—	—	—	—	—	1	2	1	—
	1934	2	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	1935	28	8	1	20	10	—	—	—	—	—	2	8	1	—
	1936	13	5	—	11	3	—	—	—	—	—	1	2	—	—
	1937	17	3	1	15	5	—	—	1	—	—	1	3	2	—
	1938	15	5	—	12	9	—	—	1	—	—	2	6	1	—
	1939	5	2	—	3	2	—	—	—	—	—	1	1	1	—
	1940	7	—	—	7	6	—	—	2	—	—	—	4	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1931	107	14	2	91	60	2	5	14	—	—	12	27	39	—
	1932	151	31	1	119	72	5	6	15	—	—	16	30	52	—
	1933	127	32	4	91	45	1	1	14	—	—	14	15	38	—
	1934	97	18	—	79	38	2	4	5	—	—	10	17	30	—
	1935	124	27	4	93	50	1	1	11	—	1	12	24	35	—
	1936	99	18	—	81	41	2	3	15	—	—	7	14	34	—
	1937	86	19	4	63	31	—	3	10	—	—	6	12	24	—
	1938	57	16	1	40	20	1	—	5	—	—	4	10	9	—
	1939	32	5	—	27	13	1	1	6	—	—	2	3	10	—
	1940	38	3	1	34	25	—	7	10	—	—	1	7	18	—

CONSEILS DE GUERRE

La loi du 15 juin 1899, modifiée par les arrêtés-lois des 17 avril 1916, 16 juin 1916 et 16 novembre 1918, par les lois des 30 avril 1919, 17 septembre 1919, 18 août 1927 et 19 juillet 1934 (art 3), par les arrêtés-lois des 9 mars 1940 et 5 mai 1940, règle l'organisation judiciaire dans l'armée et fixe la compétence des juridictions militaires.

Organisation. — Selon l'article 1^{er} de la loi du 18 août 1927, il y a un conseil de guerre permanent : à Anvers, pour les provinces d'Anvers et de Limbourg; à Bruxelles, pour le Brabant et le Hainaut; à Gand, pour la Flandre occidentale et la Flandre orientale; à Liège, pour les provinces de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Le Roi peut, en cas de besoin, diviser temporairement les conseils de guerre permanents en deux ou plusieurs chambres, dont il fixe le siège. (Loi du 17 septembre 1919, art. 1^{er}.)

Le conseil de guerre permanent est composé de : 1° un officier supérieur, président; 2° un membre civil; 3° deux capitaines; 4° un lieutenant. (Loi du 15 juin 1899, art. 46.)

Le membre civil du conseil de guerre est nommé par le Roi, pour un terme de trois ans, parmi les juges effectifs des tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel où siège le conseil; il doit connaître la langue flamande. (Loi du 15 juin 1899, art. 51.)

Les fonctions du ministère public près les conseils de guerre sont remplies par des auditeurs militaires. (Loi du 15 juin 1899, art. 76.) L'auditeur militaire peut avoir un ou plusieurs substituts. (Loi du 17 septembre 1919, art. 3.)

Il y a, près de chaque conseil de guerre, un ou plusieurs auditeurs militaires suppléants. (Loi du 17 septembre 1919, art. 4.)

L'auditeur militaire et ses substituts sont officiers de police judiciaire. Ils ont pour la recherche et la constatation des infractions qui sont de leur compétence, les pouvoirs que le Code d'instruction criminelle confère aux procureurs du Roi et à leurs substituts. (Arrêté-loi du 9 mars 1940, art. 1^{er}.)

Ils ont le droit de réquérir l'assistance des officiers de police judiciaire. (Arrêté-loi du 5 mai 1940, art. 1^{er}.)

Il y a près de chaque conseil de guerre un greffier. Il peut avoir un ou plusieurs adjoints. (Loi du 15 juin 1899, art. 96.)

En temps de guerre, le Roi peut modifier le siège des conseils de guerre permanents. (Loi du 15 juin 1899, art. 59.)

En temps de guerre, le ressort des conseils de guerre permanents est illimité. (Arrêté Royal du 18 novembre 1918.)

Le Roi peut instituer des « conseils de guerre en campagne », accompagnant les fractions de l'armée déterminées par l'arrêté d'institution. (Loi du 15 juin 1899, art. 61.)

Si, en dehors du temps de guerre, des fractions de l'armée occupent un territoire étranger, il peut instituer auprès d'elles un ou plusieurs conseils de guerre en campagne. (Loi du 17 septembre 1919, art. 2.)

Le conseil de guerre en campagne est composé, autant que possible, comme le conseil de guerre permanent. (Loi du 15 juin 1899, art. 62.)

Les conseils de guerre en campagne connaissent sans limite de compétence territoriale de toutes les infractions justiciables de la juridiction militaire qui leur sont déférées. (Arrêté-loi du 16 juin 1916, art. 1^{er}.)

Compétence. — La juridiction militaire juge toutes les infractions aux lois pénales militaires ou de droit commun commises par ceux qui, lors de la perpétration du fait, étaient soumis aux dispositions des articles 1^{er} à 4, 7 à 10, 12 à 14 de la loi du 15 juin 1899.

L'article 1^{er} de la dite loi soumet aux lois pénales militaires tous ceux qui font partie de l'armée :

1° Les officiers et les fonctionnaires qui leur sont assimilés en vertu d'un arrêté royal;

2° Ceux qui sont incorporés en vertu d'obligations légales ou d'engagements volontaires et qui sont au service actif.

Les militaires en congé limité sont réputés au service actif. (Loi du 15 juin 1899, art. 2. — Voir aussi art. 7 et 8.)

Le milicien qui s'expatrie pour se soustraire à ses obligations est soumis aux lois militaires à partir du moment où la loi le déclare déserteur. (Id., art. 12.)

La juridiction militaire juge pour infraction à « certaines dispositions » des lois pénales militaires :

Les personnes employées dans un établissement ou dans un service de l'armée et dont un arrêté royal a établi la situation par rapport aux lois pénales militaires. (Id., art. 3.)

Les officiers de réserve non présents sous les armes. (Loi du 18 avril 1905, art. 9.)

Les militaires en congé illimité. (Loi du 15 juin 1899, art. 4 à 7.)

Les individus qui, ayant été soumis aux lois militaires, commettent, durant l'année où ces lois ont cessé de leur être applicables, telles infractions déterminées. (Id., art. 9.)

Les étrangers, même non militaires qui, en temps de guerre, se réfugient sur le territoire belge, sont soumis aux lois militaires pour certaines infractions (id., art. 14), et ils sont jugés par les tribunaux militaires. (Id., art. 17.)

La loi prévoit certains cas où les personnes justiciables de la juridiction militaire sont jugées par les tribunaux ordinaires.

En temps de guerre :

La garde civique, mobilisée, est soumise aux lois pénales militaires. (Id., art. 10.)

Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois militaires belges pour certaines infractions (id., art. 13), et ils sont jugés par les tribunaux militaires. (Id., art. 17.)

Les espions, les auteurs et les complices de toute infraction prévue par le chapitre II du titre 1^{er} du livre II du Code pénal sont jugés par les juridictions militaires. (Id., art. 16 modifié par la loi du 19 juillet 1934, art. 3.)

Les personnes légalement réquisitionnées sont justiciables de la juridiction militaire pour les infractions relatives à leurs obligations légales. (Loi du 15 juin 1899, art. 18.)

Les personnes attachées à l'armée, à quelque titre que ce soit, et celles autorisées à suivre un corps de troupes, sont jugées par la juridiction militaire pour toutes infractions qui peuvent leur être imputées. (Id., art. 19.)

Les habitants, soit d'une place investie, soit d'une place se trouvant dans les circonstances qui, d'après les règlements militaires constituent l'état de siège, sont, quand il n'existe pas de tribunaux ordinaires ou lorsque ceux-ci ont cessé de fonctionner, jugés par la juridiction militaire pour toutes les infractions aux lois ordinaires et conformément à celles-ci. (Id., art. 20.) (1)

Des dispositions établissant certaines infractions spéciales ont donné compétence à la juridiction militaire pour le jugement de ces infractions.

Suspension du fonctionnement des Conseils.

L'Arrêté Royal du 26 août 1939 avait décrété la mobilisation de l'armée et créé l'état de guerre.

Un arrêté royal du 10 mai 1940 avait déclaré l'état de siège pour toute l'étendue du royaume.

L'arrêté royal n° 3151 du 10 mai 1940 avait établi le siège de la Cour militaire au Grand Quartier Général de l'Armée.

Après la capitulation de l'armée belge du 28 mai 1940, la juridiction militaire revenant de droit à l'autorité militaire allemande d'occupation, le fonctionnement des conseils de guerre était suspendu.

Cette situation fut réglée par un arrêté du Secrétaire général du Département de la Justice du 18 novembre 1940, relatif aux attributions des juridictions militaires et conçu comme suit :

(1) L'état de guerre s'étend à tout le pays. Il est la conséquence de la guerre; il ne doit pas être déclaré; il existe de plein droit pendant la durée du temps de guerre. Le temps de guerre commence au jour fixé par arrêté royal pour la mobilisation de l'armée. Il prend fin au jour fixé par arrêté royal par la remise de l'armée sur pied de paix. (Loi du 15 juin 1899, art. 58. V. arrêté-loi du 11 octobre 1916.) L'état de siège n'existe pas de plein droit. Il résulte d'un arrêté royal qui le déclare et qui ne peut être pris que de l'avis conforme du Conseil des ministres. Cet arrêté royal détermine, d'après les exigences de la défense nationale, les régions auxquelles s'étend l'état de siège. L'état de siège ne crée pas la dictature de l'autorité militaire. Il se borne à conférer à celle-ci des pouvoirs tout à fait exceptionnels et limitativement énumérés. Il n'a d'autre but que de garantir la défense du pays. Il ne substitue pas l'autorité militaire à l'autorité civile. Il lui permet seulement d'exercer tout ou partie de leurs attributions dans les matières qui intéressent la sécurité de l'armée et les opérations militaires. (Arrêté-loi du 11 octobre 1916.)

COUR MILITAIRE

Organisation. — Il y a pour tout le royaume une cour militaire siégeant à Bruxelles.

En temps de guerre, le Roi peut lui assigner un autre siège. (Loi du 15 juin 1899, art. 102.) Si les besoins du service l'exigent, le Roi peut diviser temporairement la cour militaire en deux ou plusieurs chambres. (Loi du 17 septembre 1919, art. 6.)

Le président de la cour militaire est nommé par le Roi. Il est inamovible. (Loi du 15 juin 1899, art. 103.)

La cour est composée, outre le président, de quatre membres : un lieutenant général ou général-major, un colonel ou lieutenant colonel et deux majors. Chaque membre effectif a un suppléant. (Loi du 15 juin 1899, art. 105.)

Quand le prévenu est directement justiciable de la cour militaire, les membres qui lui sont inférieurs en grade sont remplacés par les suppléants de grade supérieur. (Loi du 15 juin 1899, art. 110.)

L'auditeur général est nommé et peut être révoqué par le Roi. (Loi du 15 juin 1899, art. 120.)

L'auditeur général remplit les fonctions du ministère public près la cour militaire. (Loi du 15 juin 1899, art. 121.) Il peut avoir un ou plusieurs substitués. (Loi du 17 septembre 1919, art. 7.) Ils sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi. (Arrêté-loi du 16 novembre 1918 (Appel), art. 1^{er}.)

Les pouvoirs de l'auditeur général ont été notablement étendus par les arrêtés-lois du 9 mars et du 5 mai 1940.

Le greffier de la cour est nommé et peut être révoqué par le Roi. Il peut avoir un ou plusieurs adjoints nommés par le Roi. (Loi du 15 juin 1899, art. 115.)

Compétence. — La cour militaire connaît des appels des jugements des conseils de guerre.

Elle juge directement :

1° Tous les officiers de l'armée d'un rang supérieur à celui de capitaine;

2° Les membres militaires des conseils de guerre pour infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Suspension du fonctionnement de la Cour militaire. — Voir ci-devant, dans l'introduction de la rubrique : « Conseils de guerre », le paragraphe : « Suspension du fonctionnement des conseils de guerre ».

Rédaction du tableau. — On s'est inspiré pour le tableau 27 des mêmes considérations que pour le tableau 26 relatif aux conseils de guerre, estimant en outre que toute nomenclature détaillée des infractions pouvait être abandonnée dans cette publication décennale.

COUR DE CASSATION

Compétence. — Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation. (Loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, art. 132.)

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers. (Art. 120.)

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et trois avocats généraux. (Loi du 12 septembre 1913, art. 4.)

Il y a près de la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints. (Loi du 18 juin 1869, art. 122.)

Les greffiers adjoints portent le titre de greffiers. (Loi du 31 juillet 1920, art. 12.)

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie. (Loi du 25 mars 1876, art. 19.)

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des ministres. (Constitution, art. 95.)

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivans du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

AN- NÉES	RÉSULTATS	ARRÊTS STATUANT AU FOND, RENDUS EN MATIÈRE																
		criminelle		correction- nelle		de police		pénale militaire		de défense sociale		de milice		électorale		fiscale		
		C*	R*	C	R	C	R	C	R	C	R	C	R	C	R	C	R	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
1931	Résultats des pourvois ou demandes formées par	1	—	3	3	2	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	—	32	20	305	20	79	—	18	—	—	4	79	—	—	—	5	20
	les parties Nombre des arrêts	1	32	23	308	22	81	—	19	—	—	5	79	—	—	—	5	20
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	81				4		—		12		—		14					
1932	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	—	5	2	3	7	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	2	48	40	251	21	75	1	22	1	3	3	45	9	173	8	22	—
	les parties Nombre des arrêts	2	48	45	253	24	82	1	22	1	3	4	45	9	173	8	22	—
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	7		72		21		2		2		10		2		23			
1933	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	22	27	1	6	2	—	13	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	3	25	1	341	19	68	—	—	5	2	3	45	—	—	—	10	29
	les parties Nombre des arrêts	3	47	28	342	25	70	—	13	5	2	5	45	—	—	—	10	29
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	8		89		25		6		—		56		—		8			
1934	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	—	2	—	1	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	5	42	49	474	25	94	1	19	—	—	7	93	—	—	—	6	24
	les parties Nombre des arrêts	5	42	51	474	26	96	1	19	—	—	8	93	—	—	—	6	24
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	114				1		—		17		—		23					
1935	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	1	1	—	1	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	—	58	58	548	31	100	—	11	—	—	2	44	—	—	—	17	34
	les parties Nombre des arrêts	—	59	59	548	32	109	—	11	—	—	2	44	—	—	—	17	34
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	4		65		31		3		—		20		—		41			
1936	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	17	2
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	2	39	31	446	47	111	2	15	—	—	1	27	2	3	9	28	—
	les parties Nombre des arrêts	2	39	31	446	49	111	2	15	—	—	3	27	2	4	26	30	—
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	5		113		39		7		—		21		—		44			
1937	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	7
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	—	43	49	454	27	103	1	16	—	—	—	46	—	—	—	—	34
	les parties Nombre des arrêts	—	43	49	454	27	103	1	16	—	—	—	46	—	—	—	5	41
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	1		89		53		8		—		11		—		70			
1938	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	—	—	—	5	3	—	1	—	—	1	—	—	—	—	5	18
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	1	40	26	435	20	115	—	18	—	—	4	44	1	44	13	33	—
	les parties Nombre des arrêts	1	40	26	435	25	118	—	19	—	—	5	44	1	44	18	51	—
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	5		133		38		1		—		—		—		28			
1939	Résultats des pourvois ou demandes formées par	1	—	—	1	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	6
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	3	29	45	545	22	112	—	10	—	—	1	25	—	—	5	41	—
	les parties Nombre des arrêts	4	29	45	546	27	113	—	10	—	—	1	25	—	—	12	47	—
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	5		45		16		—		—		1		—		13			
1940	Résultats des pourvois ou demandes formées par	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	le ministère public, le gouv. de prov., etc.	—	22	23	296	12	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	33
	les parties Nombre des arrêts	—	22	26	296	12	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	36
Pourvois ou demandes restant à juger . . .	6		101		11		—		—		1		—		31			

CASSATION (2^e chambre).

ARRÊTS STATUANT SUR DES POURVOIS DANS L'INTÉRÊT DE LA LOI EN MATIÈRE						To-taux	ARRÊTS STATUANT SUR DES DEMANDES														To-taux	To-taux généraux	
riminelle		correction-nelle		de police			en règle-ment de juges	en matière disciplinaire		en renvoi pour cause de suspicion légitime		en renvoi pour cause de sûreté publique		de prise à partie Loi du 25 mars 1876		en violation du Code d'instruction criminelle		en violation ou fausse application du Code pénal ou d'une loi		contre un arrêté de la députation permanente			
C 19	R 20	C 21	R 22	C 23	R 24			A* 26	R 27	A 28	R 29	A 30	R 31	A 32	R 33	A 34	R 35	A 36	R 37	A 38			R 39
—	—	—	—	—	—	13	13	—	—	1	—	—	—	—	—	6	—	2	—	—	—	22	35
—	—	—	—	—	—	582	—	—	1	4	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	7	589
—	—	—	—	—	—	595	13	—	1	4	1	—	—	—	—	2	6	—	2	—	—	29	624
—						111	8														8	119	
—	—	1	—	—	—	19	16	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	19	38
—	—	—	—	—	—	724	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	729
—	—	1	—	—	—	743	16	1	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	4	—	—	24	767
—						139	7														7	146	
—	—	—	—	—	—	73	5	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	9	82
—	—	—	—	—	—	551	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	552
—	—	—	—	—	—	624	5	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	10	634
—						192	5														5	197	
—	—	—	—	—	—	6	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	19
—	—	—	—	—	—	839	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	5	844
—	—	—	—	—	—	845	13	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	1	—	—	—	18	863
—						155	2														2	157	
—	—	1	—	—	—	13	8	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	10	23
—	—	—	—	—	—	903	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	905
—	—	1	—	—	—	916	8	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	12	928
—						164	4														4	168	
—	—	—	—	—	—	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	25
—	—	—	—	—	—	763	6	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	9	772
—	—	—	—	—	—	787	6	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	10	797
—						229	9														9	238	
—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	13
—	—	—	—	—	—	773	11	—	—	—	—	2	—	—	—	3	2	—	—	—	—	18	791
—	—	—	—	—	—	785	11	—	—	—	—	2	—	—	—	3	2	1	—	—	—	19	804
—						232	11														11	243	
—	—	—	—	—	—	33	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	23	56
—	—	—	—	—	—	794	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	—	—	—	—	9	803
—	—	—	—	—	—	827	22	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	1	—	—	1	31	859
—						205	7														7	212	
—	—	—	—	—	—	21	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	14	35
—	—	—	—	—	—	838	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	840
—	—	—	—	—	—	859	11	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	3	—	16	875
—						80	7														7	87	
—	—	—	—	—	—	13	12	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	12	1	—	—	26	39
—	—	—	—	—	—	443	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	—	—	5	448
—	—	—	—	—	—	456	12	1	—	—	—	1	—	—	—	1	3	—	—	—	—	31	487
—						150	2														2	152	

STATISTIQUE

SUR

L'APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

Il a été jugé opportun d'établir une statistique décennale spéciale d'ensemble sur l'application des dispositions de la loi de défense sociale du 9 avril 1930, aux fins de mieux pouvoir juger les effets de cette loi.

La méthode employée au Département de la Justice pour l'établissement de cette statistique est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant adressé au casier judiciaire.

Les cahiers de dépouillement, établis par le service du casier judiciaire, de ces bulletins spéciaux et des peines accessoires portées au bulletin de condamnation, ont permis de confectonner :

Un tableau A dénombrant par sexe et par terme d'internement les inculpés et les condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales;

Un tableau B qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiâtriques;

Un tableau C dénombrant par sexe et par terme les récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du gouvernement;

Un tableau D répartissant d'après les juridictions compétentes l'ensemble des mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Il peut être considéré comme regrettable que dans ce dernier tableau les mesures d'internement et les peines accessoires de mise à disposition du gouvernement aient été confondues. Il importe, d'autre part, de faire remarquer que les chiffres obtenus par la méthode de la statistique spéciale ne correspondent pas avec les chiffres mentionnés depuis l'année 1937 dans les tableaux détaillant les affaires et les résultats des poursuites devant les diverses juridictions répressives.

La cause de cette contradiction dans les chiffres établis par deux méthodes différentes doit sans doute être attribuée d'une part au manque de soins apportés dans les greffes à l'établissement des données statistiques, d'autre part à l'imperfection des méthodes d'élaboration de la statistique départementale.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

A. — Inculpés et condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales.

JURIDICTIONS	AN- NÉES	INCUPLÉS INTERNÉS PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 7									Condam- nés internés (art. 23)		TOTAUX des internés en vertu de la loi		
		pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		TOTAUX			H.	F.	H.	F.	E.
		H. (1)	F. (2)	H.	F.	H.	F.	H.	F.	E. (3)					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
D'INSTRUCTION	1931	184	24	47	7	13	4	244	35	279					
	1932	156	28	39	9	8	1	203	38	241					
	1933	185	12	65	3	5	2	255	17	272					
	1934	172	12	75	2	9	3	256	17	273					
	1935	181	16	53	1	1	1	235	18	253					
	1936	195	15	72	11	2	—	269	26	295					
	1937	263	21	59	5	4	1	326	27	353					
	1938	278	29	37	2	12	2	327	33	360					
	1939	250	20	66	4	13	4	329	28	357					
	1940	178	10	35	2	3	3	216	15	231					
DE JUGEMENT	1931	69	5	10	1	1	—	80	6	86					
	1932	67	4	3	—	—	—	70	4	74					
	1933	93	—	16	2	—	—	109	2	111					
	1934	77	4	10	—	—	—	87	4	91					
	1935	76	1	3	2	—	—	79	3	82					
	1936	83	1	5	—	1	—	89	1	90					
	1937	50	8	4	—	—	—	54	8	62					
	1938	43	1	2	2	—	—	45	3	48					
	1939	52	3	13	—	—	—	65	3	68					
	1940	38	2	4	—	—	3	42	5	47					
AU TOTAL	1931	253	29	57	8	14	4	324	41	365	107	6	431	47	478
	1932	223	32	42	9	8	1	273	42	315	52	3	325	45	370
	1933	278	12	81	5	5	2	364	19	383	66	2	430	21	451
	1934	249	16	85	2	9	3	343	21	364	64	6	407	27	434
	1935	257	17	56	3	1	1	314	21	335	26	4	340	25	365
	1936	278	16	77	11	3	—	358	27	385	42	3	400	30	430
	1937	313	29	63	5	4	1	380	35	415	34	2	414	37	451
	1938	321	30	39	4	12	2	372	36	408	32	—	404	36	440
	1939	302	23	79	4	13	4	394	31	425	42	1	436	32	468
	1940	216	12	39	2	3	6	258	20	278	35	—	293	20	313

(1) H. = Hommes.

(2) F. = Femmes.

(3) E. = Ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

B. — Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques.

ANNÉES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révocations (art. 14 et 21)	Nombre de prolongations d'internement (art. 22)
1	2	3	4	5
1931	—	47	1	—
*1932	—	—	—	—
1933	16	193	40	—
1934	19	222	70	—
1935	25	260	104	5
1936	64	315	106	17
1937	45	329	142	21
1938	58	302	104	19
1939	25	333	86	19
1940	8	300	51	7

* Les renseignements font défaut pour l'année 1932.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

C. — Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement.

ANNÉES	EN VERTU DE L'ARTICLE 25				EN VERTU DE L'ARTICLE 24		TOTAUX		
	PENDANT 5 ANS		PENDANT 10 ANS		PENDANT 20 ANS		Hommes	Femmes	Ensemble
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1931	31	—	13	1	—	—	44	1	45
1932	57	—	14	—	—	—	71	—	71
1933	42	1	24	1	1	—	67	2	69
1934	74	2	55	1	—	—	129	3	132
1935	50	—	39	1	—	—	89	1	90
1936	51	2	32	1	—	—	83	3	86
1937	44	3	12	—	—	—	56	3	59
1938	37	3	33	2	—	—	70	5	75
1939	41	2	45	2	—	—	86	4	90
1940	16	2	31	2	—	—	47	4	51

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE.

D. — Répartition de l'ensemble des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées.

ANNÉES	COURS D'ASSISES	COURS D'APPEL		TRIBUNAUX DE 1 ^{re} INSTANCE		COUR MILITAIRE	CONSEILS DE GUERRE	TOTAUX
		Juridiction d'instruction	Juridiction de jugement	Juridiction d'instruction	Juridiction de jugement			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1931	4	19	38	260	76	5	8	410
1932	1	18	40	223	91	4	9	386
1933	6	19	56	253	107	3	8	452
1934	4	30	84	243	127	1	7	496
1935	4	22	49	231	108	1	10	425
1936	5	22	46	273	113	1	11	471
1937	6	36	26	317	86	—	3	474
1938	2	38	50	322	64	2	5	483
1939	3	43	37	314	109	2	7	515
1940	3	26	32	205	57	—	6	329

DEUXIEME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle donne le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, afin que l'on puisse juger des résultats différents obtenus, suivant que l'on emploie l'une ou l'autre méthode, les totaux des tableaux principaux donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

L'unité employée dans la statistique criminelle est donc : *l'individu définitivement condamné*.

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

En sont exceptés : a) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; b) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557⁶), les voies de fait (art. 563³), les dégradations de clôtures (art. 563²). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après :

NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Atteintes à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	<p>C. P. art. 101 à 133 et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales, modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (<i>A. R. de coordination du 25 octobre 1921</i>), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (<i>remplaçant l'art. 310 du C. P.</i>). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.</p>
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc..	2	<p>C. P. art. 160 à 191, 488. Code Pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1^{er} avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.</p>
Faux en écritures	3	<p>C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de Commerce. Livre I, Titre IX, art. 207 et 208. Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38 § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67, Loi du 18 juin 1930, art. 59.</p>
Faux témoignage et faux serment	4	<p>C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.</p>
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	<p>C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2.</p>

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38 § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297 et 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360 <i>bis</i> .
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382.
Outrages publics aux bonnes mœurs	17	C. P. art. 383 à 386 <i>bis</i> .
	18	
Adultère et bigamie	19	C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille	20	C. P. art. 391 <i>bis</i> .
Meurtre	21	C. P. art. 393 à 397, 475.
	22	
Lésions corporelles volontaires	23	C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
	24	
	25	
Duel	26	C. P. art. 423 à 433.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers	27	C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	28	C. P. art. 443 à 452.
	29	
Violation de sépulture	30	C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	C. P. art. 458 et 459.
Violation du secret des lettres et autres communications	33	C. P. art. 460 et 460 <i>bis</i> .
		Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
		Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c).
		Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
Vols et maraudages	34	C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
	35	
	36	
Banqueroute	37	C. P. art. 489 et 490. Loi sur le concordat préventif de faillite, 28 juin 1887, art. 31 et 32, abrogée et remplacée par l'arrêté sur le concordat judiciaire, 9 septembre 1940, art. 40 et 41.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies	38	C. P. art. 491 à 504, 507 à 509 <i>bis</i> .
	39	Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
	29	Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2.
Recel	40	C. P. art. 505 et 506.
Incendie	41	C. P. art. 510 à 518.
	42	
Destructions et dommages	43	C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
	44	Lois coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
	45	

Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente et un groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Il est à remarquer que les articles du Code pénal ou des lois spéciales qui prévoient les infractions, retenues pour la statistique criminelle, n'ont guère reçu d'additions dans la nomenclature depuis celle qui était en usage pour l'année 1930.

La nomenclature pour la statistique décennale de 1931 à 1940 a été simplement mise à jour.

On n'a donc tenu compte, dans la statistique criminelle, de l'évolution du droit pénal que pour autant que des articles du Code pénal aient été modifiés ou complétés, ou que des lois spéciales déjà considérées dans la nomenclature antérieure, aient été amendées.

Rédaction des tableaux. — Aux fins de ne pas allonger démesurément, dans la publication de la statistique judiciaire décennale, la partie ayant trait à la statistique criminelle, il a fallu condenser les tableaux, tout en leur maintenant leur intérêt, leur clarté et leur comparativité avec les années antérieures.

Les tableaux jadis présentés séparément pour les hommes et pour les femmes ont été fusionnés en un seul. Dans les tableaux concernant l'état civil et l'âge des condamnés, ainsi que dans celui déterminant l'arrondissement où l'infraction fut commise, la distinction entre condamnés

primaires et récidivistes n'est pas prise en considération par nature d'infraction.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit comme suit : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la statistique criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Il a semblé que pour les aspects statistiques visés il suffisait d'énoncer en un cadre spécial et complémentaire les totaux des condamnés primaires et récidivistes. (V. tableaux 32, 34 et 36.)

Il n'est pas présenté de tableau concernant le degré d'instruction des condamnés :

Le critère, qui était à la base de cette répartition des condamnés, était critiqué depuis longtemps et n'offrait guère de garantie. Les condamnés étaient en effet encore partagés en illettrés, sachant imparfaitement lire et écrire, sachant bien lire et écrire, possédant une instruction plus étendue, et d'un degré d'instruction inconnu.

Depuis 1934, d'ailleurs, les chiffres concernant le degré d'instruction des condamnés n'avaient plus été relevés.

Il a été renoncé aussi à la publication d'un tableau détaillé par infraction des récidivistes spécialistes et non spécialistes.

On s'est contenté d'énoncer les totaux des 10 années dans le tableau n° 37.

Tableau n° 30. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES ET DES CONDAMNÉS
PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTION.

Numéros de la nomenclature	AN- NÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

Atteintes à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques.

1931	13	1	11	1	2	—	13	1	11	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
1932	6	—	4	—	2	—	5	—	4	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—
1933	9	—	6	—	3	—	9	—	6	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	6	1	5	1	1	—	6	1	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
1935	7	—	5	—	2	—	7	—	5	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
1936	9	—	5	—	4	—	9	—	5	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
1937	11	4	6	3	5	1	11	4	6	3	5	1	—	—	—	—	—	—	—
1938	11	1	7	1	4	—	11	1	7	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	9	—	6	—	3	—	9	—	6	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	17	2	9	2	8	—	17	2	9	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—

Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.

1931	29	1	19	—	10	1	26	1	17	—	9	1	3	—	2	—	—	1	—
1932	39	7	29	7	10	—	39	7	29	7	10	—	—	—	—	—	—	—	—
1933	60	7	38	5	22	2	57	7	37	5	20	2	3	—	1	—	—	2	—
1934	80	12	48	9	32	3	74	12	46	9	28	3	6	—	2	—	—	4	—
1935	119	19	71	16	48	3	115	18	70	15	45	3	4	1	1	—	—	3	—
1936	66	7	42	7	24	—	65	7	41	7	24	—	1	—	1	—	—	—	—
1937	50	7	25	6	25	1	49	7	25	6	24	1	1	—	—	—	—	1	—
1938	43	2	32	2	11	—	41	2	30	2	11	—	2	—	2	—	—	—	—
1939	55	7	39	5	16	2	54	7	39	5	15	2	1	—	—	—	—	1	—
1940	48	8	29	7	20	1	48	8	28	7	20	1	—	—	—	—	—	—	—

Faux en écritures.

1931	460	62	302	57	158	5	416	61	233	56	133	5	44	1	19	1	25	—	—
1932	552	91	350	74	202	17	517	88	333	73	184	15	35	3	17	1	18	—	2
1933	617	121	394	97	223	24	576	117	376	97	200	20	41	4	18	—	23	—	4
1934	697	105	419	73	278	32	654	103	408	72	246	31	43	2	11	1	32	—	1
1935	820	122	515	90	305	32	788	119	501	89	287	30	32	3	14	1	18	—	2
1936	699	125	433	98	266	27	649	121	414	97	235	24	50	4	19	1	31	—	3
1937	598	92	342	69	256	23	561	91	330	69	231	22	37	1	12	—	25	—	1
1938	591	100	358	71	233	29	560	96	351	69	209	27	31	4	7	2	24	—	2
1939	686	121	412	91	274	30	653	119	399	91	254	28	33	2	13	—	20	—	2
1940	451	91	262	73	189	18	432	89	259	73	173	16	19	2	3	—	16	—	2

Faux témoignage ou serment.

1931	14	11	7	8	7	3	14	11	7	8	7	3	—	—	—	—	—	—	—
1932	24	12	17	11	7	1	23	12	17	11	6	1	1	—	—	—	—	1	—
1933	16	9	16	9	—	—	16	9	16	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	51	19	35	15	16	4	51	19	35	15	16	4	—	—	—	—	—	—	—
1935	42	15	26	9	16	6	40	15	26	9	14	6	2	—	—	—	2	—	—
1936	29	6	18	5	11	1	29	6	18	5	11	1	—	—	—	—	—	—	—
1937	29	12	17	10	12	2	23	12	17	10	11	2	1	—	—	—	—	1	—
1938	29	18	17	14	12	4	29	17	17	14	12	3	—	1	—	—	—	—	1
1939	39	20	21	14	18	6	38	20	21	14	17	6	1	—	—	—	—	1	—
1940	24	11	14	11	10	—	23	11	14	11	9	—	1	—	—	—	—	1	—

Usurpation de fonctions, titres ou nom.

1931	276	35	199	26	77	9	252	32	189	25	63	7	24	3	10	1	14	—	2
1932	276	33	193	25	83	8	252	29	183	22	69	7	24	4	10	3	14	—	1
1933	251	40	184	35	67	5	233	38	173	33	60	5	18	2	11	2	7	—	—
1934	319	36	231	28	88	8	297	32	225	27	72	5	22	4	6	1	16	—	3
1935	299	38	197	30	102	8	275	34	190	28	85	6	24	4	7	2	17	—	2
1936	265	44	172	32	93	12	248	43	167	31	81	12	17	1	5	1	12	—	—
1937	238	39	161	33	77	6	219	39	155	33	64	6	19	—	6	—	13	—	—
1938	267	42	171	30	96	12	246	39	164	30	82	9	21	3	7	—	14	—	3
1939	220	38	137	30	83	8	204	36	134	29	70	7	16	2	3	1	13	—	1
1940	147	31	93	25	54	6	137	30	90	24	47	6	10	1	3	1	7	—	—

* H = Hommes, F = Femmes.

1	2	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F

Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes.

6	1931	51	1	45	1	6	—	49	1	45	1	4	—	2	—	—	—	2	—
	1932	38	—	35	—	3	—	38	—	35	—	3	—	—	—	—	—	—	—
	1933	24	—	23	—	1	—	24	—	23	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1934	44	1	40	—	4	1	42	1	38	—	4	1	2	—	2	—	—	—
	1935	31	—	28	—	3	—	30	—	27	—	3	—	1	—	1	—	—	—
	1936	29	1	24	—	5	1	28	1	23	—	5	1	1	—	1	—	—	—
	1937	21	—	16	—	5	—	19	—	16	—	3	—	2	—	—	—	2	—
	1938	31	1	29	1	2	—	31	1	29	1	2	—	—	—	—	—	—	—
	1939	26	—	23	—	3	—	26	—	23	—	3	—	—	—	—	—	—	—
	1940	27	1	23	1	4	—	27	1	23	1	4	—	—	—	—	—	—	—

Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines correctionnelles).

7	1931	3,908	456	1,753	238	2,155	218	3,652	438	1,696	231	1,956	207	256	18	57	7	199	11
	1932	3,805	569	1,618	288	2,187	281	3,517	544	1,559	281	1,958	263	288	25	59	7	229	18
	1933	4,029	522	1,688	278	2,341	244	3,753	495	1,645	272	2,108	223	276	27	43	6	233	21
	1934	4,023	481	1,725	263	2,298	218	3,741	451	1,677	256	2,064	195	282	30	48	7	234	23
	1935	3,658	502	1,482	278	2,176	224	3,363	483	1,439	273	1,924	210	295	19	43	5	252	14
	1936	3,902	446	1,630	260	2,272	186	3,642	424	1,577	256	2,065	168	260	22	53	4	207	18
	1937	3,401	439	1,283	226	2,118	213	3,149	420	1,250	223	1,899	197	252	19	33	3	219	16
	1938	3,043	420	1,185	225	1,858	195	2,821	408	1,150	222	1,671	186	222	12	35	3	187	9
	1939	3,013	370	1,161	180	1,852	190	2,822	347	1,130	174	1,692	173	191	23	31	6	160	17
	1940	3,437	682	1,364	411	2,073	271	3,241	655	1,332	404	1,909	251	196	27	32	7	164	20

Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines de police).

8	1931	1,220	260	805	183	415	77	1,177	252	786	180	391	72	43	8	19	3	24	5
	1932	1,342	283	837	182	505	101	1,276	273	813	178	463	95	66	10	24	4	42	6
	1933	1,198	222	747	154	451	68	1,144	213	729	150	415	63	54	9	18	4	36	5
	1934	1,180	235	750	165	430	70	1,132	222	729	162	403	60	48	13	21	3	27	10
	1935	1,273	279	808	203	465	76	1,224	271	790	200	434	71	49	8	18	3	31	5
	1936	1,390	287	837	194	503	93	1,337	276	868	190	469	86	53	11	19	4	34	7
	1937	1,263	251	770	190	493	61	1,225	248	760	188	465	60	38	3	10	2	28	1
	1938	1,137	226	730	172	407	54	1,099	217	716	168	383	49	38	9	14	4	24	5
	1939	1,161	259	687	178	474	81	1,105	246	667	173	438	73	56	13	20	5	36	8
	1940	716	189	426	134	290	55	687	184	421	132	266	52	29	5	5	2	24	3

Infractions contre la sécurité publique.

9	1931	1,096	98	435	44	661	54	961	93	411	42	550	51	135	5	24	2	111	3
	1932	1,207	126	466	69	741	57	1,046	114	433	64	613	50	161	12	33	5	128	7
	1933	1,061	131	402	72	659	59	903	120	368	69	535	51	158	11	34	3	124	8
	1934	1,081	101	405	60	676	41	925	96	372	59	553	37	156	5	33	1	123	4
	1935	986	120	350	69	636	51	849	109	326	65	523	44	137	11	24	4	113	7
	1936	932	105	329	51	603	54	820	95	300	49	520	46	112	10	29	2	83	8
	1937	801	91	245	42	556	49	695	77	231	38	464	39	106	14	14	4	92	10
	1938	781	84	269	40	512	44	682	77	256	38	426	39	99	7	13	2	86	5
	1939	762	72	260	38	502	34	648	72	240	38	408	34	114	—	20	—	94	—
	1940	322	44	113	26	209	18	293	38	109	23	184	15	29	6	4	3	25	3

Avortement.

10	1931	9	40	9	31	—	9	9	40	9	31	—	9	—	—	—	—	—	—
	1932	13	61	8	45	5	16	13	61	8	45	5	16	—	—	—	—	—	—
	1933	8	25	1	15	7	10	8	25	1	15	7	10	—	—	—	—	—	—
	1934	12	36	7	27	5	9	11	36	7	27	4	9	1	—	—	—	1	—
	1935	8	45	4	36	4	9	8	45	4	36	4	9	—	—	—	—	—	—
	1936	12	45	6	36	6	9	12	45	6	36	6	9	—	—	—	—	—	—
	1937	7	30	4	22	3	8	7	30	4	22	3	8	—	—	—	—	—	—
	1938	24	53	13	41	11	12	23	53	12	41	11	12	1	—	1	—	—	—
	1939	20	119	11	100	9	19	20	118	11	100	9	18	—	1	—	—	—	1
	1940	3	27	1	23	2	4	3	27	1	23	2	4	—	—	—	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes.

Tableau n° 30 (suite).

Numéros de la nomenclature	AN- NÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

Exposition ou délaisement d'enfants.

11	1931	265	67	100	50	165	17	239	64	93	49	146	15	26	3	7	1	19	2
	1932	219	66	83	48	136	18	202	62	79	48	123	14	17	4	4	—	13	4
	1933	203	59	92	41	111	18	182	55	85	40	97	15	21	4	7	1	14	3
	1934	188	62	74	43	114	19	165	60	67	41	98	19	23	2	7	2	16	—
	1935	175	42	79	27	96	15	155	41	74	27	81	14	20	1	5	—	15	1
	1936	145	67	43	41	102	26	130	65	40	40	90	25	15	2	3	1	12	1
	1937	198	54	82	33	116	21	176	52	77	33	99	19	22	2	5	—	17	2
	1938	190	41	66	27	124	14	170	38	62	26	108	12	20	3	4	1	16	2
	1939	130	45	46	30	84	15	119	44	43	29	76	15	11	1	3	1	8	—
	1940	68	36	27	17	41	19	63	35	26	17	37	18	5	1	1	—	4	1

Destruction ou supposition d'état.

12	1931	3	—	1	—	2	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	
	1932	3	3	2	2	1	1	3	2	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	
	1933	3	2	3	2	—	—	3	2	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1934	2	2	1	1	1	1	2	2	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	
	1935	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	2	3	—	2	2	1	2	3	—	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—
	1938	1	1	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	3	1	1	—	2	1	3	1	—	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—

Enlèvement de mineurs.

13	1931	38	12	18	9	20	3	36	11	17	8	19	3	2	1	1	1	1	—
	1932	25	5	14	3	11	2	21	5	14	3	7	2	4	—	—	—	—	—
	1933	12	5	5	4	7	1	12	5	5	4	7	1	—	—	—	—	—	—
	1934	18	7	9	5	9	2	17	7	9	5	8	2	1	—	—	—	—	—
	1935	19	11	12	8	7	3	17	11	12	8	5	3	2	—	—	—	—	—
	1936	19	6	10	6	9	—	17	6	9	6	8	—	2	—	—	1	—	—
	1937	24	7	11	6	13	1	21	7	10	6	11	1	3	—	—	1	—	—
	1938	22	9	12	6	10	3	22	9	12	6	10	3	—	—	—	—	—	—
	1939	19	9	13	5	6	4	19	9	13	5	6	4	—	—	—	—	—	—
	1940	12	4	6	2	6	2	11	4	5	2	6	2	1	—	—	1	—	—

Attentats à la pudeur et viols (peines criminelles).

14	1931	13	—	9	—	4	—	13	—	9	—	4	—	—	—	—	—	—	—
	1932	18	—	10	—	8	—	18	—	10	—	8	—	—	—	—	—	—	—
	1933	23	—	13	—	10	—	23	—	13	—	10	—	—	—	—	—	—	—
	1934	18	—	4	—	14	—	18	—	4	—	14	—	—	—	—	—	—	—
	1935	17	—	8	—	9	—	17	—	8	—	9	—	—	—	—	—	—	—
	1936	19	—	7	—	12	—	19	—	7	—	12	—	—	—	—	—	—	—
	1937	16	—	6	—	10	—	16	—	6	—	10	—	—	—	—	—	—	—
	1938	7	—	3	—	4	—	7	—	3	—	4	—	—	—	—	—	—	—
	1939	5	—	2	—	3	—	5	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—
	1940	2	—	1	—	1	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—

Attentats à la pudeur et viols (peines correctionnelles).

15	1931	473	4	310	3	163	1	466	4	307	3	159	1	7	—	3	—	4	—
	1932	484	5	307	5	177	—	476	5	304	5	172	—	8	—	3	—	5	—
	1933	429	3	274	1	155	2	426	3	273	1	153	2	3	—	1	—	2	—
	1934	471	4	300	2	171	2	464	4	295	2	169	2	7	—	5	—	2	—
	1935	522	3	345	2	177	1	517	3	344	2	173	1	5	—	1	—	4	—
	1936	537	6	335	5	202	1	528	6	332	5	196	1	9	—	3	—	6	—
	1937	555	10	349	9	206	1	550	10	347	9	203	1	5	—	2	—	3	—
	1938	573	15	377	11	196	4	563	15	370	11	193	4	10	—	7	—	3	—
	1939	610	18	389	13	221	5	601	17	385	12	216	5	9	—	4	—	5	—
	1940	331	15	198	11	133	4	326	15	197	11	129	4	5	—	1	—	4	—

* H = Hommes, F = Femmes.

Numéros de la nomenclature	AN- NÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

Corruption de la jeunesse et prostitution.

16	1931	61	95	38	63	23	32	57	95	35	63	22	32	4	—	3	—	1	—
	1932	68	120	39	69	29	51	67	119	39	69	28	50	1	1	—	—	1	1
	1933	54	128	33	79	21	49	52	125	33	77	19	48	2	3	—	—	2	1
	1934	69	155	39	99	30	56	66	150	38	95	28	55	3	5	1	4	2	1
	1935	92	131	47	81	45	50	91	130	46	81	45	49	1	1	1	—	—	1
	1936	68	154	37	100	31	54	66	150	35	99	31	51	2	4	2	1	—	3
	1937	62	94	30	52	32	42	60	92	29	50	31	42	2	2	1	2	1	—
	1938	51	110	28	64	23	46	48	109	26	64	22	45	3	1	2	—	1	1
	1939	56	123	28	85	28	38	55	122	28	85	27	37	1	1	—	—	1	1
	1940	57	96	25	55	32	41	54	93	22	55	32	38	3	3	3	—	—	3

Outrages publics aux mœurs (peines correctionnelles).

17	1931	701	157	406	115	295	42	676	156	397	114	279	42	25	1	9	1	16	—
	1932	706	157	408	122	298	35	684	153	402	121	282	32	22	4	6	1	16	3
	1933	667	174	380	119	287	55	636	169	373	119	263	50	31	5	7	—	24	5
	1934	714	176	416	129	298	47	694	169	410	128	284	41	20	7	6	1	14	6
	1935	703	176	418	126	285	50	669	173	410	124	259	49	34	3	8	2	26	1
	1936	705	168	414	135	291	33	677	160	407	129	270	31	28	8	7	6	21	2
	1937	650	171	353	131	297	40	625	165	348	130	277	35	25	6	5	1	20	5
	1938	638	159	376	137	262	22	621	154	371	134	250	20	17	5	5	3	12	2
	1939	682	165	399	131	283	34	661	163	392	129	269	34	21	2	7	2	14	—
	1940	451	151	258	116	193	35	434	150	253	116	181	34	17	1	5	—	12	1

Outrages publics aux mœurs (peines de police).

18	1931	34	16	24	10	10	6	33	16	24	10	9	6	1	—	—	—	1	—
	1932	34	13	25	8	9	5	32	13	25	8	7	5	2	—	—	—	2	—
	1933	36	6	26	5	10	1	36	6	26	5	10	1	—	—	—	—	—	—
	1934	25	6	10	5	15	1	20	6	9	5	11	1	5	—	1	—	4	—
	1935	16	9	13	9	3	—	14	9	12	9	2	—	2	—	1	—	1	—
	1936	22	8	14	6	8	2	20	8	14	6	6	2	2	—	—	—	2	—
	1937	19	6	15	6	4	—	18	6	14	6	4	—	1	—	1	—	—	—
	1938	11	5	10	3	1	2	9	5	9	3	—	2	2	—	1	—	1	—
	1939	10	2	7	2	3	—	10	2	7	2	3	—	—	—	—	—	—	—
	1940	10	1	9	1	1	—	10	1	9	1	1	—	—	—	—	—	—	—

Adultère et bigamie.

19	1931	1,400	879	734	619	666	260	1,347	859	717	610	630	249	53	20	17	9	36	11
	1932	1,470	936	795	691	675	245	1,397	911	771	676	626	235	73	25	24	15	49	10
	1933	1,603	1,000	840	729	763	271	1,504	964	805	710	699	254	99	36	35	19	64	17
	1934	1,549	985	829	705	720	280	1,466	948	797	685	669	263	83	37	32	20	51	17
	1935	1,608	1,005	820	718	788	287	1,510	975	775	696	735	279	98	30	45	22	53	8
	1936	1,682	1,103	930	792	752	311	1,584	1,077	904	776	680	301	98	26	26	16	72	10
	1937	1,926	1,222	1,009	878	917	344	1,819	1,185	970	859	849	326	107	37	39	19	68	18
	1938	1,965	1,240	1,027	880	938	360	1,878	1,202	997	860	881	342	87	38	30	20	57	18
	1939	1,730	1,118	875	803	855	315	1,644	1,089	851	787	793	302	86	29	24	16	62	13
	1940	1,111	700	589	524	522	176	1,059	675	564	507	495	168	52	25	25	17	27	8

Abandon de famille.

20	1931	189	5	97	2	92	3	181	5	95	2	86	3	8	—	2	—	6	—
	1932	193	3	84	3	109	—	184	3	81	3	103	—	9	—	3	—	6	—
	1933	163	5	76	5	87	—	158	5	75	5	83	—	5	—	1	—	4	—
	1934	187	4	87	4	100	—	176	4	82	4	94	—	11	—	5	—	6	—
	1935	173	5	60	2	113	3	165	5	59	2	106	3	8	—	1	—	7	—
	1936	201	9	76	6	125	3	190	9	75	6	115	3	11	—	1	—	10	—
	1937	248	21	104	14	144	7	237	21	102	14	135	7	11	—	2	—	9	—
	1938	209	9	90	5	119	4	196	9	86	5	110	4	13	—	4	—	9	—
	1939	198	5	82	4	116	1	191	5	80	4	111	1	7	—	2	—	5	—
	1940	107	7	36	6	71	1	103	7	33	6	70	1	4	—	3	—	1	—

* H = Hommes, F = Femmes.

Tableau n° 30 (suite).

1	2	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Meurtre (peines criminelles).																			
21	1931	39	6	17	4	22	2	39	6	17	4	22	2	—	—	—	—	—	—
	1932	51	4	25	4	26	—	51	4	25	4	26	—	—	—	—	—	—	—
	1933	28	5	11	3	17	2	28	5	11	3	17	2	—	—	—	—	—	—
	1934	29	3	10	1	19	2	29	3	10	1	19	2	—	—	—	—	—	—
	1935	27	3	12	3	15	—	27	3	12	3	15	—	—	—	—	—	—	—
	1936	28	6	13	4	15	2	28	6	13	4	15	2	—	—	—	—	—	—
	1937	16	2	7	2	9	—	16	2	7	2	9	—	—	—	—	—	—	—
	1938	14	2	3	2	11	—	14	2	3	2	11	—	—	—	—	—	—	—
	1939	16	—	7	—	9	—	16	—	7	—	9	—	—	—	—	—	—	—
1940	20	2	11	1	9	1	20	2	11	1	9	1	—	—	—	—	—	—	
Meurtre (peines correctionnelles).																			
22	1931	5	12	4	11	1	1	5	12	4	11	1	1	—	—	—	—	—	—
	1932	5	8	4	8	1	—	5	8	4	8	1	—	—	—	—	—	—	—
	1933	3	8	1	8	2	—	3	8	1	8	2	—	—	—	—	—	—	—
	1934	4	8	3	6	1	2	4	8	3	6	1	2	—	—	—	—	—	—
	1935	2	4	1	3	1	1	2	4	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—
	1936	1	4	1	4	—	—	1	4	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	3	2	1	2	2	—	3	2	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	1	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
	1939	—	5	—	4	—	1	—	5	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—
1940	1	3	1	3	—	—	1	3	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	
Lésions corporelles volontaires (peines criminelles).																			
23	1931	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1933	3	1	1	1	2	—	3	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	4	—	1	—	3	—	4	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—
	1936	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
1940	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Lésions corporelles volontaires (peines correctionnelles).																			
24	1931	6,672	834	3,450	494	3,222	340	6,299	808	3,370	490	2,929	318	373	26	80	4	293	22
	1932	6,384	949	3,254	570	3,130	379	6,056	929	3,173	566	2,883	363	328	20	81	4	247	16
	1933	5,960	757	2,954	458	3,006	299	5,635	740	2,877	452	2,758	288	325	17	77	6	248	11
	1934	6,088	922	2,862	549	3,226	373	5,712	901	2,790	545	2,922	356	376	21	72	4	304	17
	1935	5,543	726	2,534	426	3,009	300	5,187	700	2,473	420	2,714	280	356	26	61	6	295	20
	1936	4,942	669	2,283	397	2,659	272	4,651	649	2,224	395	2,427	254	291	20	59	2	232	18
	1937	4,906	648	2,057	353	2,849	295	4,596	635	2,006	351	2,590	284	310	13	51	2	259	11
	1938	4,619	665	2,056	400	2,563	265	4,332	651	1,992	395	2,340	256	287	14	64	5	223	9
	1939	4,301	641	1,847	386	2,454	255	4,056	625	1,803	385	2,253	240	245	16	44	1	201	15
1940	2,378	451	1,049	252	1,329	199	2,241	437	1,028	248	1,213	189	137	14	21	4	116	10	
Lésions corporelles volontaires (peines de police).																			
25	1931	6,073	2,704	3,723	1,832	2,350	872	5,685	2,623	3,571	1,799	2,114	824	388	81	152	33	236	48
	1932	5,746	2,395	3,366	1,560	2,380	835	5,383	2,302	3,254	1,521	2,129	781	363	93	112	39	251	54
	1933	5,790	2,366	3,299	1,511	2,491	855	5,398	2,283	3,146	1,481	2,252	802	392	83	153	30	239	53
	1934	5,893	2,640	3,382	1,718	2,511	922	5,478	2,562	3,234	1,691	2,244	871	415	78	148	27	267	51
	1935	6,141	2,551	3,463	1,667	2,878	884	5,728	2,444	3,319	1,619	2,409	825	413	107	144	48	269	59
	1936	5,818	2,438	3,280	1,579	2,538	859	5,455	2,346	3,179	1,545	2,276	801	363	92	101	34	262	58
	1937	5,013	2,222	2,714	1,453	2,299	769	4,677	2,154	2,620	1,426	2,057	728	336	68	94	27	242	41
	1938	4,882	2,161	2,646	1,364	2,236	797	4,575	2,089	2,559	1,334	2,016	755	307	72	87	30	220	42
	1939	4,491	1,885	2,357	1,147	2,134	738	4,187	1,812	2,294	1,127	1,893	685	304	73	63	20	241	53
1940	2,471	1,193	1,253	778	1,218	415	2,284	1,149	1,207	765	1,077	384	187	44	46	13	141	31	
Duel.																			
26	1931	3	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes.

Numéros de la nomenclature	AN- NÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers.

27	1931	115	16	58	12	57	4	106	15	57	12	49	3	9	1	1	—	8	1
	1932	110	3	58	2	52	1	102	3	56	2	46	1	8	—	2	—	6	—
	1933	100	6	47	2	53	4	88	6	44	2	44	4	12	—	3	—	9	—
	1934	142	13	67	10	75	3	130	13	62	10	68	3	12	—	5	—	7	—
	1935	111	13	38	7	73	6	103	13	38	7	65	6	8	—	—	—	8	—
	1936	125	14	60	9	65	5	114	14	60	9	54	5	11	—	—	—	11	—
	1937	102	5	36	2	66	3	90	5	34	2	56	3	12	—	2	—	10	—
	1938	101	10	52	8	49	2	95	10	49	8	46	2	6	—	3	—	3	—
	1939	92	17	32	11	60	6	86	17	31	11	55	6	6	—	1	—	5	—
	1940	67	8	31	7	36	1	65	8	30	7	35	1	2	—	1	—	1	—

Calomnies et injures (peines correctionnelles).

28	1931	201	161	87	100	114	61	182	158	84	100	98	58	19	3	3	—	16	3
	1932	272	228	132	117	140	111	255	222	128	116	127	106	17	6	4	1	13	5
	1933	249	171	130	99	119	72	235	165	127	97	108	68	14	6	3	2	11	4
	1934	269	181	129	106	140	75	255	177	125	105	130	72	14	4	4	1	10	3
	1935	257	147	97	90	160	57	242	139	94	84	148	55	15	8	3	6	12	2
	1936	255	104	123	63	132	41	245	99	122	62	123	37	10	5	1	1	9	4
	1937	217	120	89	70	128	50	202	113	89	69	113	44	15	7	—	1	15	6
	1938	255	117	114	67	141	50	246	111	114	64	132	47	9	6	—	3	9	3
	1939	214	124	105	77	109	47	195	117	103	75	92	42	19	7	2	2	17	5
	1940	121	90	55	61	66	29	112	88	51	59	61	29	9	2	4	2	5	—

Calomnies et injures (peines de police).

29	1931	388	485	229	346	159	139	365	473	222	338	143	135	23	12	7	8	16	4
	1932	321	442	191	296	130	146	303	421	183	285	120	136	18	21	8	11	10	10
	1933	365	454	214	286	171	168	361	439	207	279	154	160	24	15	7	7	17	8
	1934	463	513	277	319	186	194	430	486	260	310	170	176	33	27	17	9	16	18
	1935	348	484	199	317	149	167	326	460	194	309	132	151	22	24	5	8	17	16
	1936	321	406	191	249	130	157	304	388	185	243	119	145	17	18	6	6	11	12
	1937	247	272	143	192	104	80	230	265	138	192	92	73	17	7	5	—	12	7
	1938	213	226	109	159	104	67	201	222	105	156	96	66	12	4	4	3	8	1
	1939	243	246	157	160	86	86	231	240	157	156	74	84	12	6	—	4	12	2
	1940	120	147	60	96	60	51	114	138	59	93	55	45	6	9	1	3	5	6

Violation de sépulture.

30	1931	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1932	4	—	4	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	3	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1937/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Falsification dangereuse de denrées alimentaires.

31	1931	3	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	1	1	1	1	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	1	1	1	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—

Violation du secret professionnel.

32	1931/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	4	—	4	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes.

Tableau n° 30 (suite).

Numéros de la nomenclature	AN- NÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

Violation du secret des lettres et autres communications.

33	1931	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	2	2	2	1	—	1	2	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	1935	3	2	2	1	1	1	3	2	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—
	1936	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1937	1	1	1	1	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	1	1	1	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	2	1	1	1	1	—	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	1940	1	1	1	—	—	1	1	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—

Vols et maraudages (peines criminelles).

34	1931	4	—	4	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	4	—	—	—	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—
	1933	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	1934	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1935	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1936	2	—	1	—	1	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	3	—	2	—	1	—	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1939	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	1940	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Vols et maraudages (peines correctionnelles).

35	1931	4.146	933	2.033	631	2.113	302	3.780	886	1.936	609	1.844	277	366	47	97	22	269	25
	1932	3.852	973	1.821	619	2.031	354	3.513	926	1.735	603	1.778	323	339	47	86	16	253	31
	1933	3.752	1.038	1.748	688	2.004	350	3.424	1.004	1.656	675	1.768	329	328	34	92	13	236	21
	1934	4.047	901	1.860	584	2.187	317	3.663	869	1.748	572	1.915	297	384	32	112	12	272	20
	1935	3.803	952	1.695	583	2.108	369	3.420	905	1.595	571	1.825	334	383	47	100	12	283	35
	1936	3.725	902	1.606	589	2.119	313	3.359	864	1.514	577	1.845	287	366	38	92	12	274	26
	1937	3.702	959	1.598	637	2.104	322	3.392	916	1.532	620	1.860	296	310	43	66	17	244	26
	1938	3.911	1.089	1.735	700	2.176	389	3.543	1.047	1.642	688	1.901	359	368	42	93	12	275	30
	1939	3.238	1.072	1.350	702	1.888	370	2.975	1.033	1.292	692	1.683	341	263	39	58	10	205	29
	1940	7.300	2.712	3.688	1.997	3.612	715	6.927	2.642	3.594	1.959	3.333	683	373	70	94	38	279	32

Vols et maraudages (peines de police).

36	1931	672	390	433	247	239	143	630	375	412	237	218	138	42	15	21	10	21	5
	1932	807	336	498	203	309	133	741	316	466	196	275	120	66	20	32	7	34	13
	1933	894	380	524	224	370	156	816	353	502	216	314	137	78	27	22	8	56	19
	1934	1.020	358	584	213	436	145	936	345	558	212	378	133	84	13	26	1	58	12
	1935	897	363	519	228	378	135	824	349	495	221	329	128	73	14	24	7	49	7
	1936	803	346	446	200	357	146	733	321	429	193	304	128	70	25	17	7	53	18
	1937	658	327	362	194	296	133	598	306	348	188	250	118	60	21	14	6	46	15
	1938	619	329	361	197	258	132	567	301	344	192	223	109	52	28	17	5	35	23
	1939	579	325	307	204	272	121	531	311	298	199	233	112	48	14	9	5	39	9
	1940	1.197	453	836	338	361	115	1.148	432	813	331	335	101	49	21	23	7	26	14

Banqueroute.

37	1931	88	13	52	10	36	3	83	13	50	10	33	3	5	—	2	—	3	—
	1932	112	11	83	10	29	1	109	11	81	10	28	1	3	—	2	—	1	—
	1933	147	17	101	15	46	2	141	17	98	15	43	2	6	—	3	—	3	—
	1934	152	25	103	18	49	7	146	25	101	18	45	7	6	—	2	—	4	—
	1935	139	22	88	17	51	5	139	22	88	17	51	5	—	—	—	—	—	—
	1936	92	22	60	18	32	4	90	22	60	18	30	4	2	—	—	—	2	—
	1937	80	12	44	9	36	3	78	12	42	9	36	3	2	—	2	—	—	—
	1938	72	9	46	8	26	1	69	9	45	8	24	1	3	—	1	—	2	—
	1939	74	9	54	7	20	2	73	9	54	7	19	2	1	—	—	—	1	—
	1940	69	9	41	7	18	2	57	9	41	7	16	2	2	—	—	—	2	—

Numéros de la nomenclature	AN- NÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles).

38	1931	1,938	513	1,020	405	918	108	1,733	495	956	398	777	97	205	18	64	7	141	11
	1932	2,264	438	1,240	307	1,024	131	2,003	413	1,141	296	862	117	261	25	99	11	162	14
	1933	2,695	530	1,448	362	1,247	168	2,375	502	1,329	355	1,046	147	320	28	119	7	201	21
	1934	3,024	540	1,645	381	1,379	159	2,705	518	1,542	375	1,163	143	319	22	103	6	216	16
	1935	3,096	484	1,658	329	1,438	155	2,742	467	1,543	322	1,199	145	354	17	115	7	239	10
	1936	2,701	466	1,397	324	1,304	142	2,429	449	1,321	315	1,108	134	272	17	76	9	196	8
	1937	2,561	445	1,224	310	1,337	135	2,266	417	1,162	300	1,104	117	295	28	62	10	233	18
	1938	2,481	597	1,123	425	1,358	172	2,163	566	1,060	413	1,103	153	318	31	63	12	255	19
	1939	2,461	547	1,154	398	1,307	149	2,146	531	1,092	391	1,054	140	315	16	62	7	253	9
	1940	2,814	839	1,441	609	1,373	230	2,631	817	1,400	597	1,231	220	183	22	41	12	142	10

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police).

39	1931	49	29	33	20	16	9	47	27	33	19	14	8	2	2	—	1	2	1
	1932	52	19	38	16	14	3	51	19	37	16	14	3	1	—	1	—	—	—
	1933	57	17	34	16	23	1	55	16	34	15	21	1	2	1	—	1	2	—
	1934	75	13	52	10	23	3	68	11	47	8	21	3	7	2	5	2	2	—
	1935	94	24	65	18	29	6	86	23	61	17	25	6	8	1	4	1	4	—
	1936	85	15	64	13	21	2	79	15	60	13	19	2	6	—	4	—	2	—
	1937	55	14	30	13	25	1	51	14	30	13	21	1	4	—	—	—	4	—
	1938	62	7	38	6	24	1	60	7	37	6	23	1	2	—	1	—	1	—
	1939	39	25	26	23	13	2	36	25	26	23	10	2	3	—	—	—	3	—
	1940	120	47	91	41	29	6	116	46	88	40	28	6	4	1	3	1	1	—

Recel.

40	1931	447	166	226	112	221	54	418	164	218	111	200	53	29	2	8	1	21	1
	1932	379	156	202	98	177	58	352	150	195	96	157	54	27	6	7	2	20	4
	1933	426	151	205	98	221	53	386	150	198	97	188	53	40	1	7	1	33	—
	1934	394	176	185	119	209	57	365	171	173	117	192	54	29	5	12	2	17	3
	1935	406	197	198	131	208	66	372	192	188	129	184	63	34	5	10	2	24	3
	1936	371	120	154	73	217	47	338	119	148	72	190	47	33	1	6	1	27	—
	1937	375	145	153	100	222	45	350	143	148	99	202	44	25	2	5	1	20	1
	1938	346	118	143	75	203	43	319	115	139	75	180	40	27	3	4	—	23	3
	1939	293	117	126	69	167	48	271	115	124	69	147	46	22	2	2	—	20	2
	1940	1,294	955	697	685	597	270	1,245	945	682	678	563	267	49	10	15	7	34	3

Incendie (peines criminelles).

41	1931	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	6	—	6	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	1	1	—	1	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1937	6	—	1	—	5	—	—	6	—	1	—	5	—	—	—	—	—	—
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—

Incendie (peines correctionnelles).

42	1931	13	—	7	—	6	—	13	—	7	—	6	—	—	—	—	—	—	—
	1932	19	7	8	5	11	2	19	7	8	5	11	2	—	—	—	—	—	—
	1933	22	3	8	3	14	—	22	3	8	3	14	—	—	—	—	—	—	—
	1934	8	2	4	2	4	—	8	2	4	2	4	—	—	—	—	—	—	—
	1935	13	4	9	3	4	1	13	4	9	3	4	1	—	—	—	—	—	—
	1936	12	3	6	1	6	2	12	3	6	1	6	2	—	—	—	—	—	—
	1937	11	2	5	2	6	—	11	2	5	2	6	—	—	—	—	—	—	—
	1938	7	3	5	3	2	—	7	3	5	3	2	—	—	—	—	—	—	—
	1939	8	1	6	—	2	1	8	1	6	—	2	—	1	—	—	—	—	—
	1940	10	4	5	4	5	—	10	4	5	4	5	—	—	—	—	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes.

Tableau n° 30 (suite).

Numéros de la nomenclature	AN- NÉES	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES						NOMBRE DES CONDAMNÉS						NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES					
		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes		Primaires et récidivistes réunis		Primaires		Récidivistes	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

Destructions et dommages (peines criminelles).

43	1931	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Destructions et dommages (peines correctionnelles).

44	1931	510	35	250	16	260	19	467	32	243	16	224	16	43	3	7	—	36	3
	1932	635	44	322	22	313	22	589	43	317	22	272	21	46	1	5	—	41	1
	1933	616	54	293	29	323	25	577	51	284	27	293	24	39	3	9	—	30	1
	1934	616	43	280	23	336	20	549	39	264	23	285	16	67	4	16	—	51	4
	1935	537	34	248	22	289	12	493	33	238	22	255	11	44	1	10	—	34	1
	1936	536	44	242	20	294	24	480	42	237	20	243	22	56	2	5	—	51	2
	1937	513	44	210	17	303	27	465	38	203	16	262	22	48	6	7	—	41	5
	1938	496	24	254	16	242	8	465	21	247	16	218	5	31	3	7	—	24	3
	1939	443	51	198	26	245	25	401	47	191	24	210	23	42	4	7	—	35	2
	1940	281	23	116	10	165	13	262	21	111	10	151	11	19	2	5	—	14	2

Destructions et dommages (peines de police).

45	1931	507	100	300	65	207	35	456	92	288	61	168	31	51	8	12	—	39	4
	1932	574	97	357	55	217	42	524	92	339	53	185	39	50	5	18	—	32	3
	1933	557	95	343	63	214	32	503	87	332	60	171	27	54	8	11	—	3	5
	1934	644	116	380	75	264	41	581	111	364	74	217	37	63	5	16	—	1	4
	1935	693	105	419	67	274	38	650	99	408	64	242	35	43	6	11	—	3	3
	1936	674	127	361	79	313	48	610	120	340	76	270	44	64	7	21	—	3	4
	1937	616	90	358	57	258	33	573	85	346	56	227	29	43	5	12	—	1	4
	1938	594	90	371	58	223	32	556	88	359	57	197	31	38	2	12	—	1	1
	1939	446	65	279	45	167	20	422	64	270	44	152	20	24	1	9	—	1	—
	1940	239	51	114	24	125	27	228	49	113	24	115	25	11	2	1	—	10	2

TOTALS.

1931	32.129	8.599	17.255	5.767	14.874	2.832	29.941	8.321	16.628	5.651	13.313	2.670	2.188	278	627	116	1.561	162
1932	32.120	8.602	16.933	5.546	15.187	3.056	29.881	8.269	16.293	5.416	13.588	2.853	2.239	333	640	130	1.599	203
1933	32.154	8.513	16.603	5.517	15.551	2.996	29.808	8.189	15.921	5.400	13.887	2.789	2.346	324	682	117	1.664	207
1934	33.609	8.884	17.263	5.769	16.346	3.115	31.087	8.566	16.545	5.664	14.542	2.902	2.522	318	718	105	1.804	213
1935	32.685	8.637	16.536	5.616	16.149	3.021	30.218	8.300	15.879	5.476	14.339	2.824	2.467	337	657	140	1.810	197
1936	31.227	8.274	15.701	5.397	15.526	2.877	29.005	7.961	15.143	5.286	13.862	2.675	2.222	313	558	111	1.664	202
1937	29.201	7.864	13.861	5.147	15.340	2.717	27.092	7.580	13.410	5.050	13.682	2.530	2.109	284	451	97	1.658	187
1938	28.307	7.985	13.864	5.221	14.443	2.764	26.281	7.697	13.376	5.115	12.905	2.582	2.026	288	488	106	1.538	182
1939	26.380	7.624	12.607	4.970	13.773	2.654	24.529	7.371	12.223	4.886	12.306	2.485	1.851	253	384	84	1.467	169
1940	25.341	9.085	12.977	6.359	12.864	2.726	24.439	8.817	12.636	6.242	11.803	2.575	1.402	268	341	117	1.061	151

Hommes et femmes réunis.

1931	40.728	23.022	17.706	38.262	22.279	15.983	2.466	743	1.723
1932	40.722	22.479	18.243	38.150	21.709	16.441	2.572	770	1.802
1933	40.667	22.120	18.547	37.997	21.321	16.676	2.670	799	1.871
1934	42.493	23.032	19.461	39.653	22.209	17.444	2.840	823	2.017
1935	41.322	22.152	19.170	38.518	21.355	17.163	2.804	797	2.007
1936	39.501	21.098	18.403	36.966	20.429	16.537	2.535	669	1.866
1937	37.065	19.008	18.057	34.672	18.460	16.212	2.393	548	1.845
1938	36.292	19.085	17.207	33.978	18.491	15.487	2.314	594	1.720
1939	34.004	17.577	16.427	31.900	17.109	14.791	2.104	468	1.636
1940	34.926	19.336	15.590	33.256	18.878	14.378	1.670	458	1.212

* H = Hommes, F = Femmes.

Tableau n° 31. — ÉTAT CIVIL DES CONDAMNÉS.

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		H	F	H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1 Atteintes à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques.																			
1931	4	1	3	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	1	14
1932	3	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
1933	3	—	1	—	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9
1934	1	—	1	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	7
1935	2	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	7	—	7
1936	3	—	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9
1937	6	1	—	—	4	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	11	4	15
1938	4	—	1	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	12
1939	1	—	5	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9
1940	10	—	1	1	5	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	17	2	19
2 Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.																			
1931	7	—	3	—	15	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	26	1	27
1932	14	2	4	2	19	1	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	39	7	46
1933	22	3	16	2	15	2	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	57	7	64
1934	27	5	10	—	29	5	1	1	3	—	2	1	1	—	1	—	74	12	86
1935	33	6	22	4	55	6	—	—	4	—	1	—	—	2	—	—	115	18	133
1936	19	1	10	2	31	4	1	—	3	—	1	—	—	—	—	—	65	7	72
1937	12	1	9	2	26	3	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	49	7	56
1938	13	1	6	1	20	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	41	2	43
1939	17	1	10	3	25	3	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	54	7	61
1940	10	1	7	3	30	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48	8	56
3 Faux en écritures.																			
1931	169	25	66	17	156	12	4	3	3	2	11	2	5	—	2	—	416	61	477
1932	140	34	116	11	228	36	5	2	8	2	7	—	10	1	3	2	517	88	605
1933	171	34	117	11	244	47	3	6	15	13	9	—	6	4	11	2	576	117	693
1934	180	39	141	24	286	37	7	—	5	—	13	1	16	2	6	—	654	103	757
1935	216	32	152	21	380	55	4	3	5	2	16	4	6	1	9	1	788	119	907
1936	189	34	154	30	263	48	9	2	10	1	16	3	3	3	5	—	649	121	770
1937	164	31	126	17	247	40	3	1	6	—	7	—	2	2	6	—	561	91	652
1938	160	24	128	23	235	40	5	4	7	3	13	1	9	1	3	—	560	96	656
1939	168	31	137	20	314	55	4	3	8	3	13	1	5	6	4	—	653	119	772
1940	97	27	90	24	215	30	4	2	10	3	12	2	1	1	3	—	432	89	521
4 Faux témoignage ou serment.																			
1931	4	5	3	1	5	5	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	14	11	25
1932	5	8	2	2	16	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	23	12	35
1933	4	2	3	3	9	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	9	25
1934	18	6	8	3	24	8	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	51	19	70
1935	12	5	8	2	17	7	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	40	15	55
1936	7	—	4	2	17	2	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	29	6	35
1937	6	5	2	—	18	5	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	28	12	40
1938	2	4	8	3	17	5	—	1	1	2	1	—	—	2	—	—	29	17	46
1939	4	1	12	5	21	9	—	2	—	2	1	—	—	1	—	—	38	20	58
1940	2	2	2	2	17	5	—	—	—	1	1	1	1	—	—	—	23	11	34
5 Usurpation de fonctions, titres ou nom.																			
1931	172	17	22	5	49	6	1	2	1	1	1	1	2	—	4	—	252	32	284
1932	155	17	24	3	65	7	—	—	1	1	4	1	1	—	2	—	252	29	281
1933	149	20	23	5	55	11	1	—	1	1	—	1	2	—	2	—	233	38	271
1934	184	14	34	8	70	9	2	—	2	1	4	—	—	—	1	—	297	32	329
1935	160	14	23	8	83	10	1	2	1	—	1	—	3	—	3	—	275	34	309
1936	129	21	30	5	82	16	1	—	1	1	3	—	1	—	1	—	248	43	291
1937	134	16	27	7	47	15	—	—	2	—	4	1	—	—	4	—	219	39	258
1938	157	14	23	5	58	14	1	—	4	4	—	—	2	2	1	—	246	39	285
1939	127	18	24	8	42	8	3	—	1	—	3	—	2	2	2	—	204	36	240
1940	77	10	14	7	43	11	1	—	1	—	—	—	—	2	1	—	137	30	167

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 31 (suite).

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants						
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
6 Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes.																			
1931	12	—	6	—	30	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	49	1	50
1932	6	—	7	—	24	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	38	—	38
1933	4	—	1	—	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	—	24
1934	7	—	3	—	31	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	42	1	43
1935	4	—	3	—	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	—	30
1936	4	—	2	—	22	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	28	1	29
1937	3	—	2	—	13	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	19	—	19
1938	6	—	4	1	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	1	32
1939	2	—	8	—	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	—	26
1940	2	1	4	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	1	28
7 Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines correctionnelles).																			
1931	1,490	91	530	96	1,508	221	25	5	58	16	17	4	21	5	3	—	3,652	438	4,090
1932	1,341	102	510	100	1,533	297	32	12	63	17	27	10	11	6	—	—	3,517	544	4,061
1933	1,410	109	521	83	1,666	264	28	6	67	16	40	8	18	9	3	—	3,753	495	4,248
1934	1,386	95	564	82	1,647	235	28	9	55	14	38	11	19	5	4	—	3,741	451	4,192
1935	1,234	91	535	89	1,480	267	26	9	36	14	34	7	18	6	—	—	3,363	483	3,846
1936	1,352	73	529	80	1,617	238	32	7	53	16	33	4	23	6	3	—	3,642	424	4,066
1937	1,098	76	503	88	1,403	224	34	3	52	16	36	9	21	2	2	2	3,149	420	3,569
1938	1,007	75	435	88	1,250	203	24	7	39	16	37	13	27	6	2	—	2,821	408	3,229
1939	946	72	460	72	1,271	165	26	6	65	18	32	5	20	9	2	—	2,822	347	3,169
1940	882	112	545	132	1,650	354	23	13	66	29	50	7	24	8	1	—	3,241	655	3,896
8 Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines de police).																			
1931	438	43	167	41	527	144	12	6	21	14	8	3	4	1	—	—	1,177	252	1,429
1932	442	52	177	44	600	159	12	2	23	9	12	2	8	5	2	—	1,276	273	1,549
1933	382	25	175	47	547	129	7	1	18	8	7	3	8	—	—	—	1,144	213	1,357
1934	384	30	175	46	541	134	5	2	16	7	9	3	2	—	—	—	1,132	222	1,354
1935	427	48	166	44	592	154	7	3	22	19	9	—	—	3	1	—	1,224	271	1,495
1936	411	43	223	55	644	148	6	9	31	10	14	5	6	6	2	—	1,337	276	1,613
1937	358	40	217	53	594	142	16	1	24	6	10	3	4	3	2	—	1,225	248	1,473
1938	346	44	186	40	526	123	17	3	16	3	7	1	1	3	—	—	1,099	217	1,316
1939	347	32	190	49	521	138	11	1	18	13	15	7	3	6	—	—	1,105	246	1,351
1940	213	26	102	40	326	104	9	5	16	5	7	2	4	2	—	—	687	184	871
9 Infractions contre la sécurité publique.																			
1931	482	20	125	18	315	46	15	4	13	3	2	1	7	1	2	—	961	93	1,054
1932	501	25	129	18	371	60	11	—	19	6	5	1	8	4	2	—	1,046	114	1,160
1933	409	26	119	24	327	55	14	3	18	7	9	3	3	2	4	—	903	120	1,023
1934	405	31	148	16	332	41	4	2	19	2	10	1	6	3	1	—	925	96	1,021
1935	354	29	140	13	316	59	9	1	16	3	5	3	5	1	4	—	849	109	958
1936	304	18	133	18	346	47	9	3	14	4	9	3	4	1	1	1	820	95	915
1937	269	13	100	11	292	47	7	—	17	2	4	1	2	3	4	—	695	77	772
1938	283	13	88	19	266	40	9	2	17	1	9	1	6	1	4	—	682	77	759
1939	257	17	94	10	257	37	14	2	12	3	8	—	4	3	2	—	648	72	720
1940	84	9	43	7	130	17	10	2	16	2	3	—	3	1	4	—	293	38	331
10 Avortement.																			
1931	3	13	—	4	4	21	—	1	1	1	—	—	1	—	—	—	9	40	49
1932	—	17	2	6	10	33	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—	13	61	74
1933	1	6	1	2	6	13	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	8	25	33
1934	2	9	3	4	6	21	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	11	36	47
1935	4	18	2	7	1	17	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	8	45	53
1936	1	18	5	2	5	21	—	—	1	2	—	—	—	—	2	—	12	45	57
1937	2	5	—	4	4	18	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—	7	30	37
1938	7	19	5	15	11	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	53	76
1939	2	33	6	20	10	59	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	20	118	138
1940	—	10	1	2	2	14	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	27	30

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		H	F	H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

11 Exposition ou délaisement d'enfants.

1931	6	19	7	—	192	43	1	—	16	2	—	—	17	—	—	—	239	64	303
1932	7	20	6	2	167	36	1	—	12	2	—	—	9	2	—	—	202	62	264
1933	5	18	8	1	153	36	2	—	11	—	1	—	2	—	—	—	182	55	237
1934	6	20	15	3	137	37	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	165	60	225
1935	2	9	12	—	126	28	—	—	9	1	1	—	5	3	—	—	155	41	196
1936	—	17	5	—	114	45	—	—	4	3	—	—	7	—	—	—	130	65	195
1937	6	10	12	1	139	36	—	—	7	2	3	—	9	3	—	—	176	52	228
1938	4	10	15	2	136	24	—	—	4	1	2	—	9	1	—	—	170	38	208
1939	1	7	4	2	100	33	2	—	9	2	—	—	3	—	—	—	119	44	163
1940	1	9	8	—	44	24	—	—	4	1	2	—	4	1	—	—	63	35	98

12 Destruction ou supposition d'état.

1931	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
1932	—	—	1	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
1933	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	2	5
1934	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2	2	4
1935	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1937	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5
1938	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
1939	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
1940	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1

13 Enlèvement de mineurs.

1931	20	1	4	—	10	6	1	—	—	1	—	—	—	3	1	—	36	11	47
1932	—	—	9	—	9	4	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	21	5	26
1933	5	—	4	—	3	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	12	5	17
1934	6	—	1	—	7	6	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	17	7	24
1935	7	1	1	—	9	7	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	17	11	28
1936	6	—	1	—	6	5	—	—	1	—	—	1	2	1	—	—	17	6	23
1937	6	—	5	1	7	6	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	21	7	28
1938	11	—	2	—	7	6	1	—	1	1	—	—	—	2	—	—	22	9	31
1939	3	—	5	1	10	6	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	19	9	28
1940	6	—	2	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	4	15

14 Attentats à la pudeur et viols (peines criminelles).

1931	2	—	—	—	10	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13
1932	1	—	—	—	14	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	18	—	18
1933	6	—	2	—	12	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	23	—	23
1934	2	—	—	—	14	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	18	—	18
1935	2	—	3	—	9	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	17	—	17
1936	2	—	—	—	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	—	19
1937	2	—	2	—	9	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	16	—	16
1938	1	—	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7
1939	—	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
1940	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2

15 Attentats à la pudeur et viols (peines correctionnelles).

1931	257	—	49	2	137	2	8	—	11	—	2	—	1	—	1	—	466	4	470
1932	274	4	35	—	131	1	8	—	20	—	5	—	3	—	—	—	476	5	481
1933	231	—	50	—	131	3	4	—	5	—	1	—	4	—	—	—	426	3	429
1934	219	4	56	—	167	—	4	—	14	—	2	—	2	—	—	—	464	4	468
1935	263	1	77	—	151	2	5	—	12	—	4	—	5	—	—	—	517	3	520
1936	286	3	81	—	140	2	6	—	9	1	6	—	—	—	—	—	528	6	534
1937	268	5	89	1	162	4	9	—	11	—	6	—	5	—	—	—	550	10	560
1938	306	7	69	1	161	7	4	—	9	—	7	—	6	—	1	—	563	15	578
1939	276	6	91	4	173	6	13	—	35	—	3	1	10	—	—	—	601	17	618
1940	141	3	49	3	107	6	6	—	12	3	7	—	4	—	—	—	326	15	341

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 31 (suite).

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants						
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

16 Corruption de la jeunesse et prostitution.

1931	8	15	13	22	32	41	1	3	2	9	—	2	1	3	—	—	57	95	152
1932	13	17	14	31	33	58	—	3	2	3	2	3	3	4	—	—	67	119	186
1933	6	31	16	22	25	48	2	4	1	10	—	3	2	7	—	—	52	125	177
1934	14	24	15	51	34	62	1	1	2	8	—	4	—	—	—	—	66	150	216
1935	15	19	27	33	41	52	3	8	3	11	2	5	—	2	—	—	91	130	221
1936	11	25	13	42	39	55	—	3	2	16	1	5	—	4	—	—	66	150	216
1937	9	21	13	21	29	33	1	3	6	7	1	3	1	4	—	—	60	92	152
1938	8	11	13	24	20	58	—	3	2	7	5	6	—	—	—	—	48	109	157
1939	8	21	13	28	27	53	2	3	1	5	3	6	1	6	—	—	55	122	177
1940	7	16	10	21	31	43	1	—	1	7	3	4	1	2	—	—	54	93	147

17 Outrage public aux mœurs (peines correctionnelles).

1931	353	82	87	20	201	45	6	2	18	2	7	1	3	2	1	2	676	156	832
1932	362	83	97	18	191	47	8	1	12	1	9	3	3	—	2	—	684	153	837
1933	303	83	111	25	193	51	9	2	8	5	3	1	3	1	1	1	636	169	805
1934	323	83	108	25	224	54	13	—	16	5	6	2	4	—	—	—	694	169	863
1935	323	88	96	24	220	45	9	2	8	6	8	5	5	2	—	1	669	173	842
1936	299	88	115	22	226	42	12	1	9	3	13	3	1	1	2	—	677	160	837
1937	293	77	97	17	199	57	12	1	14	10	7	1	2	2	1	—	625	165	790
1938	299	84	103	16	188	45	6	1	15	5	6	2	4	1	—	—	621	154	775
1939	332	88	121	18	170	47	10	—	13	6	7	2	8	2	—	—	661	163	824
1940	214	89	85	19	119	39	5	—	1	2	5	—	4	1	1	—	434	150	584

18 Outrage public aux mœurs (peines de police).

1931	14	5	5	1	12	9	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	33	16	49
1932	20	2	2	2	10	8	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	32	13	45
1933	23	3	3	1	9	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	36	6	42
1934	8	3	3	1	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	6	26
1935	10	3	1	5	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	14	9	23
1936	8	3	—	—	7	4	2	—	3	1	—	—	—	—	—	—	20	8	28
1937	11	4	1	1	5	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	18	6	24
1938	3	2	2	2	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	9	5	14
1939	6	1	—	—	4	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	10	2	12
1940	7	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1	11

19 Adultère et bigamie.

1931	390	—	429	326	417	533	25	—	45	—	27	—	13	—	1	—	1,347	859	2,206
1932	384	—	467	334	446	577	21	—	39	—	20	—	20	—	—	—	1,397	911	2,308
1933	408	—	457	373	511	591	28	—	54	—	37	—	9	—	—	—	1,504	964	2,468
1934	420	—	476	354	445	593	32	—	51	1	29	—	13	—	—	—	1,466	948	2,414
1935	455	—	504	391	432	584	30	—	40	—	30	—	19	—	—	—	1,510	975	2,485
1936	479	—	518	383	452	693	33	—	48	—	31	—	22	1	—	—	1,584	1,077	2,661
1937	512	—	587	437	566	744	34	1	52	—	41	—	26	3	1	—	1,819	1,185	3,004
1938	537	—	598	471	589	728	29	—	54	—	46	2	25	1	—	—	1,878	1,202	3,080
1939	460	—	552	438	464	647	37	2	60	—	52	—	19	2	—	—	1,644	1,089	2,733
1940	260	—	356	252	328	423	26	—	32	—	43	—	14	—	—	—	1,059	675	1,734

20 Abandon de famille.

1931	7	—	55	1	107	4	—	—	1	—	6	—	5	—	—	—	181	5	186
1932	7	—	47	—	113	3	1	—	—	—	6	—	10	—	—	—	184	3	187
1933	7	1	45	—	90	4	1	—	—	—	8	—	7	—	—	—	158	5	163
1934	12	1	43	—	107	2	—	1	2	—	5	—	7	—	—	—	176	4	180
1935	15	1	56	1	82	2	1	—	—	—	8	1	3	—	—	—	165	5	170
1936	7	1	60	1	99	5	—	—	—	1	12	—	12	1	—	—	190	9	199
1937	12	3	64	2	134	14	1	—	4	1	5	—	17	1	—	—	237	21	258
1938	9	2	63	—	100	6	—	1	2	—	8	—	14	—	—	—	196	9	205
1939	12	—	45	—	114	5	—	—	2	—	7	—	11	—	—	—	191	5	196
1940	2	2	31	1	58	4	—	—	—	—	3	—	9	—	—	—	103	7	110

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL			
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		H	F	H	F	E*	
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
21 Meurtre (peines criminelles).																				
1931	16	1	5	—	12	2	1	—	4	3	—	—	1	—	—	—	39	6	45	
1932	24	2	9	1	13	—	2	—	1	1	1	—	1	—	—	—	51	4	55	
1933	12	3	4	—	8	1	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	28	5	33	
1934	9	—	3	—	15	3	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	29	3	32	
1935	11	2	1	—	11	1	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	27	3	30	
1936	10	1	7	—	7	3	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	28	6	34	
1937	7	—	2	1	5	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	16	2	18	
1938	4	—	5	—	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	14	2	16	
1939	4	—	2	—	6	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	16	—	16	
1940	11	—	4	—	5	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	20	2	22	
22 Meurtre (peines correctionnelles).																				
1931	1	10	2	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	12	17	
1932	2	6	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	5	8	13	
1933	—	7	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8	11	
1934	2	5	1	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	4	8	12	
1935	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6	
1936	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	
1937	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5	
1938	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	
1939	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	5	5	
1940	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	
23 Lésions corporelles (peines criminelles).																				
1931	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
1932	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1933	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	
1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1935	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	
1936	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1938	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1939	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1940	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
24 Lésions corporelles (peines correctionnelles).																				
1931	2,797	108	752	134	2,599	530	28	3	88	21	21	4	10	8	4	—	6,299	808	7,107	
1932	2,619	131	740	148	2,553	606	14	6	79	26	35	3	13	9	3	—	6,056	929	6,985	
1933	2,320	106	707	127	2,459	473	27	2	67	20	33	2	17	10	5	—	5,635	740	6,375	
1934	2,253	111	745	148	2,541	593	43	11	77	23	36	8	17	7	—	—	5,712	901	6,613	
1935	2,011	85	717	113	2,323	470	37	5	58	15	29	7	9	5	3	—	5,187	700	5,887	
1936	1,782	88	611	111	2,112	413	30	4	75	19	25	6	16	8	—	—	4,651	649	5,300	
1937	1,636	74	664	121	2,155	392	26	10	55	15	39	11	21	12	—	—	4,596	635	5,231	
1938	1,566	68	569	102	2,062	458	20	9	50	8	40	6	19	—	6	—	4,332	651	4,983	
1939	1,439	73	552	119	1,934	401	26	5	55	14	28	7	18	6	4	—	4,056	625	4,681	
1940	678	77	352	69	1,119	267	19	6	47	10	16	4	9	4	1	—	2,241	437	2,678	
25 Lésions corporelles (peines de police).																				
1931	2,138	391	867	430	2,502	1,653	41	26	81	76	30	18	25	29	1	—	5,685	2,623	8,308	
1932	1,891	304	880	364	2,433	1,490	42	17	80	79	37	22	19	26	1	—	5,383	2,302	7,685	
1933	1,845	273	893	397	2,450	1,460	40	18	92	86	49	22	27	27	2	—	5,398	2,283	7,681	
1934	1,873	329	919	444	2,544	1,663	43	32	59	58	27	13	13	23	—	—	5,478	2,562	8,040	
1935	1,883	332	980	415	2,661	1,572	45	18	90	57	44	26	23	24	2	—	5,728	2,444	8,172	
1936	1,782	287	946	403	2,510	1,511	48	19	94	85	41	20	27	20	7	1	5,455	2,346	7,801	
1937	1,467	242	772	351	2,222	1,450	41	25	94	51	50	18	30	17	1	—	4,677	2,154	6,831	
1938	1,557	231	803	385	2,019	1,360	43	28	75	57	55	16	21	11	2	1	4,575	2,089	6,664	
1939	1,352	194	686	347	1,945	1,145	40	25	75	60	53	16	35	24	1	1	4,187	1,812	5,999	
1940	630	152	382	202	1,152	706	27	21	39	47	28	9	21	12	5	—	2,284	1,149	3,433	
26 Duel.																				
1931	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	—	3
1932/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 31 (suite).

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL			
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		H	F	H	F	H	F
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
27 Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers.																				
1931	63	6	12	2	28	7	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	106	15	121	
1932	57	—	5	—	35	3	2	—	1	—	2	—	—	—	—	—	102	3	105	
1933	43	3	10	1	32	2	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	88	6	94	
1934	63	4	22	2	38	7	2	—	3	—	2	—	—	—	—	—	130	13	143	
1935	51	2	14	2	32	5	1	—	4	—	1	1	—	3	—	—	103	13	116	
1936	66	5	11	1	31	8	2	—	1	—	1	—	1	—	1	—	114	14	128	
1937	37	—	14	1	34	4	1	—	2	—	1	—	1	—	—	—	90	5	95	
1938	33	2	17	1	35	6	1	—	3	1	1	—	1	—	4	—	95	10	105	
1939	41	3	4	4	36	7	—	1	1	1	4	1	—	—	—	—	86	17	103	
1940	20	1	12	2	30	5	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	65	8	73	
28 Calomnies et injures (peines correctionnelles).																				
1931	59	19	29	16	87	114	1	2	4	3	1	2	1	2	—	—	182	158	340	
1932	67	32	33	27	143	148	—	3	8	8	3	2	1	2	—	—	255	222	477	
1933	57	20	30	23	134	112	3	—	5	7	5	—	1	3	—	—	235	165	400	
1934	72	25	41	24	134	122	2	—	4	5	2	1	—	—	—	—	255	177	432	
1935	51	18	46	24	135	89	3	3	3	2	2	2	2	1	—	—	242	139	381	
1936	70	16	42	11	125	63	1	3	4	5	2	—	1	1	—	—	245	99	344	
1937	43	12	37	26	107	64	4	4	5	5	4	2	2	—	—	—	202	113	315	
1938	53	10	35	21	147	70	2	2	5	4	2	2	2	2	—	—	246	111	357	
1939	53	14	28	21	104	75	2	—	4	6	1	—	3	1	—	—	195	117	312	
1940	19	9	22	18	65	58	—	1	2	1	3	—	1	1	—	—	112	88	200	
29 Calomnies et injures (peines de police).																				
1931	113	61	60	72	178	292	2	6	5	34	6	1	1	7	—	—	365	473	838	
1932	88	46	46	57	154	298	4	3	7	15	4	1	—	1	—	—	303	421	724	
1933	89	57	54	69	202	283	2	5	10	20	1	4	3	1	—	—	361	439	800	
1934	105	52	62	67	236	329	6	6	16	29	4	1	1	2	—	—	430	486	916	
1935	74	45	66	74	173	325	4	1	5	8	3	5	1	2	—	—	326	460	786	
1936	88	54	51	75	155	226	—	7	6	17	—	5	3	4	1	—	304	388	692	
1937	62	35	19	35	137	179	2	8	7	7	2	1	1	—	—	—	230	265	495	
1938	65	37	27	35	99	133	2	8	6	7	2	1	—	1	—	—	201	222	423	
1939	65	25	37	31	118	168	3	2	6	10	1	1	1	3	—	—	231	240	471	
1940	21	11	13	28	69	80	2	8	6	8	1	1	2	2	—	—	114	138	252	
30 Violation de sépulture.																				
1931	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1932	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1934	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	
1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1936	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1937/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1939	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
31 Falsification dangereuse de denrées alimentaires.																				
1931	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	
1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1933	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1934	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1936	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	
1937	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1940	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		H	F	H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
32 Violation du secret professionnel.																			
1931/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
1939	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33 Violation du secret des lettres et autres communications.																			
1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
1932	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
1935	2	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
1936	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
1937	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
1938	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
1939	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
1940	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
34 Vols et maraudages (peines criminelles).																			
1931	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
1932	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
1933	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
1934	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1935	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1936	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
1939	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
1940	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
35 Vols et maraudages (peines correctionnelles).																			
1931	2.058	327	504	139	1.091	341	27	20	40	31	31	15	14	11	15	2	3.780	886	4.666
1932	1.858	315	445	172	1.059	368	36	18	44	21	35	14	25	18	11	—	3.513	926	4.439
1933	1.737	362	444	148	1.094	403	35	21	41	34	37	19	27	17	9	—	3.424	1.004	4.428
1934	1.887	308	530	134	1.156	355	11	15	28	36	29	7	17	14	5	—	3.663	869	4.532
1935	1.696	291	484	168	1.097	373	31	11	49	35	40	14	15	12	8	1	3.420	905	4.325
1936	1.643	278	477	160	1.090	360	30	15	49	30	47	6	19	15	4	—	3.359	864	4.223
1937	1.640	272	459	183	1.156	395	28	17	42	23	43	10	14	12	10	4	3.392	916	4.308
1938	1.671	284	476	224	1.239	452	31	13	50	40	39	13	22	19	15	2	3.543	1.047	4.590
1939	1.392	299	456	183	970	468	27	14	51	29	44	20	28	18	7	2	2.975	1.033	4.008
1940	2.320	522	1.041	413	3.227	1.495	57	33	140	125	80	28	51	24	11	2	6.927	2.642	9.569
36 Vols et maraudages (peines de police).																			
1931	257	56	83	42	275	250	5	3	7	18	1	1	2	5	—	—	630	375	1.005
1932	287	51	96	39	332	197	5	5	16	20	4	—	1	4	—	—	741	316	1.057
1933	307	53	108	47	366	217	11	8	13	24	5	2	6	2	—	—	816	353	1.169
1934	324	56	142	39	431	213	14	6	18	23	6	4	1	4	—	—	936	345	1.281
1935	302	52	130	44	366	230	7	10	13	10	4	1	2	2	—	—	824	349	1.173
1936	234	51	123	51	339	189	9	6	19	19	4	1	5	4	—	—	733	321	1.054
1937	208	41	88	42	270	195	12	7	17	15	1	—	2	6	—	—	598	306	904
1938	184	47	79	35	279	177	11	12	10	21	2	6	2	3	—	—	567	301	868
1939	184	44	83	50	242	182	8	8	8	20	2	4	4	3	—	—	531	311	842
1940	356	67	169	56	579	271	12	11	21	20	2	4	6	3	3	—	1.148	432	1.580
37 Banqueroute.																			
1931	22	3	19	1	40	7	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	83	13	96
1932	17	5	23	2	67	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	109	11	120
1933	16	4	23	3	95	7	3	1	1	1	1	1	—	—	—	—	141	17	158
1934	14	5	25	3	101	11	2	2	2	2	1	1	—	—	—	—	146	25	171
1935	14	3	22	4	99	9	1	1	—	3	1	1	1	1	—	—	139	22	161
1936	9	3	25	7	54	8	1	—	1	—	—	2	—	—	—	—	90	22	112
1937	8	3	17	2	51	5	1	—	—	1	1	1	—	—	—	—	78	12	90
1938	6	—	23	1	36	5	—	1	—	—	2	1	—	—	—	—	69	9	78
1939	9	3	17	3	44	2	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	73	9	82
1940	8	4	14	2	32	2	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	57	9	66

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 31 (suite).

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants						
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

38

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles).

1931	549	87	356	75	723	299	14	5	27	24	25	2	15	1	24	2	1,733	495	2,228
1932	570	81	398	68	909	232	23	6	30	19	37	5	22	2	14	—	2,003	413	2,416
1933	662	101	478	82	1,109	260	25	10	33	38	36	9	22	10	10	2	2,375	502	2,877
1934	658	94	592	88	1,306	297	22	5	47	28	42	3	26	3	12	—	2,705	518	3,223
1935	660	78	593	74	1,352	260	28	11	40	24	40	14	15	6	14	—	2,742	467	3,209
1936	607	80	464	64	1,195	246	27	12	41	29	52	9	27	8	16	1	2,429	449	2,878
1937	569	81	436	60	1,091	237	29	7	47	20	50	6	25	6	19	—	2,266	417	2,683
1938	547	100	446	100	1,026	302	26	12	38	28	50	12	18	12	12	—	2,163	566	2,729
1939	545	76	432	91	1,024	300	23	13	34	29	48	13	30	9	10	—	2,146	531	2,677
1940	559	125	524	126	1,382	488	27	13	66	52	45	9	19	4	9	—	2,631	817	3,448

39

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police).

1931	12	4	5	2	28	19	1	—	—	2	1	—	—	—	—	—	47	27	74
1932	21	6	8	4	20	9	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	51	19	70
1933	22	2	8	2	24	11	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	55	16	71
1934	26	3	9	2	29	5	1	—	1	1	1	—	—	—	1	—	68	11	79
1935	26	3	14	2	42	15	2	—	2	2	—	1	—	—	—	—	86	23	109
1936	25	2	16	2	37	11	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	79	15	94
1937	12	1	6	1	29	10	—	1	2	1	2	—	—	—	—	—	51	14	65
1938	22	2	13	—	23	4	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	60	7	67
1939	18	3	4	3	14	15	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	36	25	61
1940	34	5	15	10	63	28	1	1	1	1	—	—	1	1	1	—	116	46	162

40

Recel.

1931	147	18	63	26	193	100	1	—	10	11	—	2	3	7	1	—	418	164	582
1932	134	18	49	24	153	89	2	1	6	15	1	2	7	1	—	—	352	150	502
1933	121	17	65	33	183	87	3	3	7	6	5	2	2	2	—	—	386	150	536
1934	118	21	54	28	174	109	2	1	12	10	2	2	3	—	—	—	365	171	536
1935	138	34	53	24	166	116	2	1	7	11	1	2	4	3	1	1	372	192	564
1936	100	13	50	20	164	78	7	2	11	4	6	—	—	2	—	—	338	119	457
1937	100	18	59	20	177	88	5	1	3	11	4	2	1	3	1	—	350	143	493
1938	100	13	64	21	145	74	3	1	4	3	3	2	—	1	—	—	319	115	434
1939	84	19	56	24	118	59	1	1	5	6	3	4	4	2	—	—	271	115	386
1940	200	90	193	128	778	637	13	13	41	59	12	6	7	11	1	1	1,245	945	2,190

41

Incendie (peines criminelles).

1931	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1932	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6
1933	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1935	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1936	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1937	1	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1940	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1

42

Incendie (peines correctionnelles).

1931	7	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13
1932	8	1	2	—	8	6	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	19	7	26
1933	10	—	5	—	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	3	25
1934	2	2	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	10
1935	9	—	—	1	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	4	17
1936	4	—	3	—	5	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	12	3	15
1937	7	1	—	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	2	13
1938	4	1	1	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10
1939	2	—	1	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	9
1940	3	3	2	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	14

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

AN- NÉES	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		H	F	H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

43. Destructions et dommages (peines criminelles).

1931	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

44. Destructions et dommages (peines correctionnelles).

1931	276	11	56	3	120	17	3	—	6	1	3	—	3	—	—	—	467	32	499
1932	289	4	75	7	208	30	3	1	5	—	6	—	2	1	1	—	589	43	632
1933	243	11	65	8	246	30	6	—	8	1	5	1	3	—	1	—	577	51	628
1934	251	8	63	9	213	19	2	—	8	2	8	—	3	1	1	—	549	39	588
1935	215	9	55	7	203	14	2	—	9	2	5	1	4	—	—	—	493	33	526
1936	199	3	52	13	205	22	3	—	12	4	4	—	5	—	—	—	480	42	522
1937	195	11	66	12	189	13	4	—	7	—	2	1	1	1	1	—	465	38	503
1938	204	4	54	4	195	12	2	1	4	—	5	—	1	—	—	—	465	21	486
1939	157	8	56	11	167	25	1	—	10	—	3	2	6	1	1	—	401	47	448
1940	94	6	36	2	118	11	4	—	5	1	3	—	2	—	—	1	262	21	283

45. Destructions et dommages (peines de police).

1931	218	11	54	18	174	56	1	—	8	6	1	—	—	1	—	—	456	92	548
1932	218	18	65	15	226	49	3	—	6	5	4	2	2	3	—	—	524	92	616
1933	218	11	54	16	208	55	4	1	12	3	5	—	1	1	1	—	503	87	590
1934	230	18	67	18	256	71	6	1	11	2	7	—	4	1	—	—	581	111	692
1935	262	13	95	25	271	52	5	2	10	5	5	2	2	—	—	—	650	99	749
1936	220	13	84	22	281	78	9	2	11	3	3	2	2	—	—	—	610	120	730
1937	219	11	80	12	252	53	5	—	12	8	1	1	2	—	2	—	573	85	658
1938	203	13	69	18	260	51	4	—	15	6	2	—	2	—	1	—	556	88	644
1939	153	11	58	5	192	44	8	1	6	2	4	1	1	—	—	—	422	64	486
1940	59	7	34	10	113	29	6	—	7	—	6	1	3	2	—	—	228	49	277

TOTAUX.

1931	12,575	1,450	4,444	1,515	11,797	4,829	227	91	476	284	202	60	158	86	62	6	29,941	8,321	38,262
1932	11,832	1,403	4,527	1,503	12,303	4,858	237	81	491	257	269	72	180	93	42	2	29,381	8,269	38,150
1933	11,253	1,391	4,625	1,555	12,645	4,672	261	91	496	297	300	81	176	97	52	5	29,308	8,189	37,997
1934	11,494	1,405	5,081	1,624	13,298	5,048	256	95	483	260	285	66	157	67	33	1	31,087	8,566	39,653
1935	10,944	1,335	5,099	1,620	12,966	4,832	266	92	452	231	297	103	147	83	47	4	30,218	8,300	38,518
1936	10,359	1,243	4,847	1,583	12,446	4,593	279	95	516	280	327	74	187	89	44	4	29,005	7,961	36,966
1937	9,385	1,113	4,576	1,531	11,783	4,481	278	92	495	203	328	72	192	82	55	6	27,092	7,580	34,672
1938	9,388	1,122	4,433	1,660	11,193	4,426	243	112	433	219	346	85	192	70	53	3	26,281	7,697	33,978
1939	8,471	1,105	4,250	1,570	10,471	4,165	263	91	484	236	338	94	218	107	34	3	24,529	7,371	31,900
1940	7,032	1,400	4,166	1,582	11,882	5,162	255	132	537	377	333	78	192	82	42	4	24,439	8,817	33,256

Nombres des condamnations individuelles.

1931	13,639	1,500	4,786	1,560	12,793	4,994	240	91	505	293	224	66	178	89	64	6	32,129	8,599	40,728
1932	12,853	1,466	4,867	1,566	13,068	5,040	260	83	525	269	303	79	201	97	43	2	32,120	8,602	40,722
1933	12,277	1,443	5,031	1,610	13,443	4,868	281	94	536	305	332	82	202	106	52	5	32,154	8,513	40,667
1934	12,532	1,459	5,502	1,697	14,223	5,213	278	102	526	264	322	74	193	74	33	1	33,609	8,884	42,493
1935	11,955	1,404	5,512	1,677	13,894	5,014	287	98	481	242	342	111	165	87	49	4	32,685	8,637	41,322
1936	11,301	1,299	5,222	1,648	13,221	4,766	301	97	547	288	377	76	212	96	46	4	31,227	8,274	39,501
1937	10,216	1,162	4,963	1,603	12,548	4,620	295	95	523	212	386	78	214	88	56	6	29,201	7,864	37,065
1938	10,187	1,162	4,790	1,729	11,957	4,582	269	118	459	225	381	90	211	76	53	3	28,307	7,985	36,292
1939	9,163	1,154	4,593	1,615	11,181	4,305	284	95	511	242	375	100	238	110	85	3	26,380	7,624	34,004
1940	7,526	1,450	4,391	1,616	12,473	5,313	271	133	565	395	361	87	211	87	43	4	25,841	9,085	34,926

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 32. — TOTAUX DES CONDAMNÉS RÉPARTIS D'APRÈS LEUR ÉTAT CIVIL
EN PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES.

CONDAMNÉS		ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Célibataires	Hommes primaires . .	8,288	7,650	7,172	7,151	6,807	6,392	5,579	5,699	5,049	4,315
	» récidivistes . .	4,287	4,182	4,081	4,343	4,137	3,967	3,806	3,689	3,422	2,717
	Femmes primaires . .	1,191	1,140	1,103	1,105	1,045	973	875	895	883	1,165
	» récidivistes . .	259	263	288	300	290	270	238	227	222	235
Mariés sans enfants	Hommes primaires . .	2,234	2,271	2,194	2,451	2,409	2,336	2,102	2,011	1,859	1,879
	» récidivistes . .	2,210	2,256	2,431	2,630	2,690	2,511	2,474	2,422	2,391	2,287
	Femmes primaires . .	1,051	999	1,030	1,064	1,085	1,041	1,011	1,098	996	1,091
	» récidivistes . .	464	504	525	560	535	542	520	562	574	491
Mariés avec enfants	Hommes primaires . .	5,712	5,957	6,108	6,528	6,319	5,967	5,325	5,258	4,895	6,028
	» récidivistes . .	6,085	6,346	6,537	6,770	6,647	6,479	6,458	5,935	5,576	5,854
	Femmes primaires . .	3,150	3,049	2,981	3,265	3,107	3,006	2,958	2,889	2,746	3,619
	» récidivistes . .	1,679	1,809	1,691	1,783	1,725	1,587	1,523	1,537	1,419	1,543
Veufs sans enfants	Hommes primaires . .	77	90	84	91	78	98	83	79	89	83
	» récidivistes . .	150	147	177	165	188	181	195	164	174	172
	Femmes primaires . .	48	37	58	52	52	46	52	63	45	81
	» récidivistes . .	43	44	33	43	40	49	40	49	46	51
Veufs avec enfants	Hommes primaires . .	175	186	203	189	152	201	165	163	186	203
	» récidivistes . .	301	305	293	294	300	315	330	270	298	334
	Femmes primaires . .	148	135	160	138	123	157	100	109	140	231
	» récidivistes . .	136	122	137	122	108	123	103	110	96	146
Divorcés sans enfants	Hommes primaires . .	50	57	68	71	52	60	49	80	73	63
	» récidivistes . .	152	212	232	214	245	267	279	266	265	270
	Femmes primaires . .	29	27	30	23	34	25	25	35	33	20
	» récidivistes . .	31	45	51	43	69	49	47	50	61	58
Divorcés avec enfants	Hommes primaires . .	37	43	47	34	22	45	53	33	43	34
	» récidivistes . .	121	137	129	123	125	142	139	159	175	158
	Femmes primaires . .	28	27	34	17	26	34	23	23	40	32
	» récidivistes . .	58	66	63	50	57	55	59	47	67	50
Etat civil inconnu	Hommes primaires . .	55	39	45	30	40	44	54	53	29	31
	» récidivistes . .	7	3	7	3	7	—	1	—	5	11
	Femmes primaires . .	6	2	4	—	4	4	6	3	3	3
	» récidivistes . .	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	Hommes primaires . .	16,628	16,293	15,921	16,545	15,879	15,143	13,410	13,376	12,223	12,636
	» récidivistes . .	13,313	13,588	13,887	14,542	14,339	13,862	13,682	12,905	12,306	11,803
	Femmes primaires . .	5,651	5,416	5,400	5,664	5,476	5,286	5,050	5,115	4,886	6,242
	» récidivistes . .	2,670	2,853	2,789	2,902	2,824	2,675	2,530	2,582	2,485	2,575
ENSEMBLE.		38,262	38,150	37,997	39,653	38,518	36,966	34,672	33,978	31,900	33,256

Tableau n° 33. — ÂGE DES CONDAMNÉS.

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

1 Atteintes à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques.

1931	2	1	4	—	3	—	4	—	—	—	—	—	—	—	13	1	14
1932	1	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
1933	1	—	6	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9
1934	—	—	1	—	1	—	3	1	—	—	—	—	—	—	6	1	7
1935	—	—	4	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7
1936	1	—	3	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	9	—	9
1937	3	1	2	1	3	1	2	1	1	—	—	—	—	—	11	4	15
1938	—	—	1	1	5	—	3	—	1	—	—	—	—	—	11	1	12
1939	1	—	2	—	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	9	—	9
1940	2	1	5	—	3	—	6	—	1	—	—	—	1	—	17	2	19

2 Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.

1931	2	—	5	—	7	1	3	—	7	—	2	—	—	—	26	1	27
1932	2	—	9	2	12	1	8	1	8	2	—	1	—	—	39	7	46
1933	4	1	15	3	19	2	11	—	8	—	—	1	—	—	57	7	64
1934	9	1	28	6	15	2	17	1	3	2	2	—	—	—	74	12	86
1935	9	4	42	7	33	3	17	2	10	1	4	1	—	—	115	18	133
1936	2	—	22	3	20	4	16	—	2	—	3	—	—	—	65	7	72
1937	1	—	14	—	17	4	9	1	3	2	5	—	—	—	49	7	56
1938	3	—	13	1	15	1	5	—	3	—	2	—	—	—	41	2	43
1939	2	1	15	3	18	—	9	—	6	1	3	2	1	—	54	7	61
1940	1	1	6	—	15	1	18	2	5	2	3	2	—	—	48	8	56

3 Faux en écritures.

1931	21	17	145	18	162	16	62	5	25	4	1	1	—	—	416	61	477
1932	24	23	151	28	175	19	99	12	53	4	15	2	—	—	517	88	605
1933	25	15	164	38	194	20	95	14	44	5	54	25	—	—	576	117	693
1934	40	15	179	29	225	29	133	21	57	6	20	3	—	—	654	103	757
1935	37	16	217	31	280	32	144	30	87	6	23	4	—	—	788	119	907
1936	39	13	196	37	210	38	119	25	59	8	26	—	—	—	649	121	770
1937	36	16	153	24	183	24	100	17	59	7	30	3	—	—	561	91	652
1938	22	10	155	24	192	27	115	24	62	7	14	4	—	—	560	96	656
1939	34	12	147	28	224	34	146	35	74	2	27	7	1	1	653	119	772
1940	28	6	95	22	122	25	108	21	58	13	21	2	—	—	432	89	521

4 Faux témoignage ou serment.

1931	—	2	4	3	3	4	3	—	1	1	3	1	—	—	14	11	25
1932	1	4	3	3	12	3	5	1	1	1	1	—	—	—	23	12	35
1933	3	2	3	2	2	3	4	1	2	1	2	—	—	—	16	9	25
1934	4	3	9	5	13	7	11	2	11	—	3	2	—	—	51	19	70
1935	3	1	8	3	11	4	7	3	9	3	2	1	—	—	40	15	55
1936	1	—	6	—	7	1	5	2	5	2	5	1	—	—	29	6	35
1937	2	1	7	5	12	1	2	2	5	3	—	—	—	—	28	12	40
1938	—	1	6	2	10	6	5	2	7	5	1	1	—	—	29	17	46
1939	1	—	3	2	14	8	12	4	3	4	5	1	—	1	38	20	58
1940	—	1	4	5	7	2	8	1	2	2	2	—	—	—	23	11	34

5 Usurpation de fonctions, titres ou nom.

1931	52	9	105	13	62	5	23	3	7	2	3	—	—	—	252	32	284
1932	41	11	121	9	62	6	23	2	3	1	2	—	—	—	252	29	281
1933	41	8	103	16	51	10	25	3	8	1	4	—	1	—	233	38	271
1934	57	8	131	13	71	6	24	2	9	1	5	2	—	—	297	32	329
1935	56	5	110	12	58	12	28	2	21	2	2	1	—	—	275	34	309
1936	49	9	103	17	59	8	26	3	7	5	4	1	—	—	248	43	291
1937	51	8	91	13	47	10	17	2	7	2	6	4	—	—	219	39	258
1938	46	8	90	9	62	10	25	7	19	5	4	—	—	—	246	39	285
1939	42	8	66	9	53	13	30	4	7	2	6	—	—	—	204	36	240
1940	30	6	46	15	40	3	9	4	11	2	1	—	—	—	137	30	167

Tableau n° 33 (suite).

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
6 Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes.																	
1931	7	—	11	—	21	—	7	—	1	1	2	—	—	—	49	1	50
1932	2	—	9	—	7	—	10	—	8	—	2	—	—	—	38	—	38
1933	2	—	4	—	7	—	6	—	4	—	1	—	—	—	24	—	24
1934	—	—	8	—	15	—	12	1	6	—	1	—	—	—	42	1	43
1935	1	—	3	—	9	—	13	—	3	—	1	—	—	—	30	—	30
1936	—	—	6	—	8	1	11	—	2	—	1	—	—	—	28	1	29
1937	2	—	2	—	8	—	4	—	2	—	1	—	—	—	19	—	19
1938	—	—	10	—	4	1	6	—	9	—	2	—	—	—	31	1	32
1939	1	—	2	—	4	—	11	—	8	—	—	—	—	—	26	—	26
1940	1	1	3	—	5	—	10	—	5	—	3	—	—	—	27	1	28
7 Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines correctionnelles).																	
1931	294	19	1,338	96	1,003	147	592	110	301	46	124	20	—	—	3,652	438	4,090
1932	235	26	1,213	142	1,036	194	635	116	298	49	100	17	—	—	3,517	544	4,061
1933	257	14	1,250	133	1,139	173	672	95	323	65	112	15	—	—	3,753	495	4,248
1934	228	22	1,195	117	1,172	161	694	102	349	36	103	13	—	—	3,741	451	4,192
1935	164	11	1,067	125	1,107	174	628	113	314	48	83	12	—	—	3,363	483	3,846
1936	161	17	1,184	99	1,195	165	694	89	294	40	114	14	—	—	3,642	424	4,066
1937	110	22	943	79	1,078	140	622	113	288	47	108	19	—	—	3,149	420	3,569
1938	100	13	839	110	925	105	548	108	302	54	107	18	—	—	2,821	408	3,229
1939	121	16	699	84	1,004	114	599	82	294	38	105	13	—	—	2,822	347	3,169
1940	137	33	561	126	1,101	210	842	168	415	81	185	37	—	—	3,241	655	3,896
8 Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines de police).																	
1931	126	8	364	54	286	78	217	67	129	35	55	10	—	—	1,177	252	1,429
1932	114	15	375	55	327	91	246	61	158	30	56	21	—	—	1,276	273	1,549
1933	100	9	321	56	299	79	252	37	128	26	44	6	—	—	1,144	213	1,357
1934	95	8	307	40	312	79	236	59	134	28	48	8	—	—	1,132	222	1,354
1935	99	17	362	60	342	83	223	57	140	38	58	16	—	—	1,224	271	1,495
1936	91	22	364	54	370	87	287	68	165	34	60	11	—	—	1,337	276	1,613
1937	61	6	349	56	326	81	271	63	158	32	60	10	—	—	1,225	248	1,473
1938	67	10	279	57	333	67	227	48	132	28	61	7	—	—	1,099	217	1,316
1939	64	13	247	51	347	92	241	52	147	28	59	10	—	—	1,105	246	1,351
1940	66	8	126	38	198	63	150	53	80	16	66	6	1	—	687	184	871
9 Infractions contre la sécurité publique.																	
1931	64	5	324	26	289	36	151	17	89	7	44	2	—	—	961	93	1,054
1932	54	2	352	35	362	42	155	17	78	12	45	6	—	—	1,046	114	1,160
1933	43	4	285	35	287	43	166	22	87	15	34	1	1	—	903	120	1,023
1934	39	6	248	27	320	34	158	16	108	7	52	6	—	—	925	96	1,021
1935	24	4	231	21	295	38	164	30	91	13	44	3	—	—	849	109	958
1936	23	3	170	21	268	31	211	21	94	14	54	5	—	—	820	95	915
1937	23	—	153	18	231	30	162	18	79	6	47	5	—	—	695	77	772
1938	30	—	147	14	242	26	140	20	85	11	38	6	—	—	682	77	759
1939	22	4	123	13	242	30	149	15	79	5	33	5	—	—	648	72	720
1940	10	—	48	6	94	12	68	8	43	8	30	4	—	—	293	38	331
10 Avortement.																	
1931	—	9	4	8	—	9	3	7	2	6	—	1	—	—	9	40	49
1932	—	12	7	16	2	12	3	13	1	7	—	1	—	—	13	61	74
1933	—	5	3	6	3	6	1	4	1	3	—	1	—	—	8	25	33
1934	—	8	3	9	3	6	3	7	1	5	1	1	—	—	11	36	47
1935	1	8	4	15	1	8	—	6	2	7	—	1	—	—	8	45	53
1936	—	8	1	14	4	13	2	5	2	4	3	1	—	—	12	45	57
1937	—	3	2	10	3	9	1	4	1	4	—	—	—	—	7	30	37
1938	2	9	3	16	10	9	4	10	2	6	2	3	—	—	23	53	76
1939	—	11	5	60	8	27	3	16	3	3	1	1	—	—	20	118	138
1940	—	5	—	6	1	9	1	4	—	2	1	1	—	—	3	27	30

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION															TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*	
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
11 Exposition ou délaisement d'enfants.																		
1931	3	2	90	39	103	19	33	4	6	—	4	—	—	—	239	64	303	
1932	3	3	67	45	91	13	37	1	2	—	2	—	—	—	202	62	264	
1933	—	7	58	29	82	16	32	1	7	2	3	—	—	—	182	55	237	
1934	—	6	54	33	75	19	28	2	7	—	1	—	—	—	165	60	225	
1935	2	4	42	19	79	15	26	3	5	—	1	—	—	—	155	41	196	
1936	1	3	34	45	59	14	30	3	5	—	1	—	—	—	130	65	195	
1937	1	8	53	29	81	11	35	4	6	—	—	—	—	—	176	52	228	
1938	—	6	46	16	84	14	31	1	9	1	—	—	—	—	170	38	208	
1939	2	1	26	29	65	8	17	5	8	1	1	—	—	—	119	44	163	
1940	—	5	7	18	34	8	17	4	2	—	3	—	—	—	63	35	98	
12 Destruction ou supposition d'état.																		
1931	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	3	—	3	
1932	—	1	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	3	2	5	
1933	—	—	—	—	1	—	—	1	1	1	1	—	—	—	3	2	5	
1934	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	—	—	—	—	2	2	4	
1935	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1937	—	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	2	3	5	
1938	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	
1939	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	3	1	4	
1940	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
13 Enlèvement de mineurs.																		
1931	5	—	20	3	8	5	3	2	—	1	—	—	—	—	36	11	47	
1932	—	—	8	—	8	4	2	—	3	1	—	—	—	—	21	5	26	
1933	1	—	9	2	2	1	—	1	—	1	—	—	—	—	12	5	17	
1934	2	—	6	3	7	1	1	2	1	1	—	—	—	—	17	7	24	
1935	1	—	8	4	6	6	1	1	1	—	—	—	—	—	17	11	28	
1936	1	—	8	2	5	3	3	1	—	—	—	—	—	—	17	6	23	
1937	—	—	7	4	8	—	6	2	—	1	—	—	—	—	21	7	28	
1938	2	—	10	2	7	6	3	—	—	1	—	—	—	—	22	9	31	
1939	2	—	4	3	8	3	4	1	—	2	1	—	—	—	19	9	28	
1940	1	—	5	2	3	2	1	—	1	—	—	—	—	—	11	4	15	
14 Attentats à la pudeur et viols (peines criminelles).																		
1931	1	—	2	—	2	—	4	—	2	—	2	—	—	—	13	—	13	
1932	—	—	3	—	7	—	7	—	1	—	—	—	—	—	18	—	18	
1933	3	—	3	—	4	—	10	—	1	—	2	—	—	—	23	—	23	
1934	1	—	1	—	4	—	6	—	4	—	1	—	1	—	18	—	18	
1935	—	—	4	—	5	—	2	—	5	—	1	—	—	—	17	—	17	
1936	—	—	3	—	3	—	10	—	2	—	1	—	—	—	19	—	19	
1937	—	—	3	—	4	—	5	—	2	—	2	—	—	—	16	—	16	
1938	—	—	1	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	7	—	7	
1939	—	—	—	—	3	—	1	—	1	—	—	—	—	—	5	—	5	
1940	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
15 Attentats à la pudeur et viols (peines correctionnelles).																		
1931	114	—	133	2	89	2	65	—	41	—	24	—	—	—	466	4	470	
1932	106	2	153	2	79	1	59	—	41	—	38	—	—	—	476	5	481	
1933	92	—	116	1	82	1	54	—	42	1	40	—	—	—	426	3	429	
1934	80	1	109	3	105	—	72	—	51	—	47	—	—	—	464	4	468	
1935	110	—	147	1	97	1	68	1	41	—	54	—	—	—	517	3	520	
1936	102	1	171	1	98	2	66	2	59	—	32	—	—	—	528	6	534	
1937	110	4	157	3	121	2	68	1	46	—	48	—	—	—	550	10	560	
1938	128	3	162	8	113	—	52	2	53	2	55	—	—	—	563	15	578	
1939	104	5	161	6	122	4	96	1	67	1	51	—	—	—	601	17	618	
1940	64	1	61	3	66	6	69	4	33	1	33	—	—	—	326	15	341	

Tableau n° 33 (suite).

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION															TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu					
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
16 Corruption de la jeunesse et prostitution.																		
1931	1	1	12	17	25	30	7	29	9	12	3	6	—	—	57	95	152	
1932	1	4	12	14	22	47	18	34	11	17	3	3	—	—	67	119	186	
1933	—	2	10	16	18	41	15	37	7	23	2	6	—	—	52	125	177	
1934	2	3	13	30	22	44	17	41	8	21	4	11	—	—	66	150	216	
1935	2	2	15	28	28	42	26	34	14	13	6	11	—	—	91	130	221	
1936	—	4	14	27	19	43	21	41	10	31	2	4	—	—	66	150	216	
1937	—	1	7	10	16	30	19	23	10	22	8	6	—	—	60	92	152	
1938	1	2	6	18	22	33	9	32	8	17	2	7	—	—	48	109	157	
1939	1	4	11	20	19	40	17	30	2	18	5	10	—	—	55	122	177	
1940	1	1	6	10	12	28	23	35	9	14	3	5	—	—	54	93	147	
17 Outrages publics aux mœurs (peines correctionnelles).																		
1931	87	56	216	47	168	29	97	16	65	6	43	2	—	—	676	156	832	
1932	94	65	214	43	163	21	103	15	63	7	46	2	1	—	684	153	837	
1933	78	54	193	39	167	37	95	24	69	12	34	3	—	—	636	169	805	
1934	73	52	225	48	161	44	102	12	84	8	49	5	—	—	694	169	863	
1935	68	57	223	48	170	45	100	16	62	3	46	4	—	—	669	173	842	
1936	62	68	211	41	167	29	119	15	71	6	47	1	—	—	677	160	837	
1937	52	43	175	43	192	40	90	28	73	8	43	3	—	—	625	165	790	
1938	70	62	172	35	171	35	92	13	59	6	57	3	—	—	621	154	775	
1939	90	74	164	33	156	29	134	18	69	6	48	3	—	—	661	163	824	
1940	54	70	120	29	110	34	84	12	35	4	31	1	—	—	434	150	584	
18 Outrages publics aux mœurs (peines de police).																		
1931	7	4	8	4	7	4	6	2	3	2	2	—	—	—	33	16	49	
1932	6	1	9	2	7	3	4	3	4	4	2	—	—	—	32	13	45	
1933	8	2	14	1	7	—	2	2	3	1	2	—	—	—	36	6	42	
1934	3	1	5	2	5	—	3	1	3	1	1	1	—	—	20	6	26	
1935	2	2	6	5	5	2	1	—	—	—	—	—	—	—	14	9	23	
1936	3	3	6	1	4	1	—	1	3	2	4	—	—	—	20	8	28	
1937	6	2	4	2	—	2	3	—	2	—	3	—	—	—	18	6	24	
1938	—	—	3	1	1	1	4	2	—	1	1	—	—	—	9	5	14	
1939	—	1	4	—	2	1	2	—	1	—	1	—	—	—	10	2	12	
1940	5	1	1	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	1	11	
19 Adultère et bigamie.																		
1931	17	21	416	379	567	319	229	109	100	29	18	2	—	—	1,347	859	2,206	
1932	14	24	441	383	572	345	263	124	85	30	22	5	—	—	1,397	911	2,308	
1933	20	27	464	383	603	400	287	129	107	24	23	1	—	—	1,504	964	2,468	
1934	16	20	445	384	616	390	270	131	100	21	19	2	—	—	1,466	948	2,414	
1935	19	21	442	413	634	389	281	130	105	22	29	—	—	—	1,510	975	2,485	
1936	20	14	521	438	621	436	287	168	114	21	21	—	—	—	1,584	1,077	2,661	
1937	16	21	493	455	814	496	347	168	128	39	21	6	—	—	1,819	1,185	3,004	
1938	13	31	555	464	754	488	392	181	133	35	31	3	—	—	1,878	1,202	3,080	
1939	10	23	379	383	748	480	349	168	129	29	29	6	—	—	1,644	1,089	2,733	
1940	7	21	229	245	473	284	258	107	80	17	12	1	—	—	1,059	675	1,734	
20 Abandon de famille.																		
1931	—	—	47	1	73	1	38	1	17	2	6	—	—	—	181	5	186	
1932	—	—	36	1	87	—	33	2	24	—	4	—	—	—	184	3	187	
1933	—	—	33	—	64	3	39	1	19	1	3	—	—	—	158	5	163	
1934	—	—	40	1	70	—	39	3	24	—	3	—	—	—	176	4	180	
1935	2	—	28	1	70	2	46	2	15	—	4	—	—	—	165	5	170	
1936	1	—	23	—	84	3	47	4	28	1	7	1	—	—	190	9	199	
1937	—	1	32	1	96	9	66	3	33	5	10	2	—	—	237	21	258	
1938	—	—	31	2	77	2	49	3	31	2	8	—	—	—	196	9	205	
1939	—	—	32	—	76	1	51	2	26	1	6	1	—	—	191	5	196	
1940	—	—	19	1	39	5	30	1	14	—	1	—	—	—	103	7	110	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION															TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu					
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
21 Meurtre (peines criminelles).																		
1931	3	1	19	3	7	—	3	—	6	2	1	—	—	—	39	6	45	
1932	7	1	18	2	13	1	5	—	5	—	3	—	—	—	51	4	55	
1933	2	—	8	3	11	2	3	—	4	—	—	—	—	—	28	5	33	
1934	1	—	6	1	11	1	7	—	1	1	3	—	—	—	29	3	32	
1935	1	—	9	2	8	1	3	—	2	—	4	—	—	—	27	3	30	
1936	2	—	9	2	4	2	8	—	2	1	3	1	—	—	28	6	34	
1937	1	1	6	—	3	1	4	—	2	—	—	—	—	—	16	2	18	
1938	1	—	4	—	4	1	4	—	1	1	—	—	—	—	14	2	16	
1939	1	—	4	—	6	—	2	—	3	—	—	—	—	—	16	—	16	
1940	4	—	7	1	2	—	6	—	1	—	—	1	—	—	20	2	22	
22 Meurtre (peines correctionnelles).																		
1931	—	5	2	5	1	1	1	1	—	—	1	—	—	—	5	12	17	
1932	1	3	1	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	5	8	13	
1933	—	3	—	5	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	3	8	11	
1934	—	2	3	3	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	4	8	12	
1935	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6	
1936	—	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	
1937	1	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	2	5	
1938	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	2	
1939	—	3	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	5	
1940	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	
23 Lésions corporelles (peines criminelles).																		
1931	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
1932	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1933	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	
1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1935	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	4	
1936	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1938	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1939	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1940	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
24 Lésions corporelles (peines correctionnelles).																		
1931	734	67	2,613	264	1,641	250	849	145	363	66	98	16	1	—	6,299	808	7,107	
1932	618	50	2,396	276	1,733	358	826	152	363	72	120	21	—	—	6,056	929	6,985	
1933	510	36	2,183	219	1,652	273	794	134	396	65	100	13	—	—	5,635	740	6,375	
1934	484	49	2,116	245	1,726	315	861	183	414	85	109	24	2	—	5,712	901	6,613	
1935	350	30	1,960	194	1,650	243	776	148	343	62	108	23	—	—	5,187	700	5,887	
1936	288	27	1,693	160	1,456	238	767	160	342	39	105	25	—	—	4,651	649	5,300	
1937	245	25	1,639	153	1,530	238	808	142	356	62	118	15	—	—	4,596	635	5,231	
1938	279	31	1,438	154	1,446	255	758	147	298	45	113	19	—	—	4,332	651	4,983	
1939	227	29	1,221	128	1,372	234	753	150	360	63	122	21	1	—	4,056	625	4,681	
1940	135	35	540	97	769	151	491	99	212	45	93	10	1	—	2,241	437	2,678	
25 Lésions corporelles (peines de police).																		
1931	593	250	2,028	801	1,593	815	884	456	415	222	172	79	—	—	5,685	2,623	8,308	
1932	495	169	1,824	649	1,606	742	963	458	363	219	132	65	—	—	5,383	2,302	7,685	
1933	440	153	1,801	594	1,642	762	883	500	456	217	176	57	—	—	5,398	2,283	7,681	
1934	434	175	1,777	649	1,687	893	938	517	456	237	186	91	—	—	5,478	2,562	8,040	
1935	392	145	1,839	641	1,797	833	977	531	546	226	177	68	—	—	5,728	2,444	8,172	
1936	351	124	1,735	623	1,737	788	957	514	483	217	192	80	—	—	5,455	2,346	7,801	
1937	272	119	1,416	565	1,462	737	890	452	456	202	181	79	—	—	4,677	2,154	6,831	
1938	274	125	1,425	490	1,474	733	800	466	419	197	183	78	—	—	4,575	2,089	6,664	
1939	300	102	1,069	415	1,374	600	854	445	398	171	192	79	—	—	4,187	1,812	5,999	
1940	152	90	449	239	746	380	530	263	286	124	120	53	1	—	2,284	1,149	3,433	
26 Duel.																		
1931	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	
1932/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 33 (suite).

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION															TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu					
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
27 Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers.																		
1931	17	3	40	9	30	1	11	1	5	1	3	—	—	—	106	15	121	
1932	18	—	39	1	30	1	12	—	3	—	—	1	—	—	102	3	105	
1933	14	1	31	3	31	—	8	2	2	—	2	—	—	—	88	6	94	
1934	14	1	47	4	42	1	18	3	8	2	1	2	—	—	130	13	143	
1935	4	—	49	4	30	6	14	1	4	1	2	1	—	—	103	13	116	
1936	9	1	54	6	27	2	15	4	8	1	1	—	—	—	114	14	128	
1937	5	—	29	—	30	2	15	—	5	2	6	1	—	—	90	5	95	
1938	3	1	36	2	42	3	12	3	2	1	—	—	—	—	95	10	105	
1939	6	2	23	3	34	6	13	4	8	1	2	1	—	—	86	17	103	
1940	8	—	13	2	22	2	12	1	6	1	4	2	—	—	65	8	73	
28 Calomnies et injures (peines correctionnelles).																		
1931	13	13	37	48	47	38	44	32	28	19	13	8	—	—	182	158	340	
1932	17	11	53	61	73	72	58	47	35	23	19	8	—	—	255	222	477	
1933	8	10	52	27	77	54	50	41	31	24	17	9	—	—	235	165	400	
1934	11	9	55	34	76	54	45	49	43	20	25	11	—	—	255	177	432	
1935	7	7	34	25	67	47	60	34	43	16	31	10	—	—	242	139	381	
1936	11	3	46	22	80	32	48	19	40	16	20	7	—	—	245	99	344	
1937	1	—	23	17	62	42	61	29	34	13	21	12	—	—	202	113	315	
1938	12	1	29	26	65	45	64	25	47	8	29	6	—	—	246	111	357	
1939	5	4	30	24	65	30	41	34	35	17	19	8	—	—	195	117	312	
1940	2	6	10	7	33	26	35	33	15	10	17	6	—	—	112	88	200	
29 Calomnies et injures (peines de police).																		
1931	38	31	75	90	71	130	83	126	61	61	37	35	—	—	365	473	838	
1932	25	23	62	100	78	124	73	92	47	54	18	28	—	—	303	421	724	
1933	22	28	64	93	98	119	88	102	62	64	27	33	—	—	361	439	800	
1934	21	16	88	122	127	148	81	104	69	56	44	40	—	—	430	486	916	
1935	17	25	61	98	86	139	70	98	64	69	28	31	—	—	326	460	786	
1936	18	25	68	81	84	84	70	95	43	60	21	43	—	—	304	388	692	
1937	11	11	41	45	78	70	50	77	30	43	20	19	—	—	230	265	495	
1938	11	15	43	41	50	67	49	47	28	33	20	19	—	—	201	222	423	
1939	20	13	37	41	66	82	57	53	30	27	21	24	—	—	231	240	471	
1940	4	5	13	23	23	43	41	32	16	22	17	13	—	—	114	138	252	
30 Violation de sépulture.																		
1931	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1932	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—	4	—	4	
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1934	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	3	
1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1936	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1937/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
31 Falsification dangereuse de denrées alimentaires.																		
1931	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	3	
1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	
1934	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1936	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	
1937	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1940	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	
32 Violation du secret professionnel.																		
1931/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1938	—	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	4	
1939	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	2	
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION															TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*	
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	

33 Violation du secret des lettres et autres communications.

1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1
1932	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
1935	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3	2	5	5
1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1
1937	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	2
1938	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	2	2
1939	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	3
1940	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	2	2

34 Vols et maraudages (peines criminelles).

1931	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
1932	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
1933	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2
1934	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1
1935	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1
1936	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2
1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	3
1939	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2
1940	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2

35 Vols et maraudages (peines correctionnelles).

1931	670	175	1,520	318	893	180	424	127	207	67	66	19	—	—	3,780	886	4,666
1932	589	165	1,368	297	894	232	418	124	178	75	64	33	2	—	3,513	926	4,439
1933	567	186	1,343	330	855	242	420	148	179	77	57	21	3	—	3,424	1,004	4,428
1934	594	153	1,422	270	954	208	441	137	187	74	64	27	1	—	3,663	869	4,532
1935	463	137	1,322	280	988	221	407	165	171	72	68	30	1	—	3,420	905	4,325
1936	446	132	1,268	241	952	224	409	150	196	80	88	32	—	—	3,359	864	4,223
1937	472	142	1,171	243	954	244	462	170	219	89	113	28	1	—	3,392	916	4,308
1938	496	133	1,199	275	1,047	265	458	190	230	139	111	45	2	—	3,543	1,047	4,590
1939	454	159	848	233	892	270	468	184	229	133	82	54	2	—	2,975	1,033	4,008
1940	872	322	1,307	566	2,057	723	1,423	567	831	313	434	148	3	3	6,927	2,642	9,569

36 Vols et maraudages (peines de police).

1931	128	44	199	91	132	97	64	63	71	50	36	30	—	—	630	375	1,005
1932	131	32	245	86	164	68	109	64	58	40	34	26	—	—	741	316	1,057
1933	147	21	242	92	195	92	104	69	80	49	48	30	—	—	816	353	1,169
1934	125	37	268	78	248	81	137	74	97	47	61	28	—	—	936	345	1,281
1935	118	34	254	76	216	106	106	66	81	43	49	24	—	—	824	349	1,173
1936	97	29	215	75	189	85	96	65	77	35	59	32	—	—	733	321	1,054
1937	83	29	178	55	131	82	87	63	54	41	65	36	—	—	598	306	904
1938	88	24	127	50	132	73	88	66	75	52	57	36	—	—	567	301	868
1939	92	21	93	57	144	74	77	69	67	53	58	37	—	—	531	311	842
1940	211	38	207	76	286	128	206	88	139	65	98	37	1	—	1,148	432	1,580

37 Banqueroute.

1931	—	—	18	1	35	5	25	6	4	—	1	1	—	—	83	13	96
1932	—	—	21	3	50	5	27	2	7	1	4	—	—	—	109	11	120
1933	—	1	29	5	52	3	36	3	19	4	4	1	1	—	141	17	158
1934	1	1	24	2	52	10	41	10	21	1	6	1	1	—	146	25	171
1935	—	—	23	1	57	10	33	6	23	5	3	—	—	—	139	22	161
1936	—	—	16	2	33	9	25	7	12	4	4	—	—	—	90	22	112
1937	—	—	15	3	23	2	23	2	15	4	2	1	—	—	78	12	90
1938	4	—	15	—	16	1	19	5	7	3	8	—	—	—	69	9	78
1939	—	—	12	4	27	1	20	2	10	1	4	1	—	—	73	9	82
1940	—	—	10	3	13	3	25	—	5	2	4	1	—	—	57	9	66

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

Tableau n° 33 (suite).

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION															TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu					
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
38 Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles).																		
1931	98	26	524	104	572	139	313	111	175	76	46	38	5	1	1,733	495	2,228	
1932	103	27	588	89	652	103	405	96	190	64	63	34	2	—	2,003	413	2,416	
1933	120	23	655	106	777	143	540	120	206	81	76	27	1	2	2,375	502	2,877	
1934	94	36	731	92	1,043	161	538	119	298	70	99	40	2	—	2,705	518	3,223	
1935	127	15	714	104	934	115	536	130	328	64	103	39	—	—	2,742	467	3,209	
1936	90	21	639	83	820	128	534	108	248	74	96	35	2	—	2,429	449	2,878	
1937	66	19	576	80	734	102	530	121	261	69	99	26	—	—	2,266	417	2,683	
1938	66	30	502	86	773	150	451	146	264	112	105	42	2	—	2,163	566	2,729	
1939	71	21	490	90	749	150	459	127	278	104	95	39	4	—	2,146	531	2,677	
1940	115	48	409	148	818	221	693	203	412	129	183	68	1	—	2,631	817	3,448	
39 Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police).																		
1931	3	4	12	5	16	8	8	6	5	3	3	1	—	—	47	27	74	
1932	15	1	10	8	9	5	6	1	10	3	1	1	—	—	51	19	70	
1933	8	1	15	2	17	1	6	6	5	3	4	3	—	—	55	16	71	
1934	10	1	21	4	11	1	15	1	6	4	5	—	—	—	68	11	79	
1935	8	1	27	3	21	11	17	3	10	3	3	2	—	—	86	23	109	
1936	6	—	20	3	21	4	20	4	8	3	4	1	—	—	79	15	94	
1937	2	1	13	6	15	3	8	1	8	2	5	1	—	—	51	14	65	
1938	7	1	21	2	13	2	9	—	5	2	5	—	—	—	60	7	67	
1939	4	—	15	4	8	5	6	9	2	1	1	6	—	—	36	25	61	
1940	12	2	30	6	25	11	24	15	15	9	10	3	—	—	116	46	162	
40 Recel.																		
1931	39	7	119	33	116	51	73	38	48	22	23	13	—	—	418	164	582	
1932	29	9	108	29	118	37	59	39	27	25	11	11	—	—	352	150	502	
1933	34	7	117	34	120	44	73	34	34	21	8	10	—	—	386	150	536	
1934	37	13	101	39	117	40	59	42	39	27	12	10	—	—	365	171	536	
1935	41	13	108	70	109	49	66	28	33	21	15	11	—	—	372	192	564	
1936	27	9	93	18	100	48	71	27	35	10	12	7	—	—	338	119	457	
1937	28	3	91	36	106	40	68	36	40	17	17	11	—	—	350	143	493	
1938	19	11	86	25	103	32	69	31	34	11	8	5	—	—	319	115	434	
1939	20	8	65	27	85	31	58	31	33	14	10	4	—	—	271	115	386	
1940	54	57	138	168	332	299	354	235	244	125	123	61	—	—	1,245	945	2,190	
41 Incendie (peines criminelles).																		
1931	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1932	—	—	2	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	6	—	6	
1933	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	
1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1935	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1936	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1937	—	—	—	—	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	6	—	6	
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	
1940	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
42 Incendie (peines correctionnelles).																		
1931	3	—	3	—	5	—	1	—	1	—	—	—	—	—	13	—	13	
1932	3	1	8	1	3	3	2	1	3	—	1	—	—	—	19	7	26	
1933	3	—	2	—	9	1	3	2	5	—	—	—	—	—	22	3	25	
1934	1	—	—	—	4	1	2	1	1	—	—	—	—	—	8	2	10	
1935	1	—	4	—	3	—	2	3	3	—	—	1	—	—	13	4	17	
1936	—	—	4	1	3	—	2	1	1	—	2	1	—	—	12	3	15	
1937	1	—	4	1	4	—	—	—	2	1	—	—	—	—	11	2	13	
1938	1	1	2	—	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—	7	3	10	
1939	—	—	2	—	2	1	1	—	3	—	—	—	—	—	8	1	9	
1940	—	—	1	2	8	2	1	—	—	—	—	—	—	—	10	4	14	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

ANNÉES	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
	De moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 60 ans		De 60 ans et plus		Age inconnu				
	H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

43 Destructions et dommages (peines criminelles).

1931	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

44 Destructions et dommages (peines correctionnelles).

1931	76	4	191	9	103	8	56	8	33	2	8	1	—	—	467	32	499
1932	86	2	204	9	160	10	76	13	51	5	12	4	—	—	589	43	632
1933	58	3	180	7	151	16	103	14	58	10	26	1	1	—	577	51	628
1934	54	1	209	13	140	12	73	6	48	4	25	3	—	—	549	39	588
1935	49	2	145	6	152	11	79	9	42	3	26	2	—	—	493	33	526
1936	49	—	162	9	130	13	90	6	39	8	10	6	—	—	480	42	522
1937	37	1	150	7	134	13	87	10	38	7	19	—	—	—	465	38	503
1938	40	—	158	6	127	9	79	4	39	2	22	—	—	—	465	21	486
1939	33	2	101	11	121	16	76	9	46	7	24	2	—	—	401	47	448
1940	18	3	67	4	60	7	63	4	32	2	22	1	—	—	262	21	283

45 Destructions et dommages (peines de police).

1931	62	4	159	17	112	28	68	26	40	12	15	5	—	—	456	92	548
1932	82	9	147	18	133	21	79	25	58	13	25	6	—	—	524	92	616
1933	68	4	154	19	129	28	81	23	50	7	21	6	—	—	503	87	590
1934	68	7	160	28	155	31	101	26	65	13	32	6	—	—	581	111	692
1935	81	4	193	12	161	37	114	20	61	19	40	7	—	—	650	99	749
1936	48	1	158	29	176	42	113	28	66	11	49	9	—	—	610	120	730
1937	55	3	151	20	161	22	105	25	61	11	40	4	—	—	573	85	658
1938	55	7	132	13	150	28	111	27	64	9	44	4	—	—	556	88	644
1939	44	2	88	14	120	20	94	10	41	16	35	2	—	—	422	64	486
1940	14	2	32	9	68	16	56	11	35	7	23	4	—	—	228	49	277

TOTAUX.

1931	3.281	788	10.813	2.509	8.255	2.456	4.458	1.518	2.268	757	860	292	6	1	29.941	8.321	38.262
1932	2.917	696	10.281	2.414	8.757	2.586	4.834	1.517	2.242	760	845	296	5	—	29.881	8.269	38.150
1933	2.679	627	9.934	2.300	8.848	2.616	4.961	1.570	2.449	804	930	270	7	2	29.808	8.189	37.997
1934	2.600	656	10.037	2.335	9.508	2.781	5.188	1.676	2.714	781	1.033	337	7	—	31.087	8.566	39.653
1935	2.259	569	9.711	2.310	9.511	2.685	5.039	1.672	2.681	761	1.016	303	1	—	30.218	8.300	38.518
1936	2.000	540	9.227	2.156	9.018	2.583	5.183	1.637	2.525	727	1.050	318	2	—	29.005	7.961	36.966
1937	1.755	493	8.051	1.986	8.672	2.490	5.029	1.579	2.486	741	1.098	291	1	—	27.092	7.580	34.672
1938	1.843	535	7.749	1.952	8.478	2.496	4.684	1.610	2.432	798	1.091	306	4	—	26.281	7.697	33.978
1939	1.774	539	6.190	1.776	8.185	2.405	4.851	1.561	2.471	751	1.049	337	9	2	24.529	7.371	31.900
1940	2.010	772	4.578	1.878	7.592	2.704	5.665	1.975	3.043	1.017	1.543	468	8	3	24.439	8.817	33.256

Nombre des condamnations individuelles.

1931	3.521	817	11.733	2.605	8.897	2.541	4.697	1.561	2.382	776	893	298	6	1	32.129	8.599	40.728
1932	3.109	721	11.187	2.530	9.471	2.707	5.137	1.568	2.343	779	868	297	5	—	32.120	8.602	40.722
1933	2.868	647	10.850	2.401	9.608	2.726	5.287	1.633	2.569	830	965	274	7	2	32.154	8.513	40.667
1934	2.810	667	11.038	2.436	10.323	2.893	5.542	1.737	2.826	805	1.063	346	7	—	33.609	8.884	42.493
1935	2.419	593	10.680	2.415	10.375	2.784	5.361	1.758	2.805	776	1.044	311	1	—	32.685	8.637	41.322
1936	2.140	554	10.055	2.268	9.756	2.680	5.542	1.703	2.640	748	1.092	321	2	—	31.227	8.274	39.501
1937	1.865	511	8.811	2.064	9.421	2.592	5.367	1.640	2.611	761	1.125	296	1	—	29.201	7.864	37.065
1938	1.973	551	8.452	2.035	9.209	2.594	4.985	1.672	2.545	824	1.139	309	4	—	28.307	7.985	36.292
1939	1.866	555	6.733	1.848	8.901	2.491	5.183	1.616	2.612	772	1.076	340	9	2	26.380	7.624	34.004
1940	2.137	790	4.893	1.945	8.094	2.791	5.973	2.033	3.158	1.042	1.578	481	8	3	25.841	9.085	34.926

Tableau n° 34. — TOTAUX DES CONDAMNÉS RÉPARTIS D'APRÈS LEUR AGE
EN PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES

CONDAMNÉS	ANNÉES										
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
De 16 ans à moins de 18 ans	Hommes primaires	736	649	511	541	503	520	651	727	631	735
	» récidivistes	40	30	23	33	34	25	34	47	29	36
	Femmes primaires	217	183	156	170	156	162	192	215	191	237
	» récidivistes	3	4	2	6	5	5	3	4	7	2
De 18 ans à moins de 21 ans	Hommes primaires	2,091	1,898	1,834	1,700	1,470	1,235	898	897	946	1,068
	» récidivistes	414	340	311	326	252	220	172	172	168	171
	Femmes primaires	513	468	434	447	372	347	280	290	311	488
	» récidivistes	55	41	35	33	36	26	18	26	30	45
De 21 ans à moins de 25 ans	Hommes primaires	3,342	3,090	2,904	2,937	2,935	2,764	2,191	2,123	1,452	1,048
	» récidivistes	1,384	1,310	1,279	1,235	1,248	1,120	1,010	921	677	439
	Femmes primaires	808	758	723	723	733	720	608	588	502	527
	» récidivistes	181	196	166	170	158	140	136	129	109	89
De 25 ans à moins de 30 ans	Hommes primaires	3,508	3,410	3,334	3,341	3,111	3,098	2,678	2,678	2,249	1,834
	» récidivistes	2,579	2,471	2,417	2,524	2,417	2,245	2,172	2,027	1,812	1,257
	Femmes primaires	1,107	1,043	1,025	1,052	1,062	968	923	917	855	1,008
	» récidivistes	413	417	386	390	357	328	319	318	310	254
De 30 ans à moins de 35 ans	Hommes primaires	2,493	2,568	2,484	2,701	2,531	2,414	2,181	2,199	2,019	1,847
	» récidivistes	2,358	2,575	2,614	2,641	2,711	2,565	2,529	2,436	2,234	1,838
	Femmes primaires	871	894	881	923	935	947	859	897	794	962
	» récidivistes	442	509	491	501	472	473	428	450	410	367
de 35 ans à moins de 40 ans	Hommes primaires	1,629	1,680	1,664	1,900	1,901	1,771	1,686	1,629	1,682	1,829
	» récidivistes	1,775	1,934	2,086	2,266	2,368	2,268	2,276	2,214	2,250	2,078
	Femmes primaires	719	696	735	860	755	677	747	704	750	923
	» récidivistes	424	487	509	497	523	486	456	445	451	452
De 40 ans à moins de 45 ans	Hommes primaires	1,011	1,101	1,159	1,208	1,231	1,247	1,106	1,170	1,147	1,407
	» récidivistes	1,508	1,597	1,635	1,753	1,631	1,710	1,758	1,667	1,676	1,893
	Femmes primaires	517	498	492	518	524	570	528	527	565	737
	» récidivistes	381	345	389	423	474	390	367	405	368	436

CONDAMNÉS		ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
de 45 ans à moins de 50 ans	Hommes primaires	689	803	841	819	859	795	794	717	801	1,033
	» récidivistes	1,250	1,333	1,326	1,408	1,318	1,431	1,371	1,130	1,227	1,332
	Femmes primaires	344	359	372	384	354	335	368	383	350	487
	» récidivistes	276	315	317	351	320	342	316	295	278	315
De 50 ans à moins de 55 ans	Hommes primaires	467	481	531	603	581	561	507	505	501	704
	» récidivistes	880	884	976	1,039	1,034	987	1,032	939	920	1,045
	Femmes primaires	236	240	272	233	262	247	230	272	246	342
	» récidivistes	213	245	220	235	202	206	224	228	200	239
De 55 ans à moins de 60 ans	Hommes primaires	336	281	301	387	377	339	323	335	403	482
	» récidivistes	585	596	641	685	689	638	624	653	647	812
	Femmes primaires	154	121	167	165	161	136	157	163	149	237
	» récidivistes	154	154	145	148	136	138	130	135	156	199
De 60 ans à moins de 70 ans	Hommes primaires	260	259	291	325	306	332	330	330	265	417
	» récidivistes	470	426	494	567	561	555	621	605	441	541
	Femmes primaires	141	138	106	151	132	135	128	134	119	190
	» récidivistes	114	122	106	132	123	119	116	124	111	114
De 70 ans et plus	Hommes primaires	60	69	60	76	73	65	64	62	118	224
	» récidivistes	70	91	85	65	76	98	83	94	225	361
	Femmes primaires	23	18	35	38	30	42	30	25	52	101
	» récidivistes	14	18	23	16	18	22	17	23	55	63
D'âge inconnu	Hommes primaires	6	4	7	7	1	2	1	4	9	8
	» récidivistes	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes primaires	1	—	2	—	—	—	—	—	2	3
	» récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux</i>	Hommes primaires	16,628	16,293	15,921	16,545	15,879	15,143	13,410	13,376	12,223	12,636
	» récidivistes	13,313	13,588	13,887	14,542	14,339	13,862	13,682	12,905	12,306	11,803
	Femmes primaires	5,651	5,416	5,400	5,664	5,476	5,286	5,050	5,115	4,886	6,242
	» récidivistes	2,670	2,853	2,789	2,902	2,824	2,675	2,530	2,582	2,485	2,575
<i>ENSEMBLE.</i>		38,262	38,150	37,997	39,653	38,518	36,966	34,672	33,978	31,900	33,256

Tableau n° 35. — CONDAMNÉS D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES		
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Atteintes à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1931	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
		1933	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
		1935	3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	3	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—
		1939	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—
		1940	3	1	—	—	—	—	—	2	—	1	—
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	1931	4	1	3	—	—	—	4	—	—	—	—
		1932	14	1	—	—	1	2	4	—	—	—	—
		1933	23	1	1	—	—	—	8	2	—	—	—
		1934	10	—	4	—	1	—	13	3	1	—	—
		1935	12	2	3	—	—	—	21	4	2	—	—
		1936	13	—	—	—	2	—	10	—	4	—	—
		1937	14	1	2	—	3	—	9	2	—	—	—
		1938	13	1	1	—	1	—	8	—	2	—	—
		1939	23	2	—	—	—	—	8	1	1	—	—
		1940	6	—	—	—	—	—	22	3	—	—	—
Faux en écritures	3	1931	178	29	7	1	6	—	70	3	2	—	
		1932	212	31	4	—	3	—	79	12	12	1	
		1933	189	29	2	1	10	2	80	12	3	—	
		1934	209	33	18	2	10	1	99	15	3	—	
		1935	239	29	18	3	8	—	86	13	13	2	
		1936	229	44	13	4	8	—	89	12	9	1	
		1937	243	45	13	2	5	1	69	9	11	3	
		1938	225	34	15	2	4	—	77	19	5	2	
		1939	243	48	19	2	7	2	108	15	7	2	
		1940	176	37	11	—	3	—	68	8	9	1	
Faux témoignage ou serment	4	1931	1	2	—	1	—	—	2	—	1	—	
		1932	1	2	4	1	1	—	1	—	—	2	
		1933	3	1	—	1	3	1	—	1	1	—	
		1934	17	—	2	3	2	—	6	5	4	—	
		1935	14	3	5	1	1	—	2	—	1	—	
		1936	—	—	3	—	1	—	4	2	3	1	
		1937	2	5	2	1	2	1	3	3	5	—	
		1938	3	2	—	—	1	—	4	2	—	—	
		1939	3	1	1	2	2	—	1	4	3	1	
		1940	7	3	—	—	—	—	2	1	—	1	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1931	42	3	5	—	1	1	39	10	11	1	
		1932	32	4	6	1	3	—	31	6	8	1	
		1933	27	5	5	—	1	—	36	6	13	—	
		1934	38	4	6	—	2	1	38	5	12	1	
		1935	35	9	12	—	2	—	30	—	19	3	
		1936	28	3	9	1	—	—	32	3	10	2	
		1937	25	2	4	1	3	—	31	2	14	1	
		1938	41	11	6	—	1	—	44	7	14	2	
		1939	24	3	6	2	3	—	31	4	10	4	
		1940	15	7	5	2	6	—	19	4	7	—	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION.

TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI	
H 14	F 15	H 16	F 17	H 18	F 19	H 20	F 21	H 22	F 23	H 24	F 25	H 26	F 27	H 28	F 29	H 30	F 31
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	2	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	3	—
—	—	—	—	6	1	—	—	2	—	2	—	1	—	1	—	—	1
1	1	2	—	4	1	1	—	1	—	2	1	1	—	2	—	1	1
1	1	1	—	4	—	—	—	11	2	3	—	1	—	5	—	4	2
—	—	2	—	9	2	—	—	16	3	1	—	4	1	2	—	13	2
—	—	4	2	5	—	—	—	9	1	2	—	4	1	1	—	5	1
1	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—
1	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—
4	—	4	1	2	—	2	—	2	—	—	—	3	—	1	1	1	—
—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	7	2	2	—	—	—
—	—	13	—	25	6	5	—	9	1	2	—	1	1	4	2	6	—
3	—	17	6	39	5	6	3	18	2	5	1	2	1	10	—	33	5
6	1	27	2	19	4	2	1	20	5	3	5	13	2	27	3	29	7
10	2	23	3	43	8	8	2	33	2	9	2	4	1	16	1	18	3
10	2	20	9	33	3	10	2	36	3	5	2	8	1	10	5	19	2
9	1	20	6	43	6	3	—	47	7	1	1	8	—	4	—	22	4
6	2	20	4	29	5	12	2	16	1	3	—	6	1	18	—	6	1
2	1	16	1	24	7	9	1	10	4	5	2	4	—	14	2	16	5
12	1	24	2	38	6	8	5	23	3	3	1	9	3	25	5	4	—
3	2	9	1	24	5	6	3	13	3	5	3	9	1	12	2	11	3
—	—	3	2	1	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
3	—	3	1	3	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3
—	—	1	1	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	1	1
1	—	2	2	3	2	—	1	—	1	—	2	1	—	—	—	2	1
1	—	3	1	6	6	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
5	—	2	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
2	—	2	—	8	8	—	—	1	1	1	—	1	—	1	—	2	—
1	1	3	2	9	5	1	—	5	—	—	—	—	—	1	1	—	—
—	1	1	1	2	1	1	1	4	—	1	—	—	—	1	—	—	—
7	2	14	2	17	—	1	—	18	1	9	1	18	1	5	—	12	2
10	1	10	—	13	2	4	—	18	2	16	—	11	4	26	3	7	—
9	1	14	5	10	1	4	1	19	1	7	—	18	3	6	3	10	2
15	3	18	—	12	2	4	2	27	2	10	1	19	—	11	2	16	1
15	—	14	—	12	—	4	3	18	5	5	1	15	—	19	1	11	—
7	1	14	1	11	5	5	1	19	2	5	1	23	—	17	4	7	2
10	3	9	—	10	3	1	1	15	5	10	1	13	2	9	—	9	2
8	1	11	1	11	1	3	1	10	1	6	1	14	2	10	2	10	4
6	—	10	2	8	2	3	3	8	1	3	1	18	1	17	3	7	—
9	1	5	—	4	2	3	—	1	1	7	1	16	2	8	—	3	1

Tableau n° 35 (suite). — CONDAMNÉS D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES		
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
1 (bis)	2 (bis)	3 (bis)	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	
Atteintes à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1931	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1935	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
		1936	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—
		1937	—	—	—	1	4	1	—	—	—	3	1	—	—
		1938	—	—	—	—	1	—	—	2	—	1	—	—	—
		1939	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—
		1940	—	—	—	—	3	—	—	—	—	1	—	1	—
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	1931	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	1	—	
		1932	1	—	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	
		1933	—	—	—	—	4	—	—	—	—	2	—	—	
		1934	—	—	3	—	5	3	—	—	—	2	—	—	
		1935	—	—	6	1	9	1	1	1	7	—	4	1	
		1936	—	—	1	—	3	1	1	—	—	—	1	—	
		1937	—	—	—	—	11	3	—	—	—	—	—	—	
		1938	2	—	—	—	3	—	—	1	1	—	—	—	
		1939	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	
		1940	—	—	1	1	6	—	—	—	—	—	1	—	
Faux en écritures	3	1931	2	2	—	1	41	10	2	—	8	1	5	—	
		1932	—	—	2	1	40	11	1	2	11	4	—	—	
		1933	3	—	5	1	75	21	9	4	22	8	5	—	
		1934	7	—	18	—	77	18	2	2	17	3	2	—	
		1935	11	3	25	1	136	29	31	1	13	4	12	—	
		1936	2	—	7	2	74	13	4	—	18	9	5	2	
		1937	—	—	1	—	58	10	2	—	13	2	4	—	
		1938	2	—	8	2	68	6	2	1	13	2	11	1	
		1939	4	—	3	1	46	13	14	2	17	4	5	1	
		1940	3	2	6	—	29	7	1	—	14	4	6	1	
Faux témoignage ou serment	4	1931	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	
		1932	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	
		1933	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
		1934	—	—	2	—	1	—	—	1	1	—	3	—	
		1935	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
		1936	—	—	1	—	1	1	—	—	3	—	—	—	
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	
		1938	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	2	—	
		1939	—	—	1	—	3	1	—	—	2	—	—	—	
		1940	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1931	1	—	5	—	13	4	4	—	5	—	10	2	
		1932	7	—	2	1	16	3	1	—	6	—	9	1	
		1933	2	—	3	1	16	3	3	—	6	—	7	2	
		1934	6	2	2	1	16	1	2	—	4	1	14	3	
		1935	4	—	3	1	12	3	—	—	4	1	14	1	
		1936	1	1	2	—	22	5	2	—	5	—	6	2	
		1937	1	—	3	1	23	6	2	—	6	1	5	6	
		1938	1	—	2	—	20	2	1	—	2	—	4	1	
		1939	4	—	1	1	8	2	1	—	8	2	10	2	
		1940	—	1	2	—	8	—	1	—	3	—	1	3	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION.

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	13	1	14
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	5	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	7
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	9	—	9
—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	11	4	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	11	1	12
—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	9	—	9
—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	17	2	19
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	1	27
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	39	7	46
3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	57	7	64
1	—	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	74	12	86
1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	115	18	133
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	65	7	72
—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	49	7	56
1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	41	2	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54	7	61
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48	8	56
3	2	3	—	1	1	2	1	13	—	4	—	4	—	416	61	477
2	—	1	2	1	—	—	—	5	—	7	1	4	—	517	88	605
3	1	3	—	—	1	6	1	5	—	9	5	1	1	576	117	693
3	—	3	—	1	—	—	—	12	2	4	1	5	2	654	103	757
11	3	2	—	—	—	2	—	17	1	10	—	3	1	788	119	907
5	3	2	1	2	1	3	1	17	3	3	—	2	—	649	121	770
4	2	2	—	—	—	1	—	12	—	4	1	3	—	561	91	652
6	1	8	1	—	—	3	1	9	1	3	—	1	—	560	96	656
4	1	4	—	5	—	5	1	10	1	5	—	1	—	653	119	772
—	1	2	—	3	1	1	1	2	—	2	2	4	1	432	89	521
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	11	25
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	12	35
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	16	9	25
—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	51	19	70
—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	2	1	—	—	40	15	55
1	—	1	—	—	—	—	—	1	2	2	—	1	—	29	6	35
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	28	12	40
—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	29	17	46
—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	38	20	58
2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	23	11	34
7	—	—	—	—	1	1	—	3	1	4	—	—	—	252	32	284
7	—	1	—	—	—	2	—	2	—	4	—	—	—	252	29	281
9	3	—	—	—	—	3	—	3	1	2	—	—	—	233	38	271
12	—	2	—	—	—	2	—	7	—	2	—	—	—	297	32	329
11	—	4	1	—	—	2	—	6	1	4	4	—	—	275	34	309
12	4	—	—	1	—	1	—	7	4	1	1	1	—	248	43	291
7	1	3	—	—	—	1	—	2	1	3	—	—	—	219	39	258
8	1	5	—	3	—	—	—	6	1	5	—	—	—	246	39	285
4	1	—	—	3	—	4	1	5	1	1	—	1	—	204	36	240
4	1	2	1	1	—	—	2	5	—	2	1	—	—	137	30	167

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1931	18	1	9	—	—	—	5	—	1	—
		1932	22	—	—	—	—	—	2	—	—	—
		1933	10	—	—	—	—	—	4	—	—	—
		1934	15	—	2	—	—	—	4	—	1	—
		1935	11	—	1	—	3	—	—	—	—	—
		1936	7	—	—	—	2	—	6	1	—	—
		1937	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		1938	11	—	2	—	1	—	7	—	—	—
		1939	11	—	2	—	—	—	—	1	—	—
1940	9	—	—	—	—	—	—	1	—	—		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers (<i>peines correctionnelles</i>)	7	1931	554	89	136	14	48	3	400	34	99	14
		1932	542	89	107	12	58	6	440	76	85	11
		1933	665	93	98	5	61	7	430	63	133	12
		1934	672	110	124	15	55	11	407	43	173	11
		1935	730	116	96	5	60	11	206	27	116	17
		1936	711	89	113	13	45	8	303	27	127	10
		1937	694	101	119	6	34	6	267	29	112	14
		1938	601	103	118	19	44	10	277	23	114	10
		1939	485	76	133	12	37	7	297	23	106	8
1940	564	125	160	33	30	15	325	46	117	19		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers (<i>peines de police</i>)	8	1931	105	25	52	2	37	6	164	36	22	2
		1932	144	27	70	10	49	8	115	16	19	3
		1933	118	25	54	7	32	5	118	21	6	—
		1934	125	28	48	5	45	9	157	14	3	—
		1935	101	21	51	5	24	11	259	34	12	—
		1936	113	32	41	8	55	9	248	56	8	—
		1937	122	25	42	5	48	12	176	36	15	3
		1938	69	17	38	5	38	7	213	28	11	1
		1939	50	12	16	4	53	9	159	32	9	—
1940	22	7	9	1	20	7	126	31	6	—		
Infractions contre la sécurité publique	9	1931	150	17	26	2	15	4	93	4	24	—
		1932	192	22	21	—	20	4	81	6	22	—
		1933	142	26	23	3	14	4	85	3	10	3
		1934	178	17	22	—	23	4	94	9	14	—
		1935	133	19	16	3	18	5	65	9	20	3
		1936	134	14	19	1	18	4	80	5	18	—
		1937	124	15	20	2	17	2	79	3	8	1
		1938	127	11	20	—	21	3	64	8	25	4
		1939	121	13	22	1	16	2	64	2	23	1
1940	33	4	6	1	1	—	24	6	10	—		
Avortement	10	1931	3	8	—	—	—	—	1	10	—	—
		1932	2	12	—	10	—	3	—	7	—	2
		1933	2	5	—	4	—	—	1	2	—	—
		1934	2	7	1	4	—	—	—	3	—	—
		1935	2	15	1	4	—	—	—	8	—	—
		1936	4	4	—	3	—	2	4	7	—	—
		1937	—	2	2	1	—	2	2	3	—	—
		1938	8	13	—	—	—	—	4	6	1	3
		1939	7	72	—	—	2	3	2	3	—	—
1940	—	10	—	2	—	—	—	1	—	—		

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES		
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
1 (bis)	2 (bis)	3 (bis)	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1931	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	1	—
		1932	1	—	1	—	—	—	3	—	1	—	—	1	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	1	—	—
		1935	1	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—
		1936	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	2
		1937	—	—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	1
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
		1940	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	—	5
Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines correctionnelles)	7	1931	44	1	80	15	210	41	50	5	66	10	69	12	
		1932	35	3	69	8	279	60	52	9	70	10	96	12	
		1933	43	6	72	6	286	43	39	5	72	9	93	17	
		1934	35	3	60	3	187	42	43	3	76	6	86	11	
		1935	34	1	73	5	312	84	22	5	84	21	92	23	
		1936	33	7	55	4	349	78	18	2	56	6	71	15	
		1937	18	5	50	6	219	43	24	2	67	18	69	11	
		1938	20	3	48	5	248	54	15	5	45	3	70	7	
		1939	21	—	56	4	144	29	18	1	55	4	71	2	
		1940	29	13	83	22	261	68	28	6	43	12	50	13	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines de police)	8	1931	2	1	23	2	82	20	48	10	52	8	9	3	
		1932	2	2	16	3	118	35	31	11	63	10	5	1	
		1933	2	2	10	1	97	22	15	7	80	7	2	1	
		1934	5	1	7	1	64	17	23	2	52	9	11	3	
		1935	4	—	13	2	46	20	36	17	53	14	26	3	
		1936	4	2	17	2	54	10	32	9	78	17	19	5	
		1937	5	2	14	1	51	17	25	7	47	8	21	2	
		1938	5	4	15	3	54	11	37	7	54	14	21	3	
		1939	5	1	12	4	134	40	36	8	86	13	29	14	
		1940	6	2	8	6	104	28	35	14	34	7	15	2	
Infractions contre la sécurité publique	9	1931	12	—	29	2	86	10	31	5	19	3	38	2	
		1932	3	1	25	—	118	13	24	5	19	1	50	5	
		1933	11	—	18	3	100	10	11	2	30	—	57	9	
		1934	10	1	15	2	82	9	11	5	19	2	42	5	
		1935	2	1	14	2	102	16	16	—	16	1	46	5	
		1936	7	—	12	2	74	10	9	—	14	2	31	3	
		1937	3	—	16	—	61	10	12	—	14	—	32	3	
		1938	12	1	10	—	58	14	4	—	8	1	22	—	
		1939	10	—	12	1	53	16	6	—	11	2	18	2	
		1940	3	—	8	—	26	6	5	—	7	1	4	—	
Avortement	10	1931	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	
		1932	—	—	—	—	—	1	—	—	2	2	—	—	
		1933	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	
		1934	—	—	—	—	—	3	1	—	1	—	—	—	
		1935	—	—	—	—	3	8	—	—	—	—	—	1	
		1936	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
		1937	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	
		1938	—	—	—	—	2	6	1	4	—	—	—	3	
		1939	—	—	—	—	4	4	1	6	—	—	—	3	
		1940	—	—	—	1	—	1	—	—	—	4	—	—	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

HASSELT		ARLÓN		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1	—	49	1	50
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	38	—	38
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	24	—	24
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	42	1	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	—	30
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	28	1	29
1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	19	—	19
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	1	32
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	26	—	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	1	28
87	12	15	2	7	2	22	2	96	23	50	6	2	—	3,652	438	4,090
36	1	13	1	13	—	18	—	89	27	75	6	1	—	3,517	544	4,061
51	9	13	6	6	1	17	4	75	12	59	7	—	—	3,753	495	4,248
69	8	16	1	7	2	11	—	57	5	42	7	1	—	3,741	451	4,192
68	8	24	2	6	1	19	—	69	7	56	7	—	—	3,363	483	3,846
56	4	20	3	13	1	33	1	52	4	30	6	—	—	3,642	424	4,066
51	3	21	4	13	1	21	3	49	12	22	2	—	—	3,149	420	3,569
47	8	28	1	19	2	22	1	45	6	23	1	—	—	2,821	408	3,229
62	11	23	3	22	9	32	2	68	8	31	1	—	—	2,822	347	3,169
70	13	37	6	30	9	26	7	73	12	34	5	1	—	3,241	655	3,896
18	5	30	4	9	3	29	3	26	17	18	7	—	—	1,177	252	1,429
9	4	29	5	12	—	21	3	33	11	21	8	—	—	1,276	273	1,549
29	1	22	1	8	4	18	4	36	9	16	6	—	—	1,144	213	1,357
43	1	30	7	9	1	31	6	38	15	14	7	—	—	1,132	222	1,354
26	6	26	7	9	1	33	7	55	11	19	7	—	—	1,224	271	1,495
28	7	24	7	4	—	37	8	60	8	24	8	—	—	1,337	276	1,613
21	7	13	2	7	1	24	2	32	8	28	4	—	—	1,225	248	1,473
21	7	14	3	4	—	14	6	57	11	23	3	—	—	1,099	217	1,316
28	4	11	4	10	1	9	—	49	13	31	5	—	—	1,105	246	1,351
25	3	7	4	7	1	8	1	34	15	28	10	—	—	687	184	871
19	4	23	—	2	—	6	—	27	6	19	2	—	—	961	93	1,054
23	1	18	1	4	—	8	1	15	2	24	3	1	—	1,046	114	1,160
30	2	14	—	3	—	10	—	20	8	5	3	1	—	903	120	1,023
13	3	18	3	5	1	1	—	21	2	11	2	1	—	925	96	1,021
18	—	21	2	1	—	17	2	12	3	13	1	—	—	849	109	958
9	—	23	1	4	1	2	—	25	2	11	5	1	—	820	95	915
9	—	15	1	2	1	6	3	10	1	11	1	1	—	695	77	772
18	2	12	—	4	2	1	—	22	3	11	2	—	—	682	77	759
11	2	16	1	3	—	9	1	18	3	7	2	—	—	648	72	720
7	3	3	—	1	—	3	—	16	2	8	1	1	—	293	38	331
—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	9	40	49
3	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	13	61	74
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	8	25	33
1	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	36	47
1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	45	53
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	12	45	57
—	1	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	—	—	7	30	37
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	53	76
—	2	—	—	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	20	118	138
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	27	30

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de nomenclature 2	ANNÉES 3	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES	
			H* 4	F* 5	H 6	F 7	H 8	F 9	H 10	F 11	H 12	F 13
Exposition ou délaisement d'enfants	11	1931	4	7	8	1	7	1	24	4	—	—
		1932	13	14	9	2	7	—	17	4	1	—
		1933	13	5	8	3	4	—	16	3	—	1
		1934	21	12	5	4	18	1	13	5	—	2
		1935	8	4	4	1	3	2	11	2	—	—
		1936	2	12	6	—	3	—	15	7	—	—
		1937	50	10	5	—	2	—	6	1	—	—
		1938	49	3	3	—	7	2	5	2	1	—
		1939	13	4	4	—	2	—	6	3	1	—
		1940	7	5	2	1	3	—	3	4	4	—
Destruction ou supposition d'état	12	1931	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—
		1933	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
		1935	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
		1938	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1931	4	3	—	—	—	—	4	—	1	—
		1932	7	—	—	—	—	—	6	—	—	—
		1933	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—
		1934	2	2	—	—	—	—	1	—	—	1
		1935	1	1	—	2	2	—	1	—	—	—
		1936	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	8	2	1	1	—	—	2	1	—	—
		1938	7	3	—	2	—	—	2	—	—	—
		1939	6	—	—	1	—	—	—	—	—	—
		1940	6	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Attentats à la pudeur et viols (peines criminelles)	14	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
		1932	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1933	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
		1934	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
		1935	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—
		1936	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1940	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Attentats à la pudeur et viols (peines correctionnelles)	15	1931	69	—	13	—	14	—	37	—	13	—
		1932	63	1	18	—	6	—	44	—	11	—
		1933	52	2	20	—	10	—	30	—	6	—
		1934	63	2	19	—	14	—	35	—	7	—
		1935	70	—	26	—	10	—	41	1	10	—
		1936	100	3	15	1	11	—	51	—	7	—
		1937	64	1	20	1	14	1	46	2	12	—
		1938	76	2	10	—	15	1	53	2	15	—
		1939	84	2	25	—	9	1	43	2	6	—
		1940	47	1	11	—	12	—	27	5	11	—

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI	
H 14	F 15	H 16	F 17	H 18	F 19	H 20	F 21	H 22	F 23	H 24	F 25	H 26	F 27	H 28	F 29	H 30	F 31
—	1	9	8	18	8	12	1	4	1	—	—	3	1	4	6	4	2
—	—	5	4	16	9	5	3	6	3	—	—	4	—	8	2	9	5
1	—	4	7	23	7	3	8	2	—	4	1	5	1	3	1	8	6
—	—	8	7	24	5	1	4	3	3	3	1	3	1	5	4	9	4
—	—	1	4	18	12	2	—	6	3	2	—	1	—	3	1	6	—
—	2	8	4	16	12	2	2	3	—	3	1	4	1	7	2	4	2
2	—	7	3	16	18	1	1	6	—	2	1	2	2	4	2	8	3
—	—	3	7	9	7	2	3	5	—	2	—	9	1	3	1	3	1
2	—	9	8	12	13	—	3	3	—	3	1	3	2	7	2	—	1
—	2	3	3	4	8	—	2	1	1	4	—	2	—	4	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
1	—	3	2	5	4	1	—	3	1	—	—	—	—	3	—	1	—
—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—
1	—	3	—	3	1	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
—	—	—	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
—	1	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	1	3	—	1	—	—	3	—	1	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—
—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	2	—	1	—	2	—	—	—	2	—	2	—	3	—
—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	4	—	3	—
—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—
—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	4	—
—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	2	—
—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	7	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—
1	1	37	—	24	1	3	—	38	—	10	—	18	—	16	—	19	—
5	—	28	—	36	1	21	—	31	2	9	—	20	—	16	—	24	1
4	—	21	—	27	—	4	—	32	—	8	—	20	—	16	—	27	—
11	—	34	—	39	—	6	—	30	—	8	—	21	—	20	—	21	—
7	—	35	—	29	—	18	—	47	1	6	—	28	1	23	—	30	—
15	1	29	—	34	—	15	—	36	—	2	—	13	—	22	—	18	—
19	1	17	1	66	—	12	—	28	—	5	—	20	—	29	—	25	—
4	—	33	1	48	3	8	—	35	—	6	—	32	2	23	—	27	1
14	—	49	1	42	1	6	—	48	—	12	—	16	1	32	—	22	2
5	—	32	1	20	2	5	1	25	—	7	—	10	—	16	—	10	—

NATURE DES INFRACTIONS 1 (bis)	N° de nomenclature 2 (bis)	ANNÉES 3 (bis)	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
			32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1931	1	1	3	2	86	15	15	—	20	1	1	1
		1932	1	—	3	1	55	11	19	—	10	—	2	2
		1933	3	—	4	1	44	8	9	—	12	1	2	1
		1934	—	—	4	1	20	1	9	—	12	—	1	2
		1935	—	—	3	2	42	4	8	1	17	—	6	2
		1936	—	—	1	3	26	5	5	1	18	—	3	8
		1937	3	—	—	—	31	5	3	1	14	—	3	3
		1938	—	—	1	—	37	2	3	1	14	—	3	4
		1939	1	—	2	—	28	3	4	—	8	2	1	—
1940	—	—	2	—	12	1	2	—	3	1	—	1		
Destruction ou supposition d'état	12	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1931	1	—	—	—	3	—	—	—	1	1	—	—
		1932	—	—	—	—	5	3	—	—	—	1	—	—
		1933	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
		1934	—	—	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	1	2	—	—	1	1	—	—
		1936	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—
		1937	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—
		1938	1	1	—	—	3	1	1	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—
1940	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—		
Attentats à la pudeur et viols (peines criminelles)	14	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
		1932	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		1933	1	—	3	—	4	—	—	—	2	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
		1935	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—
		1936	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—
		1938	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—		
Attentats à la pudeur et viols (peines correctionnelles)	15	1931	5	—	10	—	47	—	2	—	8	—	13	—
		1932	2	—	8	—	65	—	7	—	8	—	8	—
		1933	3	—	16	—	44	—	10	—	16	—	8	—
		1934	7	—	13	—	48	1	9	—	9	1	11	—
		1935	1	—	5	—	49	—	8	—	15	—	18	—
		1936	3	—	11	—	50	1	11	—	17	—	20	—
		1937	3	—	11	—	41	1	10	—	14	2	18	—
		1938	9	—	20	—	54	—	13	—	15	1	11	1
		1939	12	—	6	—	70	4	17	—	13	1	15	—
1940	2	1	5	—	30	3	5	—	11	—	9	—		

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H 44	F 45	H 46	F 47	H 48	F 49	H 50	F 51	H 52	F 53	H 54	F 55	H 56	F 57	H 58	F 59	E* 60
2	1	2	1	—	—	3	1	5	—	4	—	—	—	239	64	303
3	—	1	—	—	—	1	—	4	2	3	—	—	—	202	62	264
2	—	3	—	1	—	1	—	4	—	2	1	1	—	182	55	237
—	—	2	—	—	—	—	—	2	3	1	—	1	—	165	60	225
—	—	3	—	—	—	3	1	4	2	4	—	—	—	155	41	196
—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	2	1	—	—	130	65	195
3	—	1	—	—	—	1	1	2	1	4	—	—	—	176	52	228
2	2	—	—	—	—	—	—	5	2	4	—	—	—	170	38	208
2	—	1	—	—	—	4	1	2	—	1	1	—	—	119	44	163
4	—	—	1	—	—	2	1	—	2	1	—	—	—	63	35	98
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	36	11	47
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	21	5	26
—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	12	5	17
1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	17	7	24
—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	17	11	28
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	17	6	23
—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	21	7	28
1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	22	9	31
2	—	—	1	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	19	9	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	11	4	15
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	13	—	13
2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	18	—	18
6	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	—	23
1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	18	—	18
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	17	—	17
2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	19	—	19
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	—	16
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
6	—	2	1	—	—	3	—	25	—	32	1	1	—	466	4	470
17	—	—	—	3	—	2	—	12	—	10	—	2	—	476	5	481
13	1	5	—	9	—	—	—	15	—	9	—	1	—	426	3	429
6	—	8	—	1	—	3	—	12	—	9	—	—	—	464	4	468
7	—	7	—	4	—	2	—	13	—	5	—	3	—	517	3	520
6	—	2	—	4	—	—	—	15	—	21	—	—	—	528	6	534
8	—	15	—	2	—	2	—	11	—	37	—	1	—	550	10	560
16	—	10	—	6	—	2	—	11	1	11	—	—	—	563	15	578
17	—	2	—	3	2	6	—	21	—	11	—	—	—	601	17	618
5	—	3	—	1	—	3	—	10	1	4	—	—	—	326	15	341

Tableau n° 35 (suite):

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MÂLINES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	1931	12	26	2	2	—	—	3	8	—	—
		1932	9	28	2	3	—	1	6	14	—	—
		1933	9	38	5	6	1	—	5	13	—	—
		1934	9	46	6	9	—	1	4	3	—	—
		1935	9	29	3	10	—	1	6	10	1	2
		1936	19	53	1	2	—	—	5	13	—	3
		1937	17	41	1	—	—	—	11	12	—	—
		1938	19	30	—	1	—	3	2	4	—	1
		1939	10	28	3	5	2	3	3	8	1	1
		1940	11	22	—	—	—	1	3	7	—	2
Outrage public aux mœurs (peines correctionnelles)	17	1931	118	17	19	13	5	3	62	16	19	5
		1932	129	12	31	8	11	2	74	10	9	5
		1933	107	9	16	10	13	4	89	15	25	7
		1934	132	29	33	19	7	2	88	11	26	9
		1935	106	17	20	18	8	1	76	14	17	5
		1936	153	27	21	13	14	—	66	10	11	6
		1937	137	23	20	14	8	1	50	4	18	6
		1938	133	26	16	6	14	2	57	5	7	2
		1939	168	14	20	9	19	7	76	13	11	3
		1940	100	19	9	7	1	1	44	9	10	4
Outrage public aux mœurs (peines de police)	18	1931	4	—	1	3	—	1	6	1	—	—
		1932	3	—	—	1	—	1	5	1	1	—
		1933	5	—	1	—	—	—	4	1	—	—
		1934	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	1	1	—	—	—	—	6	2	—	—
		1936	1	—	—	—	—	—	4	—	—	—
		1937	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
		1938	1	—	—	—	1	1	2	1	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	1931	438	231	13	7	9	5	178	93	9	6
		1932	451	264	11	9	12	10	200	124	8	5
		1933	471	242	20	14	11	7	229	135	19	13
		1934	483	253	18	11	25	14	167	113	12	10
		1935	493	283	12	8	23	11	163	98	17	11
		1936	499	278	14	8	12	7	176	120	12	6
		1937	621	371	24	17	22	17	182	104	18	12
		1938	620	345	17	12	19	11	261	154	16	8
		1939	516	286	18	11	29	17	206	135	9	4
		1940	346	195	7	6	15	8	135	79	16	8
Abandon de famille	20	1931	52	2	4	—	4	—	36	—	2	—
		1932	40	1	15	—	5	—	35	—	3	2
		1933	31	1	6	—	1	—	38	—	2	—
		1934	40	1	8	—	1	—	36	1	1	—
		1935	30	2	6	—	2	—	19	1	—	—
		1936	50	1	9	—	3	—	38	2	2	—
		1937	69	7	5	—	6	—	52	4	1	—
		1938	40	3	11	1	1	—	42	2	2	—
		1939	39	2	11	—	2	—	32	—	4	—
		1940	12	1	4	—	2	—	19	4	—	—

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI	
H 14	F 15	H 16	F 17	H 18	F 19	H 20	F 21	H 22	F 23	H 24	F 25	H 26	F 27	H 28	F 29	H 30	F 31
—	—	7	16	11	14	1	3	—	3	—	—	2	3	—	2	—	2
—	—	4	7	16	27	3	4	1	3	—	—	1	1	—	1	1	2
—	—	4	6	7	21	—	1	—	5	—	—	—	1	—	—	—	1
—	—	4	7	14	21	3	7	2	8	—	—	—	1	2	1	2	6
—	—	5	7	5	9	4	5	1	—	—	—	3	1	2	—	1	3
—	1	7	11	5	12	3	6	1	—	—	—	—	—	2	3	1	7
2	3	2	5	4	3	2	4	—	2	—	—	1	—	—	1	1	8
—	—	4	14	5	13	1	11	—	1	1	—	1	1	1	2	2	5
1	4	6	7	7	19	—	7	2	4	—	1	—	2	2	3	2	2
—	1	5	10	4	6	1	3	3	5	1	2	1	3	1	2	2	3
9	4	53	18	52	8	15	2	43	8	17	1	30	4	28	12	46	9
10	—	25	19	42	3	8	3	42	5	15	2	38	11	27	11	38	6
7	3	27	18	39	6	11	4	46	15	14	3	45	9	31	6	30	14
10	—	46	19	36	6	6	—	62	2	9	2	34	11	30	6	35	10
14	3	40	15	32	4	6	1	74	9	6	2	25	5	32	5	38	10
12	4	34	17	41	4	11	3	54	7	12	1	31	5	31	4	30	8
9	4	19	13	31	8	9	5	57	7	8	2	26	5	36	9	21	10
9	1	35	14	30	6	12	3	40	2	17	11	40	14	22	3	22	12
9	4	37	20	32	3	9	2	39	6	6	3	28	9	40	9	12	2
3	2	22	18	12	1	4	6	33	3	14	6	14	5	17	9	39	4
1	—	5	3	5	4	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
6	—	3	3	3	2	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	3	2	3	1	2	—	1	—	—	—	1	—	2	—	1	—
—	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4	1	—	—
—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	—
—	—	6	2	1	1	—	—	2	1	—	1	1	1	2	—	—	—
—	—	4	3	3	1	—	—	3	—	—	—	2	1	—	—	2	—
—	—	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	—	—	1	—	3	—
2	3	122	98	234	175	11	12	75	50	2	—	4	3	21	7	21	12
1	1	133	96	262	192	20	12	94	60	4	3	11	3	17	11	41	31
1	2	123	92	249	197	24	14	100	72	4	3	16	9	17	9	44	23
4	3	121	90	242	183	24	19	71	40	4	1	21	17	20	13	42	25
—	—	124	93	239	170	39	25	99	60	4	1	9	6	16	12	49	32
5	4	140	108	269	212	31	23	119	80	5	5	16	12	27	18	36	28
2	1	130	100	287	212	31	20	107	73	6	3	19	17	30	21	57	34
1	—	121	90	286	223	27	18	102	58	6	4	33	24	37	17	50	29
4	2	141	102	226	173	31	22	115	86	11	8	18	14	52	23	36	30
3	2	87	67	133	100	22	10	81	65	7	4	10	4	21	14	28	15
—	—	17	—	13	—	10	—	5	—	1	—	2	—	—	—	3	—
—	—	23	—	18	—	7	—	1	—	1	—	2	—	2	—	3	—
—	—	21	—	17	—	9	—	3	—	1	—	1	—	—	—	7	3
1	—	12	—	14	—	7	—	5	—	2	—	5	—	1	—	4	—
—	—	12	—	19	1	8	—	6	—	2	—	2	—	3	—	3	—
—	—	13	2	29	1	4	—	6	—	2	—	3	1	3	1	8	1
4	—	25	—	13	2	2	—	7	—	3	1	—	—	8	—	6	—
1	—	20	—	18	1	3	—	14	—	3	—	3	2	6	—	3	—
2	—	16	—	17	—	6	—	4	—	1	—	3	—	8	—	4	—
1	—	12	—	14	—	—	—	4	—	3	—	3	—	5	—	3	—

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	FURNES		YPRES		LIÉGE		HUY		VERVIERS		TONGRES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1 (bis)	2 (bis)	3 (bis)	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	1931	—	—	—	—	10	8	—	—	—	1	—	—
		1932	—	—	1	—	20	22	—	—	3	3	—	—
		1933	—	—	—	—	17	22	—	1	1	1	—	1
		1934	—	—	—	—	17	33	—	—	—	2	—	—
		1935	—	—	—	—	43	34	—	1	3	7	3	5
		1936	—	1	—	1	16	30	—	2	1	—	2	1
		1937	—	—	1	—	10	11	—	—	3	2	1	—
		1938	—	—	—	—	6	9	3	3	—	3	2	5
		1939	—	—	1	—	4	19	1	1	1	1	1	2
		1940	—	—	3	1	9	11	1	1	—	2	1	—
Outrage public aux mœurs (peines correctionnelles)	17	1931	6	—	11	2	63	11	4	—	17	6	22	2
		1932	6	2	12	5	97	28	19	6	7	3	11	3
		1933	3	1	9	2	65	24	8	4	9	5	11	3
		1934	7	1	8	3	66	21	4	2	10	—	12	4
		1935	3	—	10	7	84	31	4	3	9	4	21	9
		1936	3	—	6	3	86	36	4	2	22	—	14	2
		1937	5	1	11	1	93	32	3	—	15	2	10	4
		1938	5	2	10	4	56	16	9	3	19	3	17	7
		1939	6	1	9	4	66	15	10	7	9	4	9	3
		1940	3	—	12	2	45	17	8	7	4	1	7	2
Outrage public aux mœurs (peines de police)	18	1931	—	—	1	—	1	1	2	1	1	—	—	—
		1932	2	—	1	—	2	2	1	—	—	—	—	—
		1933	—	—	5	—	—	2	1	—	3	—	—	—
		1934	—	—	1	1	1	—	—	1	—	—	—	—
		1935	—	—	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—
		1936	—	—	1	—	—	2	—	—	1	—	—	—
		1937	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1
		1940	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	1931	2	2	5	1	137	107	5	2	11	7	6	3
		1932	6	1	9	5	39	25	12	7	16	13	14	13
		1933	6	2	3	1	91	71	7	5	19	16	9	6
		1934	5	5	5	1	126	97	8	6	19	12	4	4
		1935	6	4	6	2	110	90	8	3	28	14	16	13
		1936	10	6	2	2	127	97	9	8	26	18	6	5
		1937	6	6	10	5	155	106	6	7	33	16	6	7
		1938	10	6	10	7	150	108	6	5	30	22	10	6
		1939	11	6	11	5	117	90	8	8	23	16	13	11
		1940	4	4	7	4	83	57	6	3	16	9	6	5
Abandon de famille	20	1931	—	—	7	1	15	—	2	—	1	2	—	—
		1932	2	—	1	—	6	—	1	—	4	—	1	—
		1933	—	—	—	—	4	1	4	—	1	—	—	—
		1934	—	—	6	—	11	—	6	1	1	1	1	—
		1935	—	—	3	—	19	—	6	—	2	—	5	1
		1936	—	—	1	—	4	—	3	—	3	—	—	—
		1937	2	—	6	—	7	2	7	2	1	—	—	—
		1938	—	—	1	—	4	—	5	—	3	—	1	—
		1939	—	—	3	—	6	—	5	—	—	—	2	—
		1940	1	—	1	—	8	2	2	—	2	—	2	—

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
—	—	2	—	—	—	1	—	5	6	1	1	—	—	57	95	152
—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	67	119	186
—	3	—	1	—	1	—	—	2	3	1	—	—	—	52	125	177
—	1	—	1	—	—	—	—	2	3	1	—	—	—	66	150	216
—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	1	2	—	—	91	130	221
1	1	—	1	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	66	150	216
1	—	—	3	—	—	—	—	2	2	1	—	—	—	60	92	152
1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48	109	157
1	1	2	1	1	—	—	—	3	3	1	—	—	—	55	122	177
—	1	1	—	1	1	—	—	5	9	1	—	—	—	54	93	147
11	5	5	—	1	—	—	1	10	2	10	7	—	—	676	156	832
7	1	1	1	—	1	4	—	13	3	8	3	—	—	684	153	837
9	2	2	—	2	—	—	—	13	3	5	2	—	—	636	169	805
11	4	4	—	3	2	1	—	6	4	8	2	—	—	694	169	863
10	1	3	2	1	—	—	—	14	4	16	3	—	—	669	173	842
8	3	2	1	—	—	4	1	2	2	5	1	—	—	677	160	837
7	3	3	1	4	1	2	2	11	3	11	4	1	—	625	165	790
11	2	4	1	3	1	7	—	13	3	12	5	1	—	621	154	775
8	4	8	3	2	2	5	3	19	10	4	3	—	—	661	163	824
7	6	4	1	—	—	6	4	14	12	2	2	—	2	434	150	584
—	—	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	33	16	49
—	—	1	1	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	32	13	45
—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	36	6	42
1	1	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	20	6	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	9	23
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	8	28
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	6	24
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	14
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	2	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1	11
3	3	6	7	1	1	1	1	22	21	9	2	—	—	1,347	859	2,206
2	1	2	1	—	—	1	1	23	17	7	6	1	—	1,397	911	2,308
4	3	6	3	—	—	—	—	26	21	4	3	1	1	1,504	964	2,468
5	3	6	5	—	—	1	1	28	19	5	3	—	—	1,466	948	2,414
6	2	9	7	1	1	1	1	26	25	6	3	—	—	1,510	975	2,485
5	2	8	8	2	1	1	1	21	17	5	3	1	—	1,584	1,077	2,661
4	1	3	2	—	—	1	—	48	27	11	6	—	—	1,819	1,185	3,004
3	3	7	7	1	—	2	—	45	37	8	8	—	—	1,878	1,202	3,080
8	12	1	1	—	—	2	—	31	23	7	4	—	—	1,644	1,089	2,733
7	3	5	5	—	—	1	—	9	6	4	2	—	—	1,059	675	1,734
—	—	1	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	181	5	186
—	—	—	—	—	—	1	—	6	—	7	—	—	—	184	3	187
1	—	—	—	1	—	1	—	7	—	2	—	—	—	158	5	163
1	—	1	—	3	—	—	—	4	—	5	—	—	—	176	4	180
—	—	1	—	—	—	6	—	11	—	—	—	—	—	165	5	170
2	—	—	—	2	—	—	—	4	—	1	—	—	—	190	9	199
2	—	2	—	—	—	2	1	6	1	—	1	1	—	237	21	258
4	—	—	—	1	—	—	—	6	—	3	—	1	—	196	9	205
4	3	—	—	—	—	—	—	14	—	8	—	—	—	191	5	196
—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	1	—	—	—	103	7	110

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de nomenclature 2	ANNÉES 3	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES		
			H* 4	F* 5	H 6	F 7	H 8	F 9	H 10	F 11	H 12	F 13	
Meurtre (<i>peines criminelles</i>)	21	1931	6	2	—	—	—	—	3	—	—	—	
		1932	9	—	—	—	2	—	2	1	—	—	
		1933	4	1	—	—	1	—	2	—	2	—	
		1934	2	—	2	1	—	—	3	1	1	—	
		1935	2	—	—	—	1	—	3	1	—	—	
		1936	2	—	1	1	1	1	3	1	—	—	
		1937	1	—	—	—	1	—	2	—	1	—	
		1938	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	4	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
		1940	4	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—
Meurtre (<i>peines correctionnelles</i>)	22	1931	2	3	—	1	1	—	—	1	—	—	
		1932	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	
		1933	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	
		1934	1	—	—	—	1	1	1	1	—	—	
		1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1937	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	
		1938	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
		1939	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	
		1940	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	
Lésions corporelles (<i>peines criminelles</i>)	23	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1933	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Lésions corporelles (<i>peines correctionnelles</i>)	24	1931	375	68	312	34	115	7	426	72	200	33	
		1932	302	56	261	18	142	8	585	129	209	54	
		1933	330	33	210	26	104	6	525	109	195	38	
		1934	512	91	206	15	121	12	492	123	183	37	
		1935	472	96	143	20	123	9	348	34	147	27	
		1936	400	78	224	25	95	9	332	65	129	30	
		1937	483	109	192	18	96	4	326	54	146	30	
		1938	499	74	190	23	59	6	373	45	117	28	
		1939	309	48	239	31	66	2	310	69	181	46	
		1940	161	27	137	30	18	—	218	43	131	33	
Lésions corporelles (<i>peines de police</i>)	25	1931	562	184	78	28	175	64	137	62	64	21	
		1932	480	132	51	20	205	60	106	44	81	39	
		1933	419	103	29	18	228	66	50	34	55	22	
		1934	507	166	21	20	216	92	85	50	107	55	
		1935	576	180	25	11	184	51	182	63	97	46	
		1936	475	131	24	10	154	54	139	50	116	47	
		1937	424	118	16	17	180	53	130	43	81	47	
		1938	218	61	27	7	136	54	135	58	89	41	
		1939	116	41	5	4	122	43	115	54	51	19	
		1940	42	30	2	9	63	19	59	32	39	32	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES		
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
1 (bis)	2 (bis)	3 (bis)	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	
Meurtre (peines criminelles)	21	1931	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	1	—	6	—	—	—	—	—	—	1	—
		1933	—	—	1	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—
		1934	1	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	2	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	1	—	1	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—
		1937	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	1	—
		1938	1	—	—	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—
		1939	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	1	—
		1940	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—
Meurtre (peines correctionnelles)	22	1931	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
		1934	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles (peines criminelles)	23	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1940	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles (peines correctionnelles)	24	1931	100	15	307	49	280	17	83	6	109	5	397	31	
		1932	125	11	181	22	296	50	83	16	111	11	444	65	
		1933	101	12	165	19	320	40	108	9	91	9	275	19	
		1934	77	18	176	26	220	27	52	10	119	6	310	38	
		1935	80	6	127	14	341	65	31	10	124	8	306	24	
		1936	69	12	140	8	232	37	34	3	123	12	252	25	
		1937	66	3	100	16	173	27	42	2	108	13	242	24	
		1938	61	8	96	14	120	32	20	2	97	24	272	32	
		1939	41	—	102	12	95	11	14	3	50	2	187	24	
		1940	45	5	64	21	60	19	5	4	20	2	84	20	
Lésions corporelles (peines de police)	25	1931	20	10	53	30	878	400	125	56	248	88	171	84	
		1932	15	8	32	21	897	408	120	70	298	75	122	70	
		1933	15	9	36	26	782	324	126	65	280	74	126	71	
		1934	20	7	41	19	832	455	168	93	229	107	164	67	
		1935	13	2	51	17	781	400	212	59	195	73	207	79	
		1936	15	11	57	21	1,081	451	154	65	177	68	118	41	
		1937	30	15	62	21	756	389	129	56	155	32	134	52	
		1938	49	15	72	24	918	424	126	57	194	63	164	69	
		1939	32	9	59	22	860	329	165	62	175	66	156	49	
		1940	15	8	43	15	567	238	68	39	79	31	59	21	

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
—	1	—	—	1	—	—	—	2	—	1	1	—	—	39	6	45
1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	51	4	55
—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	28	5	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	29	3	32
1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	1	27	3	30
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	28	6	34
—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	16	2	18
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2	16
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	—	16
—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	20	2	22
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	5	12	17
—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	5	8	13
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	8	11
1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	8	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	3	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
189	23	31	1	20	1	42	1	98	9	101	4	14	—	6,299	808	7,107
122	13	20	2	31	4	29	3	73	13	86	14	9	—	6,056	929	6,985
205	22	27	4	30	3	22	1	47	8	84	7	2	—	5,635	740	6,375
238	33	30	1	26	—	32	1	35	4	77	12	3	1	5,712	901	6,613
212	20	56	7	49	5	22	1	42	4	95	10	3	—	5,187	700	5,887
106	7	31	2	21	—	23	2	28	5	74	3	3	—	4,651	649	5,300
112	16	29	3	29	1	17	1	27	1	36	1	5	—	4,596	635	5,231
188	22	18	7	31	2	11	—	24	1	31	—	2	—	4,332	651	4,983
171	20	10	1	13	—	18	1	37	7	32	2	3	—	4,056	625	4,681
81	13	11	2	10	—	7	—	19	1	3	3	1	—	2,241	437	2,678
129	65	91	37	48	7	111	31	202	99	81	48	1	1	5,685	2,623	8,308
102	33	126	25	27	15	128	18	173	94	81	20	—	—	5,383	2,302	7,685
133	43	95	37	21	8	113	15	197	97	109	52	1	—	5,398	2,283	7,681
190	70	113	33	32	14	109	8	178	120	95	46	—	—	5,478	2,562	8,040
193	68	78	43	35	9	120	31	233	99	106	53	—	—	5,728	2,444	8,172
199	75	80	31	24	14	99	16	189	108	98	38	—	—	5,455	2,346	7,801
125	66	97	38	25	11	73	16	181	102	109	34	2	3	4,677	2,154	6,831
143	63	136	58	32	10	89	21	226	103	72	27	—	—	4,575	2,089	6,664
140	60	108	32	27	2	79	15	171	76	92	36	—	—	4,187	1,812	5,999
80	36	39	25	17	7	35	28	125	46	62	30	—	—	2,284	1,149	3,433

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Duel	26	1931	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	1931	3	2	7	2	—	—	17	2	—	—
		1932	10	—	6	—	2	—	3	—	—	—
		1933	10	3	3	—	1	—	5	—	2	—
		1934	11	2	4	—	1	—	11	—	5	5
		1935	4	2	5	—	2	—	6	—	1	1
		1936	5	—	6	1	2	—	13	2	5	—
		1937	6	—	4	—	1	—	5	—	3	—
		1938	4	—	2	—	2	—	7	1	3	—
		1939	5	—	8	—	2	—	4	3	2	—
		1940	3	1	4	—	2	1	4	—	2	—
Calomnies et injures (peines correctionnelles)	28	1931	8	8	9	15	4	1	23	29	10	6
		1932	18	8	11	16	2	2	31	35	18	7
		1933	13	5	12	9	2	2	37	29	14	7
		1934	22	17	11	10	3	—	24	35	9	10
		1935	14	5	14	7	2	2	19	12	9	6
		1936	9	3	16	6	1	1	18	10	6	4
		1937	12	12	9	10	5	—	8	13	9	9
		1938	14	3	20	15	1	—	19	17	11	10
		1939	12	4	15	16	2	1	7	7	17	23
		1940	5	3	14	11	—	1	10	9	7	3
Calomnies et injures (peines de police)	29	1931	25	22	27	24	5	7	12	36	3	6
		1932	25	33	18	21	4	5	6	9	6	11
		1933	36	28	19	22	2	3	1	7	11	17
		1934	27	26	14	25	12	4	10	24	21	23
		1935	22	16	4	14	3	7	19	34	24	31
		1936	10	12	11	12	2	2	27	28	17	17
		1937	17	15	5	8	5	5	14	14	11	17
		1938	3	5	5	6	5	3	9	14	8	13
		1939	5	2	14	5	2	5	11	7	8	10
		1940	1	—	1	4	2	1	4	4	4	4
Violation de sépultures	30	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1		

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

NATURE DES INFRACTIONS 1 (bis)	N° de nomenclature 2 (bis)	ANNÉES 3 (bis)	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
			32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
Duel	26	1931 1932/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	1931	—	—	1	—	11	1	1	—	4	—	1	—
		1932	3	—	4	—	8	—	3	—	4	—	—	—
		1933	—	—	—	1	11	2	—	—	5	—	—	—
		1934	—	—	5	—	16	2	—	—	3	—	1	—
		1935	—	—	3	—	21	4	1	—	7	—	5	1
		1936	2	—	4	—	14	1	1	—	5	2	2	—
		1937	—	—	2	—	11	1	1	—	3	—	—	1
		1938	—	—	1	—	14	—	—	—	3	—	—	—
		1939	1	—	2	—	13	6	—	—	5	—	5	—
1940	—	—	1	—	4	—	—	—	—	1	—	3	—	
Calomnies et injures (peines correctionnelles)	28	1931	5	1	24	11	6	5	4	4	8	1	4	—
		1932	4	4	26	5	7	5	3	7	16	6	7	2
		1933	4	4	6	4	7	9	3	5	5	2	10	2
		1934	5	4	10	4	14	8	3	3	15	7	13	9
		1935	4	1	11	3	26	20	4	2	15	5	10	3
		1936	—	2	6	3	14	6	1	3	14	5	9	1
		1937	4	2	7	1	11	5	1	—	14	5	6	2
		1938	4	3	5	3	15	13	—	—	12	4	4	1
		1939	—	2	6	3	10	3	3	1	12	2	5	2
1940	1	3	3	5	6	5	—	4	2	2	1	2		
Calomnies et injures (peines de police)	29	1931	2	2	4	4	41	78	9	22	21	28	19	25
		1932	1	2	2	9	39	59	12	19	17	23	23	38
		1933	—	1	4	3	49	82	9	8	16	15	27	41
		1934	1	—	6	2	67	99	6	15	19	26	32	41
		1935	1	—	8	6	42	81	16	10	17	18	21	27
		1936	1	—	4	3	26	71	3	7	31	19	14	14
		1937	—	2	1	4	19	29	12	5	10	12	21	9
		1938	1	3	1	2	18	39	5	9	18	16	6	2
		1939	5	7	1	1	20	43	11	13	27	20	5	9
1940	4	5	—	1	11	24	6	5	8	8	14	3		
Violation de sépultures	30	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		1937/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		

HASSELT		ARLON		MARCHÉ		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	—	—	106	15	121
3	—	1	—	—	—	—	—	1	—	4	—	—	—	102	3	105
1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	88	6	94
6	—	—	—	—	—	1	—	1	—	3	—	—	—	130	13	143
1	—	3	1	—	—	—	—	2	—	3	—	—	—	103	13	116
2	—	1	—	—	—	—	—	2	—	6	—	—	—	114	14	128
3	—	1	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	90	5	95
2	—	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	95	10	105
2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—	86	17	103
—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	65	8	73
2	3	1	—	3	—	1	5	3	2	1	2	—	—	182	158	340
10	4	—	1	1	2	—	1	1	2	10	2	1	—	255	222	477
4	2	1	2	—	1	—	2	5	5	6	1	—	—	235	165	400
6	5	5	2	1	2	3	1	5	1	3	1	—	—	255	177	432
2	1	—	1	—	—	1	2	6	1	1	1	1	—	242	139	381
2	—	5	1	1	1	1	—	2	—	5	5	—	—	245	99	344
1	—	2	1	—	—	1	—	8	1	1	3	1	—	202	113	315
—	1	—	—	2	—	3	—	4	—	4	—	—	—	246	111	357
3	2	—	—	2	2	1	1	2	1	2	1	—	—	195	117	312
2	2	2	—	—	2	4	—	2	1	5	1	—	—	112	88	200
13	10	2	3	6	1	14	9	3	7	2	5	—	—	365	473	838
13	15	4	2	1	—	8	9	1	6	—	—	—	—	303	421	724
20	21	2	4	—	—	4	6	2	3	4	4	—	—	361	439	800
24	26	1	2	1	—	12	7	4	5	5	2	—	—	430	486	916
11	20	2	4	—	1	7	12	4	8	1	2	—	—	326	460	786
25	19	5	1	—	—	6	3	4	10	5	9	—	—	304	388	692
8	9	1	2	—	—	6	6	2	3	5	3	—	—	230	265	495
9	9	3	4	1	—	8	8	2	1	2	3	—	—	201	222	423
17	7	1	3	—	—	7	11	5	1	3	2	—	—	231	240	471
8	6	3	5	—	—	8	7	3	10	1	3	—	—	114	138	252
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES		
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Violation du secret professionnel	32	1931/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
		1940	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Vols et maraudages (peines criminelles)	34	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
		1933	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages (peines correctionnelles)	35	1931	721	234	102	16	89	17	533	126	66	8	
		1932	624	272	73	30	77	8	431	89	63	5	
		1933	614	262	61	14	57	10	431	131	82	11	
		1934	705	245	82	21	89	9	544	113	93	10	
		1935	620	237	91	17	64	14	384	82	83	11	
		1936	739	237	60	18	60	11	425	99	101	17	
		1937	703	305	68	14	72	9	516	92	78	17	
		1938	744	305	84	20	88	20	559	126	82	20	
		1939	584	253	96	25	69	11	439	172	81	20	
		1940	868	338	222	67	160	92	941	332	148	23	
Vols et maraudages (peines de police)	36	1931	56	35	10	23	8	8	43	11	3	—	
		1932	43	32	21	34	23	13	8	2	—	—	
		1933	51	45	7	13	7	6	11	5	3	1	
		1934	38	16	11	13	20	12	47	6	16	—	
		1935	19	11	10	14	21	12	63	18	20	2	
		1936	24	18	29	17	11	4	71	12	1	3	
		1937	13	12	13	11	14	2	69	8	3	—	
		1938	19	16	7	15	8	10	52	12	11	2	
		1939	11	6	7	16	16	9	32	11	4	4	
		1940	34	13	65	32	48	28	168	47	35	2	
Banqueroute	37	1931	29	3	3	1	1	—	10	1	—	—	
		1932	29	5	3	—	1	—	18	2	1	—	
		1933	33	6	2	—	7	—	14	1	2	—	
		1934	28	6	3	—	2	—	25	6	3	—	
		1935	27	6	1	—	—	—	17	1	4	1	
		1936	15	6	1	—	4	1	15	5	2	—	
		1937	16	4	1	1	—	—	17	3	—	—	
		1938	24	2	—	—	—	—	18	4	—	—	
		1939	12	4	8	3	1	—	15	—	2	—	
		1940	11	2	1	—	—	—	16	5	5	1	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI	
H 14	F 15	H 16	F 17	H 18	F 19	H 20	F 21	H 22	F 23	H 24	F 25	H 26	F 27	H 28	F 29	H 30	F 31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
41	4	253	45	288	72	63	9	240	50	52	20	130	15	105	24	150	18
48	4	227	45	305	67	60	16	216	50	65	14	136	29	132	44	118	30
52	4	190	37	312	84	76	12	189	57	65	13	126	31	120	34	122	11
63	8	190	47	287	65	75	11	226	50	53	12	168	27	145	34	124	19
70	4	169	49	245	69	58	19	202	63	46	4	119	13	124	35	99	16
64	9	149	18	218	78	40	18	197	49	49	8	141	14	147	34	106	40
67	7	153	30	233	65	62	10	204	51	48	5	130	15	141	27	113	33
69	15	194	57	231	66	55	11	191	50	65	12	180	39	134	35	86	15
69	11	120	31	169	83	51	14	132	43	49	6	134	14	147	44	85	28
202	82	211	46	811	480	104	73	328	89	146	33	315	77	306	59	235	45
28	3	129	76	132	110	17	7	13	6	3	1	25	4	9	3	6	8
17	2	234	52	135	75	20	—	19	4	8	6	21	2	5	—	6	3
27	5	211	55	197	94	21	1	35	4	3	4	40	5	11	2	10	1
18	6	207	55	226	128	26	2	36	3	5	3	44	3	17	2	21	8
20	6	154	35	218	111	24	4	39	8	4	2	40	4	14	5	16	4
5	1	119	42	214	111	7	8	23	3	2	2	29	8	14	4	10	2
16	3	77	30	120	89	25	10	33	10	8	5	33	4	7	1	3	—
10	2	50	18	129	98	27	13	39	20	6	2	32	5	24	4	7	—
7	4	62	24	113	111	42	11	32	21	5	3	25	4	16	2	10	1
23	7	88	30	124	62	47	23	57	25	13	4	145	40	41	17	37	4
1	—	2	1	3	—	1	—	1	—	2	—	2	2	1	—	7	—
2	—	5	—	4	—	—	—	4	1	2	—	4	—	4	—	6	1
1	—	3	—	9	2	2	—	4	—	8	—	2	—	3	—	7	—
1	—	4	—	3	1	2	1	6	2	—	—	3	1	3	—	12	—
2	1	7	1	5	2	—	—	7	—	—	—	7	1	5	—	4	2
—	—	2	—	4	1	1	—	5	2	—	—	2	—	3	1	5	—
1	—	3	—	4	—	1	—	6	—	—	—	2	—	1	—	3	—
—	—	1	—	2	—	1	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—
—	—	1	—	2	—	—	—	5	—	—	—	1	—	6	1	2	1
—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	—	—	2	—

NATURE DES INFRACTIONS 1 (bis)	N° de nomenclature 2 (bis)	ANNÉES 3 (bis)	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES		
			H* 32	F* 33	H 34	F 35	H 36	F 37	H 38	F 39	H 40	F 41	H 42	F 43	
Violation du secret professionnel	32	1931/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1938	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages (peines criminelles)	34	1931	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	
		1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1933	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages (peines correctionnelles)	35	1931	24	3	58	6	324	113	38	8	73	18	124	15	
		1932	25	6	31	4	348	116	40	9	87	21	111	8	
		1933	17	4	41	6	395	167	40	4	81	20	87	20	
		1934	23	3	38	10	290	97	37	9	65	18	85	8	
		1935	25	3	45	5	385	157	38	2	67	21	148	29	
		1936	19	4	33	4	351	126	24	6	67	17	98	14	
		1937	20	8	35	8	318	131	31	8	92	28	85	14	
		1938	41	6	34	4	275	151	23	4	82	26	101	10	
		1939	25	6	27	3	298	151	28	6	68	28	76	25	
1940	84	24	204	37	593	269	75	47	123	39	240	72			
Vols et maraudages (peines de police)	36	1931	4	—	7	—	30	22	17	16	14	6	24	11	
		1932	6	—	4	1	39	12	14	9	13	—	43	39	
		1933	3	—	4	4	49	22	17	21	10	3	52	18	
		1934	1	1	7	—	56	23	26	8	4	2	24	11	
		1935	3	1	4	2	32	25	10	16	14	6	26	31	
		1936	1	—	4	2	39	19	23	12	3	2	17	16	
		1937	3	2	1	—	27	17	17	26	9	1	18	35	
		1938	2	2	7	—	15	6	17	19	4	—	21	13	
		1939	4	2	4	1	5	10	35	21	1	1	12	12	
1940	9	1	17	5	55	24	48	15	1	—	14	13			
Banqueroute	37	1931	1	—	1	—	7	—	—	—	2	1	—	—	
		1932	—	—	1	—	4	1	1	—	5	—	—	—	
		1933	—	—	1	—	15	4	—	—	8	—	—	—	
		1934	—	—	2	—	19	6	1	—	1	—	—	—	
		1935	1	—	—	—	22	4	1	—	6	—	1	—	
		1936	1	—	1	—	12	5	—	—	8	1	3	—	
		1937	1	—	—	—	10	2	—	—	—	—	—	—	
		1938	—	—	1	1	4	1	—	—	3	1	—	—	
		1939	1	—	—	—	4	—	—	—	2	—	3	—	
1940	1	—	—	—	2	—	—	—	2	—	3	—			

* H = Hommes, F = Femmes
E = Ensemble.

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H 44	F 45	H 46	F 47	H 48	F 49	H 50	F 51	H 52	F 53	H 54	F 55	H 56	F 57	H 58	F 59	E* 60
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	2
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
61	11	33	8	30	2	14	2	99	30	46	11	23	1	3,780	886	4,666
53	9	29	5	25	2	7	2	98	22	63	18	21	1	3,513	926	4,439
47	22	24	4	9	2	14	2	106	27	59	11	7	4	3,424	1,004	4,428
90	15	31	5	4	2	23	1	76	18	48	12	9	—	3,663	869	4,532
108	14	28	5	13	2	21	2	85	15	76	17	7	—	3,420	905	4,325
70	7	25	2	12	1	10	3	93	17	52	11	9	2	3,359	864	4,223
38	6	31	3	14	1	11	1	80	16	38	10	11	2	3,392	916	4,308
77	12	30	9	10	2	14	2	50	20	38	9	6	1	3,543	1,047	4,590
61	10	15	10	19	2	24	2	60	26	47	9	2	—	2,975	1,033	4,008
158	106	28	4	29	13	35	16	241	111	106	67	14	1	6,927	2,642	9,569
12	9	5	2	3	—	7	7	16	4	9	3	—	—	630	375	1,005
18	14	11	3	5	—	7	5	12	4	9	4	—	—	741	316	1,057
14	26	6	4	2	2	10	—	12	9	2	3	1	—	816	353	1,169
15	20	19	7	8	4	14	3	15	7	15	2	—	—	936	345	1,281
17	13	17	4	—	—	10	1	17	7	12	7	—	—	824	349	1,173
20	11	12	2	11	1	3	3	27	18	14	—	—	—	733	321	1,054
26	22	14	5	5	1	17	5	17	6	10	1	—	—	598	306	904
28	26	5	1	3	3	14	7	15	3	15	4	—	—	567	301	868
21	18	9	3	5	1	11	2	31	9	10	4	1	—	531	311	842
27	9	9	11	3	4	6	6	10	2	23	8	1	—	1,148	432	1,580
—	—	1	—	1	—	—	—	6	4	1	—	—	—	83	13	96
1	—	1	—	2	—	1	—	9	1	1	—	—	—	109	11	120
4	—	—	—	—	—	—	—	14	4	1	—	1	—	141	17	158
—	—	1	—	1	—	—	—	21	1	4	1	1	—	146	25	171
—	—	1	—	1	—	4	—	16	3	—	—	—	—	139	22	161
—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	1	—	1	—	90	22	112
—	—	—	—	—	—	1	—	10	2	1	—	—	—	78	12	90
—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—	—	—	69	9	78
—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	73	9	82
—	—	1	—	1	—	—	—	7	—	—	—	—	—	57	9	66

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de nomenclature 2	ANNÉES 3	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES	
			H* 4	F* 5	H 6	F 7	H 8	F 9	H 10	F 11	H 12	F 13
Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles)	38	1931	364	77	49	47	21	3	400	79	44	34
		1932	498	92	35	20	21	1	377	57	57	15
		1933	541	102	37	11	26	7	508	78	68	24
		1934	533	80	73	16	35	9	542	95	103	41
		1935	495	76	42	18	39	3	485	75	49	14
		1936	446	75	51	10	21	2	469	59	46	14
		1937	489	70	33	11	24	6	418	43	59	16
		1938	534	118	30	8	23	5	403	68	37	22
		1939	472	96	43	11	28	9	379	61	49	24
1940	373	70	82	29	89	38	401	91	61	19		
Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police)	39	1931	4	3	—	6	—	—	12	6	3	—
		1932	3	—	1	2	1	—	8	—	—	—
		1933	6	2	—	—	—	1	5	1	—	—
		1934	7	1	5	—	—	—	5	—	1	—
		1935	6	1	6	1	—	—	11	4	1	1
		1936	10	1	5	—	—	—	18	3	1	—
		1937	6	3	—	—	1	2	6	1	—	—
		1938	4	—	—	—	—	—	6	2	—	—
		1939	2	—	—	—	—	2	8	4	—	—
1940	4	1	5	—	7	5	29	10	—	1		
Recel	40	1931	95	33	8	—	3	3	77	10	2	3
		1932	118	20	3	3	4	4	30	11	15	3
		1933	66	17	14	3	6	2	40	15	7	—
		1934	54	27	13	8	4	2	50	27	9	2
		1935	64	36	7	4	6	3	46	17	9	3
		1936	76	28	4	1	4	1	34	9	14	2
		1937	71	26	3	—	5	2	43	13	13	4
		1938	60	19	3	—	3	2	46	11	10	—
		1939	62	23	6	2	8	—	47	12	6	3
1940	128	58	53	42	64	84	118	74	25	15		
Incendie (peines criminelles)	41	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Incendie (peines correctionnelles)	42	1931	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—
		1932	2	—	1	—	2	1	—	—	1	—
		1933	7	—	—	—	—	—	2	—	1	—
		1934	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1935	2	1	—	—	4	1	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	2	—	2	1	—	—
		1937	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
		1938	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—
1940	1	—	1	—	—	—	2	—	1	—		

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI	
H 14	F 15	H 16	F 17	H 18	F 19	H 20	F 21	H 22	F 23	H 24	F 25	H 26	F 27	H 28	F 29	H 30	F 31
24	3	75	21	77	24	16	7	91	11	20	6	42	28	81	13	58	13
21	11	69	17	115	32	27	3	101	17	15	2	51	12	86	11	64	8
26	7	53	17	107	23	36	11	135	27	27	4	73	11	96	14	100	10
73	14	94	33	127	36	48	13	175	28	35	4	77	9	118	20	114	20
45	8	77	18	171	33	40	7	204	21	41	3	56	14	98	22	202	35
57	5	60	17	150	28	37	16	209	23	35	14	69	9	127	30	149	40
38	9	63	21	125	19	27	13	136	21	25	5	104	38	109	27	107	28
41	15	85	22	121	20	23	15	104	34	41	8	89	32	109	29	79	20
57	10	71	19	81	17	34	9	137	15	30	3	103	31	110	28	71	31
61	14	87	27	197	72	33	15	168	45	49	7	71	21	115	20	136	96
1	—	6	1	—	4	2	—	1	1	—	—	1	—	1	1	3	—
1	1	8	2	3	1	3	1	1	—	2	—	1	—	2	1	3	1
1	1	4	1	9	2	—	1	—	—	—	—	1	—	3	1	6	1
4	3	3	—	4	2	4	—	9	—	—	—	—	1	2	1	4	1
1	1	8	2	5	2	2	4	3	—	—	—	4	1	6	—	27	—
3	—	1	1	—	—	3	—	11	—	—	—	3	—	2	1	1	1
5	—	2	1	1	—	7	—	7	1	—	—	3	—	—	—	1	—
3	—	1	—	5	1	2	—	5	—	8	—	6	1	2	—	1	—
—	—	1	1	3	2	—	1	6	—	—	—	2	3	1	—	2	—
2	—	1	—	4	2	1	—	4	—	1	—	11	2	13	2	1	2
12	—	33	22	31	25	3	2	25	5	2	—	18	5	7	2	11	1
5	3	24	13	28	22	—	4	18	10	3	4	26	7	10	2	11	2
8	3	20	11	53	19	2	2	26	8	6	—	30	9	4	2	11	8
12	2	12	8	40	25	5	2	25	10	4	—	17	7	14	1	12	8
13	2	21	10	38	17	9	2	21	9	7	2	14	12	11	8	14	13
13	2	15	5	30	23	2	2	41	9	2	1	9	3	7	1	14	5
6	2	20	10	32	17	2	1	24	16	9	—	17	5	11	2	9	4
16	—	15	15	24	16	2	4	29	4	1	1	20	5	9	1	11	4
7	5	9	4	19	13	5	5	11	3	7	—	16	6	14	9	6	4
28	35	22	16	156	182	22	16	109	73	34	12	77	34	43	17	65	35
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	1	—	1	—	1	—	2	—
—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	4	—	—	1	1	—	1	1
1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	4	2	—	—
—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	1	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	No de nomenclature	ANNÉES	FURNES		YPRES		LIÉGE		HUY		VERVIERS		TONGRES	
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1 (bis)	2 (bis)	3 (bis)	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles)	38	1931	9	2	21	3	155	36	18	16	36	13	36	12
		1932	20	1	25	5	178	36	22	18	55	13	38	5
		1933	12	—	25	5	252	63	23	10	67	13	34	4
		1934	14	2	26	5	210	39	26	7	85	11	32	3
		1935	16	2	24	3	293	56	36	9	63	7	47	9
		1936	17	3	30	15	176	45	25	3	59	12	44	4
		1937	17	4	26	7	206	28	15	—	77	19	42	6
		1938	19	12	30	20	150	49	26	6	47	18	33	15
		1939	15	15	23	34	181	54	29	12	51	9	36	10
		1940	23	9	91	25	180	58	24	14	53	11	79	20
Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police)	39	1931	—	—	—	—	1	1	3	1	—	—	—	—
		1932	—	—	1	—	2	4	1	1	2	—	—	—
		1933	—	—	—	—	2	1	2	—	2	2	—	—
		1934	—	—	1	—	2	2	4	—	—	—	1	—
		1935	—	—	—	—	2	2	1	1	—	1	—	—
		1936	—	—	—	—	5	1	3	2	2	—	4	—
		1937	—	—	—	—	2	3	3	—	1	1	—	—
		1938	2	—	2	—	1	1	3	2	1	—	3	—
		1939	—	—	1	8	—	—	4	3	1	—	—	—
		1940	2	—	1	7	3	4	2	1	2	1	1	—
Recel	40	1931	—	1	4	3	39	21	2	—	18	7	6	4
		1932	1	1	2	2	26	19	4	4	3	2	5	3
		1933	—	1	5	3	39	29	3	—	9	6	11	3
		1934	1	—	4	1	44	25	2	2	6	3	11	1
		1935	—	1	6	—	42	26	3	1	2	2	9	8
		1936	3	—	4	—	24	8	1	1	5	—	13	4
		1937	5	1	2	1	32	13	3	2	4	2	9	6
		1938	4	—	6	2	13	10	4	3	3	2	10	2
		1939	3	—	2	1	13	7	4	1	3	4	4	4
		1940	16	8	26	13	44	49	13	11	23	20	51	17
Incendie (peines criminelles)	41	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie (peines correctionnelles)	42	1931	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		1932	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	—	—
		1933	—	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—
		1934	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
		1935	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
		1936	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—
		1937	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
		1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
		1940	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H 44	F 45	H 46	F 47	H 48	F 49	H 50	F 51	H 52	F 53	H 54	F 55	H 56	F 57	H 58	F 59	E* 60
13	11	11	4	6	7	10	—	33	20	16	2	7	3	1,733	495	2,228
16	7	13	6	12	3	6	—	43	13	31	8	7	—	2,003	413	2,416
21	6	11	15	6	4	9	1	43	23	38	11	1	1	2,375	502	2,877
28	4	13	1	17	2	9	4	53	16	38	4	7	2	2,705	518	3,223
30	5	6	6	14	—	20	1	73	15	70	7	6	—	2,742	467	3,209
22	3	13	2	9	3	17	3	49	13	37	1	5	—	2,429	449	2,878
19	4	15	—	7	1	10	1	48	13	23	7	4	—	2,266	417	2,683
29	5	12	2	9	2	8	3	48	10	31	8	2	—	2,163	566	2,729
39	6	17	5	9	3	12	1	41	11	22	7	6	—	2,146	531	2,677
54	28	25	7	14	16	22	7	77	36	59	22	7	—	2,631	817	3,448
1	—	1	2	—	—	5	1	—	—	2	—	—	—	47	27	74
5	—	—	5	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	51	19	70
1	—	2	—	1	—	7	1	1	1	2	—	—	—	55	16	71
3	—	2	—	1	—	2	—	1	—	3	—	—	—	68	11	79
—	1	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	86	23	109
2	2	3	1	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	79	15	94
—	1	4	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	51	14	65
1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	60	7	67
2	1	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	36	25	61
2	—	5	—	2	2	3	2	1	—	9	4	—	—	116	46	162
6	6	4	2	2	2	1	1	7	5	—	1	2	—	418	164	582
2	2	3	3	3	—	—	1	4	3	2	2	2	—	352	150	502
4	—	2	1	—	—	1	1	12	3	7	3	—	1	386	150	536
13	6	—	—	—	—	3	1	7	3	3	—	—	—	365	171	536
8	2	—	3	1	1	3	2	14	4	4	4	—	—	372	192	564
11	6	3	4	1	—	—	1	7	1	1	2	—	—	338	119	457
8	3	3	4	—	1	9	3	5	4	5	1	—	—	350	143	493
14	6	3	5	1	—	2	—	6	2	3	1	1	—	319	115	434
6	1	6	4	—	—	—	—	4	2	3	2	—	—	271	115	386
51	46	6	7	5	3	7	9	27	32	26	36	6	1	1,245	945	2,190
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13
—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	19	7	26
—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	22	3	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	4	17
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	12	3	15
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	11	2	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	8	1	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	14

Tableau n° 35 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de nomenclature 2	ANNÉES 3	BRUXELLES		LOUVAIN		NIVELLES		ANVERS		MALINES	
			H* 4	F* 5	H 6	F 7	H 8	F 9	H 10	F 11	H 12	F 13
Destructions et dommages (peines criminelles)	43	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages (peines correctionnelles)	44	1931	35	1	22	—	6	—	47	3	18	2
		1932	71	4	17	3	15	—	63	4	28	—
		1933	67	10	18	—	9	—	69	6	16	3
		1934	45	4	15	2	6	—	53	5	21	—
		1935	49	9	21	—	5	2	30	—	15	1
		1936	37	1	25	1	5	—	38	4	22	2
		1937	43	11	18	—	9	—	44	2	12	2
		1938	43	3	35	—	5	1	31	1	27	3
		1939	32	3	36	3	6	1	16	6	18	5
		1940	23	3	12	1	1	—	23	4	10	—
Destructions et dommages (peines de police)	45	1931	44	6	7	2	13	—	27	5	1	—
		1932	69	14	11	4	21	—	11	6	3	2
		1933	53	12	10	1	18	4	6	1	2	—
		1934	63	14	17	3	14	3	23	5	11	1
		1935	48	12	7	2	14	2	46	4	10	—
		1936	44	14	16	2	24	4	45	11	6	1
		1937	32	6	22	2	17	2	24	3	13	—
		1938	24	5	5	1	10	3	20	7	85	—
		1939	7	2	1	—	9	1	22	1	5	—
		1940	8	1	1	—	4	1	14	6	4	—
TOTAUX.		1931	4,095	1,142	934	245	587	134	2,898	662	619	141
		1932	4,182	1,180	811	229	698	139	2,822	665	661	168
		1933	4,125	1,114	681	173	631	137	2,882	694	678	159
		1934	4,576	1,239	794	206	727	188	3,080	721	843	219
		1935	4,419	1,240	652	168	633	148	2,654	568	699	187
		1936	4,359	1,168	737	158	561	120	2,780	624	677	166
		1937	4,512	1,342	668	144	594	129	2,610	504	643	183
		1938	4,245	1,217	665	143	508	144	2,803	630	693	172
		1939	3,441	1,046	759	166	516	136	2,451	652	615	177
		1940	3,031	984	824	280	552	302	2,831	866	666	168
Nombres des condamnations individuelles		1931	4,398	1,182	982	248	634	141	3,102	683	655	143
		1932	4,597	1,219	855	239	752	146	2,958	686	694	169
		1933	4,520	1,149	717	176	677	144	3,017	716	705	163
		1934	4,957	1,286	832	217	799	194	3,294	740	884	225
		1935	4,776	1,281	679	168	675	154	2,842	583	740	191
		1936	4,694	1,203	775	164	598	124	2,998	642	725	172
		1937	4,895	1,382	708	147	649	132	2,747	521	686	186
		1938	4,584	1,261	700	147	538	148	2,978	646	734	175
		1939	3,693	1,065	797	172	554	138	2,615	664	654	179
		1940	3,172	1,010	857	289	574	304	2,979	881	711	171

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

TURNHOUT		MONS		CHARLEROI		TOURNAI		GAND		AUDENARDE		TERMONDE		BRUGES		COURTRAI	
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	28	—	27	—	9	1	50	3	24	—	44	9	20	1	38	6
13	—	27	4	25	4	11	1	38	2	23	1	36	5	26	2	39	6
8	1	33	4	31	—	10	2	38	1	29	—	49	2	27	6	40	7
11	—	25	3	26	2	15	—	47	4	27	—	42	4	20	3	46	3
12	2	16	—	30	1	15	—	35	—	20	1	32	1	24	1	39	3
12	1	42	5	21	—	8	—	42	3	20	3	33	1	38	3	56	5
16	1	14	—	22	3	14	—	40	3	26	1	44	—	27	2	41	8
4	2	16	1	8	—	6	—	81	3	31	—	30	1	30	2	35	1
4	2	18	2	14	2	12	—	28	3	36	2	37	2	38	3	24	4
7	1	14	2	18	1	5	—	17	2	19	1	13	1	19	1	26	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	—	54	11	61	11	21	3	13	5	12	4	18	4	4	1	23	2
8	1	51	15	59	7	17	2	54	3	14	—	7	2	20	2	16	4
14	—	45	13	59	10	10	4	42	4	14	—	21	4	19	5	20	2
18	1	42	17	75	14	24	7	49	4	11	—	22	4	19	5	25	6
20	—	37	9	87	23	21	3	83	4	10	—	24	5	25	3	27	5
10	—	48	14	81	21	12	1	50	5	14	2	27	1	34	3	29	4
16	2	47	9	83	15	16	3	66	2	13	—	35	3	31	7	15	1
7	2	39	5	66	23	26	3	48	7	15	1	23	3	27	3	14	1
3	1	18	4	64	12	13	5	67	4	21	—	25	5	27	3	4	—
3	1	13	3	37	14	16	1	16	1	3	1	24	3	6	2	—	—
657	128	2,423	934	2,558	992	721	170	1,860	404	752	130	1,248	242	916	200	1,311	371
596	103	2,296	905	2,595	1,013	654	172	1,875	402	709	114	1,252	251	1,099	218	1,304	370
616	134	2,020	793	2,767	1,013	712	202	2,086	440	686	118	1,399	275	997	199	1,368	347
760	132	1,951	793	2,732	1,054	751	194	2,020	346	604	85	1,507	274	1,252	264	1,412	382
665	104	1,828	710	2,710	1,076	731	169	2,138	428	509	62	1,199	226	1,017	237	1,380	354
620	106	1,792	673	2,589	1,097	559	175	2,134	388	558	101	1,271	252	1,217	244	1,283	361
611	124	1,518	595	2,255	926	646	182	2,136	445	545	89	1,191	255	1,115	253	1,110	302
563	102	1,442	562	2,250	1,048	589	170	1,711	398	543	108	1,194	251	1,023	229	896	233
585	122	1,361	536	2,023	1,005	586	167	1,685	422	595	98	1,214	245	1,193	275	681	185
568	205	1,044	409	2,376	1,218	487	227	1,513	480	567	115	1,228	327	953	240	1,011	302
686	132	2,615	980	2,741	1,025	789	176	2,005	419	789	133	1,356	251	995	205	1,410	382
626	103	2,517	964	2,783	1,060	699	181	1,999	421	746	117	1,348	258	1,192	228	1,374	384
650	134	2,224	836	2,985	1,059	769	216	2,267	457	720	120	1,492	285	1,094	215	1,482	361
820	134	2,121	834	3,008	1,093	811	198	2,191	359	625	87	1,608	276	1,369	274	1,537	400
702	107	2,002	755	2,972	1,119	791	177	2,336	449	524	64	1,310	233	1,101	250	1,472	366
651	107	1,963	704	2,785	1,156	608	181	2,325	403	579	103	1,367	257	1,320	263	1,368	369
639	127	1,645	622	2,473	981	714	193	2,319	462	579	93	1,269	264	1,222	273	1,197	309
598	108	1,553	588	2,436	1,114	620	175	1,856	411	569	109	1,302	256	1,114	235	961	238
614	126	1,470	561	2,204	1,051	630	176	1,837	439	632	101	1,288	252	1,311	284	718	188
589	208	1,104	426	2,564	1,280	509	239	1,595	488	598	116	1,302	334	1,016	254	1,072	310

NATURE DES INFRACTIONS	N° de nomenclature	ANNÉES	FURNES		YPRES		LIÈGE		HUY		VERVIERS		TONGRES		
			H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
1 (bis)	2 (bis)	3 (bis)	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	
Destructions et dommages (peines criminelles)	43	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1932/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages (peines correctionnelles)	44	1931	8	—	13	1	17	1	3	—	4	2	11	1	
		1932	12	—	27	—	19	3	2	—	14	—	25	1	
		1933	8	—	12	1	29	—	8	2	6	1	18	2	
		1934	12	—	22	2	23	3	5	—	19	—	11	2	
		1935	9	—	24	2	19	3	4	1	13	1	21	2	
		1936	7	1	7	—	21	4	2	1	4	2	21	2	
		1937	7	—	8	—	16	3	—	—	20	1	18	—	
		1938	7	—	7	—	10	2	4	—	3	—	19	—	
		1939	4	4	12	2	13	—	1	—	5	—	7	—	
1940	3	—	13	2	6	—	2	—	3	—	12	—			
Destructions et dommages (peines de police)	45	1931	3	—	6	—	46	18	4	—	26	3	25	6	
		1932	12	—	6	—	50	11	10	1	9	1	9	1	
		1933	4	—	7	—	51	9	7	2	10	2	15	—	
		1934	3	—	6	5	53	8	7	3	10	—	9	3	
		1935	7	—	7	1	62	12	11	3	19	—	22	1	
		1936	2	—	7	—	50	19	7	—	20	2	12	5	
		1937	9	—	4	1	49	10	6	1	11	1	14	6	
		1938	3	1	9	2	29	6	9	1	13	—	11	1	
		1939	2	—	7	—	26	6	14	1	23	3	13	3	
		1940	3	—	8	1	23	10	3	—	6	1	2	—	
TOTAUX.		1931	254	41	675	133	2,645	946	473	154	775	212	994	214	
		1932	292	42	496	93	2,782	940	491	196	861	200	1,025	269	
		1933	243	42	457	88	2,857	987	464	155	866	195	850	222	
		1934	240	48	489	88	2,578	1,043	455	173	802	218	885	215	
		1935	225	25	474	77	3,042	1,178	508	147	797	210	1,089	279	
		1936	202	52	420	76	2,942	1,085	377	127	786	195	791	169	
		1937	208	51	372	75	2,401	912	356	119	740	167	764	192	
		1938	263	67	398	94	2,352	966	339	133	687	205	824	186	
		1939	209	53	364	107	2,231	858	429	156	660	186	686	180	
		1940	258	87	610	169	2,183	902	343	172	464	157	671	195	
Nombres des condamnations individuelles		1931	273	42	744	136	2,830	974	505	156	847	218	1,044	219	
		1932	307	44	538	97	2,991	979	529	200	937	213	1,110	276	
		1933	264	45	497	89	3,096	1,025	493	161	939	202	915	233	
		1934	259	48	544	90	2,765	1,086	489	178	881	231	955	223	
		1935	244	25	510	77	3,325	1,228	545	158	856	228	1,194	290	
		1936	220	54	455	80	3,198	1,140	401	131	852	201	844	175	
		1937	232	53	410	81	2,572	945	380	120	787	174	810	197	
		1938	294	68	427	96	2,554	1,002	363	133	742	211	905	195	
		1939	237	62	390	113	2,423	896	461	162	729	192	727	185	
		1940	274	95	638	172	2,324	929	362	177	491	162	706	198	

* H = Hommes, F = Femmes, E = Ensemble.

HASSELT		ARLON		MARCHE		NEUFCHÂTEAU		NAMUR		DINANT		À L'ÉTRANGER		TOTAUX		
H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*
44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	—	2	—	1	—	3	—	10	1	4	—	—	—	467	32	499
18	—	8	—	3	—	2	—	12	—	15	3	—	—	589	43	632
26	2	—	—	—	—	—	—	19	1	7	—	—	—	577	51	628
21	1	1	—	2	—	7	—	14	—	13	1	—	—	549	39	588
14	1	8	1	2	1	—	—	21	—	15	—	—	—	493	33	526
7	—	2	—	2	—	1	—	2	—	5	3	—	—	480	42	522
13	1	3	—	3	—	2	—	3	—	2	—	—	—	465	38	503
16	—	3	—	2	—	1	—	8	1	3	—	—	—	465	21	486
14	1	7	—	6	1	3	—	4	—	6	1	—	—	401	47	448
5	—	4	—	—	—	3	—	4	—	—	1	—	—	262	21	283
5	—	8	1	4	4	7	1	7	1	10	4	1	—	456	92	548
10	5	9	—	4	2	13	1	17	3	14	5	—	—	524	92	616
22	7	10	2	11	—	15	2	10	2	8	1	—	—	503	87	590
27	4	20	3	8	—	8	—	7	—	10	1	—	—	581	111	692
20	6	9	1	1	—	10	1	16	2	7	—	—	—	650	99	749
30	4	12	2	4	2	10	—	13	3	3	—	—	—	610	120	730
19	—	7	4	2	—	5	2	10	4	7	1	—	—	573	85	658
37	3	10	1	1	—	10	1	7	5	8	3	—	—	556	88	644
14	1	10	1	3	1	6	3	10	5	8	2	—	—	422	64	486
6	1	5	—	3	—	3	—	10	1	7	1	—	—	228	49	277
613	173	280	75	146	32	287	68	731	260	433	113	56	5	29,941	8,321	38,262
486	118	293	66	147	29	264	46	650	228	486	112	54	1	29,881	8,269	38,150
662	178	253	84	110	27	256	42	680	241	444	122	18	8	29,808	8,189	37,997
830	208	329	73	132	30	279	34	610	229	420	105	29	5	31,087	8,566	39,653
776	174	310	98	139	23	307	64	764	216	528	130	25	2	30,218	8,300	38,518
633	158	275	71	118	27	255	45	631	220	412	99	26	4	29,005	7,961	36,966
490	146	286	74	116	22	217	48	588	215	370	81	30	5	27,092	7,580	34,672
685	176	310	101	134	25	214	50	621	212	314	74	15	1	26,281	7,697	33,978
642	169	252	74	135	26	240	46	622	202	340	82	14	—	24,529	7,371	31,900
608	279	205	79	130	59	184	91	702	299	394	200	36	5	24,439	8,817	33,256
670	178	301	76	155	33	307	68	788	277	449	117	59	5	32,129	8,599	40,728
507	121	322	68	153	29	279	47	724	237	522	115	61	1	32,120	8,602	40,722
713	181	276	87	117	28	273	43	750	254	481	126	21	8	32,154	8,513	40,667
920	216	348	78	141	31	295	35	676	239	450	106	30	6	33,609	8,884	42,493
848	180	337	101	149	23	335	69	830	225	564	134	26	2	32,685	8,637	41,322
671	163	292	73	125	28	274	47	681	228	432	102	26	4	31,227	8,274	39,501
530	148	311	75	121	22	239	50	656	220	381	82	30	5	29,201	7,864	37,065
734	184	338	106	143	25	227	51	681	224	339	78	17	1	28,307	7,985	36,292
684	176	270	76	137	27	269	48	656	206	365	84	15	1	26,380	7,624	34,004
651	287	213	84	139	62	196	92	748	309	419	203	38	5	25,841	9,085	34,926

Tableau n° 36. — TOTAUX DES CONDAMNÉS RÉPARTIS D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION, EN PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES.

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	Hommes primaires	2,282	2,272	2,164	2,409	2,371	2,293	2,301	2,181	1,669	1,491
	» récidivistes	1,813	1,910	1,961	2,167	2,048	2,066	2,211	2,064	1,772	1,540
	Femmes primaires	844	836	809	878	875	863	962	876	776	710
	» récidivistes	298	344	305	361	365	305	380	341	270	274
Louvain	Hommes primaires	568	480	384	451	378	395	357	357	414	486
	» récidivistes	366	331	297	343	274	342	311	308	345	338
	Femmes primaires	170	153	123	137	115	108	100	93	111	211
	» récidivistes	75	76	50	69	53	50	44	50	55	69
Nivelles	Hommes primaires	323	350	325	355	306	289	294	233	234	300
	» récidivistes	264	348	306	372	327	272	300	275	282	252
	Femmes primaires	87	94	90	125	93	75	89	94	86	233
	» récidivistes	47	45	47	63	55	45	40	50	50	69
Anvers	Hommes primaires	1,654	1,610	1,620	1,677	1,415	1,493	1,337	1,459	1,269	1,503
	» récidivistes	1,244	1,212	1,262	1,403	1,239	1,287	1,273	1,344	1,182	1,328
	Femmes primaires	439	463	500	501	397	452	352	428	467	644
	» récidivistes	223	202	194	220	171	172	152	202	185	222
Malines	Hommes primaires	359	377	391	478	384	373	357	402	327	375
	» récidivistes	260	284	287	365	315	304	286	291	288	291
	Femmes primaires	114	126	119	176	137	126	135	121	128	127
	» récidivistes	27	42	40	43	50	40	48	51	49	41
Turnhout	Hommes primaires	378	355	321	427	399	375	331	325	340	332
	» récidivistes	279	241	295	333	266	245	280	238	245	236
	Femmes primaires	101	75	94	96	76	71	93	74	95	162
	» récidivistes	27	28	40	36	28	35	31	28	27	43
Mons	Hommes primaires	1,265	1,168	922	882	860	894	714	658	623	506
	» récidivistes	1,158	1,128	1,098	1,069	968	898	804	784	738	538
	Femmes primaires	567	492	434	419	389	377	326	340	305	241
	» récidivistes	367	413	359	374	321	296	269	222	231	168
Charleroi	Hommes primaires	1,299	1,300	1,351	1,355	1,289	1,197	944	1,022	856	1,095
	» récidivistes	1,259	1,295	1,416	1,377	1,421	1,392	1,311	1,228	1,167	1,281
	Femmes primaires	604	577	608	624	622	618	525	575	561	771
	» récidivistes	388	436	405	430	454	479	401	473	444	447
Tournai	Hommes primaires	384	341	379	382	369	307	303	309	301	249
	» récidivistes	337	313	333	369	362	252	343	280	285	238
	Femmes primaires	118	124	128	134	122	110	124	115	114	174
	» récidivistes	52	48	74	60	47	65	58	55	53	53
Gand	Hommes primaires	968	963	1,074	1,023	1,066	1,056	1,003	819	806	715
	» récidivistes	892	912	1,012	997	1,072	1,078	1,133	892	879	798
	Femmes primaires	283	268	294	237	306	260	307	292	306	361
	» récidivistes	121	134	146	109	122	128	138	106	116	119
Audenarde	Hommes primaires	474	434	407	362	287	346	285	307	327	323
	» récidivistes	278	275	279	242	222	212	260	236	268	244
	Femmes primaires	94	83	87	67	50	79	70	86	69	96
	» récidivistes	36	31	31	18	12	22	19	22	29	19

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Termonde	Hommes primaires	711	713	789	848	639	681	600	637	670	653
	» récidivistes	537	539	610	659	560	590	591	557	544	575
	Femmes primaires	177	191	205	211	162	184	201	183	186	263
	» récidivistes	65	60	70	63	64	68	54	68	59	64
Bruges	Hommes primaires	537	584	580	729	604	675	574	548	643	517
	» récidivistes	379	515	417	523	413	542	541	475	550	436
	Femmes primaires	151	168	141	194	181	172	183	160	199	164
	» récidivistes	49	50	58	70	56	72	70	69	76	76
Courtrai	Hommes primaires	671	675	668	703	723	661	506	440	311	545
	» récidivistes	640	629	700	709	657	622	604	456	370	466
	Femmes primaires	261	247	226	265	245	265	208	168	127	241
	» récidivistes	110	123	121	117	109	96	94	65	58	61
Furnes	Hommes primaires	127	163	125	134	123	95	100	127	101	135
	» récidivistes	127	129	118	106	102	107	108	136	108	123
	Femmes primaires	27	31	25	36	17	33	35	49	35	69
	» récidivistes	14	11	17	12	8	19	16	18	18	18
Ypres	Hommes primaires	372	257	256	269	236	214	180	199	175	356
	» récidivistes	303	239	201	220	238	206	192	199	189	254
	Femmes primaires	98	69	67	70	59	60	52	77	82	138
	» récidivistes	35	24	21	18	18	16	23	17	25	31
Liège	Hommes primaires	1,511	1,522	1,598	1,410	1,537	1,373	1,139	1,114	1,006	999
	» récidivistes	1,134	1,260	1,259	1,168	1,505	1,569	1,262	1,238	1,225	1,184
	Femmes primaires	614	563	627	652	758	664	560	594	497	567
	» récidivistes	332	377	360	391	420	421	352	372	361	335
Huy	Hommes primaires	266	248	240	250	279	200	182	191	228	202
	» récidivistes	207	243	224	205	229	177	174	148	201	141
	Femmes primaires	102	124	102	113	94	80	65	86	105	123
	» récidivistes	52	72	53	60	53	47	54	47	51	49
Verviers	Hommes primaires	437	483	456	436	429	439	405	358	341	243
	» récidivistes	338	378	410	366	368	347	335	329	319	221
	Femmes primaires	145	142	123	141	139	128	115	145	117	106
	» récidivistes	67	58	72	77	71	67	52	60	69	51
Tongres	Hommes primaires	616	612	500	533	645	473	415	444	362	397
	» récidivistes	378	413	350	352	444	318	349	380	324	274
	Femmes primaires	153	179	141	141	170	113	129	122	127	138
	» récidivistes	61	90	81	74	109	56	63	64	53	57
Hasselt	Hommes primaires	337	317	398	442	415	388	266	399	349	364
	» récidivistes	276	169	264	388	361	245	224	286	293	244
	Femmes primaires	119	82	113	134	114	108	103	127	114	203
	» récidivistes	54	36	65	74	60	50	43	49	55	76
Arlon	Hommes primaires	166	180	145	197	174	147	137	175	154	109
	» récidivistes	114	113	108	132	136	128	149	135	98	96
	Femmes primaires	61	51	62	48	70	48	45	75	44	59
	» récidivistes	14	15	22	25	28	23	29	26	30	20
Marche	Hommes primaires	83	89	67	76	81	70	68	86	82	72
	» récidivistes	63	58	43	56	58	48	48	48	53	58
	Femmes primaires	22	19	15	26	17	21	17	16	20	41
	» récidivistes	10	10	12	4	6	6	5	9	6	18

Tableau n° 36 (suite).

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Neufchâteau	Hommes primaires	166	147	152	158	166	146	93	118	130	90
	» récidivistes	121	117	104	121	141	109	124	96	110	94
	Femmes primaires	55	30	31	25	42	35	35	33	33	63
	» récidivistes	13	16	11	9	22	10	13	17	13	28
Namur	Hommes primaires	386	340	358	311	387	326	280	296	318	345
	» récidivistes	345	310	322	299	377	305	308	325	304	357
	Femmes primaires	155	146	147	141	132	153	150	132	124	192
	» récidivistes	105	82	94	88	84	67	65	80	78	107
Dinant	Hommes primaires	265	279	240	233	301	223	221	165	180	214
	» récidivistes	168	207	204	187	227	189	149	149	160	180
	Femmes primaires	88	82	82	68	92	79	66	53	58	143
	» récidivistes	25	30	40	37	38	20	15	21	24	57
A l'étranger	Hommes primaires	23	34	11	15	16	14	18	7	7	20
	» récidivistes	33	20	7	14	9	12	12	8	7	16
	Femmes primaires	2	1	7	5	2	4	3	1	—	2
	» récidivistes	3	—	1	—	—	—	2	—	—	3
Totaux.	Hommes primaires	16,628	16,293	15,921	16,545	15,879	15,143	13,410	13,376	12,223	12,636
	» récidivistes	13,313	13,588	13,887	14,542	14,339	13,862	13,682	12,905	12,306	11,803
	Femmes primaires	5,651	5,416	5,400	5,664	5,476	5,286	5,050	5,115	4,886	6,242
	» récidivistes	2,670	2,853	2,789	2,902	2,824	2,675	2,530	2,582	2,485	2,575
	ENSEMBLE.	38,262	38,150	37,997	39,653	38,518	36,966	34,672	33,978	31,900	33,256

TABLEAU DE LA RÉCIDIVE GÉNÉRALE ET DE LA RÉCIDIVE SPÉCIALE

Pour la rédaction du tableau 37, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le clas-

sement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DÉNOMINATION DES GROUPES	Nos d'ordre	Nos D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Tableau n° 37. — TOTAUX DES RÉCIDIVISTES RÉPARTIS EN SPÉCIALISTES ET NON SPÉCIALISTES ET D'APRÈS LE NOMBRE DE CONDAMNATIONS QU'ILS ONT ENCOURUES.

DEGRÉ DE RÉCIDIVE	CONDAMNÉS	ANNÉES									
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1er degré	Hom. spécialistes .	2,185	2,183	2,345	2,327	2,158	2,106	2,073	2,000	1,885	1,590
	» n. spécialistes.	3,221	3,310	3,288	3,434	3,197	3,166	3,100	2,913	2,593	2,876
2 condamnations	Fem. spécialistes .	545	532	546	624	591	548	537	565	472	471
	» n. spécialistes.	783	837	826	859	828	771	720	714	742	849
2e degré	Hom. spécialistes .	1,445	1,540	1,551	1,615	1,582	1,513	1,538	1,478	1,372	1,149
	» n. spécialistes.	1,138	1,246	1,207	1,278	1,401	1,216	1,218	1,152	1,058	1,071
3 condamnations	Fem. spécialistes .	313	335	340	352	305	305	298	353	307	276
	» n. spécialistes.	219	290	279	263	267	247	229	217	235	257
3e degré	Hom. spécialistes .	577	557	587	681	753	628	626	594	620	491
	» n. spécialistes.	1,006	986	991	1,059	1,043	1,061	1,015	940	893	889
4 condamnations	Fem. spécialistes .	111	116	103	94	129	121	92	103	105	112
	» n. spécialistes.	200	193	177	172	188	203	177	160	160	182
4e degré	Hom. spécialistes .	509	478	491	531	567	547	496	487	455	427
	» n. spécialistes.	509	543	578	564	592	541	552	504	492	524
5 condamnations	Fem. spécialistes .	69	77	68	83	75	86	74	75	73	67
	» n. spécialistes.	83	93	82	86	97	76	76	72	82	61
5e degré	Hom. spécialistes .	242	260	256	295	318	282	276	282	255	237
	» n. spécialistes.	397	413	416	493	448	507	459	432	431	417
6 condamnations	Fem. spécialistes .	48	33	41	48	36	37	34	36	34	27
	» n. spécialistes.	48	70	75	52	63	79	57	39	61	52
6e degré	Hom. spécialistes .	203	197	227	239	266	244	207	224	225	195
	» n. spécialistes.	284	261	285	285	324	317	306	253	284	278
7 condamnations	Fem. spécialistes .	34	35	35	26	23	23	25	32	19	27
	» n. spécialistes.	35	37	37	49	35	24	28	36	31	36
7e degré	Hom. spécialistes .	153	148	130	137	142	155	145	137	151	109
	» n. spécialistes.	219	206	218	247	251	250	232	213	235	225
8 condamnations	Fem. spécialistes .	19	19	13	19	16	14	20	25	10	15
	» n. spécialistes.	27	36	29	36	29	20	25	20	27	25
8e degré	Hom. spécialistes .	88	102	126	124	120	121	139	121	122	126
	» n. spécialistes.	133	148	140	158	167	159	170	128	158	154
9 condamnations	Fem. spécialistes .	12	12	15	23	22	19	9	21	13	9
	» n. spécialistes.	20	20	12	18	17	16	12	19	12	13
9e degré	Hom. spécialistes .	65	84	85	86	85	56	94	83	83	71
	» n. spécialistes.	115	118	126	144	135	122	133	130	145	131
10 condamnations	Fem. spécialistes .	9	9	6	5	5	5	11	6	8	8
	» n. spécialistes.	12	12	16	13	14	11	14	10	16	18
10e degré et au delà	Hom. spécialistes .	322	309	312	333	326	344	347	349	346	339
	» n. spécialistes.	502	499	528	512	464	527	556	485	503	504
11 condam. et plus	Fem. spécialistes .	47	40	36	43	37	30	37	35	37	38
	» n. spécialistes.	36	57	53	37	47	40	55	44	41	32
Totaux	Hom. spécialistes .	5,789	5,858	6,110	6,368	6,317	5,996	5,941	5,755	5,514	4,734
	» n. spécialistes.	7,524	7,730	7,777	8,174	8,022	7,866	7,741	7,150	6,792	7,069
	Fem. spécialistes .	1,207	1,208	1,203	1,317	1,239	1,188	1,137	1,251	1,078	1,050
	» n. spécialistes.	1,463	1,645	1,586	1,585	1,585	1,487	1,393	1,331	1,407	1,525
ENSEMBLE.		15,983	16,441	16,676	17,444	17,163	16,537	16,212	15,487	14,791	14,378

Tableau n° 38. — IVROGNERIE.

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques.

1	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	1932/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—
	1938	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	4	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	2	—

Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, sceaux, etc.

2	1931	1	2	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—
	1932	1	4	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—
	1933	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—
	1934	1	13	—	—	—	—	—	—	1	13	—	—	—	—	—	—
	1935	1	10	—	—	—	—	—	—	1	9	—	—	—	1	—	—
	1936	—	6	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—
	1937	—	7	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—
	1938	1	3	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—
	1939	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—
	1940	3	8	—	—	—	—	—	—	3	7	—	—	—	—	1	—

Faux en écritures.

3	1931	6	23	1	—	—	—	—	—	6	23	1	—	—	—	—	—
	1932	5	22	2	—	—	—	—	—	5	22	2	—	—	—	—	—
	1933	4	29	—	—	—	—	—	—	3	28	—	—	1	1	—	—
	1934	9	41	—	—	—	—	—	—	9	40	—	—	—	1	—	—
	1935	11	41	—	—	—	—	—	—	11	40	—	—	—	1	—	—
	1936	4	48	—	—	—	—	—	—	4	47	—	—	—	1	—	—
	1937	5	38	—	—	—	—	—	—	5	38	—	—	—	—	—	—
	1938	5	29	—	—	—	—	—	—	5	29	—	—	—	—	—	—
	1939	4	35	—	—	—	—	—	—	4	35	—	—	—	—	—	—
	1940	5	26	—	—	—	—	—	—	5	25	—	—	—	—	1	—

Faux témoignage ou serment.

4	1931	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
	1932	1	3	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—
	1935	—	6	—	2	—	—	—	—	—	6	—	2	—	—	—	—
	1936	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—
	1937	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
	1938	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	1939	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—
	1940	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Usurpation de fonctions, titres ou nom.

5	1931	8	19	1	—	1	1	—	—	3	12	—	—	4	6	1	—
	1932	14	19	—	2	—	—	—	—	6	16	—	2	8	3	—	—
	1933	14	14	1	1	—	1	—	—	5	11	—	1	9	2	1	—
	1934	14	24	—	—	1	—	—	—	6	23	—	—	7	1	—	—
	1935	14	29	—	1	3	2	—	—	5	22	—	—	6	5	—	—
	1936	12	20	—	2	2	—	—	—	5	2	15	—	2	8	5	—
	1937	14	12	—	—	3	—	—	—	4	12	—	—	7	—	—	—
	1938	5	31	—	—	3	1	—	—	1	25	—	—	1	5	—	—
	1939	7	21	—	—	1	2	—	—	1	18	—	—	5	1	—	—
	1940	4	18	—	—	—	1	—	—	2	15	—	—	2	2	—	—

Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes.

6	1931	1	2	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	1932	2	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1936	1	3	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	1	—	—
	1937	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	1938	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—

Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines correctionnelles).

7	1931	699	1,315	21	65	77	27	2	—	51	434	1	22	571	854	18	43
	1932	594	1,247	32	72	48	18	4	3	71	426	5	25	475	803	23	44
	1933	575	1,373	31	62	40	26	2	3	80	487	5	27	455	860	24	32
	1934	571	1,308	35	51	42	34	4	3	63	509	5	21	466	765	26	27
	1935	523	1,158	19	48	52	41	5	2	63	447	1	12	408	670	13	34
	1936	546	1,303	14	46	41	23	1	—	67	499	2	19	438	781	11	27
	1937	444	1,161	19	41	37	23	2	—	39	440	—	18	368	698	17	23
	1938	411	1,012	22	48	34	25	3	1	51	375	2	15	326	612	17	32
	1939	352	1,035	19	53	19	17	—	3	42	434	2	14	291	584	17	36
	1940	298	1,043	23	56	34	12	1	1	55	494	2	22	209	537	20	33

Infractions contre l'ordre public par des particuliers (peines de police).

8	1931	245	181	17	10	46	10	—	—	26	63	1	3	173	108	16	7
	1932	236	225	10	10	41	6	1	—	31	94	1	6	164	125	8	4
	1933	201	195	5	10	31	11	1	—	26	81	—	4	144	103	4	6
	1934	179	186	6	5	25	4	—	2	24	88	1	—	130	94	5	3
	1935	174	216	9	10	25	12	—	—	30	89	1	3	119	115	8	7
	1936	181	197	8	11	35	6	1	—	24	96	1	4	122	95	6	7
	1937	152	216	11	8	24	6	1	1	14	92	—	5	114	118	10	2
	1938	178	167	7	3	27	7	1	—	18	73	—	2	133	87	6	1
	1939	151	174	13	8	16	5	4	—	14	80	—	3	121	89	9	5
	1940	63	114	6	8	9	2	—	1	9	49	1	3	45	63	5	4

Tableau n° 38 (suite).

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Infractions contre la sécurité publique.

9	1931	68	216	1	1	9	3	—	—	16	146	—	1	43	67	1	—
	1932	68	226	1	8	8	3	—	—	22	151	—	7	38	72	1	1
	1933	63	197	1	5	5	9	—	—	27	146	1	5	31	42	—	—
	1934	35	183	—	1	—	3	—	—	18	129	—	1	22	51	—	—
	1935	51	180	—	2	8	3	—	—	14	129	—	—	29	48	—	2
	1936	34	196	1	1	3	3	—	—	13	133	1	—	18	60	—	1
	1937	37	148	—	3	4	3	—	—	10	99	—	3	23	46	—	—
	1938	27	167	1	2	3	3	—	—	11	111	1	2	13	53	—	—
	1939	26	145	—	3	2	1	—	—	5	95	—	2	19	49	—	1
	1940	13	87	2	—	—	3	—	—	6	52	2	—	7	32	—	—

Avortement.

10	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	1933	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1936	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
	1937	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
	1938	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—
	1939	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Exposition ou délaisement d'enfants.

11	1931	4	41	—	—	—	—	—	—	4	40	—	—	—	1	—	—
	1932	6	34	—	—	—	—	—	—	6	34	—	—	—	—	—	—
	1933	6	19	—	—	—	—	—	—	6	19	—	—	—	—	—	—
	1934	1	23	—	—	—	—	—	—	1	22	—	—	—	1	—	—
	1935	3	13	—	—	—	—	—	—	3	13	—	—	—	—	—	—
	1936	2	23	—	2	1	—	—	—	1	23	—	2	—	—	—	—
	1937	2	19	—	1	—	—	—	—	2	19	—	1	—	—	—	—
	1938	—	20	—	—	—	—	—	—	—	20	—	—	—	—	—	—
	1939	5	21	1	1	—	—	—	—	5	21	1	1	—	—	—	—
	1940	2	10	—	—	—	—	—	—	2	10	—	—	—	—	—	—

Destruction ou supposition d'Etat.

12	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1933/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Enlèvement de mineurs.

13	1931	1	4	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1933	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1936	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1937	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
	1938	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—
	1939	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	1940	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Attentats à la pudeur et viols (peines criminelles).

14	1931	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1933	—	3	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	1934	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1935	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	1936	—	4	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—
	1937	3	4	—	—	1	—	—	—	—	2	4	—	—	—	—	—
	1938/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	

Attentats à la pudeur et viols (peines correctionnelles).

15	1931	20	50	1	—	6	2	—	—	11	42	1	—	3	6	—	—
	1932	7	61	1	—	1	1	—	—	6	55	1	—	—	5	—	—
	1933	10	42	—	—	—	1	—	—	9	39	—	—	1	2	—	—
	1934	12	60	—	—	—	—	—	—	8	57	—	—	4	3	—	—
	1935	18	38	—	—	5	2	—	—	12	33	—	—	1	3	—	—
	1936	19	47	—	—	4	—	—	—	12	46	—	—	3	1	—	—
	1937	19	69	—	—	3	2	—	—	15	64	—	—	1	3	—	—
	1938	14	58	—	2	1	1	—	—	13	56	—	1	—	1	—	1
	1939	12	54	—	1	1	3	—	—	10	48	—	1	1	3	—	—
1940	10	39	—	—	2	1	—	—	7	37	—	—	1	1	—	—	

Corruption de la jeunesse et prostitution.

16	1931	3	8	1	1	—	—	—	—	3	8	1	1	—	—	—	—
	1932	1	12	1	3	—	—	—	—	1	12	1	3	—	—	—	—
	1933	1	2	1	2	—	—	—	—	1	2	1	2	—	—	—	—
	1934	—	5	1	9	—	—	—	—	—	5	1	9	—	—	—	—
	1935	5	9	1	2	—	—	—	—	5	9	1	—	—	—	—	2
	1936	—	9	1	1	—	—	—	—	—	9	1	1	—	—	—	—
	1937	1	6	2	1	—	—	—	—	1	6	2	1	—	—	—	—
	1938	1	5	—	5	—	—	—	1	1	5	—	4	—	—	—	—
	1939	2	5	—	3	—	—	—	—	1	5	—	3	1	—	—	—
1940	1	6	—	6	—	—	—	—	1	6	—	6	—	—	—	—	

Outrage public aux mœurs (peines correctionnelles).

17	1931	77	145	8	8	16	1	4	—	24	85	1	1	37	59	3	7
	1932	59	135	10	7	5	1	—	—	23	75	—	6	31	59	10	1
	1933	58	138	3	16	3	3	—	—	25	99	1	9	31	36	2	7
	1934	63	121	2	10	8	5	1	—	29	68	—	4	26	48	1	6
	1935	43	116	3	11	2	3	2	—	17	76	1	6	24	37	—	5
	1936	45	113	3	9	3	2	—	1	16	74	3	5	26	37	—	3
	1937	37	126	5	8	7	2	1	—	15	87	3	4	15	37	1	4
	1938	41	92	4	2	5	—	—	—	12	62	—	1	24	30	4	1
	1939	40	98	3	5	2	—	1	—	17	68	1	2	21	30	1	3
1940	18	84	3	2	1	1	1	—	5	61	—	2	12	22	2	—	

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38 (suite).

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Outrage public aux mœurs (peines de police).

18	1931	8	8	—	—	2	—	—	—	3	4	—	—	3	4	—	—
	1932	17	6	—	2	4	—	—	—	2	2	—	—	11	4	—	2
	1933	3	7	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	3	5	—	1
	1934	4	5	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	3	2	—	—
	1935	3	2	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—
	1936	4	3	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	3	2	—	—
	1937	5	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	5	2	—	—
	1938	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
	1939	4	2	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	3	—	—	—
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Adultère et bigamie.

19	1931	28	166	5	8	—	—	—	—	28	166	5	8	—	—	—	—
	1932	49	164	6	12	1	—	—	—	48	164	6	12	—	—	—	—
	1933	49	198	2	6	—	—	—	—	49	198	2	6	—	—	—	—
	1934	37	180	9	11	—	—	—	—	37	180	9	11	—	—	—	—
	1935	46	142	5	10	1	—	—	—	45	142	5	10	—	—	—	—
	1936	48	167	2	15	1	—	—	1	47	166	2	14	—	1	—	—
	1937	24	193	4	10	—	—	—	—	24	193	4	10	—	—	—	—
	1938	36	237	3	11	—	1	—	—	36	235	3	11	—	1	—	—
	1939	35	188	7	16	—	—	—	1	35	188	7	15	—	—	—	—
	1940	22	124	4	5	—	—	—	—	22	121	4	5	—	3	—	—

Abandon de famille.

20	1931	4	11	—	—	—	—	—	—	4	11	—	—	—	—	—	—
	1932	4	20	—	—	—	—	—	—	4	20	—	—	—	—	—	—
	1933	3	13	—	—	—	—	—	—	3	13	—	—	—	—	—	—
	1934	1	13	—	—	—	—	—	—	1	13	—	—	—	—	—	—
	1935	1	15	—	—	—	—	—	—	1	15	—	—	—	—	—	—
	1936	—	15	—	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	—	—	—
	1937	2	17	—	—	—	—	—	—	2	17	—	—	—	—	—	—
	1938	1	14	—	—	—	—	—	—	1	14	—	—	—	—	—	—
	1939	3	18	—	—	—	—	—	—	2	18	—	—	—	1	—	—
	1940	2	11	—	—	—	1	—	—	2	9	—	—	—	1	—	—

Meurtre (peines criminelles).

21	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	4	6	—	—	2	—	—	—	1	6	—	—	1	—	—	—
	1933	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—
	1934	1	4	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—
	1935	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—
	1936	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1937	1	2	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	1938	1	3	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—
	1939	1	2	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
	1940	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—

1 N° de la nomenclature	2 Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Meurtre (peines correctionnelles).

22	1931/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
----	---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Lésions corporelles (peines criminelles).

23	1931/34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1936	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1937/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—

Lésions corporelles (peines correctionnelles).

24	1931	550	1,299	8	29	141	40	2	2	153	891	2	19	256	368	4	8
	1932	455	1,278	11	29	127	45	3	1	155	937	3	22	173	296	5	6
	1933	341	1,171	11	30	72	44	—	1	110	835	6	29	159	292	5	—
	1934	398	1,208	12	39	84	48	2	—	139	906	1	31	175	254	9	8
	1935	375	996	14	23	87	37	—	—	117	710	8	17	171	249	6	6
	1936	327	1,096	14	24	82	52	2	2	108	753	4	14	137	291	8	8
	1937	268	1,138	3	36	59	28	—	2	101	825	3	27	108	285	—	7
	1938	249	980	6	24	57	34	—	—	77	727	2	15	115	219	4	9
	1939	218	1,020	9	29	31	30	1	3	87	779	6	22	100	211	2	4
	1940	102	520	2	23	9	6	—	—	51	391	—	16	42	123	2	7

Lésions corporelles (peines de police).

25	1931	528	754	20	35	152	25	2	1	132	501	8	26	244	228	10	8
	1932	471	762	19	45	121	34	5	—	148	523	9	39	202	205	5	6
	1933	390	809	4	35	115	45	—	—	114	565	1	25	161	199	3	10
	1934	365	663	17	32	70	28	3	—	105	468	7	26	190	167	7	6
	1935	381	782	13	35	89	31	4	—	133	570	3	30	159	181	6	5
	1936	364	777	18	41	98	36	8	1	111	535	6	32	155	206	4	8
	1937	280	748	14	34	67	33	2	—	87	510	8	25	126	205	4	9
	1938	320	714	10	23	74	30	1	1	85	509	5	17	161	175	4	5
	1939	218	684	11	48	36	32	1	2	75	499	5	32	107	153	5	14
	1940	105	387	5	30	13	11	—	—	42	285	3	19	50	91	2	11

Duel.

26	1931/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
----	---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers.

27	1931	12	31	—	—	—	3	—	—	3	16	—	—	9	12	—	—
	1932	12	24	—	—	3	1	—	—	3	16	—	—	6	7	—	—
	1933	13	17	—	1	3	1	—	—	1	10	—	—	9	6	—	1
	1934	10	27	—	—	—	1	—	—	5	17	—	—	5	9	—	—
	1935	11	28	—	1	2	1	—	—	3	20	—	—	6	7	—	1
	1936	10	34	—	—	1	1	—	—	2	16	—	—	7	17	—	—
	1937	6	31	—	—	3	1	—	—	—	16	—	—	3	14	—	—
	1938	7	21	—	1	1	1	—	—	1	13	—	1	5	7	—	—
	1939	4	23	—	1	—	1	—	—	2	9	—	—	2	13	—	1
	1940	3	14	—	1	—	—	—	—	2	11	—	1	1	3	—	—

Tableau n° 38 (suite).

1	N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
			Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
			P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
Calomnies et injures (peines correctionnelles).																		
28	1931	11	39	2	3	4	—	—	—	4	29	—	2	3	10	2	1	
	1932	14	45	2	5	2	4	1	—	9	35	—	5	3	6	1	—	
	1933	12	38	—	3	—	—	—	—	9	36	—	3	3	2	—	—	
	1934	11	45	—	4	1	1	—	—	8	38	—	4	2	6	—	—	
	1935	8	50	1	5	1	—	—	—	5	39	—	4	2	11	1	1	
	1936	9	52	—	2	—	2	—	—	5	48	—	2	4	2	—	—	
	1937	4	43	—	4	1	—	—	1	3	37	—	3	—	6	—	—	
	1938	4	44	—	3	2	1	—	1	2	35	—	1	—	8	—	1	
	1939	9	30	1	1	2	—	—	—	7	25	—	1	—	5	1	—	
	1940	1	15	1	—	—	—	—	—	1	13	1	—	—	2	—	—	
Calomnies et injures (peines de police).																		
29	1931	22	49	3	8	6	1	1	2	7	38	2	6	9	10	—	—	
	1932	12	45	3	6	—	3	—	—	7	34	2	5	5	8	1	1	
	1933	20	50	1	5	4	1	—	—	11	45	—	5	5	4	1	—	
	1934	25	61	1	7	8	3	—	—	8	51	1	6	9	7	—	1	
	1935	11	31	3	2	2	—	1	—	7	24	2	1	2	7	—	1	
	1936	15	34	1	6	4	2	—	1	7	25	1	5	4	7	—	—	
	1937	10	29	1	1	2	1	—	—	8	23	1	1	—	5	—	—	
	1938	4	26	1	2	3	—	—	—	1	24	—	2	—	2	1	—	
	1939	8	27	2	4	3	1	1	—	5	22	1	4	—	4	—	—	
	1940	7	15	—	2	3	—	—	—	3	13	—	2	1	2	—	—	
Violation de sépultures.																		
30	1931	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
	1932/35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1936	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1937/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires.																		
31	1931/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel																		
32	1931/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications.																		
33	1931/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1938	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
	1939	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages (peines criminelles).																		
34	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1933/34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1935	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
	1936/38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	1939	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Vols et maraudages (peines correctionnelles).

35	1931	147	622	4	20	18	4	1	—	113	594	3	19	16	24	—	1
	1932	80	641	—	26	5	2	—	1	69	612	—	24	6	27	—	1
	1933	94	590	5	28	5	3	—	—	78	563	4	27	11	24	1	1
	1934	103	627	2	21	4	4	—	—	86	589	2	18	13	34	—	3
	1935	107	608	2	23	9	6	—	1	90	573	2	22	8	29	—	—
	1936	90	560	4	11	9	3	—	—	70	534	4	11	11	23	—	—
	1937	74	620	1	19	3	3	1	—	58	579	—	19	13	38	—	—
	1938	81	574	4	29	9	8	—	—	61	544	4	27	11	22	—	2
	1939	60	547	4	23	3	5	—	—	50	525	3	22	7	17	1	1
	1940	163	1,092	7	40	2	4	—	—	154	1,065	7	40	7	23	—	—

Vols et maraudages (peines de police).

36	1931	16	74	1	6	2	—	—	—	12	69	1	6	2	5	—	—
	1932	17	78	—	3	—	—	—	—	16	75	—	3	1	3	—	—
	1933	29	91	1	4	—	—	1	—	21	85	—	4	8	6	—	—
	1934	15	109	2	1	2	1	1	—	12	107	1	1	1	1	—	—
	1935	16	84	—	2	—	—	—	—	15	81	—	2	1	3	—	—
	1936	22	92	1	6	—	—	—	—	17	88	1	5	5	4	—	1
	1937	14	62	1	5	1	1	—	—	9	56	1	5	4	5	—	—
	1938	18	77	—	—	1	1	—	—	14	74	—	—	3	2	—	—
	1939	6	68	—	5	1	1	—	—	5	65	—	5	—	2	—	—
	1940	28	84	—	2	—	—	—	—	26	84	—	2	2	—	—	—

Banqueroute.

37	1931	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1932	—	4	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—
	1933	—	8	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	1	—	—
	1934	1	5	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—
	1935	2	9	—	—	—	—	—	—	2	9	—	—	—	—	—	—
	1936	—	8	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	—
	1937	—	11	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	1	—	—
	1938	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1939	2	3	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—
	1940	2	1	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	1

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines correctionnelles)

38	1931	35	197	—	6	1	—	—	—	31	192	—	6	3	5	—	—
	1932	35	240	1	2	—	1	—	—	35	229	1	2	—	10	—	—
	1933	30	289	1	7	—	1	—	—	27	286	1	6	3	2	—	1
	1934	53	277	1	14	1	—	—	—	51	276	1	14	1	1	—	—
	1935	57	272	3	14	—	—	—	—	57	270	3	14	—	2	—	—
	1936	54	275	3	8	—	1	—	—	52	266	3	8	2	8	—	—
	1937	43	289	4	6	—	1	1	—	37	283	2	5	6	5	1	1
	1938	47	268	—	8	2	—	—	—	44	262	—	5	1	6	—	3
	1939	44	290	1	5	1	—	—	—	41	274	1	5	2	16	—	—
	1940	59	301	3	9	—	—	—	—	57	297	3	9	2	4	—	—

* P = Primaires, R = Récidivistes.

Tableau n° 38. (suite).

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Abus de confiance, escroquerie, tromperie (peines de police)

39	1931	2	3	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—
	1932	1	4	—	1	—	—	—	—	1	4	—	1	—	—	—	—
	1933	—	4	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—
	1934	2	5	—	—	—	—	1	—	2	4	—	—	—	—	—	—
	1935	3	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
	1936	2	4	—	—	—	—	1	—	2	3	—	—	—	—	—	—
	1937	1	8	—	—	—	—	—	—	1	8	—	—	—	—	—	—
	1938	3	7	—	—	—	—	—	—	3	7	—	—	—	—	—	—
	1939	3	2	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	1	—
	1940	2	5	—	1	—	—	—	—	1	5	—	1	1	—	—	—

Recel.

40	1931	12	61	1	3	1	—	—	—	11	60	1	3	—	1	—	—
	1932	4	55	—	1	—	—	—	—	4	55	—	1	—	—	—	—
	1933	4	65	1	2	—	—	—	—	3	64	1	2	1	1	—	—
	1934	7	55	1	1	2	—	—	—	5	55	1	1	—	—	—	—
	1935	10	58	1	4	—	—	—	—	10	58	1	4	—	—	—	—
	1936	2	50	—	4	—	—	—	—	2	49	—	4	—	—	1	—
	1937	6	65	2	1	—	—	—	—	6	65	2	1	—	—	—	—
	1938	3	52	—	—	—	—	—	—	3	51	—	—	—	—	1	—
	1939	4	53	2	3	—	—	—	—	4	52	2	3	—	—	1	—
	1940	30	171	1	11	—	—	—	—	30	171	1	10	—	—	—	1

Incendie (peines criminelles).

41	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1933/36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
	1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	1940	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Incendie (peines correctionnelles).

42	1931	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1932	—	5	—	1	—	—	—	—	—	4	—	1	—	1	—	—
	1933	1	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—
	1934	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1935	—	4	1	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	1	—
	1936	—	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1937	2	3	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—
	1938	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1939	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
	1940	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—

Destructions et dommages (peines criminelles).

43	1931/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N° de la nomenclature	Années	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson				CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique				CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson			
		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
		P*	R*	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R	P	R
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18

Destructions et dommages (peines correctionnelles).

44	1931	79	146	2	2	11	2	—	—	10	70	—	1	58	74	2	1
	1932	66	156	—	4	6	—	—	—	17	88	—	2	43	68	—	2
	1933	56	126	4	6	8	—	—	—	13	70	2	3	35	56	2	3
	1934	46	146	4	—	5	7	1	—	13	82	2	—	28	57	1	—
	1935	29	133	1	—	—	1	—	—	8	80	1	—	21	52	—	—
	1936	34	121	2	11	8	1	—	1	6	68	—	4	20	52	2	6
	1937	32	158	—	8	1	2	—	—	12	97	—	4	19	59	—	4
	1938	31	101	2	1	4	—	—	—	10	62	—	1	17	39	2	—
	1939	23	110	—	11	1	3	—	—	11	69	—	5	11	38	—	6
	1940	13	79	—	5	1	—	—	—	4	51	—	1	8	28	—	4

Destructions et dommages (peines de police).

45	1931	88	96	5	7	21	2	—	—	11	44	1	3	56	50	4	4
	1932	70	112	3	5	20	1	—	—	10	57	3	3	40	54	—	2
	1933	60	88	1	5	7	6	—	—	8	43	—	2	45	39	1	3
	1934	65	100	2	5	11	2	—	—	12	62	1	2	42	36	1	3
	1935	63	100	—	6	13	1	—	—	10	50	—	3	40	49	—	3
	1936	41	133	2	4	10	4	—	—	12	69	—	2	19	60	2	2
	1937	49	115	2	3	10	8	—	—	10	57	2	3	29	50	—	—
	1938	48	78	4	7	11	2	—	—	12	45	—	4	25	31	4	3
	1939	42	68	1	4	7	—	—	1	7	43	—	1	28	25	1	2
	1940	15	58	—	3	2	1	—	—	5	33	—	—	8	24	—	3

TOTAUX.

45	1931	2,679	5,566	102	212	516	121	12	5	672	3,552	29	127	1,491	1,893	61	80
	1932	2,306	5,639	102	244	394	121	14	5	705	3,761	34	169	1,207	1,757	54	70
	1933	2,039	5,592	73	229	293	153	4	4	630	3,756	25	160	1,116	1,683	44	65
	1934	2,031	5,498	95	211	264	142	12	5	642	3,818	33	149	1,125	1,538	50	57
	1935	1,967	5,143	76	201	300	140	12	3	669	3,530	30	130	998	1,473	34	68
	1936	1,866	5,399	74	206	302	138	12	7	582	3,605	29	136	982	1,656	33	63
	1937	1,537	5,351	70	189	228	114	8	4	468	3,659	29	135	841	1,578	33	50
	1938	1,543	4,792	64	171	237	116	5	4	470	3,374	17	109	836	1,302	42	58
	1939	1,283	4,740	74	226	128	101	8	10	435	3,395	29	143	720	1,244	37	73
	1940	974	4,325	57	205	76	44	2	2	500	3,314	24	139	398	967	31	64

Nombre des condamnations individuelles.

45	1931	2,805	6,335	108	235	530	128	12	5	720	4,104	30	143	1,555	2,103	66	87
	1932	2,395	6,387	112	285	395	130	14	5	747	4,303	39	198	1,253	1,954	59	82
	1933	2,126	6,346	78	258	298	162	4	4	670	4,323	27	184	1,158	1,861	47	70
	1934	2,137	6,276	97	246	271	150	12	6	696	4,427	33	177	1,170	1,699	52	63
	1935	2,052	5,908	79	232	312	149	12	3	709	4,105	32	153	1,031	1,654	35	76
	1936	1,952	6,144	78	229	312	144	12	7	621	4,158	30	149	1,019	1,842	36	73
	1937	1,593	6,101	70	216	231	118	8	4	496	4,209	29	156	866	1,774	33	56
	1938	1,601	5,411	66	188	241	127	5	4	498	3,850	17	125	862	1,434	44	59
	1939	1,340	5,396	79	263	128	110	8	11	464	3,892	32	165	748	1,394	39	87
	1940	1,009	4,789	59	220	76	44	2	2	521	3,673	26	150	412	1,072	31	68

Tableau n° 39. — CONTRAVENTIONS AUX ARTICLES 1, 2, 3 DE LA LOI SUR L'IVRESSE PUBLIQUE
DU 16 AOÛT 1887 JUGÉES PENDANT L'ANNÉE
ET RÉPARTIES D'APRÈS LES MOIS DE L'ANNÉE OÙ ELLES ONT ÉTÉ COMMISES.

AN- NÉES	CATÉGORIES DE CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque in- connue ou indé- terminée	TO- TAUX
		Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1931	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	256	256	284	288	371	341	358	353	374	301	278	322	3	3,785
	commis isolément .	858	814	840	825	1,012	1,005	1,017	1,050	945	908	935	863	—	11,072
	<i>Total des 2 catégories.</i>	1,114	1,070	1,124	1,113	1,383	1,346	1,375	1,403	1,319	1,209	1,213	1,185	3	14,857
1932	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	235	199	248	258	310	310	339	338	272	277	286	215	3	3,290
	commis isolément .	774	629	701	873	909	837	884	958	943	886	872	762	1	10,029
	<i>Total des 2 catégories.</i>	1,009	828	949	1,131	1,219	1,147	1,223	1,296	1,215	1,163	1,158	977	4	13,319
1933	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	168	187	235	266	268	283	367	335	289	260	237	225	5	3,125
	commis isolément .	587	509	678	744	776	753	915	800	708	715	636	617	1	8,439
	<i>Total des 2 catégories.</i>	755	696	913	1,010	1,044	1,036	1,282	1,135	997	975	873	842	6	11,564
1934	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	216	187	212	262	288	296	380	304	300	277	191	152	1	3,066
	commis isolément .	634	564	655	847	749	773	852	765	761	706	585	474	—	8,365
	<i>Total des 2 catégories.</i>	850	751	867	1,109	1,037	1,069	1,232	1,069	1,061	983	776	626	1	11,431
1935	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	186	161	180	250	253	270	314	296	305	231	203	229	2	2,880
	commis isolément .	483	373	446	539	520	598	614	537	578	615	559	575	—	6,437
	<i>Total des 2 catégories.</i>	669	534	626	789	773	868	928	833	883	846	762	804	2	9,317
1936	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	201	187	235	226	277	316	339	278	270	236	205	173	5	2,948
	commis isolément .	486	401	568	427	531	576	647	650	576	511	497	441	—	6,311
	<i>Total des 2 catégories.</i>	687	588	803	653	808	892	986	928	846	747	702	614	5	9,259
1937	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	197	174	197	252	262	257	278	301	285	188	177	211	5	2,784
	commis isolément .	455	410	462	534	624	549	564	603	596	534	389	405	—	6,125
	<i>Total des 2 catégories.</i>	652	584	659	786	886	806	842	904	881	722	566	616	5	8,909
1938	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	195	157	182	173	227	202	200	227	205	275	196	190	1	2,430
	commis isolément .	445	388	520	512	522	531	561	457	378	547	479	418	—	5,758
	<i>Total des 2 catégories.</i>	640	545	702	685	749	733	761	684	583	822	675	608	1	8,188
1939	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	139	111	147	177	173	178	223	246	274	211	127	122	—	2,128
	commis isolément .	502	392	427	560	526	455	610	635	657	544	461	375	—	6,144
	<i>Total des 2 catégories.</i>	641	503	574	737	699	633	833	881	931	755	588	497	—	8,272

Infractions aux articles 1^{er}, § 1 et 3 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse.

1940	<i>Faits d'ivresse :</i>														
	connexes à un délit .	76	100	105	87	60	174	218	227	175	153	123	121	2	1,621
	commis isolément .	299	340	405	493	229	264	468	524	516	490	353	417	—	4,798
	<i>Total des 2 catégories.</i>	375	440	510	580	289	438	686	751	691	643	476	538	2	6,419

Le tableau ci-dessus dénote pour les faits d'ivresse jugés, que ces faits soient ou non connexes à un délit, une dégression constante pendant les dix années envisagées.

En 1936 seulement les faits d'ivresse connexes à un délit, constatés par jugement, ont été plus nombreux que ceux commis en 1935, et l'année 1939 marque pour les faits d'ivresse commis isolément une reprise sur les mêmes faits commis en 1938.

Dans l'ensemble, de 1931 à 1940, la chute du nombre des infractions contre la loi sur l'ivresse est profonde.

Il y a pourtant lieu de n'attacher aux chiffres de 1940 qu'une importance relative et transitoire :

L'application de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 qui a abrogé la loi du 16 août 1887 n'a pas pu pendant l'année 1940 être relevée pleinement par les jugements prononcés pendant cette même année, beaucoup d'infractions encore, commises sous l'effet de l'ancienne loi, ont dû recevoir l'application de celle-ci.

Il est à noter qu'au 14 novembre 1939 est également intervenu un arrêté-loi sur le régime de l'alcool modifiant la loi du 29 août 1919.

D'autre part, les circonstances de guerre ont provoqué dans les faits d'ivresse et leur constatation un arrêt qui ne doit pas nécessairement perdurer.

Il suffit à cet égard de se reporter aux chiffres des condamnations pour ivresse depuis 1911 jusqu'en 1930 rappelés ci-dessous :

Années	Condamnations pour faits d'ivresse commis isolément	Condamnations pour faits d'ivresse connexes à un délit	Total des condamnations pour faits d'ivresse
1911	17,056	4,914	21,970
1912	16,625	4,785	21,410
1913	15,975	5,106	21,083
1914	9,153	2,719	11,872
1915	4,398	1,424	5,822
1916	2,794	887	3,681
1919	1,551	215	1,766
1920	5,372	1,681	7,053
1921	7,653	2,617	10,270
1922	10,411	3,703	14,114
1923	12,974	3,823	16,797
1924	12,633	3,760	16,393
1925	11,569	3,814	15,383
1926	11,669	3,703	15,372
1927	10,388	3,714	14,102
1928	11,029	3,424	14,453
1929	11,854	3,906	15,760
1930	13,558	4,213	17,771

SECTION II

STATISTIQUE

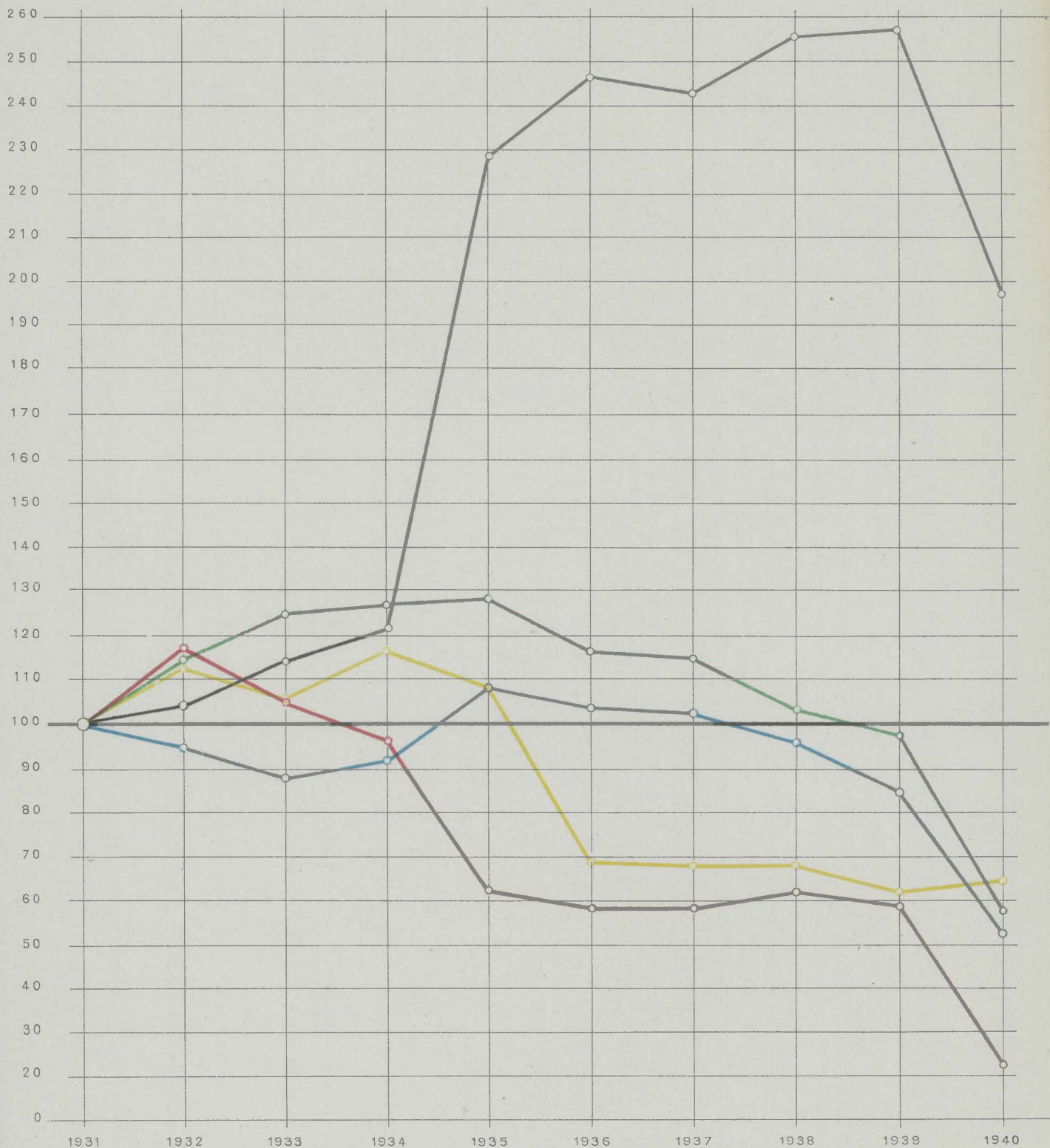
DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ET DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

PROPORTIONS DES AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES TERMINÉES
 PAR ARRÊT OU JUGEMENT PAR LES COURS ET TRIBUNAUX
 DE 1931 À 1940



○ — ○
 Justices de Paix

○ — ○
 Tribunaux de première Instance

○ — ○
 Tribunaux de Commerce et Tribunaux civils siégeant commercialement

○ — ○
 Cours d'Appel

○ — ○
 Cour de Cassation

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année par les greffiers des tribunaux.

Une circulaire ministérielle du 13 août 1845 avait prescrit aux greffiers des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce de tenir un registre statistique, divisé en colonnes, et dans lequel ces fonctionnaires pouvaient puiser les éléments correspondant aux catégories de renseignements qui devaient figurer aux tableaux.

La circulaire ministérielle du 8 décembre 1934 a levé l'obligation de tenir des registres statistiques dans les termes suivants :

« La statistique des affaires civiles et commerciales ne contenant plus la classification des causes suivant le fond du litige, la tenue des registres statistiques n'est plus prescrite.

» La statistique des affaires à juger, terminées et restant à juger doit être dressée d'après le rôle des causes.

» Les fonctionnaires intéressés devront faire toutes les annotations nécessaires pour que cette statistique soit établie avec la plus parfaite exactitude. »

La statistique des divorces et celle des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

Dans les tribunaux civils de première instance, les magistrats transmettent aux greffiers un bulletin statistique pour chaque jugement rédigé.

I° JUSTICES DE PAIX

Compétence. — Jusqu'en mai 1940, les arrondissements judiciaires du Royaume étaient divisés en 230 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprenait 88, celui de Gand, 65, celui de Liège 77.

Depuis, il y a lieu de tenir compte de la soustraction à l'administration belge des territoires comportant les cantons de : Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les cantons du Royaume étant ainsi réduits à 227 et ceux du ressort de la cour d'appel de Liège à 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Une place de greffier adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis-greffier doit faire habituellement les fonctions de greffier.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats de leur activité, en matière contentieuse, sont consignés dans le tableau n° 40.

Juridiction contentieuse. — L'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 modifiant la loi du 25 mars 1876 détermine comme suit la compétence du juge de paix :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 5,000 francs, en outre des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi, mais seulement en dernier ressort et jusqu'à la valeur de 1,000 francs.

Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 5,000 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des

demandes en pension alimentaire fondées sur l'article 212 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 des lois sur la compétence, dépasse ou ne dépasse pas 1,000 francs.)

Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'art 2 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 et par l'Arrêté Royal du 30 mars 1935) étant les contestations relatives aux baux à ferme et à loyer, aux obligations de copropriétaires, aux servitudes, aux droits de passage; les actions possessoires, les contestations relatives aux engagements de travail, sous réserve de la juridiction des prud'hommes; les actions réhabilitoires dans les ventes ou échanges d'animaux, les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, les contestations relatives aux ventes de semences, engrais, nourritures d'animaux, si l'acheteur n'a pas fait acte de commerce; les oppositions frappant l'épargne de la femme mariée et du mineur.

En outre, en vertu des art. 8 et 21 du Code rural, ils connaissent des indemnités relatives au droit de fouille et aux droits d'irrigation et de dessèchement.

Selon l'art. 1^{er}, al. 1^{er} de la loi du 19 juillet 1935 remplaçant l'art 59 des lois coordonnées sur les mines, les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 15,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 40,000 francs.

En cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre ceux-ci de leur responsabilité, ils sont compétents en dernier ressort jusqu'à la valeur de 8,000 francs, en premier ressort jusqu'à la valeur de 20,000 francs (art. 59 A. R. Mines, coord. 15 septembre 1919, modifié par la loi du 15 septembre 1928).

L'art. 6 de la loi du 25 mars 1841 donne compétence aux juges de paix pour connaître des

demandes en validité et en main-levée des saisies-gageries et des saisies-foraines.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ...ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (A. R. du 28 septembre 1931 coordonnant les lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, modifié par A. R. du 31 mars 1936 art. 24.)

De même le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bâtiment est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou aux ayants droit ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

En vertu de l'art. 17 de la loi du 24 juillet 1927 les recours contre les décisions du Fonds de prévoyance sont portés devant le juge de paix, qui statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Les dispositions légales exceptionnelles en matière de loyer et de fermage ont unanimement attribué la compétence des contestations au juge de paix de la situation de l'immeuble, mais le taux du ressort a eu ses variations. A cet égard il y a lieu de citer :

En ce qui concerne les *baux à loyer* :

1° L'Arrêté Royal du 31 décembre 1929 portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogeant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont applicables, qui par son art. 22 attribue les contestations à la compétence du juge de paix, mais en premier ressort seulement;

2° La loi du 5 août 1933 sur la révision temporaire et la réduction des baux commerciaux, qui dans son article 6 fixe le premier ressort ou le dernier ressort de la juridiction du juge de paix suivant que le montant annuel du loyer excède ou non 10,000 francs;

3° L'Arrêté Royal du 31 octobre 1934 modifié par l'Arrêté Royal du 10 décembre 1935, art. 20,

La loi du 22 mars 1940 portant des dispositions exceptionnelles et provisoires en matière de baux à loyer, article 14,

L'arrêté du 20 septembre 1940, article 12, revu par l'arrêté du 24 décembre 1940,

qui fixent la compétence du juge de paix au dernier ressort si le loyer annuel n'excède pas 2,500 francs.

En ce qui concerne les *baux à ferme* :

La loi du 10 août 1933 relative à la réduction temporaire de certains fermages qui dans son art. 4 détermine le premier ou le dernier ressort de la juridiction du juge de paix suivant que le montant de la réduction demandée excède ou non 1,000 francs.

Les arrêtés du 26 novembre et du 4 décembre 1940 qui, muets sur la compétence, laissent leur application intégrale aux lois sur la compétence.

Juridiction gracieuse. — Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail.

Notariat. — Le notariat est régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), modifiée par les lois des 16 décembre 1922 et 16 avril 1927, et par l'Arrêté Royal du 13 décembre 1935.

En vertu de l'article 2 de la loi du 16 avril 1927, le nombre des notaires, leur placement et leur résidence seront déterminés par le gouvernement, de manière qu'il y ait un notaire au plus par 6,500 habitants dans les agglomérations de Bruxelles, Liège, Anvers, Gand et Charleroi et un notaire au plus par 6,000 habitants dans les autres cantons avec minimum de deux notaires par canton.

Toutefois, dans les cantons qui ont une population dépassant 35,000 habitants, le nombre de notaires ne pourra être supérieur à six.

Tableau n° 40. — JUSTICE DE PAIX. — ÉTAT, PAR ARRONDISSEMENT, DES TRAVAUX
DES JUGES DE PAIX.

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES (18 cantons).						ARRONDISSEMENT D'ANVERS (11 cantons).					
1931	14,460	8,048	9,839	12,669	1,744	1931	6,012	4,159	4,755	5,416	1,240
1932	15,339	12,209	13,602	13,946	1,374	1932	6,030	4,714	5,046	5,698	870
1933	15,383	13,454	14,572	14,265	1,281	1933	6,135	5,362	5,709	5,788	843
1934	15,880	15,735	16,925	14,690	1,592	1934	6,799	6,517	7,027	6,289	1,003
1935	36,485	9,926	13,346	33,065	2,190	1935	12,922	3,027	4,264	11,685	1,427
1936	41,332	6,289	10,673	36,948	2,038	1936	13,200	2,039	3,260	11,979	1,137
1937	39,699	5,237	9,120	35,816	1,936	1937	12,798	2,034	3,357	11,475	1,150
1938	43,996	6,071	9,268	40,799	1,884	1938	13,527	2,373	3,670	12,230	1,009
1939	46,234	7,795	11,229	42,800	1,755	1939	13,990	3,126	4,285	12,831	988
1940	34,676	10,128	11,957	32,847	1,521	1940	13,430	4,325	5,335	12,420	679
ARRONDISSEMENT DE LOUVAIN (8 cantons).						ARRONDISSEMENT DE MALINES (6 cantons).					
1931	922	2,115	2,241	796	415	1931	756	740	823	673	120
1932	863	2,240	2,370	733	543	1932	733	690	775	648	81
1933	911	3,001	3,071	841	220	1933	765	721	776	710	91
1934	1,088	3,281	3,478	891	244	1934	898	1,322	1,387	833	72
1935	1,923	3,733	4,039	1,617	248	1935	1,529	758	835	1,452	95
1936	2,138	3,635	3,991	1,782	262	1936	1,600	351	423	1,528	157
1937	2,326	3,570	3,944	1,952	295	1937	1,521	223	353	1,391	152
1938	2,174	3,590	3,893	1,871	233	1938	1,626	48	174	1,500	123
1939	2,056	3,465	3,704	1,817	197	1939	1,551	63	176	1,438	114
1940	1,569	3,515	3,680	1,404	157	1940	1,346	65	134	1,277	104
ARRONDISSEMENT DE NIVELLES (5 cantons).						ARRONDISSEMENT DE TURNHOUT (6 cantons).					
1931	842	2,272	2,273	841	309	1931	379	677	700	356	116
1932	765	2,580	2,439	906	352	1932	436	875	893	418	101
1933	1,107	3,285	3,159	1,233	535	1933	548	1,104	1,214	438	56
1934	993	3,260	3,098	1,155	556	1934	619	1,896	1,966	549	94
1935	1,830	2,893	2,771	1,952	496	1935	924	1,458	1,595	787	166
1936	1,927	2,585	2,438	2,074	626	1936	1,252	981	1,256	977	246
1937	1,807	2,143	2,109	1,841	722	1937	1,225	1,126	1,291	1,060	183
1938	2,098	2,376	2,271	2,203	342	1938	1,282	954	1,191	1,045	242
1939	1,960	2,321	2,276	2,005	311	1939	1,196	839	1,023	1,012	210
1940	1,022	1,702	1,597	1,127	185	1940	853	870	964	759	113

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
ARRONDISSEMENT DE MONS (10 cantons).						ARRONDISSEMENT D'AUDENARDE (8 cantons).					
1931	2,508	3,810	3,993	2,325	521	1931	452	1,880	1,954	378	114
1932	2,330	5,308	5,313	2,325	476	1932	463	1,914	1,966	411	110
1933	2,829	5,591	5,535	2,885	442	1933	522	2,202	2,173	551	125
1934	2,567	5,460	5,346	2,681	501	1934	612	2,628	2,702	538	138
1935	4,856	4,326	4,526	4,656	482	1935	1,068	2,247	2,414	901	171
1936	5,034	4,086	4,404	4,716	487	1936	1,239	2,087	2,228	1,098	165
1937	5,045	3,603	3,972	4,676	561	1937	1,222	2,007	2,173	1,056	177
1938	5,040	3,529	3,863	4,706	554	1938	1,164	2,099	2,273	990	147
1939	4,488	3,111	3,323	4,276	505	1939	1,099	1,979	2,101	977	125
1940	2,681	3,263	3,270	2,674	308	1940	924	2,599	2,700	823	82
ARRONDISSEMENT DE CHARLEROI (13 cantons).						ARRONDISSEMENT DE TERMONDE (10 cantons).					
1931	3,642	6,106	6,097	3,651	669	1931	844	2,307	2,387	764	151
1932	3,755	7,757	7,624	3,888	671	1932	840	3,139	3,194	785	143
1933	4,022	9,878	9,781	4,119	770	1933	955	3,168	3,215	908	175
1934	4,191	9,871	9,687	4,375	786	1934	1,126	2,871	2,966	1,031	208
1935	7,202	8,254	8,556	6,900	729	1935	2,058	3,235	3,342	1,951	224
1936	6,938	9,320	9,493	6,765	674	1936	2,051	2,650	2,873	1,828	223
1937	6,792	9,238	9,298	6,732	746	1937	2,388	2,701	2,942	2,147	266
1938	7,047	8,704	8,724	7,027	766	1938	2,408	2,249	2,480	2,177	262
1939	6,816	8,494	8,543	6,767	760	1939	2,176	2,175	2,358	1,993	134
1940	4,165	9,786	9,242	4,709	444	1940	1,781	4,715	4,586	1,910	138
ARRONDISSEMENT DE TOURNAI (11 cantons).						ARRONDISSEMENT DE BRUGES (9 cantons).					
1931	938	3,473	3,376	1,035	364	1931	797	3,386	3,451	732	180
1932	990	3,283	3,283	990	390	1932	609	3,492	3,482	619	134
1933	1,033	3,248	3,226	1,055	378	1933	866	4,034	4,087	813	189
1934	1,067	3,361	3,278	1,150	379	1934	1,092	4,620	4,694	1,018	194
1935	1,825	2,080	1,854	2,051	436	1935	1,791	5,201	5,339	1,653	259
1936	2,148	1,985	2,107	2,026	402	1936	2,148	5,165	5,359	1,954	421
1937	1,908	1,971	2,114	1,765	445	1937	2,207	4,684	4,841	2,050	334
1938	2,070	1,757	1,877	1,950	269	1938	2,291	4,602	4,792	2,101	233
1939	2,035	1,663	1,461	2,237	333	1939	2,353	4,961	5,072	2,242	254
1940	1,084	1,299	1,361	1,022	118	1940	1,690	5,401	5,471	1,620	126
ARRONDISSEMENT DE GAND (16 cantons).						ARRONDISSEMENT DE COURTRAI (11 cantons).					
1931	1,568	1,364	1,513	1,419	263	1931	916	2,590	2,679	827	250
1932	1,311	1,380	1,429	1,262	230	1932	757	3,217	3,208	766	202
1933	1,477	1,452	1,533	1,396	218	1933	945	3,244	3,230	959	203
1934	1,767	1,755	1,693	1,829	348	1934	1,042	3,386	3,451	977	193
1935	3,708	1,125	1,393	3,440	429	1935	2,256	3,683	3,887	2,052	319
1936	3,778	1,043	1,176	3,645	365	1936	2,168	3,005	3,202	1,971	343
1937	4,014	1,137	1,442	3,709	267	1937	2,216	3,217	3,297	2,136	335
1938	3,953	1,052	1,316	3,689	300	1938	2,247	3,180	3,390	2,037	360
1939	3,864	880	1,216	3,528	247	1939	2,435	3,371	3,545	2,261	292
1940	3,305	1,527	1,681	3,151	226	1940	1,930	3,257	3,444	1,743	195

Tableau n° 40. (suite).

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
ARRONDISSEMENT DE FURNES (4 cantons).						ARR. DE VERVIERS (10 cant.; 7 cant. dep. mai 1940).					
1931	184	649	674	159	44	1931	988	1,818	1,579	1,227	174
1932	192	804	815	181	51	1932	957	2,502	2,102	1,357	145
1933	158	925	948	135	40	1933	923	2,796	2,361	1,358	162
1934	150	1,075	1,086	139	37	1934	1,106	3,541	2,981	1,666	163
1935	354	1,095	1,125	324	41	1935	2,094	3,766	3,361	2,499	240
1936	335	533	529	339	63	1936	2,217	2,774	2,460	2,531	261
1937	419	576	600	395	60	1937	2,168	2,653	2,501	2,320	262
1938	425	600	618	407	62	1938	2,059	2,108	2,061	2,106	267
1939	389	551	557	383	30	1939	2,123	2,067	2,007	2,183	257
1940	253	442	366	329	39	1940	875	1,498	1,158	1,215	72
ARRONDISSEMENT D'YPRES (7 cantons).						ARRONDISSEMENT DE TONGRES (7 cantons).					
1931	212	651	689	174	42	1931	340	1,018	1,032	326	65
1932	255	665	712	208	61	1932	340	1,099	1,091	348	48
1933	224	988	1,008	204	57	1933	461	1,135	1,098	498	69
1934	254	787	808	233	50	1934	453	1,407	1,322	538	70
1935	369	794	857	306	64	1935	629	1,507	1,544	592	66
1936	340	1,065	1,102	303	93	1936	673	1,247	1,265	655	66
1937	340	1,152	1,209	283	56	1937	744	1,421	1,437	728	88
1938	372	1,092	1,141	323	47	1938	929	1,493	1,540	882	93
1939	369	1,107	1,140	336	67	1939	781	1,450	1,518	713	93
1940	290	1,212	1,239	263	33	1940	460	868	878	450	55
ARRONDISSEMENT DE LIEGE (12 cantons).						ARRONDISSEMENT DE HASSELT (6 cantons).					
1931	4,169	5,286	5,366	4,089	706	1931	303	915	879	339	84
1932	3,704	6,694	6,606	3,792	799	1932	316	574	604	286	90
1933	4,052	10,074	9,876	4,250	708	1933	471	737	751	457	117
1934	4,207	10,635	10,273	4,569	708	1934	528	923	882	569	109
1935	9,530	8,806	9,228	9,108	822	1935	884	1,060	1,118	826	123
1936	10,180	7,561	7,958	9,783	798	1936	1,055	990	1,057	988	129
1937	9,862	7,069	7,490	9,441	589	1937	1,122	947	986	1,083	141
1938	10,386	5,209	6,072	9,523	786	1938	1,224	982	1,017	1,189	111
1939	9,598	4,883	5,436	9,045	733	1939	1,134	844	894	1,084	119
1940	6,778	5,138	5,371	6,545	519	1940	816	643	715	744	65
ARRONDISSEMENT DE HUY (7 cantons).						ARRONDISSEMENT D'ARLON (6 cantons).					
1931	362	1,244	1,199	407	99	1931	231	814	856	189	89
1932	376	1,454	1,433	397	124	1932	249	1,093	1,119	223	92
1933	553	3,168	3,176	545	172	1933	308	1,553	1,571	209	101
1934	558	2,830	2,666	722	202	1934	294	1,349	1,355	288	80
1935	1,037	2,383	2,411	1,009	161	1935	411	1,547	1,586	372	101
1936	1,008	2,231	2,253	986	143	1936	448	1,508	1,551	405	111
1937	994	2,118	2,150	962	150	1937	446	1,455	1,493	408	125
1938	1,025	1,619	1,637	1,007	154	1938	536	1,467	1,522	481	125
1939	809	1,515	1,542	782	167	1939	553	1,605	1,661	497	83
1940	533	1,266	1,266	533	85	1940	292	960	1,014	238	36

ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE					ANNÉES	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6

ARRONDISSEMENT DE MARCHE (7 cantons)

1931	166	486	514	138	79
1932	192	674	692	174	82
1933	241	1,092	1,014	319	103
1934	273	822	863	232	74
1935	353	711	776	288	99
1936	432	633	699	366	121
1937	334	669	713	290	100
1938	393	733	798	328	88
1939	391	616	683	324	103
1940	168	464	490	142	71

ARRONDISSEMENT DE NAMUR (6 cantons).

1931	890	716	762	844	210
1932	880	956	1,004	832	180
1933	1,165	1,203	1,294	1,074	236
1934	1,164	1,124	1,137	1,151	263
1935	2,234	1,059	1,245	2,048	240
1936	2,367	648	796	2,219	267
1937	2,466	838	969	2,335	230
1938	2,367	864	1,068	2,163	236
1939	2,281	842	874	2,249	203
1940	1,556	723	743	1,536	204

ARRONDISSEMENT DE NEUFCHATEAU (7 cantons).

1931	196	476	479	193	81
1932	185	586	601	170	88
1933	232	666	694	204	87
1934	224	625	673	176	73
1935	504	701	795	410	114
1936	569	962	1,079	452	101
1937	494	729	849	374	80
1938	557	661	764	454	98
1939	481	505	591	395	57
1940	169	367	395	141	25

ARRONDISSEMENT DE DINANT (9 cantons).

1931	573	1,306	1,359	520	146
1932	509	1,589	1,619	479	159
1933	566	2,314	2,421	459	97
1934	750	1,897	2,031	616	149
1935	1,175	2,173	2,263	1,085	136
1936	1,068	2,289	2,342	1,015	126
1937	1,119	2,238	2,223	1,134	188
1938	1,185	2,164	2,289	1,060	258
1939	1,060	1,594	1,711	943	131
1940	625	1,344	1,334	635	89

LE ROYAUME (230 cantons).
(227 cantons depuis mai 1940).

1931	43,650	58,306	61,469	40,487	8,295
1932	43,376	71,488	73,022	41,842	7,596
1933	46,852	86,395	87,493	45,754	7,475
1934	49,702	92,978	93,775	48,905	8,256
1935	99,951	77,548	84,470	93,029	9,878
1936	107,645	67,662	75,974	99,333	9,825
1937	105,676	64,756	72,873	97,559	9,638
1938	112,381	61,576	69,709	104,248	9,109
1939	112,222	61,819	68,923	105,118	8,268
1940	83,271	67,377	70,391	80,257	5,691

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-contre :

ANNÉES	TOTAL des affaires à juger	NOMBRE des affaires commerciales à juger	PROPORTION %
1	2	3	4
1938	181,165	31,987	17.6
1939	181,595	31,936	17.6
1940	160,208	15,205	9.5

Tableau n° 41. — CERTAINES ACTIVITÉS DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX.

ANNÉES	NOMBRE de conseils de famille présidés	ACTES d'émancipation reçus	ACTES de notoriété reçus	NOMBRE de levées de scellés	RÉCEPTIONS de déclarations d'accidents de travail
1	2	3	4	5	6
1931	18,280	2,143	15,297	1,097	112,683
1932	16,638	2,145	14,879	983	90,846
1933	17,719	2,164	14,509	924	87,683
1934	17,026	1,893	14,077	892	86,712
1935	17,060	1,808	13,951	836	89,421
1936	16,930	1,779	13,562	809	103,221
1937	17,111	2,005	14,384	808	114,905
1938	18,363	2,321	14,833	796	106,087
1939	18,897	2,774	14,455	795	93,982
1940	19,265	3,592	15,004	654	64,254

Tableau n° 42. — ACTES NOTARIÉS.

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
BRUXELLES (18 cantons)	1931	70,695	140,430,248	NIVELLES (5 cantons)	1931	11,501	7,490,206
	1932	65,152	127,790,383		1932	10,822	6,869,145
	1933	62,835	105,821,829		1933	10,512	7,005,038
	1934	56,710	75,710,684		1934	9,650	7,500,611
	1935	62,759	105,587,043		1935	10,281	9,828,348
	1936	61,448	98,491,598		1936	10,378	7,855,845
	1937	62,942	82,220,108		1937	10,108	8,512,339
	1938	60,095	96,365,677		1938	10,012	7,672,069
	1939	50,566	75,022,714		1939	8,168	6,389,548
	1940	32,197	64,977,301		1940	4,538	4,620,834
LOUVAIN (8 cantons)	1931	14,031	10,551,952	ANVERS (11 cantons)	1931	42,265	65,814,592
	1932	13,323	13,120,660		1932	38,638	53,180,050
	1933	13,364	10,332,932		1933	35,395	51,358,635
	1934	12,574	9,573,172		1934	29,370	36,596,364
	1935	13,663	14,529,409		1935	34,599	45,389,031
	1936	13,418	10,124,710		1936	35,096	43,118,528
	1937	13,373	12,081,758		1937	33,745	49,025,847
	1938	13,446	11,524,363		1938	33,823	43,191,363
	1939	11,128	8,903,104		1939	28,578	39,439,127
	1940	6,445	7,873,845		1940	15,491	29,234,149

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
MALINES (6 cantons)	1931	11,427	10,191,472	GAND (16 cantons)	1931	21,608	25,737,411
	1932	10,452	8,144,219		1932	20,856	40,053,350
	1933	9,819	8,771,155		1933	19,848	26,849,862
	1934	9,267	6,956,914		1934	17,333	20,395,466
	1935	9,993	9,335,821		1935	19,308	28,189,587
	1936	9,500	8,488,786		1936	17,754	23,960,708
	1937	9,407	9,863,039		1937	18,243	26,224,896
	1938	9,178	7,393,880		1938	17,018	22,345,809
	1939	7,633	8,758,310		1939	14,735	19,214,119
	1940	4,206	4,775,292		1940	9,902	18,820,742
TURNHOUT (6 cantons)	1931	7,552	5,114,352	AUDENARDE (8 cantons)	1931	9,980	8,450,829
	1932	7,263	5,217,751		1932	9,405	7,356,194
	1933	7,672	5,982,417		1933	9,717	8,154,343
	1934	7,544	5,276,574		1934	8,569	6,010,058
	1935	10,784	6,767,059		1935	9,307	9,972,058
	1936	8,431	6,388,323		1936	9,286	8,146,816
	1937	8,380	5,601,988		1937	9,126	8,137,197
	1938	8,779	6,398,089		1938	9,008	9,049,270
	1939	7,123	5,735,939		1939	7,758	6,365,397
	1940	3,936	4,371,608		1940	4,597	5,411,075
MONS (10 cantons)	1931	22,177	13,663,211	TERMONDE (10 cantons)	1931	16,039	10,727,631
	1932	20,641	12,596,828		1932	15,074	10,977,243
	1933	20,646	12,591,548		1933	14,270	11,119,712
	1934	16,487	9,678,725		1934	12,753	9,800,962
	1935	17,957	13,876,323		1935	14,616	12,566,930
	1936	17,235	14,190,975		1936	13,870	11,742,405
	1937	18,455	16,049,262		1937	14,009	12,042,366
	1938	18,392	14,389,825		1938	13,769	12,688,156
	1939	15,218	10,089,574		1939	11,238	9,642,264
	1940	8,277	7,458,917		1940	7,312	11,016,335
CHARLEROI (13 cantons)	1931	28,806	20,352,258	BRUGES (9 cantons)	1931	14,431	20,798,926
	1932	26,776	18,444,419		1932	14,488	19,389,704
	1933	25,621	20,114,738		1933	13,679	18,822,959
	1934	22,789	14,767,383		1934	12,945	14,198,194
	1935	24,037	17,776,438		1935	14,520	20,768,587
	1936	23,853	17,393,093		1936	13,643	19,791,935
	1937	24,887	20,473,508		1937	13,844	21,594,673
	1938	24,477	18,979,255		1938	13,295	19,833,663
	1939	21,177	23,855,939		1939	10,955	14,505,625
	1940	11,373	9,044,720		1940	6,348	10,556,858
TOURNAI (11 cantons)	1931	12,920	9,668,762	COURTRAI (11 cantons)	1931	13,289	12,228,067
	1932	11,455	7,716,967		1932	13,705	15,148,961
	1933	11,710	8,378,969		1933	12,649	13,547,642
	1934	10,928	7,811,088		1934	11,581	10,461,171
	1935	11,803	10,749,896		1935	13,921	17,169,393
	1936	11,616	10,136,689		1936	12,957	16,827,515
	1937	11,787	12,585,432		1937	12,616	17,204,431
	1938	10,835	9,403,295		1938	11,815	14,117,552
	1939	8,619	7,423,377		1939	9,190	9,565,667
	1940	4,793	4,398,307		1940	6,220	9,613,602

Tableau n° 42 (suite).

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
FURNES (4 cantons)	1931	3,139	2,582,808	TONGRES (7 cantons)	1931	7,009	3,875,742
	1932	2,780	2,999,563		1932	6,782	3,562,759
	1933	3,014	3,242,149		1933	7,017	3,820,119
	1934	2,822	3,335,912		1934	6,600	3,300,133
	1935	3,307	5,055,890		1935	7,509	4,500,326
	1936	3,549	4,888,331		1936	7,368	4,183,573
	1937	3,205	4,489,696		1937	7,139	4,195,415
	1938	2,850	3,698,419		1938	9,126	4,209,632
	1939	2,392	2,558,241		1939	5,633	3,232,833
	1940	1,291	2,180,870		1940	3,424	3,093,037
YPRES (7 cantons)	1931	4,597	3,145,738	HASSELT (6 cantons)	1931	6,502	4,959,362
	1932	4,372	4,890,327		1932	6,581	4,747,330
	1933	4,194	3,512,634		1933	7,005	4,956,524
	1934	4,132	4,315,822		1934	6,809	3,935,751
	1935	4,341	5,892,929		1935	7,456	5,808,647
	1936	4,206	5,397,642		1936	7,109	4,532,497
	1937	4,133	5,584,254		1937	7,102	5,596,833
	1938	4,047	5,365,087		1938	7,231	5,424,935
	1939	3,098	4,143,537		1939	5,906	4,554,574
	1940	1,869	4,040,703		1940	2,970	3,655,484
LIEGE (12 cantons)	1931	28,643	27,527,373	ARLON (6 cantons)	1931	4,599	3,080,113
	1932	28,236	27,429,918		1932	4,166	2,614,413
	1933	27,812	28,731,133		1933	4,332	3,156,973
	1934	24,814	21,862,718		1934	4,330	2,535,716
	1935	27,914	30,202,333		1935	4,259	3,221,334
	1936	25,785	31,199,667		1936	4,206	2,740,389
	1937	26,091	30,849,538		1937	4,324	3,359,442
	1938	25,965	31,673,666		1938	4,429	3,074,875
	1939	21,558	17,894,232		1939	3,449	2,018,552
	1940	11,655	13,751,624		1940	1,552	1,907,894
HUY (7 cantons)	1931	7,285	3,810,635	MARCHE (7 cantons)	1931	3,712	2,972,062
	1932	7,020	3,747,128		1932	3,359	2,183,759
	1933	7,087	4,739,745		1933	3,605	2,354,577
	1934	7,120	4,255,929		1934	3,376	2,173,334
	1935	7,743	5,694,862		1935	3,356	2,794,992
	1936	7,396	5,616,046		1936	3,574	2,663,211
	1937	8,077	5,470,995		1937	3,473	2,723,196
	1938	7,192	5,016,666		1938	3,471	2,571,647
	1939	5,580	3,328,225		1939	2,615	1,763,106
	1940	2,775	2,586,591		1940	1,499	1,327,292
VERVIERS (10 cantons) (7 cantons depuis mai 1940)	1931	11,730	10,552,501	NEUFCHATEAU (7 cantons)	1931	3,580	3,758,094
	1932	11,115	9,985,030		1932	3,295	2,330,778
	1933	10,647	10,397,079		1933	3,431	3,052,809
	1934	9,636	7,880,125		1934	3,337	2,506,107
	1935	10,625	11,840,471		1935	3,526	3,050,496
	1936	10,200	11,023,518		1936	3,538	3,340,520
	1937	10,616	11,566,136		1937	3,376	2,982,189
	1938	10,183	9,833,148		1938	3,275	2,814,559
	1939	8,888	8,768,646		1939	3,030	2,016,063
	1940	2,918	4,184,725		1940	1,275	1,025,802

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus	ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	3	4	1	2	3	4
NAMUR (6 cantons)	1931	12,553	10,184,548	DINANT (9 cantons)	1931	8,584	5,902,871
	1932	12,152	10,965,876		1932	7,679	5,839,676
	1933	11,575	10,793,217		1933	7,896	7,002,734
	1934	10,891	8,148,762		1934	7,716	5,813,436
	1935	11,642	10,799,901		1935	7,682	6,035,591
	1936	11,409	10,884,279		1936	7,872	7,125,150
	1937	11,343	11,528,574		1937	7,847	7,099,084
	1938	10,989	10,951,255		1938	7,780	7,389,377
	1939	9,051	7,396,622		1939	6,696	4,948,730
	1940	4,912	4,551,616		1940	8,556	3,218,929

Totaux.

ARRONDISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE d'actes notariés	DROITS d'enregistrement perçus
1	2	4	3
LE ROYAUME (230 cant.; 227 cant. depuis mai 1940).	1931	398,654	443,571,778
	1932	375,587	427,302,444
	1933	365,356	394,611,482
	1934	330,083	306,801,121
	1935	366,908	416,595,059
	1936	354,697	390,252,761
	1937	357,648	397,062,208
	1938	350,480	354,018,614
	1939	289,982	307,534,065
	1940	170,331	237,698,152

2° TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE

Compétence. — Il y a dans le Royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

La loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les tribunaux forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Le greffier porte le titre de greffier en chef; les greffiers adjoints portent le titre de greffier.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Cependant, d'après le paragraphe VI de la loi du 25 octobre 1919 prorogée, modifiée par la loi du 12 mai 1937, « le juge appelé à siéger seul ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent en matière civile, au nombre de trois juges.

» Elles ne siègent avec l'assistance du ministère public que dans les cas suivants :

» 1^o Lorsqu'elles connaissent soit de demandes en divorce ou en séparation de corps, soit d'autres causes concernant l'état des personnes, soit de demandes en interdiction;

» 2^o Lorsqu'elles connaissent des actions civiles mues en raison d'un délit de presse;

» 3^o Lorsque le ministère public est partie principale ou intervenante dans l'instance. »

Les tribunaux civils connaissent de toutes les matières, ils ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes, sauf lorsque la partie défenderesse le demande. (Loi du 15 mars 1932 art. 1^{er}, formant l'art. 8 des lois sur la compétence.)

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix. (Art. 9.)

En vertu de l'Arrêté Royal portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogeant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont rendus applicables, l'appel des jugements prononcés par les juges de paix, en la matière, est porté devant un juge, membre du tribunal de première instance, désigné par le Roi, et statuant sans intervention du ministère public.

Cette disposition d'appel devant un juge unique a été maintenue dans les divers textes légaux de prorogation en matière de loyers, et reprise dans les lois et arrêtés royaux ultérieurs, réglant exceptionnellement ou temporairement les droits des parties en matière de loyer et de fermage.

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 12,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé. (Art. 16, modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.)

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal. (Loi du 26 décembre 1891, art. 11 des lois sur la compétence.)

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes. (Livre 1^{er} du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.)

Tableau n° 43. — TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT A JUGER.

ANNÉES	NATURE DES AFFAIRES										Nombre des affaires restantes à juger	AFFAIRES TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS									
	AFFAIRES À JUGER					AFFAIRES TERMINÉES						qui accueillent la demande	qui rejettent la demande	rendus par une chambre de trois juges	rendus par le juge unique	rendus après communication au ministère public					
	Anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Nombre total des affaires à juger	par des jugements		par décretement, transaction, abandon, jonction ou radiation	Nombre total des affaires terminées	12							13	14	15	16	17
	pendantes au commencement de l'année	réinscrites au rôle	sur opposition à des jugements par défaut			contra-dic-toires	par défaut														
2	3	4	5	6	7	8	9	10													

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES (9 tribunaux)

1931	18,441	172	189	13,769	32,571	5,095	4,354	9,449	3,949	13,398	19,173	7,843	1,606	4,611	4,838	6,963
1932	19,173	183	274	16,097	35,727	5,961	5,446	11,407	3,059	14,466	21,261	9,754	1,653	4,646	6,761	9,045
1933	21,261	155	358	16,426	38,200	7,096	5,627	12,723	2,957	15,680	22,520	10,859	1,864	5,152	7,571	9,244
1934	22,520	217	372	18,014	41,123	6,836	5,681	12,517	14,446	26,963	14,160	10,302	2,215	5,046	7,471	9,626
1935	14,160	714	351	15,724	30,949	7,687	5,064	12,751	5,201	17,952	12,997	9,782	2,969	5,708	7,043	9,573
1936	12,997	1,095	389	12,670	27,151	6,711	4,569	11,280	4,667	15,947	11,204	8,749	2,531	5,574	5,706	8,312
1937	11,204	592	248	12,302	24,346	6,763	4,340	11,103	3,735	14,838	9,508	8,736	2,367	5,683	5,420	8,225
1938	9,508	428	233	12,598	22,767	5,633	4,057	9,690	3,475	13,165	9,602	7,785	1,905	5,382	4,308	7,312
1939	9,602	426	289	11,236	21,553	5,616	3,631	9,247	3,600	12,847	8,706	7,102	2,145	5,136	4,111	6,875
1940	8,706	208	159	7,660	16,733	3,446	2,253	5,699	1,820	7,519	9,214	4,499	1,200	3,547	2,152	3,994

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND (7 tribunaux)

1931	3,184	12	32	2,976	6,204	1,325	940	2,265	540	2,805	3,399	1,750	515	1,925	340	985
1932	3,399	11	61	2,911	6,382	1,342	1,006	2,348	473	2,821	3,561	1,872	476	2,036	312	1,002
1933	3,561	3	49	3,129	6,742	1,379	1,152	2,531	591	3,122	3,620	2,006	525	2,102	429	1,088
1934	3,620	12	75	3,560	7,267	1,418	1,230	2,648	514	3,162	4,105	2,108	540	2,153	495	1,162
1935	4,105	7	46	3,307	7,465	1,638	1,115	2,753	734	3,487	3,978	2,134	619	2,296	457	1,140
1936	3,978	39	41	2,918	6,976	1,562	946	2,508	615	3,123	3,853	1,799	709	2,163	345	919
1937	3,853	33	30	3,110	7,026	1,450	990	2,440	914	3,354	3,672	1,770	670	2,145	295	957
1938	3,672	23	24	3,001	6,720	1,403	935	2,338	1,096	3,434	3,286	1,691	647	2,017	321	1,156
1939	3,286	20	30	2,704	6,040	1,274	918	2,192	563	2,755	3,285	1,495	697	1,896	296	1,114
1940	3,285	154	11	1,666	5,116	862	544	1,406	306	1,712	3,404	921	485	1,257	149	600

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIÈGE (10 tribunaux)

1931	5,911	60	63	3,955	9,989	1,970	1,209	3,179	1,161	4,340	5,649	2,505	674	2,098	1,081	1,831
1932	5,649	71	71	3,768	9,559	1,743	1,316	3,059	787	3,846	5,713	2,464	595	1,921	1,138	1,727
1933	5,713	43	78	4,182	10,016	1,835	1,348	3,183	653	3,836	6,180	2,549	634	2,167	1,016	1,740
1934	6,180	42	81	4,651	10,954	1,901	1,488	3,389	1,191	4,580	6,374	2,774	615	2,328	1,061	1,833
1935	6,374	35	49	4,247	10,705	2,043	1,281	3,324	812	4,136	6,569	2,744	580	2,280	1,044	1,820
1936	6,569	43	43	3,983	10,638	2,159	1,310	3,469	893	4,362	6,276	2,799	670	2,434	1,035	1,851
1937	6,276	47	60	3,698	10,081	2,127	1,244	3,371	875	4,246	5,835	2,590	781	2,472	899	1,721
1938	5,835	56	71	3,773	9,735	2,124	1,196	3,320	910	4,230	5,505	2,531	789	2,463	857	1,758
1939	5,505	52	67	3,525	9,149	1,970	1,146	3,116	1,054	4,170	4,979	2,369	747	2,338	778	1,702
1940	4,979	26	16	1,865	6,886	1,034	561	1,595	609	2,204	4,682	1,178	417	1,191	404	858

LE ROYAUME (26 tribunaux)

1931	27,536	244	284	20,700	48,764	8,390	6,503	14,893	5,650	20,543	28,221	12,098	2,795	8,634	6,259	9,779
1932	28,221	265	406	22,776	51,668	9,046	7,768	16,814	4,319	21,133	30,535	14,090	2,724	8,603	8,211	11,774
1933	30,535	201	485	23,737	54,958	10,310	8,127	18,437	4,201	22,638	32,320	15,414	3,023	9,421	9,016	12,072
1934	32,320	271	523	26,225	59,344	10,155	8,399	18,554	16,151	34,705	24,639	15,184	3,370	9,527	9,027	12,621
1935	24,639	756	446	23,278	49,119	11,368	7,460	18,828	6,747	25,575	23,544	14,660	4,168	10,284	8,544	12,533
1936	23,544	1,177	473	19,571	44,765	10,432	6,825	17,257	6,175	23,432	21,333	13,347	3,910	10,171	7,086	11,082
1937	21,333	672	338	19,110	41,453	10,340	6,574	16,914	5,524	22,438	19,015	13,096	3,818	10,300	6,614	10,903
1938	19,015	507	323	19,372	39,222	9,160	6,188	15,348	5,481	20,829	18,393	12,007	3,341	9,862	5,486	10,226
1939	18,393	498	386	17,465	36,742	8,860	5,695	14,555	5,217	19,772	16,970	10,966	3,589	9,370	5,185	9,691
1940	16,970	388	186	11,191	28,735	5,342	3,358	8,700	2,735	11,435	17,300	6,598	2,102	5,995	2,705	5,452

Tableau n° 44. — JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.
AFFAIRES SUR REQUÊTE. — RÉFÉRÉS.

RESSORT DE COUR D'APPEL	ANNÉES	NOMBRE des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				NOMBRE des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	RÉFÉRÉS JUGÉS
			accordées	rejetées	sans suite	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
BRUXELLES (9 tribunaux)	1931	6,300	10,452	475	107	11,034	4,552	2,934
	1932	6,250	10,663	244	127	11,034	5,033	3,517
	1933	5,831	11,694	320	130	12,144	5,627	3,142
	1934	5,024	12,450	385	127	12,962	6,359	2,482
	1935	5,111	12,110	363	148	12,621	6,205	1,167
	1936	2,806	12,103	408	135	12,646	6,003	1,301
	1937	2,707	12,440	410	620	13,470	5,887	1,508
	1938	2,723	11,781	442	377	12,600	5,141	1,480
	1939	2,537	10,989	488	475	11,952	5,165	1,452
	1940	1,536	8,665	339	90	9,094	2,851	876
GAND (7 tribunaux)	1931	1,232	2,296	65	14	2,375	631	403
	1932	1,158	2,347	91	22	2,460	719	478
	1933	1,009	2,501	123	21	2,645	925	408
	1934	1,230	2,574	142	12	2,728	948	514
	1935	1,083	2,459	115	30	2,604	912	303
	1936	768	2,607	111	22	2,740	893	263
	1937	820	2,809	114	32	2,955	1,058	247
	1938	836	2,698	109	25	2,832	996	259
	1939	744	2,290	106	25	2,421	912	252
	1940	444	1,944	59	51	2,054	655	167
LIEGE (10 tribunaux)	1931	2,205	3,781	122	2	3,905	1,276	1,093
	1932	2,004	3,838	95	138	4,071	1,300	1,084
	1933	1,951	4,303	138	123	4,564	1,578	1,169
	1934	1,926	4,364	168	160	4,692	1,710	1,171
	1935	1,612	4,268	179	128	4,575	1,637	629
	1936	1,207	3,987	141	99	4,227	1,539	547
	1937	1,211	4,041	155	85	4,281	1,557	607
	1938	1,307	4,038	124	84	4,246	1,472	548
	1939	1,083	3,582	135	69	3,786	1,254	477
	1940	662	2,309	58	106	2,473	768	298
LE ROYAUME (26 tribunaux)	1931	9,737	16,529	662	123	17,314	6,459	4,430
	1932	9,367	16,848	430	287	17,565	7,052	5,079
	1933	8,791	18,498	581	274	19,353	8,130	4,791
	1934	8,180	19,388	695	299	20,382	9,017	4,167
	1935	7,806	18,837	657	306	19,800	8,754	2,099
	1936	4,781	18,697	660	256	19,613	8,435	2,111
	1937	4,738	19,290	679	737	20,706	8,502	2,362
	1938	4,866	18,517	675	486	19,678	7,609	2,287
	1939	4,364	16,861	729	569	18,159	7,331	2,181
	1940	2,642	12,918	456	247	13,621	4,274	1,341

(1) Les chiffres de cette colonne sont déjà compris dans ceux des colonnes 4 à 6, où sont comptées toutes les affaires sur requête.

DIVORCE ET SEPARATION DE CORPS

Les procédures de ces actions, qui, sous l'effet du Code Napoléon étaient restées inchangées pendant plus d'un siècle, ont subi des profondes modifications successives depuis 1935.

Rien n'a été modifié en ce qui concerne les motifs admis pour le divorce; les facultés de divorcer ou de recourir à la séparation de corps n'ont pas été élargies, mais les procédures d'obtention du divorce et de la séparation de corps, qui étaient enchevêtrées et coûteuses ont été simplifiées jusqu'au point d'être mises au niveau de la procédure civile ordinaire.

Les dispositions législatives nouvelles dont il y a lieu de tenir compte et qui ont influé sur le nombre et la nature des divorces et des séparations de corps sont les suivantes :

Loi du 16 avril 1935 : Cette loi modifie l'art. 298 du Code civil, permet à l'époux coupable d'adultère et à son complice de contracter mariage après un délai de trois années à dater de la prononciation du divorce, et donne au tribunal le pouvoir d'abrèger ce délai.

Loi du 14 décembre 1935 et Arrêté Royal du 7 février 1936 : Ces dispositions nouvelles modifient la procédure du divorce et de la séparation de corps en revisant les articles 239bis à 244, 247 à 258, 262 à 264, 266, 266bis et 268 du Code

civil : La comparution personnelle des parties n'est plus obligatoire dans toutes les phases de la procédure; la partie demanderesse résidant à l'étranger peut se faire représenter par un mandataire spécial; la constitution d'avoué devient facultative; l'instruction de la cause se fait dans la forme ordinaire; les parties comparaisant peuvent se faire accompagner de leur conseil et d'amis jusqu'au nombre de trois; les témoignages sont facilités et élargis; la faculté est réservée, pendant tout le cours de l'instance, de modifier, sans autre forme de procédure, le divorce en séparation de corps; l'action reconventionnelle en divorce ou en séparation de corps est admise au moyen de simples conclusions; la procédure d'appel aussi est facilitée et les débats devant la cour se font sous la forme d'affaire urgente; la publicité des débats par voie de presse est interdite, la formalité de la comparution des parties devant l'officier de l'état civil est supprimée.

Loi du 7 avril 1936, modifiant l'article 286 et 287 du Code civil et simplifiant la procédure du divorce par consentement mutuel.

Loi du 12 mai 1937, soumettant la procédure du divorce et de la séparation de corps à une chambre composée de trois juges et assistée du ministère public.

Tableau n° 45. — DIVORCES.

RENSEIGNEMENTS DIVERS		ANNÉES											
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940		
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
Demandes	accueillies	2,624	2,617	2,643	2,461	2,666	3,156	3,466	3,480	3,520	2,205		
	rejetées	253	271	220	261	315	336	371	412	404	252		
	abandonnées	118	97	105	87	56	48	34	120	44	35		
	<i>Totaux.</i>	2,995	2,985	2,968	2,809	3,037	3,540	3,871	4,012	3,968	2,492		
Demandes doubles formées par chacun des époux . . .		47	42	51	61	61	88	168	191	266	187		
Demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	3	—	—	—	—		
Nombre des ménages en instance		2,948	2,943	2,917	2,748	2,976	3,449	3,703	3,821	3,702	2,305		
Demandes formées	par le mari	1,208	1,253	1,171	1,093	1,122	1,454	1,485	1,684	1,627	1,028		
	par la femme	1,554	1,513	1,564	1,440	1,642	1,831	2,055	1,956	1,923	1,115		
	par consentement mutuel	233	219	233	276	273	255	331	372	418	349		
Situation de famille Epoux	ayant 1 enfant	854	850	905	929	945	1,017	939	1,006	1,022	599		
	ayant 2 enfants	270	272	286	280	325	359	309	339	363	262		
	ayant 3 enfants	101	74	68	86	101	146	93	84	101	46		
	ayant 4 enfants	21	23	19	17	25	24	31	30	27	17		
	ayant 5 enfants	11	11	13	7	14	14	6	13	12	9		
	ayant 6 enfants ou plus	10	4	6	7	3	4	8	8	8	6		
	n'ayant pas ou plus d'enfants	1,680	1,709	1,619	1,421	1,563	1,885	2,317	2,341	2,161	1,324		
situation inconnue	1	—	1	1	—	—	—	—	8	42			
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	4	12	5	6	2	1	1	6	3	2		
	De 1 à 5 ans	471	447	317	367	406	549	383	446	402	196		
	De 5 à 10 ans	1,096	1,066	811	872	921	1,022	1,137	1,203	1,093	632		
	De 10 à 20 ans	1,019	1,022	987	1,148	1,250	1,476	1,801	1,741	1,737	1,139		
	De 20 à 30 ans	315	336	597	277	307	312	312	316	394	277		
	De 30 à 40 ans	38	56	175	74	83	85	56	104	67	56		
	De 40 à 50 ans	2	4	21	4	7	4	5	4	5	3		
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—		
Durée inconnue	3	—	4	—	—	—	8	—	1	—			
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	1,674	1,664	1,719	1,492	1,681	2,018	2,142	2,131	2,121	1,252	
		rejetées et abandonnées	367	361	322	338	334	367	351	483	437	283	
		<i>Totaux.</i>	2,041	2,025	2,041	1,830	2,015	2,385	2,493	2,614	2,558	1,535	
	Adultère du mari	accueillies	303	285	291	270	322	373	394	392	386	239	
		rejetées et abandonnées	—	4	—	4	9	7	24	24	3	1	
	Adultère de la femme	accueillies	392	439	386	413	372	493	579	571	564	346	
		rejetées et abandonnées	2	2	—	4	20	6	24	17	2	2	
	condamnation à une peine criminelle	du mari	accueillies	1	2	—	3	1	—	3	2	5	1
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
		de la femme	accueillies	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Conversion de séparation de corps	accueillies	22	8	14	7	19	17	19	18	27	18	
		rejetées et abandonnées	2	1	3	2	4	3	3	5	5	1	
	Par consentement mutuel	accueillies	232	219	233	276	270	254	328	366	417	349	
		rejetées	—	—	—	—	3	1	3	2	1	—	

Tableau n° 47. — NOMBRE DES DEMANDES EN DIVORCE ET EN SÉPARATION DE CORPS,
PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE.

ARRONDIS- SEMENTS	ANNÉES																				
	1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		
	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	Divorces	Séparations de corps	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	
Bruxelles . . .	926	44	974	53	999	69	853	66	947	62	1,118	68	1,261	51	1,247	52	1,347	64	830	41	
Louvain . . .	43	13	58	11	64	22	59	15	78	19	53	7	67	7	68	7	60	10	45	4	
Nivelles . . .	43	9	49	9	38	19	41	9	53	14	48	9	62	5	58	6	34	6	32	4	
Anvers . . .	305	24	258	37	271	36	257	33	248	20	427	28	463	39	483	29	451	14	339	14	
Malines . . .	23	4	28	4	16	2	39	5	29	4	31	4	49	3	49	—	44	4	25	2	
Turnhout . . .	8	5	5	1	2	—	5	3	3	3	6	4	3	1	5	4	6	4	4	1	
Mons . . .	217	30	216	38	189	33	172	25	200	32	203	32	200	23	211	10	221	15	124	9	
Charleroi . . .	363	12	425	21	420	19	388	18	429	25	467	17	485	13	515	12	512	21	282	13	
Tournai . . .	67	22	52	17	61	17	63	17	79	25	83	10	100	19	78	21	56	14	48	8	
Gand . . .	221	37	201	32	200	18	165	22	176	27	195	28	241	32	209	30	231	17	148	16	
Audenarde . .	11	13	15	8	15	6	21	7	14	9	27	8	12	8	25	13	16	9	18	5	
Termonde . .	24	5	20	7	22	12	17	2	22	4	16	8	30	9	37	5	46	4	35	5	
Bruges . . .	38	14	36	10	47	17	32	16	41	15	49	11	70	17	59	19	54	15	44	8	
Courtrai . . .	43	10	56	8	50	17	31	27	48	18	48	10	75	11	*141	16	80	9	36	5	
Furnes . . .	5	2	5	5	3	3	8	5	9	7	13	4	12	2	8	3	10	7	5	6	
Ypres . . .	9	7	9	4	11	7	23	9	17	7	13	5	10	3	30	8	29	3	21	3	
Liège . . .	372	23	340	32	339	25	374	17	388	21	430	25	404	19	432	21	470	17	256	5	
Huy . . .	27	10	20	4	32	6	33	7	35	9	24	4	40	8	41	1	28	8	16	6	
Verviers . . .	165	30	151	25	123	17	126	12	114	19	156	30	138	18	170	9	141	21	117	7	
Tongres . . .	3	1	3	2	5	1	7	1	9	1	6	2	7	1	9	1	10	—	5	—	
Hasselt . . .	8	4	8	3	2	1	6	2	5	2	6	—	12	1	4	2	7	2	5	2	
Arlon . . .	10	6	10	3	7	5	11	—	14	—	17	1	24	3	20	4	11	4	6	1	
Marche . . .	2	4	4	—	8	—	3	—	5	—	5	—	8	—	3	7	5	4	1	1	
Neufchâteau .	2	4	2	5	4	4	1	1	2	7	5	4	6	1	3	3	8	4	1	3	
Namur . . .	41	11	21	20	31	9	55	17	42	7	68	12	60	15	73	21	60	8	37	8	
Dinant . . .	19	13	19	4	9	6	19	5	30	7	26	21	32	11	34	7	31	7	12	6	
Ressort de la Cour d'Appel de :																					
Bruxelles . .	1,995	163	2,065	191	2,060	217	1,877	191	2,066	204	2,436	179	2,690	161	2,714	141	2,731	152	1,729	96	
Gand . . .	351	88	342	74	348	80	297	88	327	87	361	74	450	82	509	94	466	64	307	48	
Liège . . .	649	106	578	98	560	74	635	62	644	73	743	99	731	77	789	76	771	75	456	39	
Le Royaume.	2,995	357	2,985	363	2,968	371	2,809	341	3,037	364	3,540	352	3,871	320	4,012	311	3,968	291	2,492	183	

* Le chiffre des demandes en divorce énoncé pour 1938 par le Tribunal de Courtrai comporte 72 affaires abandonnées qui figuraient au rôle général de ce tribunal.

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

Compétence : Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2° alinéa.)

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce. (Titre 1^{er}, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 10 avril 1934.)

Les tribunaux de commerce et les tribunaux civils siégeant commercialement, connaissent :

1° des contestations relatives aux actes réputés commerciaux, par la loi et spécialement des actions dirigées par les tiers contre les facteurs ou commis de marchands, à raison de leur trafic;

(Sont toutefois exceptés à cet égard les contestations jusqu'à la valeur de 1,000 francs attri-

buées à la juridiction de premier et de dernier ressort des juges de paix, suivant l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 article 1 § 2.)

2° des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés, pour raison d'une société de commerce;

3° des contestations relatives au transport des marchandises et objets de toute nature par les chemins de fer de l'Etat;

4° de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre III du Code de commerce.

(Art. 12 des lois sur la compétence.)

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce est fixé à 12,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du Code de procédure civile (25 mars 1876) modifié par l'art. 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

Tableau n° 48. — TRIBUNAUX DE COMMERCE. — APERÇU GÉNÉRAL
DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

AN- NÉES	NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGE- MENTS rendus avant de statuer au fond
	CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
	Anciennes			Nou- velles intro- duites pendant l'année	TOTAL des causes à juger	Par jugements			par décré- tement, transac- tion, abandon, jonc- tion ou radia- tion	TOTAL des causes ter- minées		
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	réin- scrites après avoir été rayées	pour- suivies sur opposi- tion à des juge- ments par défaut			con- tradic- toires	par défaut	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES

(5 tribunaux de commerce, 4 tribunaux civils)

1931	21,351	6,103	3,703	52,744	83,901	17,595	31,207	48,802	12,089	60,891	23,010	2,365
1932	23,010	6,564	3,866	56,408	89,848	20,253	34,032	54,285	13,068	67,353	22,495	4,909
1933	22,495	6,369	2,959	50,230	82,053	19,296	29,319	48,615	13,491	62,106	19,947	2,244
1934	19,947	7,744	2,935	45,814	76,440	18,928	26,806	45,734	10,475	56,209	20,231	2,102
1935	20,231	5,537	2,279	27,748	55,795	13,926	14,408	28,334	8,815	37,149	18,646	1,983
1936	18,646	4,492	1,678	22,718	47,534	11,504	11,267	22,771	8,195	30,966	16,568	1,772
1937	16,568	4,344	1,533	25,403	47,848	10,872	11,905	22,777	11,981	34,758	13,090	1,618
1938	13,090	4,006	1,520	26,454	45,070	11,546	12,834	24,380	7,566	31,946	13,124	1,702
1939	* 10,535	730	1,640	28,188	41,093	11,051	11,375	22,426	6,963	29,389	11,704	1,282
1940	11,704	243	613	11,895	24,455	4,918	4,321	9,239	3,045	12,284	12,171	663

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND

(6 tribunaux de commerce, 4 tribunaux civils)

1931	3,714	8	158	9,271	13,151	2,870	3,564	6,434	2,284	8,718	4,433	830
1932	4,433	39	171	11,821	16,464	3,550	4,309	7,859	2,662	10,521	5,943	757
1933	5,943	29	206	10,334	16,512	3,081	4,403	7,484	3,220	10,704	5,808	728
1934	5,808	241	242	9,551	15,842	3,329	3,928	7,257	2,783	10,040	5,802	699
1935	5,802	91	161	5,917	11,971	2,729	2,091	4,820	2,333	7,153	4,818	708
1936	4,818	103	118	4,893	9,932	2,351	1,536	3,887	1,797	5,684	4,248	775
1937	4,248	23	98	5,144	9,513	2,333	1,576	3,909	1,473	5,382	4,131	701
1938	* 4,946	26	92	5,597	10,661	2,277	1,864	4,141	2,071	6,212	4,449	636
1939	* 4,430	72	93	6,007	10,602	2,438	2,198	4,636	1,742	6,378	4,224	612
1940	4,224	88	74	2,495	6,881	1,124	940	2,064	1,012	3,076	3,805	353

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIEGE

(3 tribunaux de commerce, 7 tribunaux civils)

1931	4,394	140	388	11,361	16,283	4,042	4,572	8,614	2,332	10,946	5,337	1,001
1932	5,337	134	496	13,484	19,451	5,645	5,428	11,073	2,698	13,771	5,680	805
1933	5,680	174	374	11,774	18,002	5,388	4,673	10,061	2,504	12,565	5,437	896
1934	5,437	145	347	10,622	16,551	4,896	4,119	9,015	2,692	11,707	4,844	871
1935	4,844	209	413	6,716	12,182	3,074	2,873	5,947	1,944	7,891	4,291	702
1936	4,291	131	225	5,983	10,630	2,783	1,785	4,568	1,850	6,418	4,212	606
1937	4,212	123	259	5,261	9,855	2,840	2,107	4,947	1,796	6,743	3,112	541
1938	3,112	226	199	5,149	8,686	2,531	2,197	4,728	1,588	6,316	2,370	584
1939	* 2,154	172	177	5,342	7,845	2,548	2,247	4,795	1,098	5,893	1,952	420
1940	* 1,950	76	74	2,195	4,295	846	677	1,523	531	2,054	2,241	159

* Chiffres rectifiés à la suite des rappels aux greffes sur la façon de compter les affaires.

AN- NÉES	NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGE- MENTS rendus avant de statuer au fond
	CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
	Anciennes			Nou- velles intro- duites pendant l'année	TOTAL des causes à juger	Par jugements			par décré- tement, trans- action, aban- don, jonc- tion ou radia- tion	TOTAL des causes ter- minées		
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	réin- scrites après avoir été rayées	pour- suivies sur oppo- sition à des juge- ments par défaut			con- tradic- toires	par défaut	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

TOTAUX POUR LES TRIBUNAUX CIVILS

1931	3,409	55	146	8,937	12,547	2,828	4,163	6,991	1,648	8,639	3,908	975
1932	3,908	73	190	10,036	14,207	3,263	4,614	7,877	2,020	9,897	4,310	860
1933	4,310	92	178	9,594	14,174	3,502	4,282	7,784	1,770	9,554	4,620	892
1934	4,620	84	145	9,100	13,949	3,539	4,043	7,582	2,438	10,020	3,929	784
1935	3,929	88	143	6,832	10,992	2,735	3,192	5,927	1,443	7,370	3,622	663
1936	3,622	162	99	4,391	8,274	2,095	1,993	4,088	1,230	5,318	2,956	614
1937	2,956	75	101	4,669	7,801	1,848	1,821	3,669	1,141	4,810	2,991	492
1938	2,991	102	129	4,978	8,200	2,027	2,028	4,055	1,695	5,750	2,450	606
1939	* 2,438	103	160	5,003	7,704	1,994	2,087	4,081	1,048	5,129	2,575	424
1940	2,575	29	43	2,022	4,669	812	683	1,495	466	1,961	2,708	229

TOTAUX POUR LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

1931	26,050	6,196	4,103	64,439	100,788	21,679	35,180	56,859	15,057	71,916	28,872	3,221
1932	28,872	6,664	4,343	71,677	111,556	26,185	39,155	65,340	16,408	81,748	29,808	5,611
1933	29,808	6,480	3,361	62,744	102,393	24,263	34,113	58,376	17,445	75,821	26,572	2,976
1934	26,572	8,046	3,379	56,887	94,884	23,614	30,810	54,424	13,512	67,936	26,948	2,888
1935	26,948	5,749	2,710	33,549	68,956	16,994	16,180	33,174	11,649	44,823	24,133	2,730
1936	24,133	4,564	1,922	29,203	59,822	14,543	12,595	27,138	10,612	37,750	22,072	2,539
1937	22,072	4,415	1,789	31,139	59,415	14,197	13,767	27,964	14,109	42,073	17,342	2,368
1938	*18,157	4,156	1,682	32,220	56,217	14,327	14,867	29,194	9,530	38,724	17,493	2,316
1939	*14,681	871	1,750	34,534	51,836	14,043	13,733	27,776	8,755	36,531	15,305	1,890
1940	*15,303	378	718	14,563	30,962	6,076	5,255	11,331	4,122	15,453	15,509	946

TOTAUX GÉNÉRAUX

1931	29,459	6,251	4,249	73,376	113,335	24,507	39,343	63,850	16,705	80,555	32,780	4,196
1932	32,780	6,737	4,533	81,713	125,763	29,448	43,769	73,217	18,428	91,645	34,118	6,471
1933	34,118	6,572	3,539	72,338	116,567	27,765	38,395	66,160	19,215	85,375	31,192	3,868
1934	31,192	8,130	3,524	65,987	108,833	27,153	34,853	62,006	15,950	77,956	30,877	3,672
1935	30,877	5,837	2,853	40,381	79,948	19,729	19,372	39,101	13,092	52,193	27,755	3,393
1936	27,755	4,726	2,021	33,594	68,096	16,638	14,588	31,226	11,842	43,068	25,028	3,153
1937	25,028	4,490	1,890	35,808	67,216	16,045	15,588	31,633	15,250	46,883	20,333	2,860
1938	*21,148	4,258	1,811	37,200	64,417	16,354	16,895	33,249	11,225	44,474	19,943	2,922
1939	*17,119	974	1,910	39,537	59,540	16,037	15,820	31,857	9,803	41,660	17,880	2,314
1940	*17,878	407	761	16,585	35,631	6,888	5,938	12,826	4,588	17,414	18,217	1,175

* Chiffres rectifiés à la suite des rappels aux greffes sur la façon de compter les affaires.

Le recul considérable du nombre des causes commerciales introduites au cours des dix années considérées, peut en partie être attribué au fait qu'en vertu de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935, les affaires d'une valeur ne dépassant pas 1,000 francs ont été soustraites à la compétence des juridictions commerciales.

Il faut toutefois rechercher dans les crises économiques persistantes la cause constante de

la diminution du nombre des affaires commerciales introduites.

Et à cet égard il n'est pas sans intérêt de faire connaître ci-dessous :

1° Le nombre des ordonnances de référé rendues par les présidents des mêmes juridictions et dont l'ensemble pour le Royaume s'établit comme suit :

Tableau n° 49.

	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Nombre des ordonnances de référé	1,859	1,070	943	896	778	664	715	644	581	380

2° Le nombre et la valeur des lettres de change acceptées protestées, et dont les tableaux ont été dressés et communiqués conformément à l'article 443 du Code de commerce :

Tableau n° 50.

ANNÉES	Nombre des protêts	Montant total des valeurs protestées en francs
1	2	3
1931	122,332	304,053,080
1932	143,098	338,429,827
1933	117,879	221,376,084
1934	103,101	172,210,044
1935	78,766	107,814,117
1936	67,337	66,075,924
1937	71,865	83,810,569
1938	101,214	111,473,282
1939	128,600	173,497,045
1940	26,864	30,036,249

CONCORDATS JUDICIAIRES

Anciennement : Concordats préventifs de la faillite

Jusqu'à l'application des dispositions de l'arrêté du 9 septembre 1940 la matière est régie par la loi du 29 juin 1887, en vertu de laquelle :

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite (faculté réservée même après le décès du débiteur) en obtenant de la majorité de ses créanciers, représentant par leurs créances non contestées ou admises par provision les trois quarts de toutes les sommes dues, un concordat.

Ce concordat n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

L'arrêté du 9 septembre 1940 relatif au concordat judiciaire, abroge et remplace la loi du 29 juin 1887.

Les réformes apportées par cette législation nouvelle sont les suivantes :

1° Le calcul des majorités créancières permettant au débiteur malheureux et de bonne foi d'obtenir le bénéfice du concordat est modifié.

La proportion des deux tiers de toutes les sommes dues est suffisante.

2° La notion de bonne foi dans le chef de certaines sociétés est précisée.

3° Des avantages et des garanties de procédure supplémentaires sont accordés au débiteur, savoir :

a) le bénéfice du sursis de paiement dès le dépôt de la requête;

b) la délégation obligatoire d'un juge;

c) la substitution d'une procédure contentieuse à la juridiction gracieuse.

4° La loi a été adaptée aux circonstances de fait pour les débiteurs à créanciers multiples : faculté de supprimer l'assemblée des créanciers.

5° Le mandat des liquidateurs est plus étendu.

Pour le restant les principes érigés par l'ancienne loi du 29 juin 1887 ont été maintenus.

Tableau n° 51. — CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE (Concordats judiciaires).

ANNÉES	Nombre de demandes de concordat préventif		DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE						
			accueillies et suivies d'homologation	REJETÉES		admises par les créanciers, mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
	antérieures à l'année	introduites durant l'année		avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1931	19	424	230	89	69	2	14	18	21
1932	21	769	437	121	104	8	20	51	49
1933	* 15	648	384	34	91	—	91	53	10
1934	10	551	308	62	63	3	75	34	16
1935	* 55	366	216	38	35	8	36	37	51
1936	51	236	164	30	16	—	6	18	53
1937	53	237	159	11	22	1	26	16	55
1938	* 118	270	200	25	42	3	25	25	68
1939	68	342	174	32	36	2	51	17	98
1940	98	114	93	7	15	—	9	12	76

* Chiffres rectifiés.

Tableau n° 52. — CONCORDATS CLÔTURÉS PAR LIQUIDATION APRÈS ABANDON D'ACTIF.

Dividende distribué mis en rapport avec le passif.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rien	1931	—	—	—	1	1	—	—	—	2
	1932	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	1933	—	—	1	1	—	1	—	—	3
	1934	1	—	—	3	2	1	—	—	7
	1935	—	1	4	5	4	2	1	—	17
	1936	—	1	1	1	—	1	—	—	4
	1937	—	—	2	2	2	—	1	—	7
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 p. c.	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	—	—	—	1	—	1	—	2
	1933	—	—	1	—	1	1	1	—	4
	1934	—	1	—	9	6	2	—	—	18
	1935	—	3	1	1	5	4	2	—	16
	1936	—	2	5	2	3	1	1	1	15
	1937	—	—	1	2	3	1	3	—	10
	1938	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	1939	—	—	—	1	—	1	1	1	4
	1940	—	—	1	3	4	1	—	2	11
De 10 à 20 p. c.	1931	—	1	1	1	1	1	—	—	5
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	—	1	—	—	1	—	2
	1934	—	2	1	5	3	2	—	—	13
	1935	—	—	1	2	3	1	2	—	9
	1936	—	1	—	1	5	2	—	—	9
	1937	—	—	—	2	3	4	—	1	10
	1938	—	—	1	2	3	—	2	—	8
	1939	—	1	1	—	4	—	1	—	7
	1940	—	2	1	1	3	—	1	—	8
De 20 à 30 p. c.	1931	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	1	—	—	—	1	—	2
	1934	—	2	3	1	1	—	1	—	8
	1935	—	1	1	1	—	2	1	—	6
	1936	—	2	3	1	2	1	2	—	11
	1937	—	2	—	1	2	—	1	—	6
	1938	—	—	—	1	2	1	1	—	5
	1939	—	—	—	1	1	—	1	—	3
	1940	—	1	—	1	—	—	1	—	3

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
De 30 à 50 p. c.	1931	—	—	—	—	1	—	—	1	2
	1932	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	1933	—	—	—	2	1	—	—	—	3
	1934	—	—	1	1	1	1	1	—	5
	1935	—	—	—	—	2	—	1	—	3
	1936	—	4	—	1	3	2	1	—	11
	1937	—	—	2	—	—	—	—	—	2
	1938	—	1	—	1	1	1	2	—	6
	1939	—	—	3	2	—	—	—	—	5
1940	—	—	3	—	2	1	2	—	8	
De 50 à 75 p. c.	1931	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	1932	—	—	—	—	—	—	2	—	2
	1933	—	—	—	—	1	1	—	—	2
	1934	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	1935	—	1	2	—	1	—	—	—	4
	1936	—	—	1	—	1	—	—	—	2
	1937	—	3	—	1	2	—	—	—	6
	1938	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	1939	—	—	—	1	—	—	—	—	1
1940	—	—	—	3	—	1	—	1	5	
De 75 p. c. et plus	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	1935	—	—	—	—	—	1	—	1	2
	1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	1938	—	1	—	2	—	—	—	—	3
	1939	—	1	—	2	—	—	—	—	3
	1940	—	2	1	2	1	—	—	1	7
Paiement intégral	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	1	1	1	1	1	1	—	6
	1935	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	1936	—	—	—	1	1	—	—	—	2
	1937	—	—	—	2	2	—	—	—	4
	1938	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1939	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1940	—	—	2	1	4	1	1	—	9	

Tableau n° 52 (suite).

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Inconnu	1931/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	—	—	—	2	—	—	—	2
TOTAUX	1931	—	2	2	2	4	1	—	1	12
	1932	—	1	—	—	2	—	4	—	7
	1933	—	—	3	4	3	3	3	—	16
	1934	1	6	6	20	16	7	3	—	59
	1935	—	8	9	9	15	10	7	1	59
	1936	—	10	10	7	15	7	4	1	54
	1937	—	5	5	12	14	5	5	1	47
	1938	—	2	2	7	6	2	6	—	25
	1939	—	2	4	7	5	1	4	1	24
	1940	—	5	8	11	16	4	5	4	53

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple

et punie correctionnellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre 1^{er} du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

Tableau n° 53. — FAILLITES. — APERÇU GÉNÉRAL.

Années	NOMBRE DE FAILLITES															
	antérieures à l'année	DÉCLARÉES PENDANT L'ANNÉE				RÉOUVERTES				TOTAL DES FAILLITES	TERMINÉES					restant à terminer à la fin de l'année
		sur avenue du failli	à la poursuite des créanciers		d'office	TOTAL	après clôture pour défaut d'actif	après révocation du concordat	par concordat		par liquidation	révoquées	closes à défaut d'actif	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

1931	1,015	325	199	83	80	687	1	1	1,704	32	200	23	251	506	1,198
1932	1,198	445	216	55	134	850	2	—	2,050	43	178	26	322	569	1,481
1933	1,481	531	184	53	132	900	2	—	2,383	35	288	25	387	735	1,648
1934	1,648	495	249	46	101	891	—	1	2,540	60	256	40	443	799	1,741
1935	1,741	270	168	32	39	509	1	—	2,251	28	238	19	357	642	1,609
1936	1,610*	225	134	18	49	426	—	1	2,037	47	222	20	283	572	1,465
1937	1,467*	199	136	21	43	399	—	—	1,866	24	156	25	238	443	1,423
1938	1,424*	181	151	37	54	423	—	—	1,847	30	158	25	265	478	1,369
1939	1,369	271	163	44	42	520	1	4	1,894	18	128	14	226	386	1,508
1940	1,508	82	51	9	23	165	—	—	1,673	9	67	5	139	220	1,453

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND.

1931	274	44	18	14	62	138	—	2	414	8	59	5	14	86	328
1932	328	86	50	27	86	249	2	2	581	23	71	5	43	142	439
1933	439	78	56	32	75	241	2	—	682	11	107	11	49	178	504
1934	501*	72	60	34	39	205	—	2	708	16	101	9	52	178	530
1935	530	67	40	19	46	172	10	2	714	12	91	10	83	196	518
1936	517*	39	40	17	23	119	12	—	648	13	120	5	63	201	447
1937	447	37	28	20	25	110	1	—	558	7	89	3	53	152	406
1938	406	59	42	31	24	156	—	—	562	11	62	5	44	122	440
1939	440	42	55	23	27	147	3	—	590	13	50	8	57	128	462
1940	462	12	8	2	18	40	—	—	502	5	28	1	19	53	449

RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIEGE.

1931	285	38	61	6	46	151	1	—	437	8	58	1	26	93	344
1932	344	44	82	17	51	194	—	—	538	5	72	8	27	112	426
1933	426	80	106	8	53	247	—	1	674	10	98	3	48	159	515
1934	515	93	109	11	34	247	—	2	764	8	112	7	60	187	577
1935	576*	51	75	11	22	159	—	—	735	8	149	8	41	206	529
1936	530*	30	36	9	20	95	—	—	625	12	142	10	52	216	409
1937	409	25	38	7	21	91	2	1	503	6	101	8	32	147	356
1938	355*	31	42	4	11	88	1	—	444	10	83	1	38	132	312
1939	312	33	31	4	10	78	1	1	392	4	63	—	18	89	303
1940	279*	7	5	2	8	22	—	2	303	2	38	1	6	47	256

TOTAUX POUR LE ROYAUME.

1931	1,574	407	278	103	188	976	2	3	2,555	48	317	29	291	685	1,870
1932	1,870	575	348	99	271	1,293	4	2	3,169	71	321	39	392	823	2,346
1933	2,346	689	346	93	260	1,388	4	1	3,739	56	493	39	484	1,072	2,667
1934	2,664*	660	418	91	174	1,343	—	5	4,012	84	469	56	555	1,164	2,848
1935	2,847*	388	283	62	107	840	11	2	3,700	48	478	37	481	1,044	2,656
1936	2,657*	294	210	44	92	640	12	1	3,310	72	484	35	398	989	2,321
1937	2,323*	261	202	48	89	600	3	1	2,927	37	346	36	323	742	2,185
1938	2,185	271	235	72	89	667	1	—	2,853	51	303	31	347	732	2,121
1939	2,121	346	249	71	79	745	5	5	2,876	35	241	22	301	603	2,273
1940	2,249*	101	64	13	49	227	—	2	2,478	16	133	7	164	320	2,158

(*) Chiffres rectifiés.

Tableau n° 54. — FAILLITES DÉCLARÉES. — MONTANT DU PASSIF.

RESSORT DE COUR D'APPEL	ANNÉES	NOMBRE total des faillites déclarées	MONTANT DU PASSIF								
			Moins de 10,000 fr.	10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	5,000,000 de fr. et plus	Encore inconnu
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
BRUXELLES	1931	687	4	78	86	112	113	60	61	10	163
	1932	850	3	110	126	144	127	68	58	12	202
	1933	900	23	168	120	129	146	72	74	13	155
	1934	892	24	206	133	118	115	58	36	24	178
	1935	509	19	100	82	74	67	30	26	3	108
	1936	426	10	81	83	76	77	22	8	4	65
	1937	399	11	77	61	66	65	31	15	3	70
	1928	423	17	97	60	75	71	17	17	2	67
	1939	520	12	100	81	84	79	43	36	5	80
	1940	165	5	39	30	18	24	14	12	2	21
GAND	1931	138	5	23	21	30	29	12	8	3	7
	1932	249	5	49	40	53	58	22	10	2	10
	1933	241	2	58	49	47	36	15	18	1	15
	1934	205	12	44	41	36	28	12	11	4	17
	1935	172	2	34	35	33	30	9	16	4	9
	1936	119	16	39	24	10	11	6	2	—	11
	1937	110	11	41	16	10	9	5	4	—	14
	1938	156	12	39	42	22	14	7	4	—	16
	1939	147	5	39	16	21	11	4	9	1	41
	1940	40	2	12	9	9	2	3	—	—	3
LIEGE	1931	151	8	40	26	31	20	4	4	1	17
	1932	194	15	46	37	34	34	12	8	—	8
	1933	247	21	80	44	38	32	12	12	—	8
	1934	247	19	85	46	42	29	10	6	2	8
	1935	159	17	44	39	23	16	5	5	—	10
	1936	95	10	30	9	18	11	5	3	1	8
	1937	91	10	27	22	11	17	1	3	—	—
	1938	88	6	36	12	13	15	2	—	—	4
	1939	78	6	24	17	8	6	2	7	—	8
	1940	22	—	7	5	2	5	—	2	—	1
LE ROYAUME	1931	976	17	141	133	173	162	76	73	14	187
	1932	1,293	23	205	203	231	219	102	76	14	220
	1933	1,388	46	306	213	214	214	99	104	14	178
	1934	1,344	55	335	220	196	172	80	53	30	203
	1935	840	38	178	156	130	113	44	47	7	127
	1936	640	36	150	116	104	99	33	13	5	84
	1937	600	32	145	99	87	91	37	22	3	84
	1938	667	35	172	114	110	100	26	21	2	87
	1939	745	23	163	114	113	96	49	52	6	129
	1940	227	7	58	44	29	31	17	14	2	25

Tableau n° 55. — FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT. — DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rien	1931/36	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1938/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 p. c.	1931/32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	2	—	—	—	—	—	2	4
	1934	—	—	2	1	—	—	—	—	3
	1935	—	—	—	5	4	1	3	—	13
	1936	—	5	3	2	3	1	1	1	16
	1937	—	—	—	—	1	—	1	—	2
	1938	—	1	1	—	—	—	1	—	3
	1939	—	—	1	—	—	—	1	—	2
De 10 à 20 p. c.	1931	—	—	—	—	1	1	1	—	3
	1932	—	1	2	2	2	1	4	—	12
	1933	—	1	—	1	2	—	—	—	4
	1934	—	2	1	3	3	2	1	—	12
	1935	—	2	4	3	2	1	—	—	12
	1936	—	3	3	4	4	1	—	—	15
	1937	1	3	—	1	4	—	—	—	9
	1938	—	3	—	4	3	—	—	—	10
	1939	—	2	—	1	—	2	—	—	5
	1940	—	—	1	—	1	—	—	—	2
De 20 à 30 p. c.	1931	—	1	2	1	1	—	1	—	6
	1932	—	—	1	3	3	1	—	—	8
	1933	—	3	—	2	1	—	—	—	6
	1934	—	2	1	5	3	2	1	—	14
	1935	—	2	2	3	3	2	—	—	12
	1936	—	—	4	2	3	1	—	—	10
	1937	—	—	—	3	1	—	1	—	5
	1938	—	5	4	—	1	—	—	—	10
	1939	—	2	1	—	—	—	1	—	4
	1940	—	—	1	—	—	—	—	—	1
De 30 à 50 p. c.	1931	—	2	1	1	1	—	2	—	7
	1932	—	1	3	4	3	1	—	—	12
	1933	—	1	1	5	1	2	2	—	12
	1934	—	2	2	2	4	1	1	—	12
	1935	—	1	2	1	2	—	—	—	6
	1936	1	—	2	1	2	2	—	—	8
	1937	—	3	1	—	—	—	—	—	4
	1938	—	1	1	1	3	—	—	—	6
	1939	—	1	1	2	1	—	1	—	6
	1940	—	1	1	—	—	2	—	—	4

Tableau n° 55 (suite).

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
De 50 à 75 p. c.	1931	—	—	3	2	1	—	—	—	6
	1932	—	5	—	7	5	3	1	—	21
	1933	—	1	—	—	—	—	2	—	3
	1934	—	6	3	3	2	2	1	—	17
	1935	—	—	2	—	—	1	1	—	4
	1936	—	4	3	2	3	—	1	—	13
	1937	—	—	—	1	1	—	—	—	2
	1938	—	3	1	2	3	—	1	—	10
	1939	—	2	2	1	1	1	—	—	7
1940	—	—	1	2	—	—	—	—	3	
De 75 p. c. et plus	1931	—	1	—	1	1	—	—	—	3
	1932	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	—	—	1	—	—	1	1	—	3
	1934	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1935	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	1937	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	1938	—	—	—	1	2	—	1	—	4
1939/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Paiement intégral	1931	2	4	4	5	5	—	—	—	20
	1932	—	4	—	3	3	3	—	—	13
	1933	—	1	—	3	4	1	4	2	15
	1934	1	2	4	2	2	1	1	1	14
	1935	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	1936	1	1	1	2	2	2	—	—	9
	1937	2	3	2	2	2	1	—	—	12
	1938	1	—	—	1	1	—	—	—	3
	1939	1	3	5	—	—	—	—	—	9
	1940	—	—	1	2	—	—	—	—	3
Inconnu	1931	—	—	—	1	1	1	—	—	3
	1932	—	1	—	—	—	3	1	—	5
	1933	—	—	—	3	2	1	3	—	9
	1934	—	2	3	2	2	1	1	—	11
	1935/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	1	1	—	1	1	1	—	—	5
	1939	—	—	—	1	—	1	—	—	2
1940	—	—	—	—	1	2	—	—	3	
TOTAUX.	1931	2	8	10	11	11	2	4	—	48
	1932	—	12	6	19	16	12	6	—	71
	1933	—	9	2	14	10	5	14	2	56
	1934	1	16	17	18	16	9	6	1	84
	1935	—	5	10	13	11	5	4	—	48
	1936	2	13	16	14	17	7	2	1	72
	1937	3	11	4	7	9	1	2	—	37
	1938	2	14	7	10	14	1	3	—	51
	1939	1	10	10	5	2	4	3	—	35
	1940	—	1	5	4	2	4	—	—	16

Tableau n° 56. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION. — DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rien	1931	—	8	7	3	2	—	3	—	23
	1932	2	8	8	6	1	2	2	—	29
	1933	4	25	14	6	4	2	—	—	55
	1934	5	14	4	7	8	1	6	—	45
	1935	2	24	12	21	18	3	2	1	83
	1936	—	13	18	18	11	4	10	—	74
	1937	2	18	4	7	8	2	5	—	46
	1938	2	10	8	4	7	1	1	—	33
	1939	—	9	3	4	7	3	5	—	31
1940	—	3	1	1	2	—	—	—	7	
Moins de 10 p. c.	1931	1	26	17	35	37	12	21	3	152
	1932	1	18	37	33	34	8	15	1	147
	1933	3	42	43	69	51	32	19	7	266
	1934	1	47	47	58	61	33	20	7	274
	1935	2	30	48	34	46	19	20	5	204
	1936	—	41	42	44	43	21	17	5	213
	1937	1	29	27	38	37	21	9	3	165
	1938	3	19	41	37	27	10	7	1	145
	1939	—	22	26	22	19	10	11	1	111
1940	2	12	13	11	14	4	3	3	62	
De 10 à 20 p. c.	1931	1	10	15	20	12	7	6	—	71
	1932	2	12	13	11	11	8	2	1	60
	1933	1	17	15	19	21	7	8	—	88
	1934	1	15	20	19	7	8	5	1	76
	1935	5	14	18	30	9	16	3	1	96
	1936	6	21	24	19	16	2	2	2	92
	1937	—	13	6	14	15	8	9	1	66
	1938	1	13	11	8	9	6	7	—	55
	1939	2	10	14	10	5	5	5	1	52
1940	1	3	5	5	2	—	—	—	16	
De 20 à 30 p. c.	1931	1	9	6	10	4	2	2	1	35
	1932	—	9	7	11	8	3	1	—	39
	1933	—	7	6	10	6	3	1	—	33
	1934	—	6	10	7	2	1	3	4	33
	1935	1	9	7	2	18	4	7	—	48
	1936	1	18	15	6	5	4	2	—	51
	1937	—	7	3	5	4	2	2	—	23
	1938	1	9	4	8	7	1	2	—	32
	1939	1	5	4	1	2	2	1	1	17
1940	—	6	2	1	1	1	2	2	15	
De 30 à 50 p. c.	1931	2	3	2	2	4	1	1	—	15
	1932	—	6	6	2	3	—	3	—	20
	1933	—	7	8	7	5	—	—	—	27
	1934	—	4	5	4	4	4	—	—	21
	1935	—	7	7	5	6	2	1	1	29
	1936	1	6	6	3	6	1	1	—	24
	1937	1	9	3	3	6	2	—	—	24
	1938	1	4	2	2	1	2	1	2	15
	1939	—	4	2	1	2	1	3	—	13
1940	—	4	—	3	—	1	1	2	11	

Tableau n° 56 (suite).

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	ANNÉES	PASSIF								TOTAL
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 de fr.	de 1,000,000 de fr. à moins de 5,000,000 de fr.	de 5,000,000 de fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
De 50 à 75 p. c.	1931	—	2	2	—	—	—	—	2	6
	1932	—	1	1	1	2	—	1	—	6
	1933	—	2	—	3	—	—	1	—	6
	1934	1	3	—	—	—	2	—	—	6
	1935	—	2	1	3	3	—	1	—	10
	1936	—	2	6	4	1	—	1	—	14
	1937	—	3	—	1	2	—	—	—	6
	1938	—	2	1	1	—	2	4	—	10
	1939	—	2	2	—	2	—	1	—	7
	1940	—	2	—	1	1	—	—	—	4
De 75 p. c. et plus	1931	1	1	—	1	—	1	1	—	5
	1932	—	—	1	—	—	1	—	—	2
	1933	1	1	1	—	2	—	—	—	5
	1934	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	1935	—	—	1	—	1	—	—	—	3
	1936	1	—	1	1	1	—	—	—	4
	1937	—	2	1	1	2	—	—	—	6
	1938	1	1	2	1	1	—	—	—	6
	1939	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	1940	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Paiement intégral	1931	—	5	1	2	—	1	—	—	9
	1932	3	1	3	1	3	2	—	—	13
	1933	2	7	—	—	1	2	—	—	12
	1934	1	3	2	—	—	—	—	—	6
	1935	2	—	—	—	1	—	—	—	3
	1936	2	1	3	1	3	1	1	—	12
	1937	4	2	2	—	1	1	—	—	10
	1938	2	3	—	—	—	—	—	—	5
	1939	1	1	2	—	—	—	—	—	4
	1940	1	2	—	—	—	—	—	—	3
Inconnu	1931	1	—	—	—	—	—	—	—	1
	1932	1	2	1	—	1	—	—	—	5
	1933	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1934	—	2	4	1	—	—	—	—	7
	1935	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	1936/37	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	—	—	2	—	—	—	—	—	2
	1939	—	2	—	1	1	—	—	—	4
	1940	—	3	7	—	3	1	—	—	14
	TOTAUX.	1931	7	64	50	73	59	24	34	6
1932		9	57	77	65	63	24	24	2	321
1933		11	108	88	114	90	46	29	7	493
1934		9	94	92	96	83	49	34	12	469
1935		12	86	94	97	102	45	34	8	478
1936		11	102	115	96	86	33	34	7	484
1937		8	83	46	69	75	36	25	4	346
1938		11	61	71	61	52	22	22	3	303
1939		4	57	53	39	38	21	26	3	241
1940		4	35	28	22	24	7	6	7	133

Tableau n° 57. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION. — EMPLOI DE L'ACTIF RÉALISÉ.

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	ANNÉES	NOM- BRE des failli- tes	PASSIF chirogra- phaire	ACTIF RÉALISÉ	FRAIS de tout genre	HONORAIRES des curateurs	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
							privilégiés	chirogra- phaires
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Moins de 10,000 francs	1931	7	39,892	20,748	2,332	4,237	1,424	12,755
	1932	9	45,551	28,174	5,654	6,224	4,878	11,418
	1933	11	59,585	29,765	8,455	5,047	10,857	5,406
	1934	9	42,264	30,717	12,020	4,931	8,187	5,579
	1935	12	70,123	47,629	9,217	8,538	19,595	10,279
	1936	11	69,199	64,608	13,331	11,094	13,875	26,308
	1937	8	56,027	54,994	5,485	6,571	29,101	13,837
	1938	11	70,419	85,331	16,615	16,560	26,812	25,344
	1939	4	33,622	16,635	5,016	2,766	2,602	6,251
	1940	4	35,638	15,758	6,628	2,093	3,241	3,796
De 10,000 francs à moins de 50,000 francs	1931	64	1,845,750	1,063,075	131,881	131,392	375,538	424,264
	1932	57	1,712,061	704,225	77,489	79,541	274,504	272,691
	1933	108	3,527,440	1,428,478	139,045	146,657	521,501	621,275
	1934	94	2,735,789	1,083,771	162,717	130,037	354,609	436,408
	1935	86	2,619,452	995,278	130,530	107,107	530,529	227,112
	1936	102	2,943,418	1,309,640	206,375	140,359	604,314	358,592
	1937	83	2,375,722	1,070,089	167,991	108,695	427,703	365,700
	1938	61	1,851,645	1,022,337	108,737	102,120	477,471	334,009
	1939	57	1,687,759	677,982	115,063	82,988	189,599	290,332
	1940	35	1,059,301	383,902	70,349	50,240	96,131	167,182
De 50,000 francs à moins de 100,000 francs	1931	50	3,877,357	1,285,460	91,729	116,248	504,233	573,250
	1932	77	5,475,327	1,985,155	131,633	170,639	891,357	791,526
	1933	88	6,345,905	1,506,552	221,577	228,158	162,173	894,644
	1934	92	6,066,899	2,479,735	194,606	190,493	1,200,110	894,526
	1935	94	6,437,110	2,039,384	246,565	267,342	815,497	709,980
	1936	115	7,299,871	3,026,278	252,665	262,697	1,535,315	975,601
	1937	46	3,447,314	1,220,093	95,754	103,635	586,883	433,821
	1938	71	4,861,058	1,363,227	191,357	144,188	453,478	574,204
	1939	53	3,863,493	1,438,367	122,006	128,952	628,032	559,377
	1940	28	1,870,590	417,138	74,382	46,834	188,831	107,091
De 100,000 francs à moins de 200,000 francs	1931	73	10,408,147	2,764,316	271,739	264,716	927,826	1,300,035
	1932	65	8,736,438	3,026,533	203,651	210,000	1,257,234	1,355,648
	1933	114	16,397,993	4,892,025	413,286	393,810	2,042,934	2,041,995
	1934	96	12,821,706	3,281,825	219,586	269,239	1,707,171	1,085,829
	1935	97	12,360,177	2,730,529	281,600	262,168	1,190,916	995,845
	1936	96	13,030,806	3,196,195	312,807	282,583	1,177,636	1,423,169
	1937	69	9,644,358	2,629,287	219,705	215,794	1,243,734	950,054
	1938	61	8,568,086	2,648,244	370,745	188,911	1,108,887	979,701
	1939	39	5,465,690	1,349,949	185,111	115,780	586,794	462,264
	1940	22	2,979,915	1,058,549	100,076	85,253	463,533	409,637

Tableau n° 57 (suite).

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif 1	ANNÉES 2	NOM- BRE des failli- tes 3	PASSIF chirogra- phaire 4	ACTIF RÉALISÉ 5	FRAIS de tout genre 6	HONORAIRES des curateurs 7	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
							privilégiés 8	chirogra- phaire 9
De 200,000 francs à moins de 500,000 francs	1931	59	17,903,994	4,314,945	355,273	290,313	1,823,509	1,845,850
	1932	63	19,287,535	6,081,872	199,480	410,207	2,438,103	3,034,082
	1933	90	28,810,951	6,906,742	447,138	495,300	2,984,042	2,980,262
	1934	83	24,909,979	6,478,006	1,067,342	383,557	2,699,235	2,327,872
	1935	102	28,810,294	9,027,665	901,846	487,420	5,308,846	2,329,553
	1936	86	25,022,602	8,534,009	580,739	461,935	4,663,003	2,828,332
	1937	75	21,909,604	5,016,067	404,295	383,420	1,493,177	2,735,175
	1938	52	15,127,334	3,636,833	301,788	287,645	1,578,763	1,468,637
	1939	38	11,869,554	3,377,130	271,595	259,401	1,604,127	1,242,007
	1940	24	7,141,569	2,622,771	341,834	214,182	1,223,127	843,628
De 500,000 francs à moins de 1,000,000 de francs	1931	24	17,838,008	5,498,353	332,467	346,652	1,150,382	3,668,852
	1932	24	15,792,600	4,624,383	115,782	227,835	2,155,317	2,125,449
	1933	46	32,861,237	7,487,275	389,420	372,938	3,521,390	3,203,527
	1934	49	31,820,628	7,948,813	369,426	383,937	4,117,957	3,077,493
	1935	45	26,102,149	7,512,929	587,530	392,806	3,742,644	2,789,949
	1936	33	22,056,607	6,730,718	729,064	331,586	3,685,134	1,984,934
	1937	36	23,773,894	6,219,917	547,553	359,902	2,366,954	2,945,508
	1938	22	15,185,709	3,585,291	247,730	295,475	738,263	2,303,823
	1939	21	14,614,738	3,031,417	298,570	232,294	1,112,868	1,387,685
	1940	7	4,843,028	1,440,231	160,356	99,662	628,196	552,017
De 1,000,000 de francs à moins de 5,000,000 de francs	1931	34	64,226,357	13,413,584	776,365	632,264	5,430,286	6,574,669
	1932	24	41,408,304	13,396,226	480,451	763,760	6,911,707	5,240,308
	1933	29	68,138,653	14,666,939	671,052	654,079	7,635,348	5,706,460
	1934	34	76,286,861	10,457,227	427,114	659,290	3,908,771	5,462,052
	1935	34	73,184,404	15,350,378	1,090,548	877,411	5,944,321	7,438,098
	1936	34	78,616,859	25,667,986	1,540,810	1,238,245	14,989,489	7,899,442
	1937	25	48,835,328	14,474,613	1,854,640	679,529	7,503,821	4,436,623
	1938	22	60,404,729	28,846,805	1,304,181	1,201,155	13,950,786	12,390,683
	1939	26	53,104,531	11,428,540	786,502	683,278	4,267,929	5,690,831
	1940	6	13,683,696	3,803,273	76,850	194,835	876,743	2,654,845
De 5,000,000 de francs et plus	1931	6	52,838,761	20,721,406	1,495,863	1,584,020	9,472,886	8,168,637
	1932	2	24,317,873	5,341,703	307,082	322,672	1,479,912	3,322,037
	1933	7	220,054,128	33,137,125	389,465	829,148	21,883,863	10,034,649
	1934	12	138,363,806	24,118,944	1,043,456	805,598	7,684,765	14,585,125
	1935	8	70,661,407	14,091,693	417,967	559,474	5,905,900	7,208,352
	1936	7	75,404,572	18,924,718	450,257	430,348	13,168,964	4,875,149
	1937	4	54,902,466	2,512,734	114,316	119,380	341,331	1,937,707
	1938	3	16,528,907	5,121,527	219,631	284,802	591,987	4,025,107
	1939	3	39,283,958	17,178,001	697,628	368,229	7,967,137	8,145,007
	1940	7	64,159,429	20,997,936	728,264	923,195	4,067,350	15,279,127
TOTAL des faillites ter- minées par liquidation	1931	317	168,978,266	49,081,887	3,457,649	3,369,842	19,686,084	22,568,312
	1932	321	116,775,689	35,188,271	1,521,222	2,100,878	15,413,012	16,153,159
	1933	493	376,195,892	70,054,901	2,679,438	3,125,137	38,764,108	25,488,218
	1934	469	293,047,932	55,879,038	3,496,267	2,827,082	21,680,805	27,874,884
	1935	478	220,245,116	51,795,485	3,665,803	2,962,266	23,458,248	21,709,168
	1936	484	224,443,934	67,454,152	4,086,048	3,158,847	39,837,730	20,371,527
	1937	346	164,944,713	33,197,794	3,409,739	1,976,926	13,992,704	13,818,425
	1938	303	122,597,887	46,309,595	2,760,784	2,520,856	18,926,447	22,101,508
	1939	241	129,923,345	38,498,021	2,481,491	1,873,688	16,359,088	17,783,754
	1940	133	95,773,166	30,739,558	1,558,739	1,616,294	7,547,152	20,017,373

SURSIS DE PAIEMENT

Le sursis de paiement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

**Tableau n° 58. — NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE
ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS.**

	ANNÉES									
	1931 2	1932 3	1933 4	1934 5	1935 6	1936 7	1937 8	1938 9	1939 10	1940 11
Sursis provisoires	6	5	4	2	1	2	—	—	3	—
Sursis définitifs	1	4	4	1	2	1	—	—	—	—
<i>Au total.</i>	7	9	8	3	3	3	—	—	3	—

4^o COURS D'APPEL

Compétence. — L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

La loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisa-

tion judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur ».

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

L'appel des décisions du conseil des prises est porté devant la cour d'appel de Bruxelles siégeant toutes chambres réunies.

Les cours d'appel statuent, en outre, sur certains recours en matière électorale et fiscale.

Tableau n° 59. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

CAUSES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

COUR D'APPEL DE	ANNÉES	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
		pen- dantes au commen- cement de l'année	intro- duites pendant de l'année	TOTAL	par arrêts au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
					contra- dic- toires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
BRUXELLES	1931	3,323	2,198	5,521	1,549	179	1,728	546	2,274	3,247	136
	1932	3,247	2,043	5,290	1,296	193	1,489	676	2,165	3,125	137
	1933	3,125	2,223	5,348	1,248	165	1,413	525	1,938	3,410	107
	1934	3,410	2,043	5,452	1,275	192	1,467	565	2,032	3,420	142
	1935	3,420	2,181	5,601	1,564	204	1,768	806	2,574	3,027	181
	1936	3,027	2,105	5,132	1,475	166	1,641	675	2,316	2,816	111
	1937	2,816	2,203	5,019	1,525	164	1,689	697	2,386	2,633	124
	1938	2,633	2,023	4,656	1,483	120	1,603	503	2,106	2,550	87
	1939	2,550	1,782	4,332	1,233	113	1,346	477	1,823	2,509	99
	1940	2,509	909	3,418	825	63	888	266	1,154	2,264	63
GAND	1931	472	547	1,019	362	20	382	86	468	551	51
	1932	551	519	1,070	420	25	445	75	520	550	55
	1933	550	565	1,115	417	24	441	57	498	617	59
	1934	617	597	1,214	452	26	478	48	526	688	47
	1935	688	586	1,274	491	33	524	100	624	650	53
	1936	650	530	1,180	465	39	504	97	601	579	45
	1937	579	559	1,138	449	20	469	75	544	594	18
	1938	594	481	1,075	420	16	436	104	540	535	24
	1939	535	356	891	335	27	362	81	443	448	16
	1940	448	212	660	220	16	236	49	285	375	12
LIEGE	1931	890	751	1,641	546	40	586	147	733	908	42
	1932	908	720	1,628	615	43	658	141	799	829	52
	1933	829	746	1,575	519	38	557	141	698	877	56
	1934	877	672	1,549	492	52	544	79	623	926	63
	1935	926	785	1,711	566	53	619	184	803	908	32
	1936	908	732	1,640	561	36	597	92	689	951	59
	1937	951	702	1,653	503	30	533	128	661	992	78
	1938	992	628	1,620	516	32	548	85	633	987	86
	1939	987	578	1,565	527	44	571	55	626	939	102
	1940	939	296	1,235	270	14	284	50	334	901	43
LE ROYAUME	1931	4,685	3,496	8,181	2,457	239	2,696	779	3,475	4,706	229
	1932	4,706	3,282	7,988	2,331	261	2,592	892	3,484	4,504	244
	1933	4,504	3,534	8,038	2,184	227	2,411	723	3,134	4,904	222
	1934	4,904	3,311	8,215	2,219	270	2,489	692	3,181	5,034	252
	1935	5,034	3,552	8,586	2,621	290	2,911	1,090	4,001	4,585	316
	1936	4,585	3,367	7,952	2,501	241	2,742	864	3,606	4,346	215
	1937	4,346	3,464	7,810	2,477	214	2,691	900	3,591	4,219	220
	1938	4,219	3,132	7,351	2,419	168	2,587	692	3,279	4,072	197
	1939	4,072	2,716	6,788	2,095	184	2,279	613	2,892	3,896	217
	1940	3,896	1,417	5,313	1,315	93	1,408	365	1,773	3,540	118

La proportion entre les affaires en matière civile et les affaires en matière commerciale, soumises aux cours d'appel s'établit comme suit pour les trois ressorts réunis :

COURS D'APPEL.

ANNÉES	TOTAL DES CAUSES À JUGER		APPELS EN MATIÈRE CIVILE		APPELS EN MATIÈRE COMMERCIALE	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7
1931	8,181	100	4,307	52.5	3,874	47.5
1932	7,988	100	4,243	53.—	3,745	47.—
1933	8,038	100	4,458	55.5	3,580	44.5
1934	8,215	100	4,848	59.—	3,367	41.—
1935	8,586	100	5,230	61.—	3,356	39.—
1936	7,952	100	5,065	64.—	2,887	36.—
1937	7,810	100	5,098	65.—	2,712	35.—
1938	7,351	100	4,965	67.5	2,386	32.5
1939	6,788	100	4,677	69.—	2,111	31.—
1940	5,313	100	3,662	69.—	1,651	31.—

Tableau n° 60a. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES FISCALES.

COUR D'APPEL DE	ANNÉES	AFFAIRES À JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
		pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	TOTAL		par arrêt au fond	par radiation, transaction, etc.	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
BRUXELLES	1931	362	352	714	—	196	—	196	518
	1932	518	574	1,092	—	197	—	197	895
	1933	895	444	1,339	33	102	228	330	1,009
	1934	1,009	369	1,378	16	204	281	485	893
	1935	893	550	1,443	14	223	179	402	1,041
	1936	1,041	435	1,476	6	498	30	528	948
	1937	948	303	1,251	8	296	174	440	811
	1938	811	322	1,133	4	369	192	561	572
	1939	572	340	912	4	235	108	343	569
	1940	569	213	782	3	230	101	331	451
GAND	1931	46	63	109	7	42	7	49	60
	1932	60	118	178	3	46	19	65	113
	1933	113	69	182	4	38	46	84	98
	1934	98	87	185	2	58	19	77	108
	1935	108	121	229	2	59	12	71	158
	1936	158	53	211	1	119	28	147	64
	1937	64	59	123	1	51	12	63	60
	1938	60	31	91	2	68	7	75	16
	1939	16	54	70	—	38	9	47	23
	1940	23	21	44	—	31	6	37	7
LIEGE	1931	46	34	80	—	48	—	48	32
	1932	32	107	139	4	54	—	54	85
	1933	85	53	138	1	72	—	72	66
	1934	66	92	158	1	70	—	70	88
	1935	88	135	223	5	62	16	78	145
	1936	145	111	256	3	32	18	50	206
	1937	206	52	258	3	85	35	120	138
	1938	138	39	177	1	66	35	101	76
	1939	76	79	155	4	34	5	39	116
	1940	116	74	190	2	46	14	60	130
LE ROYAUME	1931	454	449	903	7	286	7	293	610
	1932	610	799	1,409	7	297	19	316	1,093
	1933	1,093	566	1,659	38	212	274	486	1,173
	1934	1,173	548	1,721	19	332	300	632	1,089
	1935	1,089	806	1,895	21	344	207	551	1,344
	1936	1,344	599	1,943	10	649	76	725	1,218
	1937	1,218	414	1,632	12	405	218	623	1,009
	1938	1,009	1,102	2,111	89	1,212	235	1,447	664
	1939	664	473	1,137	8	307	122	429	708
	1940	708	308	1,016	5	307	121	428	588

JURIDICTION DU TRAVAIL

L'administration de la justice par les conseils de prud'hommes et les conseils de prud'hommes d'appel n'avait pas jusqu'ici été comprise dans la statistique judiciaire de Belgique.

La juridiction du travail ressortit au département du Travail et de la Prévoyance sociale et échappe de ce fait à un droit de regard de la part du département de la Justice.

L'annuaire statistique de l'Office central de statistique publiait bien quelques données sur l'activité des conseils de prud'hommes, mais ces données sommaires ne tenaient aucun compte de la distinction importante entre chambres pour ouvriers et chambres pour employés, et n'émettaient aucune considération concernant le degré d'appel de cette juridiction.

Aux fins d'établir un bilan complet de l'exercice de la judicature pendant la décade 1931-1940, il s'avérait ainsi comme indispensable de

fixer sur des bases nouvelles un compte de l'activité des conseils de prud'hommes à ses deux degrés de juridiction, en dépouillant derechef les états annuels qui avaient été délivrés par chacun des ressorts.

Ces états dressés principalement en vue d'une justification de l'existence des conseils, de leur structure, du nombre de séances tenues, de la composition de leurs greffes, ne visent malheureusement pas toujours à l'établissement d'un compte exact et concordant des suites données aux affaires introduites.

Les tableaux sur les chiffres totaux pour le Royaume, présentés ci-après, tout en ne constituant pas une statistique parfaite, peuvent être tenus pour exacts quant au nombre des jugements que les conseils ont rendus, et c'est ce qui importait le plus.

A) CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Il y avait dans le Royaume 47 conseils de prud'hommes dont celui d'Eupen a été soustrait à partir de fin mai 1940.

Conformément à la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926, modifiée par les lois des 25 juin 1927, 30 mai 1928 et 22 janvier 1931, art. 1 :

« Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les contestations relatives au travail qui s'élèvent :

» soit entre les employeurs, d'une part, et leurs ouvriers ou employés, d'autre part;

» soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés. »

Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres; l'une pour ouvriers, l'autre pour employés (art. 7).

Une chambre mixte est chargée de résoudre les questions de compétence (art. 65).

Les conseils connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 500 francs sans appel, et, à charge d'appel au delà de cette somme (art. 45).

Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection (art. 10).

Deux présidents issus, l'un du groupe de prud'hommes employeurs, l'autre du groupe de prud'hommes ouvriers ou employés sont nommés par le Roi et siègent alternativement (art. 25).

Le Roi nomme en outre auprès de chaque chambre un docteur en droit, en qualité d'assesseur juridique (art. 26) et auprès de chaque conseil un greffier et éventuellement des greffiers-adjoints (art. 28).

Chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties (art. 50), ses membres sont renouvelés tous les trois mois.

Toutes les affaires portées au greffe du conseil de prud'hommes sont soumises au bureau de conciliation, dont la mission consiste, soit à concilier les parties, soit à les renvoyer devant le conseil, soit à trancher le différend si la valeur du litige est inférieure à 200 francs. Dans ce dernier cas, le bureau de conciliation s'adjoint

l'assesseur juridique et s'appelle bureau de jugement (art. 50 à 54).

Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel (art. 54).

La chambre compétente du conseil ne statue par jugement, qu'après avoir épuisé les moyens de conciliation (art. 55).

Par Arrêté Royal du 10 mai 1927 modifié par celui du 10 décembre 1928, il a été créé auprès du conseil de prud'hommes d'Anvers et à titre provisoire une chambre spéciale, chargée de trancher les litiges afférents au contrat de travail des ouvriers du port.

Cette chambre spéciale est la seule qui ait été créée en Belgique en vertu du pouvoir accordé à cet effet au Roi, par les dispositions de l'article 7 de la loi organique.

En dehors de leur mission juridictionnelle, les conseils de prud'hommes peuvent être appelés par le gouvernement à donner leur avis sur des questions ou projets relatifs au travail (art. 1^{er} in fine).

Ils sont en outre chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels (art 1^{er}, § 4 de la loi organique et art. 1^{er} de l'Arrêté Royal du 10 décembre 1884), et de la réception du dépôt des règlements d'atelier (art. 7 § 6 de la loi du 15 juin 1896).

A défaut de conseil de prud'hommes, les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail et de ceux qui les emploient sont de la compétence des juges de paix. (A. R. du 13 janvier 1935 art. 2, 6^o — Lois sur la compétence.)

Rédaction du tableau. — Le tableau statistique a été établi d'après les états annuels, fournis par les conseils de prud'hommes au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Ces états servent principalement au contrôle des frais de fonctionnement de la juridiction du travail.

L'écart existant entre les chiffres du tableau et les données antérieurement publiées dans l'annuaire statistique était inévitable, vu l'interprétation à des époques différentes de renseignements parfois fort incomplets et à cause des fins statistiques divergentes poursuivies.

Tableau n° 61. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES.
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

CHAMBRES	AN- NÉES	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		NOMBRE D'AFFAIRES					NOMBRE D'AFFAIRES					NOMBRE D'AFFAIRES				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Chambres pour ouvriers	1931	12,919	6,623	727	3,562	1,951	461	126	327	2	2	2,667	408	2,119	42	121
	1932	12,113	5,874	748	3,632	1,764	508	113	377	3	12	3,478	744	2,455	125	162
	1933	12,546	6,039	770	4,201	1,485	471	97	291	2	81	3,246	344	2,710	59	147
	1934	11,551	5,117	960	4,021	1,426	796	83	691	3	30	3,186	310	2,676	39	147
	1935	11,575	5,872	625	3,652	1,366	557	89	452	1	15	2,558	234	2,172	1	152
	1936	14,129	6,440	885	4,996	1,746	640	86	529	2	7	2,889	287	2,419	32	159
	1937	14,120	6,255	1,082	4,963	1,762	828	128	580	61	28	3,448	318	2,921	63	147
	1938	11,188	4,644	719	4,164	2,167	552	96	412	1	11	2,952	315	2,403	64	160
	1939	10,168	3,547	585	3,790	2,212	401	71	293	4	18	2,705	248	2,049	92	208
	1940	6,798	2,780	340	1,777	1,874	165	46	108	1	10	1,461	118	1,137	84	129
Chambres pour employés	1931	5,082	1,066	24	3,282	663	27	7	19	1	—	3,065	321	2,512	90	161
	1932	5,112	980	50	3,457	612	35	7	28	—	—	3,025	514	2,124	201	186
	1933	4,780	862	68	3,253	570	43	12	31	—	—	2,740	180	2,255	107	196
	1934	4,578	837	49	2,870	800	40	7	33	—	1	2,492	194	2,027	46	224
	1935	4,424	846	75	3,046	429	58	9	49	—	—	2,412	183	2,039	1	195
	1936	4,227	804	174	2,848	381	83	14	37	—	32	2,744	296	2,132	104	215
	1937	4,266	896	109	2,881	363	133	10	73	—	1	2,714	291	2,098	104	233
	1938	4,130	807	77	2,663	549	28	2	20	—	—	2,645	276	1,935	163	261
	1939	4,356	811	67	2,907	586	39	1	36	—	—	2,624	267	1,894	132	225
	1940	4,024	673	46	2,670	595	20	7	13	—	—	2,060	181	1,483	128	273
Chambre spéciale pour ouvriers du port à Anvers	1931	97	26	—	26	12	—	—	—	—	—	26	12	14	—	—
	1932	71	20	—	35	9	—	—	—	—	—	35	24	11	—	—
	1933	52	3	—	31	7	—	—	—	—	—	31	—	28	—	3
	1934	48	13	—	24	7	—	—	—	—	—	24	5	17	—	2
	1935	55	10	—	12	7	—	—	—	—	—	12	—	12	—	—
	1936	54	10	—	31	8	—	—	—	—	—	31	4	27	—	—
	1937	58	8	—	26	3	—	—	—	—	—	26	3	23	—	—
	1938	49	11	—	35	9	—	—	—	—	—	35	5	30	—	—
	1939	65	14	—	32	15	—	—	—	—	—	32	9	23	—	—
	1940	51	10	—	20	4	—	—	—	—	—	20	—	20	—	—
TOTAUX	1931	18,098	7,715	751	6,844	2,626	488	133	346	3	2	5,758	741	4,645	132	282
	1932	17,296	6,874	798	7,124	2,385	543	120	405	3	12	6,538	1,282	4,590	326	348
	1933	17,378	6,904	838	7,485	2,062	514	109	322	2	81	6,017	524	4,999	166	346
	1934	16,177	5,967	1,009	6,915	2,233	836	90	724	3	31	5,702	509	4,720	85	373
	1935	15,999	6,728	700	6,710	1,802	615	98	501	1	15	4,982	417	4,223	2	347
	1936	18,356	7,254	1,059	7,875	2,135	723	100	566	2	39	5,664	587	4,578	136	374
	1937	18,386	7,159	1,191	7,870	2,128	961	138	653	61	29	6,188	612	5,042	167	380
	1938	15,367	5,462	796	6,762	2,725	580	98	425	1	11	5,632	596	4,368	227	421
	1939	14,589	4,372	652	6,729	2,813	440	72	329	4	18	5,361	524	3,943	224	433
	1940	10,873	3,463	386	4,467	2,473	185	53	121	1	10	3,541	299	2,640	212	402

Il est à remarquer dans le tableau ci-dessus que les affaires pendantes et inscrites dans l'année, ne se retrouvent pas en entier dans les colonnes qui détaillent les suites qui leur ont été données, que d'autre part les affaires renvoyées au bureau de jugement et au conseil ne correspondent pas exactement avec le nombre des affaires inscrites dans ces juridictions.

Il faut en rechercher les causes dans le manque de soin apporté aux relevés des renvois eux-mêmes et des affaires restées sans suite ou abandonnées.

Il est à noter aussi que très souvent les états statistiques délivrés confondent au point de vue statistique les jugements au fond et les jugements avant dire droit. Le compte des affaires rayées ne semble pas non plus être tenu avec la précision voulue.

Néanmoins, de cette statistique, telle qu'elle se présente, il peut être tiré des conclusions édifiantes et entr'autres : que si les litiges issus du contrat de travail dépassent en nombre le double de ceux provoqués par le contrat d'emploi, leurs possibilités de conciliation dépassent le quintuple des conciliations rencontrées sous l'effet du contrat d'emploi;

Que le bureau de jugement n'est guère d'utilité en ce qui concerne les chambres pour employés;

Que le nombre de jugements rendus par les conseils se partage environ par moitié entre les chambres pour ouvriers et les chambres pour employés;

Que les affaires restant à juger à fin d'année

ont une tendance à s'accroître, alors que le nombre des affaires dont les conseils sont saisis est pourtant en régression;

Qu'à la suite des circonstances de guerre les affaires relevant des chambres pour ouvriers ont vu profondément choir leur quantité, alors que le mouvement des affaires relevant des chambres pour employés s'est maintenu à un niveau relativement élevé.

**

En ce qui concerne les actes divers tombant dans les attributions des conseils de prud'hommes et dont la charge incombe particulièrement aux greffes, il n'y a pas lieu de retenir ceux dont les greffes de n'importe quelle juridiction sont redevables, tels : les expéditions, les copies, les extraits des jugements et des mesures préparatoires.

Il importe, au contraire, de limiter cette statistique dans la juridiction du travail aux seuls actes qui constituent une attribution particulière de cette juridiction.

Le dépôt des règlements d'ateliers et celui des dessins et modèles industriels prennent à cet égard une signification.

Si les dépôts des dessins et des modèles industriels sont assez régulièrement comptés dans les états statistiques, on ne peut pas en dire autant des dépôts des règlements d'atelier, concernant lesquels, seuls cinq à sept ressorts par année, fournissent des indications.

Les chiffres de ces dépôts sont reproduits ci-dessous tels qu'ils émanent des états statistiques :

ANNÉES	Nombre des dépôts de règlements d'atelier	Nombre des dépôts de dessins et modèles industriels	ANNÉES	Nombre des dépôts de règlements d'atelier	Nombre des dépôts de dessins et modèles industriels
1931	565	798	1936	2,445	477
1932	431	657	1937	4,472	487
1933	124	705	1938	3,604	547
1934	323	598	1939	3,784	359
1935	852	572	1940	1,091	144

B) CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL

Il y a dans le Royaume sept conseils de prud'hommes d'appel dont les sièges sont fixés respectivement à Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Mons, Liège et Namur, et dont la juridiction

s'étend aux provinces dont les sièges sont les chefs-lieux. (Loi du 25 juin 1913.)

L'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes d'appel sont régis par les arti-

cles 116 et suivants de la loi organique des conseils de prud'hommes.

Les conseillers sont élus par des collèges électoraux spéciaux.

Chaque conseil de prud'hommes d'appel comprend une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés.

Une chambre mixte tranche les contestations entre ouvriers et employés, et résoud les questions de compétence.

Le Roi nomme près de chaque conseil d'appel deux présidents avec détermination de la chambre à laquelle chaque président est attaché.

Ces présidents doivent être docteurs en droit.

Tableau n° 62. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL. — APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

CHAMBRES	ANNÉES	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	TOTAL	par arrêt au fond	par radiation abandon etc.	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Chambres pour ouvriers	1931	61	238	309	168	48	216	93
	1932	93	228	321	215	8	223	98
	1933	90	229	319	196	27	223	96
	1934	185	240	425	204	11	215	210
	1935	210	220	430	191	10	201	229
	1936	179	241	420	259	9	268	152
	1937	152	286	438	281	8	289	149
	1938	149	318	467	290	10	300	167
	1939	167	280	447	279	11	290	157
	1940	151	120	271	118	1	119	152
Chambres pour employés	1931	309	774	1,085	724	82	806	279
	1932	279	710	989	711	13	724	265
	1933	436	862	1,298	821	9	830	468
	1934	471	708	1,179	655	8	663	516
	1935	516	720	1,236	648	34	682	554
	1936	647	624	1,271	828	24	852	419
	1937	417	585	1,002	587	10	597	405
	1938	404	609	1,013	600	19	619	394
	1939	393	502	895	560	16	576	319
	1940	319	507	826	349	8	357	469

Tableau n° 62 (suite).

CHAMBRES	ANNÉES	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	TOTAL	par arrêt au fond	par radiation abandon etc.	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Chambres mixtes	1931*	—	—	—	—	—	—	—
	1932	60	176	236	179	1	180	56
	1933	38	77	115	65	2	67	48
	1934	25	71	96	41	—	41	55
	1935	55	77	132	72	4	76	56
	1936	77	63	140	116	2	118	22
	1937	22	73	95	57	1	58	37
	1938	37	73	110	55	2	57	53
	1939	53	53	106	67	3	70	36
	1940	37	50	87	32	—	32	55
TOTAUX	1931	370	1,012	1,394	892	130	1,022	372
	1932	432	1,114	1,546	1,105	22	1,127	419
	1933	564	1,168	1,732	1,082	38	1,120	612
	1934	681	1,019	1,700	900	19	919	781
	1935	781	1,017	1,798	911	48	959	839
	1936	903	928	1,831	1,203	35	1,238	593
	1937	591	944	1,535	925	19	944	591
	1938	590	1,000	1,590	945	31	976	614
	1939	613	835	1,448	906	30	936	512
	1940	507	677	1,184	499	9	508	676

* Les renseignements font défaut pour l'année 1931.

Pas plus que pour les conseils de 1^{re} instance, il n'était possible pour les conseils de prud'hommes d'appel de faire revoir et rectifier les erreurs et omissions dans les états statistiques des dix dernières années.

Il eût fallu que le nombre des affaires restant à juger à la fin d'une année concorde avec le nombre des affaires pendantes au début de l'année suivante.

L'examen du tableau montre que ce n'est pas le cas. Le tableau décennal est toutefois un bilan intéressant et démontre combien plus importantes, dans les conseils d'appel, sont les chambres pour employés par rapport aux chambres pour ouvriers.

Il indique également que le nombre d'affaires restant à juger à la fin d'une année est trop élevé en proportion des affaires figurant au rôle au cours de l'année.

COUR DE CASSATION

Compétence. — La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment. (Voir Statistique pénale.)

Aux termes des articles 19 et 20 du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. — La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. — Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour

violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1^{er}.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28.)

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 63. — COUR DE CASSATION (1^{re} Chambre). — POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE.

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	AN- NÉES	CAUSES À JUGER				ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public		Causés restant à juger
		pendantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
						Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Cours d'Appel jugeant en matière civile	1931	39	56	95	—	3	24	—	2	29	29	—	66
	1932	66	32	98	—	9	34	—	—	43	43	—	55
	1933	55	61	116	—	10	20	—	5	35	35	—	81
	1934	*84	45	129	—	19	37	—	4	60	60	—	69
	1935	69	42	111	—	9	37	—	1	47	47	—	64
	1936	64	35	99	—	7	28	—	1	36	36	—	63
	1937	*61	53	114	—	2	27	—	—	29	29	—	83
	1938	83	55	138	—	9	29	—	3	41	41	—	**79
	1939	79	56	135	—	9	33	—	2	44	44	—	91
	1940	91	20	111	—	9	42	—	1	52	52	—	59
Cour d'Appel jugeant en matière commerciale	1931	8	4	12	—	2	6	—	—	8	8	—	4
	1932	4	9	13	—	1	6	—	—	7	7	—	6
	1933	6	14	20	—	1	10	—	2	13	13	—	7
	1934	*4	10	14	—	1	7	—	—	8	8	—	6
	1935	6	10	16	—	1	12	—	1	14	14	—	2
	1936	2	17	19	—	5	9	—	—	14	14	—	5
	1937	*4	11	15	—	1	9	—	1	11	11	—	4
	1938	4	6	10	—	—	7	—	—	7	7	—	3
	1939	3	8	11	—	2	6	—	1	9	9	—	2
	1940	2	16	18	—	—	3	—	—	3	3	—	15

* Chiffres rectifiés.

** Dix-huit affaires ont été éliminées par jonction.

Tableau n° 63 (suite).

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	AN- NÉES	CAUSES À JUGER			ARRÊTS					TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public		Causes restant à juger
		pendantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pend- ant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
						Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tribunaux civils jugeant en première instance	1931	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
	1932	6	4	10	—	1	3	1	2	7	7	—	3
	1933	* 4	10	14	—	—	5	—	1	6	6	—	8
	1934	* 6	6	12	—	3	1	—	—	4	4	—	8
	1935	* 9	6	15	—	1	5	—	2	8	8	—	7
	1936	7	13	20	—	3	11	—	—	14	14	—	6
	1937	6	15	21	—	3	4	—	—	7	7	—	14
	1938	14	20	34	—	6	5	—	1	12	12	—	24
	1939	*21	16	37	—	5	8	—	—	13	13	—	24
	1940	24	5	29	—	1	8	—	—	9	9	—	20
Tribunaux civils jugeant en degré d'appel	1931	17	9	26	—	4	11	—	—	15	15	—	11
	1932	11	9	20	—	3	8	—	—	11	11	—	9
	1933	* 8	3	11	—	1	6	—	—	7	7	—	4
	1934	* 6	17	23	—	—	2	—	—	2	2	—	21
	1935	*20	9	29	—	3	6	—	3	12	12	—	17
	1936	17	2	19	—	3	2	—	—	5	5	—	14
	1937	14	7	21	—	4	5	—	—	9	9	—	12
	1938	12	9	21	—	1	5	—	—	6	6	—	15
	1939	15	—	15	—	1	3	—	—	4	4	—	11
	1940	11	—	11	—	1	4	—	—	5	5	—	6
Tribunaux de commerce	1931	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
	1932	4	2	6	—	1	2	—	—	3	3	—	3
	1933	3	2	5	—	—	2	—	—	2	2	—	3
	1934	3	4	7	—	—	3	—	—	3	3	—	4
	1935	4	2	6	—	—	3	—	—	3	3	—	3
	1936	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	1937	3	3	6	—	—	1	—	—	1	1	—	5
	1938	5	3	8	—	1	4	—	—	5	5	—	3
	1939	3	4	7	—	—	2	—	—	2	2	—	5
	1940	5	—	5	—	1	2	—	—	3	3	—	2
Justices de paix	1931	2	1	3	—	1	—	—	—	1	1	—	2
	1932	2	1	3	—	1	1	—	—	2	2	—	1
	1933	1	1	2	—	—	1	—	—	1	1	—	1
	1934	1	1	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1
	1935	1	1	2	—	—	1	—	—	1	1	—	1
	1936	1	4	5	—	1	—	—	—	1	1	—	4
	1937	4	2	6	—	3	1	—	—	4	4	—	2
	1938	2	—	2	—	1	1	—	—	2	2	—	—
	1939	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2

* Chiffres rectifiés.

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	AN- NÉES	CAUSES À JUGER				ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public		Causes restant à juger
		pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL	d'in- struc- tion	AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
						Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Cours et tribunaux des dommages de guerre	1931	36	71	107	—	12	52	—	—	64	64	—	43
	1932	43	49	92	—	11	48	—	—	59	59	—	33
	1933	33	43	76	—	2	49	—	—	51	51	—	25
	1934	25	62	87	—	5	54	—	—	59	59	—	28
	1935	28	38	66	—	5	37	—	1	43	43	—	23
	1936	23	5	28	—	2	7	—	1	10	10	—	18
	1937	18	3	21	—	1	14	—	—	*15	15	—	—
	1938	—	5	5	—	—	5	—	—	5	5	—	—
	1939	—	6	6	—	—	2	—	—	2	2	—	4
	1940	4	2	6	—	—	3	1	—	—	4	—	—
Conseils de prud'hommes	1931	4	6	10	—	2	3	—	—	5	5	—	5
	1932	5	—	5	—	2	3	—	—	5	5	—	—
	1933	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
	1934	4	3	7	—	3	—	—	—	3	3	—	4
	1935	4	5	9	—	3	1	—	—	4	4	—	5
	1936	5	8	13	—	5	—	—	—	5	5	—	8
	1937	8	4	12	—	4	3	—	—	7	7	—	5
	1938	5	3	8	—	1	5	—	—	6	6	—	2
	1939	2	2	4	—	2	—	—	—	2	2	—	2
	1940	2	1	3	—	—	1	—	—	1	1	—	2
Non compris ci-dessus tels : Cour des Comptes Conseil supérieur d'arbitrage Règlement de juges Matière disciplinaire Inscription en faux	1931	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	—	1	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—
	1933	—	4	4	—	1	—	—	—	1	1	—	3
	1934	3	—	3	—	—	2	2	—	2	2	—	1
	1935	1	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—
	1936/39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTALS	1931	109	154	263	—	24	96	—	2	122	122	—	141
	1932	141	107	248	—	29	106	1	2	138	138	—	110
	1933	110	142	252	—	15	93	—	8	116	116	—	136
	1934	136	148	284	—	32	106	—	4	142	142	—	142
	1935	142	113	255	—	22	103	—	8	133	133	—	122
	1936	122	84	206	—	26	57	—	2	85	85	—	118
	1937	118	98	216	—	18	64	—	1	83	83	—	124
	1938	124	101	225	—	19	61	—	4	84	84	—	123
	1939	123	92	215	—	19	54	—	3	76	76	—	139
	1940	139	47	186	—	15	61	**1	1	78	78	—	108

* Six affaires ont été éliminées par jonction.

** Il s'agit d'un arrêt d'admission.

SECTION III

STATISTIQUE

DE LA

PROTECTION DE L'ENFANCE

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 15 MAI 1912

Le chapitre 1^{er} de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance est relatif à la déchéance de la puissance paternelle. Les tableaux A à D indiquent le nombre de déchéances prononcées, le nombre de parents qui ont été réintégrés dans les droits de la puissance paternelle et le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure.

Le tableau E donne la situation au 31 décembre, des enfants de parents déchus de la puissance paternelle, moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre.

Le chapitre II de la loi est relatif aux enfants traduits en justice pour mendicité, vagabondage, inconduite ou faits qualifiés infractions par la loi.

Les tableaux F à I indiquent le nombre de mineurs dont les parquets ou les juges d'instruction ont dû s'occuper et ceux qui ont été mis en garde provisoire ou en observation avant jugement.

Les tableaux J à L indiquent le nombre de mineurs qui ont comparu devant les juges des enfants, ainsi que la nature des faits qu'ils avaient commis, leur âge et le résultat des poursuites.

Le tableau M donne les résultats définitifs des affaires terminées pendant l'année, la nature et le pourcentage des décisions intervenues.

L'article 31 de la loi du 15 mai 1912 permet au juge de modifier, suivant les besoins de l'éducation du mineur, les mesures qui ont été prises à son égard; celles-ci doivent, en tout cas, faire l'objet d'une révision tous les trois ans.

Le tableau N indique le nombre des ordonnances ou jugements modificatifs et des révisions triennales.

Les tableaux O à Q indiquent le mouvement de la population et la situation, au 31 décembre, des mineurs placés dans des établissements d'observation officiels ou privés, laissés en liberté surveillée dans leur famille, confiés à des particuliers, placés dans des établissements d'éducation ou des établissements spéciaux privés, confiés à des établissements d'éducation ou à des établissements spéciaux de l'Etat.

Le tableau R donne la situation, au 31 décembre, de tous les mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants.

Le tableau S indique le nombre d'anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26^e année et qui ont subi une condamnation depuis leur majorité.

Le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 aggrave les peines de certains crimes ou délits commis par des majeurs à l'égard des enfants. L'application de ces dispositions est indiquée dans la Statistique judiciaire.

CHAPITRE I^{ER}

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Tableau n° 64. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DÉCLARÉS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLES 1^{ER}, 3 ET 4.

A

DEGRÉ DE JURIDICTION	ANNÉES	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er})		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 ^{er} , 3 et 4)		RÉQUISITIONS du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
		Hommes	Femmes	EN TOUT		EN PARTIE		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
				Hommes	Femmes	Hommes	Femmes				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Première Instance	1931	35	7	112	72	5	1	152	80	19	7
	1932	23	3	152	98	1	1	176	102	14	14
	1933	24	6	123	87	5	4	152	97	16	28
	1934	22	8	97	78	3	3	122	89	12	5
	1935	23	1	101	77	1	1	125	79	10	4
	1936	35	6	120	99	6	5	160	110	14	22
	1937	24	5	107	83	6	6	137	94	24	25
	1938	19	8	111	103	7	4	137	115	26	21
	1939	26	5	138	87	2	5	166	97	20	20
1940	22	9	98	78	2	2	122	89	14	14	
Appel	1931	—	—	—	2	—	1	—	3	1	1
	1932	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	1933	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4
	1934	—	—	4	8	—	—	4	8	—	2
	1935	—	—	2	1	—	—	2	1	—	—
	1936	—	—	5	9	—	—	5	9	—	—
	1937	—	—	4	8	—	—	4	8	5	4
	1938	—	—	2	2	—	1	2	3	1	1
	1939	—	—	5	2	2	2	7	4	2	1
	1940	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—

Tableau n° 65. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS RÉINTÉGRÉS DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 7.

B

DEGRÉ DE JURIDICTION	ANNÉES	DEMANDES EN RÉINTÉGRATION ACCUEILLIES								DEMANDES en réintégration rejetées	
		DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er}) (*)		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 ^{er} , 3 et 4)		Hommes	Femmes
		Hommes	Femmes	En tout		En partie		Hommes	Femmes		
3	4			5	6	7	8			9	10
Première Instance	1931	1	—	7	10	—	—	8	10	3	1
	1932	—	—	5	5	—	—	5	5	—	—
	1933	—	—	6	9	—	—	6	9	—	—
	1934	—	—	2	2	—	—	2	2	—	—
	1935	—	—	4	5	—	—	4	5	—	—
	1936	—	—	6	7	—	—	6	7	—	—
	1937	—	—	5	5	1	—	6	5	—	—
	1938	—	—	7	6	—	—	7	6	—	1
	1939	—	—	4	5	—	—	4	5	1	—
	1940	—	—	3	6	—	—	3	6	1	1
Appel	1931/33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—
	1935/40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* Dans le cas de l'Article premier, la réintégration n'est recevable qu'après un délai de 10 ans.

Tableau n° 66. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.
MESURES PRISES À L'ÉGARD DES ENFANTS. — NATURE DES DÉCISIONS.
NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS. — ART. 5 ET 6.

C

ANNÉES	I. MESURES DE GARDE	II. DÉCISIONS DÉFINITIVES				III. DÉCISIONS MODIFICATIVES		TOTAUX	
		A. Du conseil de famille confiant l'enfant		B. Du tribunal confiant l'enfant		A. Confiant l'enfant à la mère	B. Confiant l'enfant à une autre personne ou à une institution		
		à la mère	à une autre personne ou à une institution	à la mère	à une autre personne ou à une institution				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1931	Garçons.	39	21	58	3	96	17	179	413
	Filles.	47	33	74	7	99	5	204	469
	<i>Totaux.</i>	86	54	132	10	195	22	383	882
1932	Garçons.	63	38	117	1	30	9	153	411
	Filles.	78	30	122	—	33	2	162	427
	<i>Totaux.</i>	141	68	139	1	63	11	315	838
1933	Garçons.	88	3	21	22	92	16	112	354
	Filles.	74	13	25	28	97	12	184	433
	<i>Totaux.</i>	162	16	46	50	189	28	296	787
1934	Garçons.	45	15	27	9	82	18	158	354
	Filles.	43	20	47	16	92	13	109	340
	<i>Totaux.</i>	88	35	74	25	174	31	267	694
1935	Garçons.	46	36	93	4	32	4	102	317
	Filles.	72	37	82	4	41	6	97	339
	<i>Totaux.</i>	118	73	175	8	73	10	199	656
1936	Garçons.	114	30	89	—	48	6	142	429
	Filles.	106	60	99	2	68	7	110	452
	<i>Totaux.</i>	220	90	188	2	116	13	252	881
1937	Garçons.	61	9	112	18	49	2	124	375
	Filles.	77	22	107	12	67	10	88	383
	<i>Totaux.</i>	138	31	219	30	116	12	212	758
1938	Garçons.	85	27	86	5	96	5	110	414
	Filles.	94	34	79	5	124	8	100	444
	<i>Totaux.</i>	179	61	165	10	220	13	210	858
1939	Garçons.	18	29	47	28	71	9	164	366
	Filles.	15	45	54	29	80	13	174	410
	<i>Totaux.</i>	33	74	101	57	151	22	338	776
1940	Garçons.	37	27	94	1	74	15	123	371
	Filles.	43	39	88	1	82	12	156	421
	<i>Totaux.</i>	80	66	182	2	156	27	279	792

Tableau n° 67. — DÉCISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES A LA DÉCHÉANCE
DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

D

AN- NÉES	CONFIRMATIVES								INFIRMATIVES							
	déclarant la déchéance		reje- tant la dé- chéan- ce	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la gar- de et de l'éduca- tion des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la gar- de et de l'éduca- tion des mineurs	accor- dant la réinté- gration	refu- sant la réinté- gration	TO- TAL	déclarant la déchéance		reje- tant la dé- chéan- ce	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la gar- de et de l'éduca- tion des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la gar- de et de l'éduca- tion des mineurs	accor- dant la réinté- gration	refu- sant la réinté- gration	TO- TAL
	en tout	en par- tie							en tout	en par- tie						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1931	2	—	1	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	1
1932	1	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
1933	—	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	7	1	—	2	—	—	—	10	2	—	1	—	—	—	—	3
1935	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	2
1936	10	—	—	—	—	—	—	10	1	—	3	—	—	—	—	4
1937	4	—	6	—	—	—	—	10	4	—	5	—	—	—	—	9
1938	4	1	1	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	5	—	—	—	—	—	—	5	1	3	2	—	—	—	—	6
1940	2	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 68. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS DE GUERRE.

E

ANNÉES	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement abandonnés recueillis par les comités de patronage et les sociétés protect. des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation tion	Total			
1931	160	503	663	1,318	268	1,586	164	24	188	11	35	46	2,483	792	32
1932	110	581	691	1,313	270	1,583	177	19	196	16	26	42	2,512	690	27
1933	111	544	655	1,295	280	1,575	163	22	185	22	18	40	2,455	692	21
1934	110	478	588	1,317	249	1,566	159	21	180	18	28	46	2,380	772	17
1935	105	416	521	1,357	226	1,583	177	23	200	15	24	39	2,343	771	19
1936	109	434	543	1,424	217	1,641	136	23	159	19	23	42	2,385	684	9
1937	107	450	557	1,477	223	1,700	163	28	191	30	31	61	2,509	762	18
1938	109	465	574	1,561	225	1,786	174	30	204	22	29	51	2,615	738	2
1939	110	493	603	1,647	240	1,887	196	32	228	23	27	50	2,768	571	5
1940	119	482	601	1,646	209	1,855	215	30	245	16	23	39	2,740	601	5

CHAPITRE II

MINEURS TRADUITS EN JUSTICE

Tableau n° 69. — MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. — ARTICLE 12.

F

ANNÉES	impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
			mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		TOTAL			
			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1931	580	189	500	307	598	478	145	138	5,151	2,017	6,394	2,940	6,974	3,129
1932	544	174	548	291	600	450	120	138	4,680	1,739	5,948	2,618	6,492	2,792
1933	477	173	590	318	724	499	157	192	5,312	1,901	6,783	2,910	7,260	3,083
1934	371	122	695	311	789	463	247	192	6,580	2,024	8,311	2,990	8,682	3,112
1935	526	160	630	254	697	418	301	334	8,085	1,907	9,713	2,913	10,239	3,073
1936	437	173	738	295	710	486	295	353	8,920	1,952	10,663	3,086	11,100	3,259
1937	454	180	811	342	805	590	278	372	9,999	2,037	11,893	3,341	12,347	3,521
1938	403	184	841	346	830	578	277	407	10,472	2,115	12,420	3,446	12,823	3,630
1939	417	173	530	316	671	563	233	432	9,501	2,304	10,935	3,615	11,352	3,788
1940	542	277	875	485	837	680	330	549	12,492	3,081	14,534	4,795	15,076	5,072

Tableau n° 70. — AFFAIRES SOLUTIONNÉES PAR LE PARQUET. — ARTICLE 12.

ANNÉES	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déférés au juge d'instruction		Mineurs déférés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		TOTAL	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1931	4,824	2,221	73	25	1,533	709	544	174	6,974	3,129
1932	4,530	1,952	84	28	1,401	639	477	173	6,492	2,792
1933	5,154	2,135	71	18	1,664	808	371	122	7,260	3,083
1934	6,464	2,362	66	18	1,626	572	526	160	8,682	3,112
1935	7,714	2,229	81	26	2,007	645	437	173	10,239	3,073
1936	8,486	2,323	125	26	2,035	730	454	180	11,100	3,259
1937	9,427	2,503	156	64	2,361	770	403	184	12,347	3,521
1938	10,218	2,660	107	32	2,081	765	417	173	12,823	3,630
1939	8,634	2,713	137	55	2,039	743	542	277	11,352	3,788
1940	11,263	3,420	137	59	2,775	1,017	901	576	15,076	5,072

Tableau n° 71. — MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU À S'OCCUPER.
RÉSULTATS. — ARTICLE 12.

ANNÉES	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction	Mineurs déférés au juge des enfants par le juge d'instruction	Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre			
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		TOTAL							
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles				Garçons	Filles	Garçons
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1931	25	1	73	25	98	26	9	3	66	22	23	1
1932	23	1	84	28	107	29	10	3	78	19	19	7
1933	19	7	71	18	90	25	9	5	63	16	18	4
1934	18	4	65	18	83	22	17	5	61	15	5	2
1935	5	2	81	26	86	28	16	2	55	17	15	9
1936	15	9	125	26	140	35	22	4	88	21	30	10
1937	30	10	156	64	186	74	22	11	119	40	45	23
1938	45	23	107	32	152	55	21	17	99	31	32	7
1939	32	7	137	55	169	62	21	8	113	47	35	7
1940	35	7	136	59	171	66	23	7	110	38	38	21

Tableau n° 72. — MESURES DE GARDE PROVISOIRE. — MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES.
DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLES 21, § 1^{er}, 28, 29, 30 et 32, § 5.

ANNÉES	MESURES ORDONNÉES										DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN										TOTAL			
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		TOTAL		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois				1 an et plus	
	G*	F*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.			G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25

I. — Mesures de garde provisoire.

1931	12	19	111	110	1	4	8	6	132	139	42	29	58	65	30	52	6	6	1	3	2	2	139	157
1932	13	20	83	67	1	—	10	2	107	89	36	23	51	52	10	23	—	3	1	—	—	1	98	102
1933	11	12	70	47	3	—	2	3	86	62	30	8	35	22	5	11	2	2	1	1	—	2	73	46
1934	11	16	79	56	5	1	4	2	99	75	24	11	28	29	24	22	1	1	—	—	1	1	78	64
1935	14	14	77	63	11	5	8	—	110	82	32	17	28	27	7	17	7	4	—	—	2	2	74	67
1936	16	8	133	67	2	—	7	1	158	76	27	6	47	35	25	14	4	3	1	1	—	—	104	59
1937	18	13	125	96	1	—	10	1	154	110	15	13	47	35	25	12	8	3	—	—	—	—	95	63
1938	5	11	87	84	12	1	17	4	121	100	18	16	41	35	18	29	2	—	—	1	—	1	79	82
1939	15	8	89	114	12	1	12	3	128	126	31	26	45	55	24	26	3	4	1	2	—	1	104	114
1940	4	14	111	118	26	9	31	7	172	148	32	24	41	36	15	22	5	8	—	1	—	—	93	91

II. — Mises en observation avant jugement ordonnées.

1931	—	—	31	115	155	48	—	—	186	163	21	19	45	41	87	69	7	9	—	1	—	—	160	139
1932	—	—	32	137	129	34	—	—	161	171	24	25	37	49	52	91	4	7	—	—	1	1	118	173
1933	—	—	19	119	123	31	—	—	142	150	14	14	38	42	48	70	2	2	1	—	—	1	103	129
1934	—	—	25	131	114	33	—	—	139	164	10	26	24	35	61	85	5	8	1	1	—	1	101	156
1935	—	—	42	150	125	32	—	—	167	182	16	16	37	39	63	87	15	6	—	3	1	—	132	151
1936	—	—	35	146	174	35	—	—	209	181	13	11	37	32	101	91	6	8	1	1	—	—	158	143
1937	—	—	28	163	161	63	—	—	189	226	9	6	31	48	79	90	7	7	—	2	1	—	127	153
1938	—	—	46	148	164	52	—	—	210	200	19	4	44	31	97	108	5	7	—	1	—	—	165	151
1939	—	—	50	140	204	45	—	—	254	185	14	4	68	27	98	101	9	4	2	2	—	—	191	138
1940	—	—	38	160	168	44	—	—	206	204	15	16	56	33	41	61	10	14	1	5	1	—	124	129

Tableau n° 73. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES. — ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

DEGRÉ DE JURIDICTION	AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté sur- veillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 7 à 18		Mise à la disposition du gouverne- ment après condanna- tion correc- tionnelle (Art. 37)		
		G*	F*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	
1	1931	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
		1,297	651	115	43	569	128	17	31	148	223	245	126	191	66	12	34	1,182	608	4	3	
		1,160	574	123	46	512	112	22	17	106	186	240	115	142	70	15	28	1,037	528	4	2	
		1,218	485	146	56	649	103	14	14	69	112	194	114	126	56	20	30	1,072	429	1	—	
		1,368	492	197	40	689	130	17	14	77	138	232	94	143	56	13	20	1,171	452	4	1	
		1,691	615	220	87	898	146	15	9	87	141	294	147	155	57	22	28	1,471	528	9	2	
		1,838	671	208	92	913	140	20	18	133	169	346	163	212	74	6	15	1,630	579	6	2	
		1,825	650	281	76	890	155	10	17	155	176	299	127	187	78	3	21	1,544	574	17	5	
		1,469	624	136	56	660	115	8	21	128	181	325	142	207	75	5	34	1,333	568	21	1	
		1,398	631	133	49	541	128	12	18	124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582	4	—	
1,733	580	121	40	934	171	14	14	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540	4	—			
Première Instance	1931	4	31	4	4	5	2	—	—	1	17	9	3	5	2	3	20	27	—	—		
		20	15	—	—	5	3	—	3	6	10	3	2	2	—	—	1	20	15	—	—	
		14	6	2	—	3	1	—	—	3	3	5	1	3	—	1	1	12	6	—	—	
		14	9	1	—	2	1	—	—	—	4	4	5	5	—	1	—	13	9	—	—	
		15	6	6	—	1	2	—	—	3	2	1	1	4	2	—	—	9	6	—	—	
		16	5	2	—	6	2	1	—	3	1	1	2	1	2	1	—	14	5	—	—	
		25	13	3	2	5	1	1	—	2	4	4	2	11	4	1	—	22	11	2	—	
		25	16	1	—	1	5	—	—	—	1	1	11	8	11	1	1	1	24	16	1	—
		24	5	1	—	—	1	—	—	—	3	2	13	1	6	1	—	23	5	—	—	
		4	7	1	—	2	2	—	—	—	—	3	—	—	1	2	—	3	7	1	—	
Appel	1931	24	31	4	4	5	2	—	—	1	17	9	3	5	2	3	20	27	—	—		
		20	15	—	—	5	3	—	3	6	10	3	2	2	—	—	1	20	15	—	—	
		14	6	2	—	3	1	—	—	—	3	5	1	3	—	1	1	12	6	—	—	
		14	9	1	—	2	1	—	—	—	4	4	5	5	—	1	—	13	9	—	—	
		15	6	6	—	1	2	—	—	3	2	1	1	4	2	—	—	9	6	—	—	
		16	5	2	—	6	2	1	—	3	1	1	2	1	2	1	—	14	5	—	—	
		25	13	3	2	5	1	1	—	2	4	4	2	11	4	1	—	22	11	2	—	
		25	16	1	—	1	5	—	—	—	1	1	11	8	11	1	1	1	24	16	1	—
		24	5	1	—	—	1	—	—	—	3	2	13	1	6	1	—	23	5	—	—	
		4	7	1	—	2	2	—	—	—	—	3	—	—	1	2	—	3	7	1	—	

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 74. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE.

ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

K

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonne 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Moins de 10 ans au moment des faits.

1931	247	58	31	6	139	28	—	1	48	17	16	2	8	1	5	3	216	52
1932	203	44	33	4	113	13	1	1	30	18	19	3	4	1	3	4	170	40
1933	200	37	25	13	121	14	—	—	25	6	18	2	4	2	7	—	175	24
1934	200	30	47	1	111	17	—	—	18	6	13	4	6	—	5	2	153	29
1935	223	53	38	10	134	18	3	1	21	12	18	6	5	—	4	6	185	43
1936	205	48	33	15	130	11	1	1	18	10	15	8	7	2	1	1	172	33
1937	270	43	65	7	148	15	—	1	36	12	20	8	1	—	—	—	205	36
1938	171	25	17	6	93	6	1	—	27	6	23	1	8	—	2	6	154	19
1939	125	29	22	7	54	14	—	—	25	7	18	1	6	—	—	—	103	22
1940	201	33	28	2	119	19	—	—	18	5	25	5	8	—	3	2	173	31

De 10 ans à moins de 13 ans au moment des faits.

1931	411	103	28	8	228	31	3	3	50	27	61	21	36	7	5	6	383	95
1932	395	108	38	9	197	35	2	2	45	32	84	21	23	4	6	5	357	99
1933	412	97	43	6	269	37	—	—	16	21	54	22	21	4	9	7	369	91
1934	470	83	69	11	263	29	1	2	41	17	62	13	29	5	5	6	401	72
1935	498	109	66	19	295	48	2	—	26	20	69	12	34	5	6	5	432	90
1936	516	107	57	24	287	28	—	1	46	21	84	17	41	12	1	4	459	83
1937	606	111	100	13	331	36	1	3	68	23	75	25	31	9	—	2	506	98
1938	413	77	40	4	236	29	1	—	46	20	56	14	33	6	1	4	373	73
1939	407	78	27	2	219	25	2	1	47	25	73	18	37	4	2	3	380	76
1940	532	91	30	14	326	53	2	1	34	11	104	6	33	4	3	2	502	77

Tableau n° 74 (suite).

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure - Colonnes 6 à 17	
											Condition- nement (Liberté surveillée)		Non condition- nement					
	1	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G

De 13 ans à moins de 16 ans au moment des faits.

1931	500	300	45	21	198	64	11	12	40	97	138	61	67	35	1	10	455	279
1932	436	260	38	19	197	60	9	8	22	71	97	59	67	31	6	12	398	241
1933	505	230	54	29	250	48	6	9	18	42	97	65	66	26	4	12	441	201
1934	613	271	77	20	311	79	13	7	14	72	122	56	74	30	2	7	526	251
1935	889	356	108	40	462	77	8	4	36	80	180	103	84	38	11	14	781	316
1936	977	400	82	36	485	92	15	12	60	98	207	104	125	49	3	9	895	364
1937	832	343	106	36	398	98	8	10	34	82	182	63	101	46	3	8	726	307
1938	739	368	74	35	326	76	4	14	43	95	197	89	93	43	2	16	665	333
1939	707	381	69	25	267	87	6	13	36	121	210	77	113	43	6	15	638	356
1940	905	325	58	20	485	91	9	10	20	76	217	89	115	26	1	13	847	305

De 16 ans à moins de 18 ans au moment des faits.

1931	139	190	11	8	4	5	3	15	10	82	30	42	80	23	1	15	128	182
1932	126	162	14	14	5	4	10	6	9	65	40	32	48	34	—	7	112	148
1933	111	121	24	8	9	5	8	5	10	43	25	25	35	24	—	11	87	113
1934	85	108	4	8	4	5	3	5	4	43	35	21	34	21	1	32	81	100
1935	81	97	8	18	7	3	2	4	4	29	27	26	32	14	1	3	73	79
1936	140	116	36	17	11	9	4	4	9	40	40	34	39	11	1	1	104	99
1937	117	153	10	20	13	6	1	3	17	59	22	31	54	23	—	11	107	133
1938	146	154	5	11	5	4	2	7	12	60	49	38	73	26	—	8	141	143
1939	159	143	15	15	1	2	4	4	16	58	59	32	64	22	—	10	144	128
1940	95	131	5	4	4	8	3	3	2	54	38	38	42	22	1	2	90	127

TOTAUX.

1931	1,297	651	115	43	569	128	17	31	148	223	245	126	191	66	12	34	1,182	608
1932	1,160	574	123	46	512	112	22	17	106	186	240	115	142	70	15	28	1,037	528
1933	1,218	485	146	56	649	103	14	14	69	112	194	114	126	56	20	30	1,072	429
1934	1,368	492	197	40	689	130	17	14	77	138	232	94	143	56	13	20	1,171	452
1935	1,691	615	220	87	896	146	15	9	87	141	294	147	155	57	22	28	1,471	528
1936	1,838	671	208	92	913	140	20	18	133	169	346	163	212	74	6	15	1,630	579
1937	1,825	650	281	76	890	155	10	17	155	176	299	127	187	78	3	21	1,544	574
1938	1,469	624	136	56	660	115	8	21	128	181	325	142	207	75	5	34	1,333	568
1939	1,398	631	133	49	541	128	12	18	124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582
1940	1,733	580	121	40	934	171	14	14	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540

Tableau n° 75. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES
EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts,
ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonne 6 à 17	
											Condition- nement (Liberté surveillée)		Non condition- nement					
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Vagabondage ou mendicité.

1931	97	101	5	1	11	5	4	3	17	49	16	28	42	9	2	6	92	100
1932	92	96	5	3	21	11	2	4	13	42	23	14	24	15	4	7	87	93
1933	91	76	7	2	23	10	2	1	13	21	17	20	27	17	5	5	84	74
1934	85	71	6	4	18	11	3	3	11	23	15	14	32	8	—	8	79	67
1935	87	83	6	10	28	10	2	1	9	22	18	27	23	6	1	7	81	73
1936	119	97	5	4	33	22	3	1	22	26	20	29	33	13	3	2	114	93
1937	94	85	10	15	25	10	2	2	23	31	12	17	22	6	—	4	84	70
1938	59	47	—	—	18	6	1	4	15	12	10	12	15	8	—	5	59	47
1939	73	54	2	3	8	7	3	—	9	24	23	8	27	9	1	3	71	51
1940	39	42	2	—	10	7	—	1	2	22	6	6	18	4	1	2	37	42

Inconduite.

1931	212	230	18	7	2	2	9	24	58	111	51	37	70	28	4	21	194	223
1932	190	189	15	12	1	1	13	12	43	85	53	39	63	28	2	12	175	177
1933	138	145	17	11	6	—	7	10	24	55	35	27	43	26	6	16	121	134
1934	164	154	7	10	8	2	8	9	32	71	51	29	51	27	7	6	157	144
1935	175	164	18	18	3	2	8	5	35	69	56	40	51	19	4	11	157	146
1936	221	183	15	20	4	2	12	16	61	77	68	38	59	25	2	5	206	163
1937	225	209	36	20	3	2	4	11	72	94	43	34	67	36	—	12	189	189
1938	281	259	20	23	—	1	6	14	75	108	91	55	85	39	4	19	261	236
1939	300	228	28	21	5	—	6	12	65	102	102	46	91	31	3	16	272	207
1940	229	212	16	8	5	6	11	10	42	81	78	65	71	30	6	12	213	204

Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution
ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité.

1931	8	58	—	6	—	1	—	1	2	25	5	13	1	10	—	2	8	52
1932	21	64	2	6	1	5	1	1	2	25	15	13	—	10	—	4	19	58
1933	4	60	3	16	—	4	—	—	—	10	—	21	1	5	—	4	1	44
1934	4	55	—	4	1	9	—	1	1	17	1	12	—	7	1	5	4	51
1935	11	88	2	21	2	9	—	3	3	20	4	17	—	12	—	6	9	67
1936	12	90	3	22	2	12	—	1	1	22	1	24	5	6	—	3	9	68
1937	31	79	1	12	1	18	—	2	3	20	11	16	5	9	—	2	30	67
1938	18	85	—	8	7	16	—	1	2	26	7	22	2	8	—	4	18	77
1939	22	103	6	13	3	24	—	3	1	32	11	20	1	6	—	5	16	90
1940	24	68	—	10	7	16	—	2	—	17	15	18	2	5	—	—	24	58

Tableau n° 75 (suite).

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	Condition- nellement (Liberté surveillée)		Non condition- nellement		G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Faits qualifiés infractions contre l'autorité.

1931	8	2	—	—	7	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	8	2
1932	4	3	3	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3
1933	10	1	4	—	4	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	6	1
1934	5	2	1	—	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2
1935	12	—	—	—	10	9	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	12	—
1936	11	1	—	1	10	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	11	—
1937	6	1	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1
1938	4	1	—	—	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	4	1
1939	5	—	—	—	3	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	5	—
1940	7	2	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	7	2

Faits qualifiés infractions contre les mœurs.

1931	98	47	6	7	32	14	—	—	7	4	40	12	13	9	—	1	92	40
1932	133	72	13	3	56	22	—	—	5	13	43	22	15	8	1	4	120	69
1933	115	49	4	4	58	11	1	1	3	10	39	18	8	4	2	1	111	45
1934	128	59	11	4	58	20	3	—	3	11	37	16	15	8	1	—	117	55
1935	152	89	14	12	63	27	—	—	6	11	52	26	15	13	2	—	138	77
1936	144	80	11	10	52	13	1	—	3	12	56	25	20	18	1	2	133	70
1937	225	83	55	9	62	11	2	—	6	17	69	28	30	17	1	1	170	74
1938	138	76	11	10	54	17	—	1	4	18	50	17	19	10	—	3	127	66
1939	165	90	20	4	57	13	1	1	9	32	53	25	24	13	1	2	145	86
1940	95	63	4	2	44	13	—	1	3	13	37	26	7	6	—	2	91	61

Faits contre les personnes, qualifiés crimes.

1931	8	—	1	—	3	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	7	—
1932	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	1
1933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
1935	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
1936	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1937	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1940	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—

Faits contre les personnes, qualifiés délits.

1931	175	28	37	8	116	17	1	—	1	2	18	1	1	—	1	—	138	20
1932	99	31	13	8	72	18	—	—	5	2	8	3	1	—	—	—	86	23
1933	153	32	32	5	113	24	—	—	1	—	5	2	2	—	—	1	121	27
1934	174	35	30	9	128	23	1	—	1	—	11	3	3	—	—	—	144	26
1935	207	30	33	8	153	19	—	—	2	—	12	1	6	2	1	—	174	22
1936	216	33	54	15	138	14	1	—	3	2	11	2	9	—	—	—	162	18
1937	159	36	27	8	114	24	1	—	2	2	11	1	4	1	—	—	132	28
1938	145	17	26	5	97	10	—	—	3	—	13	1	6	1	—	—	119	12
1939	124	18	22	3	89	10	—	1	2	—	7	2	4	1	—	1	102	15
1940	94	7	14	1	68	4	—	—	—	—	10	1	2	1	—	—	80	6

* G = Garçons, F = Filles.

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	Condition- nellement (Liberté surveillée)		Non condition- nellement		G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Faits contre les propriétés, qualifiés incendies.

1931	62	2	10	—	39	1	—	—	1	—	11	—	1	1	—	—	52	2
1932	133	5	38	3	89	2	—	—	—	—	4	—	2	—	—	—	95	2
1933	112	5	35	2	68	3	—	—	5	—	3	—	1	—	—	—	77	3
1934	142	6	37	—	102	5	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	105	6
1935	139	5	43	1	86	4	1	—	1	—	3	—	4	—	1	—	96	4
1936	146	9	31	6	109	2	—	—	1	—	2	—	3	—	—	1	115	3
1937	171	3	30	—	134	3	—	—	4	—	2	—	1	—	—	—	141	3
1938	101	—	8	—	85	—	—	—	1	—	4	—	3	—	—	—	93	—
1939	60	—	18	—	39	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	42	—
1940	103	1	18	—	77	1	—	—	2	—	5	—	1	—	—	—	85	1

Faits contre les propriétés, qualifiés vols.

1931	503	126	29	12	279	55	2	—	45	20	90	32	55	6	3	1	474	114
1932	409	83	27	5	228	42	5	—	29	11	83	19	32	6	5	—	382	78
1933	509	84	33	10	320	33	4	—	18	12	86	24	44	4	4	1	476	74
1934	541	83	81	7	294	43	1	1	21	9	104	19	37	3	3	1	460	76
1935	784	136	92	14	462	63	3	—	25	17	140	33	54	5	8	4	692	122
1936	850	143	76	12	476	59	2	—	38	25	180	37	78	9	—	1	774	131
1937	761	124	101	7	423	68	1	2	44	10	138	27	55	9	2	1	660	117
1938	628	120	58	9	327	53	1	1	26	15	142	31	73	8	1	3	570	111
1939	557	110	31	4	272	54	2	1	29	18	153	25	68	7	2	1	526	106
1940	1,037	153	64	14	629	97	3	—	22	12	227	22	91	6	1	2	973	139

Faits contre les propriétés, qualifiés escroqueries.

1931	11	10	—	—	5	6	—	—	1	3	2	1	3	—	—	—	11	10
1932	6	7	—	3	2	2	—	—	1	1	2	1	1	—	—	—	6	4
1933	9	7	—	—	3	3	—	1	1	1	3	1	2	—	—	1	9	7
1934	13	9	—	—	6	5	—	—	—	1	6	1	1	2	—	—	13	9
1935	10	4	1	—	6	3	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	9	4
1936	14	9	—	—	6	2	1	—	2	2	1	4	4	1	—	—	14	9
1937	20	3	1	—	9	1	—	—	—	—	8	2	2	—	—	—	19	3
1938	9	4	—	—	2	1	—	—	—	1	3	1	4	1	—	—	9	4
1939	7	4	—	—	2	3	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	7	4
1940	34	5	—	—	25	5	—	—	2	—	4	—	3	—	—	—	34	5

Faits d'autre nature, qualifiés infractions.

1931	54	8	7	—	44	7	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	47	8
1932	43	3	2	—	35	2	1	—	—	—	5	1	—	—	—	—	41	3
1933	39	5	6	2	32	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	33	3
1934	87	5	24	—	57	5	—	—	—	—	3	—	2	—	—	1	63	5
1935	86	10	11	3	74	7	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	75	7
1936	89	15	11	1	74	12	—	—	—	1	4	1	—	—	—	—	78	14
1937	99	10	18	1	80	9	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	81	9
1938	68	9	11	—	56	8	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	9	4
1939	58	11	5	—	46	9	—	—	3	1	4	1	—	—	—	—	53	11
1940	34	3	3	—	30	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	31	3

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 75 (suite).

AN- NÉES	TOTAL des mineurs jugés.		Renvoyés des pour- suites		Répri- mandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	Condition- nement (Liberté surveillée)		Non condition- nement		G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

Infractions à la loi scolaire.

1931	61	39	2	2	31	19	—	3	15	9	7	1	4	2	2	3	59	37
1932	29	20	5	3	6	4	—	—	8	7	4	3	3	2	3	1	24	17
1933	38	21	5	4	22	11	—	1	4	3	3	1	1	—	3	1	33	17
1934	25	12	—	2	13	5	1	—	8	5	3	—	—	—	—	—	25	10
1935	27	6	—	—	11	2	1	—	6	1	4	3	—	—	5	—	27	6
1936	15	11	2	1	9	2	—	—	2	2	2	3	—	2	—	1	13	10
1937	34	16	2	3	23	8	—	—	4	2	5	2	—	—	—	1	32	13
1938	18	6	2	1	12	3	—	—	2	1	2	1	—	—	—	—	16	5
1939	26	13	1	1	17	8	—	—	3	2	2	1	2	1	1	—	25	12
1940	35	24	—	5	32	18	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	35	19

TOTAUX.

1931	1,297	651	115	43	569	128	17	31	148	223	245	126	191	66	12	34	1,182	608
1932	1,160	574	123	46	512	112	22	17	106	186	240	115	142	70	15	28	1,037	528
1933	1,218	485	146	56	649	103	14	14	69	112	194	114	126	56	20	30	1,072	429
1934	1,368	492	197	40	689	130	17	14	77	138	232	94	143	56	13	20	1,171	452
1935	1,691	615	220	87	898	146	15	9	87	141	294	147	155	57	22	28	1,471	528
1936	1,838	671	208	92	913	140	20	18	133	169	346	163	212	74	6	15	1,630	579
1937	1,825	650	281	76	890	155	10	17	155	176	299	127	187	78	3	21	1,544	574
1938	1,469	624	136	56	660	115	8	21	128	181	325	142	207	75	5	34	1,333	568
1939	1,398	631	133	49	541	128	12	18	124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582
1940	1,733	580	121	40	934	171	14	14	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 76. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES.
NATURE ET NOMBRE DES DÉCISIONS INTERVENUES.

NATURE DES DÉCISIONS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Affaires laissées sans suite par les parquets et les juges . . .	7,215	6,664	7,505	9,085	10,268	11,135	12,320	13,108	11,558	14,867
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	697	624	752	819	1,044	1,053	1,045	775	669	1,105
Mineurs placés chez un particulier	48	39	28	31	24	38	27	29	30	28
Mineurs placés dans une institution privée	371	292	181	215	228	302	331	309	335	220
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	371	355	308	326	441	509	426	467	488	522
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	257	212	182	199	212	286	265	282	369	250
Mineurs placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé	46	43	50	33	50	21	24	39	36	27
TOTAUX.	9,005	8,229	9,006	10,708	12,267	13,344	14,438	15,009	13,485	17,019

Tableau n° 76bis. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES.

NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES.

Mbis

NATURE DES DÉCISIONS 1	ANNÉES									
	1931 2	1932 3	1933 4	1934 5	1935 6	1936 7	1937 8	1938 9	1939 10	1940 11
Affaires laissées sans suite par les parquets et les juges	80.1	81.—	83.3	84.9	83.7	83.4	85.3	87.3	85.7	87.3
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	7.8	7.6	8.3	7.6	8.6	7.9	7.4	5.2	5.—	6.5
Mineurs placés chez un particulier	0.5	0.5	0.3	0.3	0.2	0.3	0.15	0.25	0.2	0.2
Mineurs placés dans une institution privée	4.1	3.5	2.—	2.—	1.8	2.3	2.3	2.—	2.5	1.3
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	4.1	4.3	3.4	3.—	3.6	3.8	2.9	3.1	3.6	3.1
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	2.9	2.6	2.—	1.9	1.7	2.1	1.8	1.9	2.7	1.5
Mineurs placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé.	0.5	0.5	0.6	0.3	0.4	0.2	0.15	0.25	0.3	0.1
TOTAUX.	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—

Tableau n° 77. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES RENDUS À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE.

ARTICLE 31.

N

ANNÉES 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution privée		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		TOTAL	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
1931	390	318	190	91	330	228	138	222	110	121	235	81	40	102	1,433	1,163
1932	280	306	110	49	360	277	135	204	122	143	197	88	36	102	1,240	1,169
1933	342	238	220	92	327	274	149	224	116	150	179	83	44	90	1,377	1,151
1934	264	250	177	77	255	250	135	161	107	129	216	78	39	64	1,193	1,009
1935	215	212	137	114	272	220	151	193	131	159	191	98	31	89	1,128	1,085
1936	269	180	285	113	289	208	148	200	123	129	213	71	34	77	1,361	978
1937	263	193	217	96	332	235	115	207	107	138	175	83	32	109	1,241	1,061
1938	231	220	185	65	346	260	132	216	108	166	250	92	47	118	1,299	1,137
1939	229	232	184	72	393	312	151	229	145	235	245	81	55	117	1,402	1,278
1940	190	151	101	62	404	385	84	139	86	208	283	87	41	80	1,189	1,112

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 78. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS	ANNÉES	ENTRÉS			À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS						Évadés
		Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	TOTAL des mineurs observés	Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'Etat	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	TOTAL	
PRIVÉS											
GRIVEGNÉE poste d'observation de la Fédération des Orphelinats (garçons)	1931	56	32	88	12	—	5	11	—	28	3
	1932	54	37	91	17	1	3	11	—	32	4
	1933	53	23	76	14	—	6	3	—	23	1
	1934	52	25	77	6	—	3	13	—	22	2
	1935	53	64	117	8	—	3	3	—	14	2
	1936	100	58	158	16	4	3	17	—	40	1
	1937	116	59	175	35	7	9	20	—	71	8
	1938	88	94	182	20	8	4	48	1	81	6
	1939	89	102	191	27	7	9	41	1	85	6
	1940	99	108	207	95	7	7	36	—	145	7
ANVERS quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortoëne (filles)	1931	11	43	54	4	—	42	—	—	46	—
	1932	8	40	48	2	—	39	—	2	43	—
	1933	5	24	29	1	—	24	—	1	26	—
	1934	2	40	42	1	—	31	1	1	34	—
	1935	7	59	66	—	—	56	—	1	57	—
	1936	8	59	67	3	—	52	3	4	62	—
	1937	5	72	77	3	—	55	5	2	65	—
	1938	11	58	69	5	—	38	2	7	52	—
	1939	17	68	85	5	1	56	1	5	68	3
	1940	13	93	106	23	1	47	8	3	82	2
WANDRE quartier d'observation du home Saint-Benoît (filles)	1931	29	78	107	4	60	3	7	7	81	—
	1932	24	63	87	18	—	46	2	10	76	—
	1933	11	63	74	23	—	31	2	4	60	—
	1934	14	61	75	15	4	32	3	6	60	—
	1935	15	82	97	15	1	36	11	15	78	—
	1936	18	68	86	25	7	29	2	5	68	—
	1937	18	72	90	24	6	31	4	7	72	—
	1938	18	71	89	21	4	34	6	15	80	—
	1939	8	67	75	13	3	45	1	4	66	—
	1940	9	59	68	14	4	30	3	2	53	—
EVERE Institut du Bon Pasteur quartier d'observation (filles)	1931	2	58	60	5	1	29	4	4	43	—
	1932	17	58	75	3	2	33	4	11	53	2
	1933	16	41	57	3	3	25	3	13	47	—
	1934	9	73	82	3	—	55	11	7	76	—
	1935	5	61	66	6	—	41	5	5	57	—
	1936	8	50	58	13	—	27	10	1	51	—
	1937	6	59	65	6	—	37	2	8	53	—
	1938	12	64	76	4	—	50	4	5	63	1
	1939	12	59	71	6	—	39	4	5	54	—
	1940	17	79	96	12	—	53	6	5	76	2

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE.

Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa-triés	Sortis par expiration de terme	TOTAL des sorties	RESTANT							
						AU 31 DÉCEMBRE, L'OBSERVATION AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :							
						Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	TOTAL
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1	—	—	2	—	34	1	—	1	1	8	11	32	54
—	1	—	—	1	38	1	—	2	3	6	7	34	53
—	—	—	—	—	24	—	1	2	—	9	8	32	52
—	—	—	—	—	24	3	2	3	1	5	5	34	53
1	—	—	—	—	17	2	5	5	9	10	22	47	100
—	—	—	1	—	42	2	—	4	3	12	15	80	116
1	—	4	3	—	87	—	—	3	1	10	12	62	88
—	—	3	1	2	93	2	—	6	2	16	13	50	89
—	—	1	—	—	92	5	3	3	3	17	13	55	99
—	—	5	—	—	157	4	4	4	6	14	6	12	50
—	—	—	—	—	46	5	—	3	—	—	—	—	8
—	—	—	—	—	43	4	—	1	—	—	—	—	5
—	—	—	1	—	27	—	2	—	—	—	—	—	2
—	1	—	—	—	35	1	3	3	—	—	—	—	7
—	—	—	1	—	58	5	1	2	—	—	—	—	8
—	—	—	—	—	62	3	—	2	—	—	—	—	5
—	—	—	1	—	66	2	1	8	—	—	—	—	11
—	—	—	—	—	52	3	5	9	—	—	—	—	17
—	—	—	1	—	72	5	3	5	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	84	11	4	7	—	—	—	—	22
1	—	—	1	—	83	4	5	6	5	3	1	—	24
—	—	—	—	—	76	2	1	3	2	3	—	—	11
—	—	—	—	—	60	1	1	8	3	1	—	—	14
—	—	—	—	—	60	—	6	1	3	5	—	—	15
—	—	—	—	1	79	1	6	6	5	—	—	—	18
—	—	—	—	—	68	1	3	6	1	6	1	—	18
—	—	—	—	—	72	3	5	4	3	3	—	—	18
—	—	—	1	—	81	—	2	5	1	—	—	—	8
—	—	—	—	—	66	5	—	3	—	1	—	—	9
—	2	—	—	—	55	3	4	2	3	1	—	—	13
—	—	—	—	—	43	4	3	3	3	4	—	—	17
—	1	—	3	—	59	2	1	5	1	7	—	—	16
—	—	—	1	—	48	—	3	4	2	—	—	—	9
—	—	—	1	—	77	1	1	3	—	—	—	—	5
—	—	—	1	—	58	2	1	5	—	—	—	—	8
—	—	—	1	—	52	1	3	2	—	—	—	—	6
—	—	—	—	—	53	7	—	5	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	64	7	3	2	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	54	4	6	5	1	1	—	—	17
—	—	—	—	—	78	—	6	8	3	1	—	—	18

Tableau n° 78 (suite).

ÉTABLISSEMENTS	ANNÉES	ENTRÉS			À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS						Évadés
		Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	TOTAL des mineurs observés	Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établisse- ment de l'Etat	Placés dans un établisse- ment spécial approprié à leur état	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
TOTAUX	1931	98	211	309	25	61	79	22	11	198	3
	1932	103	198	301	40	3	121	17	23	204	6
	1933	85	151	236	41	3	86	8	18	156	1
	1934	77	199	276	25	4	121	28	14	192	2
	1935	80	266	346	29	1	136	19	21	206	2
	1936	134	235	369	57	11	111	32	10	221	1
	1937	145	262	407	68	13	132	31	17	261	8
	1938	129	287	416	50	12	126	60	28	276	7
	1939	126	296	422	51	11	149	47	15	273	9
	1940	138	339	477	144	12	137	53	10	356	11
D'ÉTAT	1931	130	511	641	55	10	20	306	75	466	3
	1932	131	432	563	63	13	18	233	82	409	4
	1933	122	380	502	46	3	22	216	81	368	2
	1934	104	421	525	49	9	7	242	85	392	2
	1935	107	377	484	47	4	18	226	68	363	1
	1936	103	463	566	60	5	22	255	101	443	3
	1937	103	462	565	61	8	20	233	108	430	1
	1938	113	516	629	80	6	13	260	113	472	1
	1939	136	519	655	86	4	19	280	136	525	—
	1940	115	561	676	61	30	10	385	10	496	20
SAINT-SERVAIS (NAMUR) (filles)	1931	44	165	209	14	14	12	67	44	151	1
	1932	50	152	202	12	11	3	62	52	140	4
	1933	55	139	194	9	22	8	62	46	147	1
	1934	37	141	178	14	16	10	61	23	124	2
	1935	48	145	193	12	17	2	76	23	130	2
	1936	40	152	192	15	12	—	89	15	131	1
	1937	58	169	227	12	10	—	108	40	170	—
	1938	55	189	244	37	8	20	93	34	192	—
	1939	50	127	177	21	3	1	88	24	137	1
	1940	31	132	163	26	6	2	50	8	92	25
TOTAUX	1931	174	676	850	69	24	32	373	119	617	4
	1932	181	584	765	75	24	21	295	134	549	8
	1933	177	519	696	55	25	30	278	127	515	3
	1934	141	562	703	63	25	17	303	108	516	4
	1935	155	522	677	59	21	20	302	91	493	3
	1936	143	615	758	75	17	22	344	116	574	4
	1937	161	631	792	73	18	20	341	148	600	1
	1938	168	705	873	117	14	33	353	147	664	1
	1939	186	646	832	107	7	20	368	160	662	1
	1940	146	693	839	87	36	12	435	18	588	45

Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa- triés	Sortis par expiration de terme	TOTAL des sorties	RESTANT								
						AU 31 DÉCEMBRE, L'OBSERVATION AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :								TOTAL
						Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus		
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
2	—	—	3	—	206	14	8	13	9	15	12	32	103	
—	2	—	3	1	216	9	2	11	6	16	7	34	85	
—	—	—	2	—	159	1	7	14	5	10	8	32	77	
—	1	—	1	—	196	5	12	10	4	10	5	34	80	
1	—	—	2	1	212	10	13	18	14	10	22	47	134	
—	—	—	2	—	224	7	6	14	4	18	16	80	145	
1	—	4	4	—	278	12	6	20	4	13	12	62	129	
—	—	3	2	2	290	12	10	22	3	16	13	50	126	
—	—	1	1	—	284	19	12	16	4	19	13	55	138	
—	2	5	—	—	374	18	18	21	12	16	6	12	103	
1	12	3	25	—	510	21	23	31	22	23	7	4	131	
—	5	—	21	2	441	25	9	27	18	32	6	5	122	
—	7	5	16	—	398	8	8	27	27	26	4	4	104	
—	2	2	20	—	418	11	13	35	20	23	4	1	107	
—	5	2	9	1	381	18	9	26	32	17	1	—	103	
1	4	1	11	—	463	22	12	20	22	23	1	3	103	
—	8	1	12	—	452	20	17	41	19	14	2	—	113	
—	8	3	9	—	493	25	22	36	33	17	3	—	136	
—	6	4	5	—	540	22	22	30	23	13	4	1	115	
—	1	6	2	—	525	13	33	35	28	24	10	8	151	
1	—	—	5	1	159	6	3	8	11	21	1	—	50	
—	1	—	1	1	147	7	6	5	8	17	11	1	55	
—	—	—	6	3	157	3	1	3	9	16	4	1	37	
—	—	—	2	2	130	6	6	7	13	13	3	—	48	
—	3	13	3	2	153	4	4	6	6	19	1	—	40	
—	—	—	2	—	134	10	7	12	8	19	2	—	58	
—	—	—	2	—	172	6	11	11	9	17	1	—	55	
—	—	—	2	—	194	8	7	13	14	3	1	4	50	
—	3	—	3	2	146	—	3	10	3	13	2	—	31	
—	2	—	2	—	121	13	4	12	7	5	1	—	42	
2	12	3	30	1	669	27	26	39	33	44	8	4	181	
—	6	—	22	3	588	32	15	32	26	49	17	6	177	
—	7	5	22	3	555	11	9	30	36	42	8	5	141	
—	2	2	22	2	548	17	19	42	33	36	7	1	155	
—	8	15	12	3	534	22	13	32	38	36	2	—	143	
1	4	1	13	—	597	32	19	32	30	42	3	3	161	
—	8	1	14	—	624	26	28	52	28	31	3	—	168	
—	8	3	11	—	687	33	29	49	47	20	4	4	186	
—	9	4	8	2	686	22	25	40	26	26	6	1	146	
—	3	6	4	—	646	26	37	47	35	29	11	8	193	

Tableau n° 79. — MOUVEMENT DE LA POPULATION
Liberté surveillée. — Placements familiaux. — Établissements d'éducation privés. — Établissements

ANNÉES	ENTRÉS							SORTIS																
	Présents au 1 ^{er} janvier		Entrés pendant l'année		TOTAL		Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple		Evadés		Décédés		Aliénés		Entrés à l'armée.		Rapa-triés		Sortis par expiration de terme		Transfé-rés dans un autre établis-sement de l'Etat		TOTAL des sortis	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
1931	8,711	2,486	1,164	503	9,875	2,989	540	188	—	—	4	1	3	—	—	—	—	1,320	485	—	—	1,867	674	
1932	8,008	2,315	1,146	510	9,154	2,825	236	137	—	—	3	1	—	1	4	—	—	1,219	422	—	—	1,462	561	
1933	7,692	2,264	1,129	473	8,821	2,737	538	222	—	—	3	2	1	—	—	—	—	1,206	457	—	—	1,748	681	
1934	7,073	2,056	1,129	474	8,202	2,530	185	146	—	—	—	—	1	1	1	—	—	1,188	428	—	—	1,375	575	
1935	6,827	1,955	1,473	504	8,300	2,459	331	177	—	—	3	1	1	—	—	—	—	1,056	392	—	—	1,391	570	
1936	6,909	1,889	1,529	554	8,438	2,443	463	146	—	—	11	2	—	—	—	—	—	979	373	—	—	1,453	521	
1937	6,985	1,922	1,492	537	8,477	2,459	277	168	—	—	2	1	—	—	10	—	—	757	319	—	—	1,046	488	
1938	7,431	1,971	1,305	524	8,736	2,495	543	177	—	—	3	—	—	—	4	—	1	646	256	—	—	1,197	433	
1939	7,539	2,062	1,264	569	8,803	2,631	375	188	—	—	2	2	—	—	8	—	—	632	298	—	—	1,017	488	
1940	7,786	2,143	1,672	726	9,458	2,869	194	109	—	—	1	2	—	—	9	—	—	881	378	—	—	1,085	489	
Liberté																								
1931	367	390	163	289	530	679	117	174	7	—	—	—	—	—	2	—	—	64	100	—	—	190	274	
1932	340	405	174	250	514	655	122	167	6	3	1	1	—	—	3	—	—	65	91	—	—	197	262	
1933	317	393	190	249	507	642	112	203	1	2	—	1	—	—	6	—	—	61	112	—	—	180	318	
1934	327	324	151	184	478	508	91	143	2	3	—	1	1	—	6	—	2	73	86	—	—	175	233	
1935	303	275	180	213	483	488	94	138	9	1	—	—	—	—	13	—	—	92	113	—	—	208	252	
1936	275	236	183	207	458	443	232	192	3	4	—	1	—	—	13	—	—	25	60	—	—	273	257	
1937	185	186	138	203	323	389	114	137	3	4	—	—	—	—	19	—	—	16	46	—	—	152	187	
1938	171	202	135	215	306	417	86	144	5	6	1	—	—	—	19	—	—	11	52	—	—	122	202	
1939	184	215	166	221	352	436	96	173	5	4	1	1	—	—	19	—	—	11	42	—	—	132	220	
1940	220	216	91	156	311	372	136	156	—	—	—	—	1	—	12	—	—	17	56	—	—	166	212	
Placements																								
1931	538	619	265	282	803	901	227	310	21	5	—	—	—	—	6	—	19	16	18	—	—	289	333	
1932	514	568	230	294	744	862	197	300	10	1	—	2	—	—	5	—	11	3	16	21	—	—	239	327
1933	505	535	231	244	736	779	278	224	12	3	—	—	—	—	11	—	3	14	15	—	—	318	242	
1934	418	537	204	261	622	798	236	268	7	4	1	—	—	—	5	—	—	20	16	—	—	269	288	
1935	353	510	230	271	583	781	194	254	2	5	1	—	—	—	8	—	4	15	23	—	—	224	283	
1936	359	498	250	272	609	770	188	255	6	1	3	—	—	—	9	—	8	14	22	—	—	228	280	
1937	381	490	255	307	636	797	207	243	7	5	2	1	—	—	11	—	5	7	10	—	—	239	260	
1938	397	537	226	324	623	861	210	308	1	2	1	—	—	1	13	—	3	8	18	—	—	236	331	
1939	387	530	234	457	621	987	222	354	5	3	—	1	—	—	11	—	—	4	4	15	—	—	242	377
1940	379	610	199	396	578	1,006	290	489	—	—	—	1	—	—	13	—	1	13	21	—	—	317	511	
Etablissements																								
1931	158	328	115	244	273	572	129	222	3	3	2	9	1	—	—	—	2	3	4	19	—	—	141	256
1932	132	316	78	261	210	577	68	268	—	3	3	6	2	1	—	—	—	1	1	16	—	—	74	295
1933	136	282	84	251	220	533	90	261	1	1	—	—	3	1	—	—	—	1	2	18	—	—	96	282
1934	124	251	70	238	194	489	59	231	1	—	1	2	—	—	—	—	—	6	27	—	—	67	260	
1935	127	229	93	299	220	528	50	252	2	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	16	—	—	54	269
1936	166	259	86	245	252	504	62	239	2	—	1	2	3	1	—	—	1	2	6	24	—	—	75	268
1937	177	236	99	298	276	534	100	276	8	—	2	1	—	—	6	—	3	1	1	8	—	—	120	286
1938	156	248	113	289	269	537	120	235	4	—	1	—	—	4	2	—	1	1	—	8	—	—	128	248
1939	141	289	138	299	279	588	114	318	1	—	2	4	—	4	1	—	—	1	1	2	—	—	119	329
1940	160	259	114	284	274	543	167	297	1	1	1	3	—	2	16	—	—	—	9	—	—	—	185	312
Etablissements																								

* G = Garçons, F = Filles.

PENDANT L'ANNÉE. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE.

spéciaux privés. — Établissements d'éducation de l'État. — Établissements spéciaux de l'État.

RESTANT AU 31 DÉCEMBRE
la mesure ayant à cette date une durée de :

Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans à moins de 6 ans		6 ans à moins de 7 ans		7 ans à moins de 8 ans		8 ans à moins de 9 ans		9 ans à moins de 10 ans		10 ans et plus		TOTAL des mineurs restant au 31 dé- cembre			
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49

surveillée

1,047	431	1,061	360	931	309	940	294	1,127	293	883	226	650	124	460	101	414	87	265	44	230	46	8,008	2,315
1,055	438	994	361	980	320	862	262	841	250	934	222	699	164	440	67	320	61	281	60	286	59	7,692	2,264
1,078	410	820	337	906	298	874	255	744	188	666	169	676	156	454	88	300	40	219	41	336	74	7,073	2,056
1,102	388	957	326	842	283	820	251	787	200	597	140	493	119	458	113	287	56	190	20	294	59	6,827	1,955
1,388	449	1,001	317	883	258	737	218	724	190	620	155	459	84	337	66	325	74	189	36	246	42	6,909	1,889
1,396	471	1,241	368	929	275	798	215	642	178	568	119	456	113	303	43	225	42	211	48	216	50	6,985	1,922
1,423	463	1,269	389	1,168	322	955	215	713	167	516	139	426	80	336	80	233	32	141	28	251	56	7,431	1,971
1,213	461	1,286	378	1,202	329	1,060	269	776	186	594	134	404	97	348	62	261	66	164	25	231	55	7,539	2,062
1,245	520	1,111	371	1,194	327	1,091	287	973	210	656	130	474	83	320	68	277	43	195	46	250	53	7,786	2,143
1,788	745	1,113	398	1,015	314	1,109	258	978	232	790	146	498	95	366	57	235	42	199	34	282	59	8,373	2,380

familiaux

103	175	70	91	43	64	45	27	36	18	16	12	6	5	8	4	8	1	2	3	3	5	340	405
106	156	67	94	46	59	27	44	29	14	24	7	6	7	—	4	5	—	5	1	2	7	317	393
121	139	67	74	56	50	31	35	17	11	16	7	9	2	4	3	—	1	4	—	2	2	327	324
101	100	81	61	51	42	37	38	9	16	13	8	5	3	2	1	—	2	—	1	4	3	303	275
109	112	62	42	42	32	29	23	19	15	4	6	3	2	2	—	1	—	—	—	4	4	275	236
92	118	40	31	31	17	11	8	7	10	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	185	186
64	121	53	45	24	13	19	12	7	6	4	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	171	202
75	123	42	56	35	20	13	7	12	4	5	3	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—	184	215
99	117	53	50	25	30	24	12	8	2	7	2	1	2	1	—	2	—	—	1	—	—	220	216
43	73	41	41	30	27	10	11	12	7	3	—	2	—	—	1	2	—	2	—	—	—	145	160

d'éducation privés

146	215	130	170	65	86	55	47	25	21	31	6	22	7	8	5	10	4	7	1	15	6	514	568
141	195	110	141	89	97	46	38	44	23	18	18	21	5	11	4	4	4	5	3	16	7	505	535
109	185	74	144	70	89	70	52	31	20	28	15	8	16	9	5	6	3	3	3	10	5	418	537
100	185	63	116	49	82	43	51	42	28	12	12	19	12	4	13	6	3	5	2	10	6	353	510
126	199	66	121	43	65	30	41	30	29	25	17	6	5	14	5	2	10	3	1	14	5	359	498
149	205	78	127	47	58	31	27	19	27	21	18	12	9	5	4	11	3	2	8	6	4	381	490
148	243	99	129	49	64	28	30	17	19	16	19	14	15	11	5	4	2	8	2	3	9	397	537
134	221	91	139	70	68	34	36	19	16	11	10	7	16	10	10	4	3	1	2	6	9	387	530
123	312	82	132	71	76	48	34	21	17	12	8	6	8	4	10	4	4	2	1	6	8	379	610
112	269	50	107	24	54	40	26	17	15	11	6	3	5	1	3	—	5	1	1	2	4	261	495

spéciaux privés

52	121	38	67	23	48	5	23	7	16	4	18	3	12	—	2	—	3	—	3	—	3	132	316
47	108	35	46	28	47	14	36	3	9	3	8	4	15	2	10	—	—	—	1	—	2	136	282
45	98	24	44	24	27	14	33	8	22	2	4	3	7	3	9	1	4	—	—	3	124	251	
39	82	32	48	19	26	18	19	8	21	5	17	1	2	2	7	2	4	1	1	—	2	127	229
63	120	34	35	28	31	13	23	17	14	5	15	4	12	1	2	1	4	—	3	—	—	166	259
62	95	47	55	22	22	19	20	9	11	10	8	5	11	3	8	—	—	—	4	—	2	177	236
47	121	40	38	27	37	13	13	13	11	8	8	5	4	2	9	1	5	—	—	—	2	156	248
57	141	28	65	25	26	8	29	9	6	6	6	5	5	2	1	—	5	1	3	—	2	141	289
67	122	32	51	22	40	18	14	4	18	5	3	5	3	4	4	1	—	—	2	1	1	160	259
48	111	12	32	10	32	8	29	8	10	1	10	1	1	—	—	1	4	—	—	—	2	89	231

Tableau n° 79 (suite).

ANNÉES	ENTRÉS							SORTIS																
	Présents au 1 ^{er} janvier		Entrés pendant l'année		TOTAL		Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple		Evadés		Décédés		Aliénés		Entrés à l'armée		Rapa-triés		Sortis par expiration de terme		Transfé-rés dans un autre établisse-ment de l'Etat		TOTAL des sortis	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25

Etablissements

1931	437	145	349	96	786	241	229	73	8	2	2	—	—	—	15	—	10	—	10	3	24	22	298	100	
1932	488	141	261	84	749	225	264	60	10	1	3	—	—	—	25	—	1	—	13	3	31	28	347	92	
1933	402	133	272	88	674	221	243	64	5	3	1	—	—	—	20	—	3	—	2	7	10	19	284	93	
1934	390	128	339	100	729	228	209	63	47	—	1	—	—	1	22	—	4	1	7	5	15	26	305	96	
1935	424	132	328	70	752	202	275	57	46	1	1	—	—	—	16	—	3	2	11	7	23	17	375	84	
1936	377	118	344	80	721	198	191	56	49	1	1	—	—	—	21	—	2	—	3	3	18	7	285	67	
1937	436	131	283	108	719	239	184	73	19	—	1	—	—	1	44	—	5	—	5	4	20	16	278	94	
1938	441	145	351	132	792	277	218	120	36	7	1	—	—	—	31	—	—	1	1	6	25	20	312	154	
1939	480	123	392	98	872	221	392	112	28	2	4	—	—	1	1	36	—	4	—	3	4	14	14	482	133
1940	390	88	500	80	890	168	343	52	46	32	2	—	—	3	—	126	—	—	—	2	64	10	584	96	

Etablissements spéciaux

1931	137	1	75	—	212	1	8	1	1	—	1	—	2	—	2	—	—	—	10	—	19	—	97	—
1932	115	1	92	—	207	1	56	—	4	—	1	—	3	—	1	—	—	—	2	—	13	—	80	—
1933	127	1	86	3	213	4	56	1	1	—	—	—	2	—	5	—	2	—	6	—	43	—	115	1
1934	98	3	89	3	187	6	57	2	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	5	2	25	—	90	4
1935	97	2	71	4	168	6	41	2	2	—	1	—	—	—	3	—	—	1	5	—	14	—	66	3
1936	102	3	105	2	207	5	69	1	3	—	—	—	1	—	3	—	—	—	3	2	23	—	102	3
1937	105	2	114	6	219	8	73	2	4	—	—	—	2	1	3	—	—	—	2	—	20	—	104	3
1938	115	5	118	5	233	10	66	—	3	—	1	—	3	2	6	—	—	—	3	1	28	—	110	3
1939	123	7	159	4	282	11	123	3	3	—	—	—	1	—	3	—	1	—	1	—	17	—	149	3
1940	133	8	188	1	321	9	69	3	18	—	2	—	5	—	48	—	—	—	1	—	56	—	199	3

Asile-clinique de Bruges pour jeunes filles atteintes de maladies vénériennes (depuis 1939 cette

1931	—	73	—	35	—	108	—	26	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	12	—	43
1932	—	65	—	49	—	114	—	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	4	—	41
1933	—	73	—	40	—	113	—	28	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	4	—	38
1934	—	75	—	27	—	102	—	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	10	—	36
1935	—	66	—	40	—	106	—	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	8	—	45
1936	—	61	—	37	—	98	—	25	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	7	—	36
1937	—	62	—	49	—	111	—	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	4	—	34
1938	—	77	—	48	—	125	—	31	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	39
1939	—	86	—	48	—	134	—	42	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	8	—	2	—	55
1940	—	79	—	70	—	149	—	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	1	—	57

N. B. — Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans des établissements de même espèce sont cumulés. Les tions, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

* G = Garçons, F = Filles.

RESTANT AU 31 DÉCEMBRE
la mesure ayant à cette date une durée de :

Moins de 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans à moins de 6 ans		6 ans à moins de 7 ans		7 ans à moins de 8 ans		8 ans à moins de 9 ans		9 ans à moins de 10 ans		10 ans et plus		TOTAL des mineurs restant au 31 décembre	
G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49

d'éducation de l'Etat

237	48	162	42	52	20	23	22	8	4	2	5	2	—	1	—	—	—	—	—	1	—	488	141
202	31	123	49	61	23	9	7	6	13	1	1	2	1	—	5	—	2	—	1	—	—	402	133
196	20	100	47	58	33	26	12	6	4	2	2	1	4	1	1	—	4	—	1	—	—	390	128
224	29	121	31	41	26	22	26	10	12	4	3	2	4	—	1	—	—	—	—	—	—	424	132
207	41	97	30	46	14	15	16	10	3	2	2	—	1	—	2	—	3	—	1	—	—	377	118
253	54	116	32	45	22	19	10	1	5	1	2	1	1	—	1	—	—	—	2	—	2	436	131
231	86	136	34	44	12	20	8	10	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	441	145
266	58	129	41	55	14	18	4	7	4	4	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	480	123
227	50	91	20	40	11	18	2	7	2	4	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	390	88
223	37	46	23	18	5	11	2	7	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	306	72

de l'Etat pour anormaux

41	—	27	—	14	—	8	1	13	—	6	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	115	1
52	1	35	—	14	—	7	—	3	—	6	—	4	—	1	—	3	—	2	—	—	—	127	1
41	2	24	1	8	—	10	—	7	—	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	98	3
43	2	24	—	15	—	3	—	2	—	7	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	97	2
40	3	30	—	18	—	6	—	2	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	102	3
56	—	23	—	10	—	8	—	5	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	105	2
62	4	31	—	8	1	6	—	4	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	115	5
55	4	37	2	18	—	7	1	3	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	123	7
83	3	31	4	9	1	5	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	133	8
71	—	32	3	6	2	8	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	122	6

institution est pourvue d'une maternité, pour soins aux nourrissons atteints de maladies vénériennes)

Moins de 1 mois		1 mois à moins de 2 mois		2 à moins de 3 mois		3 à moins de 6 mois		6 à moins de 9 mois		9 à moins de 12 mois		12 à moins de 15 mois		15 à moins de 18 mois		18 à moins de 24 mois		2 ans à moins de 2 1/2 ans		2 1/2 ans et plus		TOTAL
—	5	—	3	—	2	—	6	—	9	—	4	—	5	—	7	—	10	—	6	—	8	65
—	5	—	2	—	1	—	8	—	14	—	17	—	7	—	6	—	8	—	3	—	2	73
—	3	—	4	—	1	—	9	—	9	—	9	—	8	—	6	—	18	—	5	—	3	75
—	3	—	4	—	2	—	6	—	6	—	4	—	7	—	10	—	11	—	6	—	7	66
—	2	—	4	—	1	—	9	—	11	—	10	—	6	—	4	—	4	—	7	—	3	61
—	—	—	2	—	3	—	9	—	7	—	10	—	6	—	3	—	12	—	6	—	4	62
—	5	—	1	—	3	—	12	—	11	—	7	—	3	—	9	—	10	—	7	—	5	77
—	4	—	2	—	3	—	10	—	11	—	13	—	8	—	9	—	14	—	6	—	6	86
—	6	—	7	—	5	—	7	—	10	—	8	—	9	—	9	—	12	—	2	—	4	79
—	13	—	6	—	15	—	8	—	7	—	7	—	9	—	6	—	8	—	5	—	8	92

transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorpora-

Tableau n° 80. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS.

R

ANNÉES	En liberté surveillée dans leur famille	CONFIÉS à un particulier			CONFIÉS à une société ou à un établissement privé			CONFIÉS à un établissement spécial privé			PLACÉS dans un établissement de l'État			TOTAUX
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1931	10,323	20	725	745	1,015	67	1,082	440	8	448	351	594	945	13,543
1932	9,956	8	702	710	975	65	1,040	406	12	418	362	509	871	12,995
1933	9,129	9	642	651	891	64	955	358	17	375	295	500	795	11,905
1934	8,782	9	569	578	808	55	863	328	28	356	302	528	830	11,409
1935	8,798	9	502	511	808	49	857	399	26	425	294	471	765	11,356
1936	8,907	2	369	371	827	44	871	402	11	413	311	544	855	11,417
1937	9,402	3	370	373	884	49	933	395	6	401	335	555	890	11,999
1938	9,601	1	398	399	877	40	917	421	9	430	378	574	952	12,299
1939	9,929	2	434	436	947	42	989	407	12	419	343	451	794	12,567
1940	10,753	3	302	305	729	27	756	308	12	320	192	355	547	12,681

Tableau S n° 81.

**ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 26^e ANNÉE.
CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ.
DÉLAI DANS LEQUEL LES FAITS QUI ONT DONNÉ LIEU À LA PREMIÈRE CONDAMNATION
ONT ÉTÉ COMMIS.**

S

RÉGIME le plus sévère appliqué pendant la minorité	ANNÉES	NOMBRE de mineurs auxquels ce régime a été appliqué		INDIVIDUS QUI, DEPUIS LEUR MAJORITÉ, ONT ÉTÉ															
		H*	F*	une ou plusieurs condam- nations de police		une condam- nation correc- tionnelle		deux condam- nations correc- tionnelles		trois condam- nations correc- tionnelles		quatre condam- nations correc- tionnelles		cinq condam- nations correc- tionnelles		plus de cinq condam- nations correc- tionnelles		Con- damnés par une cour d'assises	
				H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Liberté surveillée	1931	1,331	269	124	23	101	8	34	—	5	—	3	—	3	—	2	—	—	—
	1932	1,178	291	97	10	101	10	23	1	7	1	1	—	1	—	1	1	1	—
	1933	1,207	264	98	24	103	16	24	1	9	—	4	1	—	—	4	—	—	—
	1934	1,187	273	93	9	99	17	27	1	11	1	3	—	—	—	—	—	—	—
	1935	1,280	439	96	16	84	15	26	3	10	1	5	—	—	—	1	—	—	—
	1936	1,102	321	68	11	87	21	24	1	4	—	3	—	1	—	—	—	2	—
	1937	1,095	326	87	19	78	10	28	1	7	—	1	1	2	1	1	—	—	—
	1938	1,114	344	69	23	108	9	15	1	7	1	3	—	2	—	1	—	1	—
	1939	1,100	286	73	19	100	7	21	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	1940	1,131	285	72	14	101	14	15	2	8	—	3	—	—	—	2	—	—	—
Placement chez un particulier	1931	14	6	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1932	14	8	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	18	6	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	1934	13	14	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	5	23	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	15	6	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	1937	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	1938	23	23	2	7	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	1939	15	24	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	13	26	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Placement dans une institution privée	1931	288	326	31	14	20	24	7	2	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—
	1932	304	332	27	15	14	14	6	1	3	—	2	—	1	—	2	1	1	—
	1933	289	307	19	6	14	12	8	4	1	1	1	2	—	1	1	—	—	—
	1934	262	290	21	11	10	10	3	2	5	—	2	1	—	—	—	—	—	—
	1935	224	258	17	11	12	13	2	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	208	222	16	12	14	12	4	2	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—
	1937	203	242	9	4	17	11	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	186	271	13	8	15	23	5	1	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—
	1939	149	242	10	9	14	16	4	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
	1940	151	249	6	11	22	14	2	3	2	2	2	—	—	—	1	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes.

** Les données des colonnes 31 à 42 n'ont plus été relevées par le département de la Justice depuis 1936.

Tableau n° 81 (suite).

RÉGIME le plus sévère appliqué pendant la minorité	ANNÉES	NOMBRE de mineurs auxquels ce régime a été appliqué		INDIVIDUS QUI, DEPUIS LEUR MAJORITÉ, ONT ÉTÉ															
				une ou plusieurs condam- nations de police		une condam- nation correc- tionnelle		deux condam- nations correc- tionnelles		trois condam- nations correc- tionnelles		quatre condam- nations correc- tionnelles		cinq condam- nations correc- tionnelles		plus de cinq condam- nations correc- tionnelles		Con- damnés par une cour d'assises	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1	2	3	4	5	6.	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Placement dans un établissement spécial privé	1931	5	9	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1932	9	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1933	4	12	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1934	16	22	—	2	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1935	11	21	1	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1936	8	12	—	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	1937	5	36	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1938	11	26	1	2	2	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1939	7	28	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1940	6	11	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Placement dans un établissement de l'Etat	1931	381	179	28	14	24	11	12	1	6	2	1	—	1	—	2	—	—	—
	1932	382	143	17	6	38	12	11	—	8	—	2	—	1	—	3	—	—	—
	1933	424	150	24	11	29	5	11	—	9	—	3	—	4	1	3	1	—	—
	1934	385	130	29	10	26	8	6	2	3	—	3	—	1	—	1	—	1	1
	1935	411	137	23	8	33	13	8	2	3	1	2	2	1	—	—	—	—	—
	1936	388	97	16	11	39	9	9	1	4	3	2	1	2	—	4	—	—	1
	1937	383	116	20	5	35	10	13	3	5	—	2	1	1	—	2	—	—	—
	1938	388	137	22	4	32	14	6	1	5	1	1	1	2	—	1	—	—	—
	1939	340	215	18	12	29	18	13	3	5	1	3	—	—	—	4	—	—	—
	1940	262	72	16	5	24	6	5	2	9	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Totaux	1931	2,019	789	184	51	146	44	53	3	11	2	9	—	4	—	4	—	—	—
	1932	1,887	780	144	32	153	36	41	2	18	1	5	—	3	—	6	2	2	—
	1933	1,942	739	142	41	151	33	43	5	19	2	8	3	4	2	9	1	—	—
	1934	1,863	729	144	33	139	37	36	6	19	1	8	1	1	—	1	—	1	1
	1935	1,931	878	137	37	129	47	36	12	13	3	7	2	1	—	1	—	—	—
	1936	1,721	658	101	35	141	44	38	5	9	5	7	1	3	—	4	1	2	1
	1937	1,693	724	116	31	131	32	46	7	12	—	4	2	3	1	3	—	—	—
	1938	1,722	801	107	44	160	49	26	3	13	5	5	1	4	1	2	—	2	—
	1939	1,611	795	103	42	145	43	38	6	8	2	4	—	—	—	5	—	—	—
	1940	1,563	643	95	31	149	35	22	7	20	2	5	—	—	—	5	—	—	—

* H = Hommes, F = Femmes.

** Les données des colonnes 31 à 42 n'ont plus été relevées par le département de la Justice depuis 1936.

SECTION IV

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

*
**

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau ci-après, est établie en divisant les journées d'entretien par 365.

Tableau n° 82. — DÉPÔTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.
MOUVEMENT DE LA POPULATION

ANNÉES	ENTRÉES								SORTIES					Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne
	ENTRÉES RÉELLES					Entrées par trans- fert	Entrées après évasion	TOTAL des entrées	Elargis	Trans- férés	Evadés	Décé- dés	TOTAL		
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL											
	Article 13	Article 14	Article 16												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

Hommes.

DÉPÔT DE MERXPLAS.

1931	—	765	—	11	776	175	327	1,278	617	246	373	27	1,263	1,061	1,282
1932	—	836	—	—	836	131	260	1,227	735	212	307	27	1,281	1,007	999
1933	—	891	10	—	901	170	168	1,239	680	264	160	29	1,133	1,113	1,000
1934	—	803	5	—	808	138	132	1,078	728	223	158	26	1,135	1,056	1,008
1935	—	723	2	—	725	137	94	956	806	218	96	23	1,143	869	893
1936	—	731	6	5	742	120	74	936	568	165	103	20	856	949	864
1937	—	615	3	—	618	140	115	873	520	179	144	19	862	960	924
1938	—	587	2	—	589	181	103	873	569	200	129	28	926	907	922
1939	—	577	5	—	582	128	101	811	575	140	116	25	856	862	878
1940	—	368	6	—	374	(1) 72	71	517	(3) 624	68	151	22	865	514	606

REFUGE DE MERXPLAS.

1931	—	—	—	1,773	1,773	113	174	2,060	1,264	256	251	35	1,806	1,028	833
1932	—	—	—	1,707	1,707	140	140	1,987	1,513	239	202	43	1,997	1,018	1,022
1933	—	—	—	1,417	1,417	98	72	1,587	1,376	203	88	34	1,701	904	839
1934	—	—	—	1,537	1,537	125	66	1,728	1,282	241	74	27	1,624	1,008	865
1935	—	—	—	1,562	1,562	134	39	1,735	1,393	284	51	33	1,761	982	907
1936	—	—	—	1,236	1,236	140	41	1,417	1,162	353	77	37	1,629	770	839
1937	4	—	—	953	957	122	76	1,155	913	204	105	22	1,244	681	660
1938	1	—	—	1,035	1,036	131	121	1,288	868	169	167	30	1,234	735	672
1939	4	—	—	1,019	1,023	123	119	1,265	889	175	183	32	1,279	721	727
1940	—	—	—	416	416	(2) 87	60	563	(4) 737	120	86	41	984	300	417

Totaux.

1931	—	765	—	1,784	2,549	288	501	3,338	1,881	502	624	62	3,069	2,089	2,115
1932	—	836	—	1,707	2,543	271	400	3,214	2,248	451	509	70	3,278	2,025	2,021
1933	—	891	10	1,417	2,318	268	240	2,826	2,056	467	248	63	2,834	2,017	1,839
1934	—	803	5	1,537	2,345	263	198	2,806	2,010	464	232	53	2,759	2,064	1,873
1935	—	723	2	1,562	2,287	271	133	2,691	2,199	502	147	56	2,904	1,851	1,800
1936	—	731	6	1,241	1,978	260	115	2,353	1,730	518	180	57	2,485	1,719	1,703
1937	4	615	3	953	1,575	262	191	2,028	1,433	383	249	41	2,106	1,641	1,584
1938	1	587	2	1,035	1,625	312	224	2,161	1,437	369	296	58	2,160	1,642	1,594
1939	4	577	5	1,019	1,605	251	220	2,076	1,464	315	299	57	2,135	1,583	1,605
1940	—	368	6	416	790	159	131	1,080	1,361	188	237	63	1,849	814	1,023

(1) Y compris 27 levées d'internement pour la période de guerre.

(2) Y compris 47 levées d'internement pour la période de guerre.

(3) Y compris 266 élargis par suite des faits de guerre.

(4) Y compris 426 élargis par suite des faits de guerre.

Tableau n° 82 (suite).

ANNÉES	ENTRÉES								SORTIES					Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne
	ENTRÉES RÉELLES					Entrées par trans- fert	Entrées après évasion	TOTAL des entrées	Elargis	Trans- férés	Evadés	Décé- dés	TOTAL		
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL											
	Article 13	Article 14	Article 16												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

Femmes.

DÉPÔT DE SAINT-ANDRÉ-LEZ-BRUGES.

1931	—	57	—	—	57	—	—	57	51	2	—	1	54	121	119
1932	—	57	—	—	57	—	—	57	61	5	—	—	66	113	121
1933	—	45	—	—	45	—	1	46	52	3	1	1	57	96	107
1934	—	47	—	—	47	—	—	47	50	1	—	1	52	91	96
1935	—	39	1	—	40	1	—	41	45	1	—	2	48	84	90
1936	—	45	—	—	45	—	—	45	35	4	—	1	40	88	95
1937	—	30	1	—	31	—	—	31	38	4	—	3	45	71	87
1938	—	39	2	—	41	—	—	41	43	7	—	1	51	62	67
1939	—	47	1	—	48	—	—	48	24	13	—	1	38	75	69
1940	—	43	—	—	43	5	—	48	33	10	—	1	44	74	72

REFUGE DE SAINT-ANDRÉ-LEZ-BRUGES.

1931	—	—	—	75	75	—	—	75	53	4	—	4	61	74	77
1932	—	—	—	89	89	3	—	92	74	7	—	1	82	84	85
1933	—	—	—	75	75	—	—	75	82	10	—	—	92	67	78
1934	3	—	—	84	87	—	—	87	70	6	—	2	78	78	73
1935	1	—	—	67	68	—	—	68	69	6	—	1	76	71	78
1936	3	—	—	46	49	—	—	49	56	12	—	1	69	50	64
1937	—	—	—	56	56	—	3	59	49	9	3	1	62	47	54
1938	—	—	—	54	54	—	—	54	39	6	—	2	47	53	55
1939	1	—	—	57	58	13	—	71	60	14	—	—	74	58	55
1940	—	—	—	39	39	12	—	51	36	11	—	3	50	47	57

Totaux.

1931	—	57	—	75	132	—	—	132	104	6	—	5	115	195	196
1932	—	57	—	89	146	3	—	149	135	12	—	1	148	197	206
1933	—	45	—	75	120	—	1	121	134	13	1	1	149	163	185
1934	3	47	—	84	134	—	—	134	120	7	—	3	130	169	169
1935	1	39	1	67	108	1	—	109	114	7	—	3	124	155	168
1936	3	45	—	46	94	—	—	94	91	16	—	2	109	138	159
1937	—	30	1	56	87	—	3	90	87	13	3	4	107	118	141
1938	—	39	2	54	95	—	—	95	82	13	—	3	98	115	122
1939	1	47	1	57	106	13	—	119	84	27	—	1	112	133	124
1940	—	43	—	39	82	17	—	99	69	21	—	4	94	121	129

TOTAUX GÉNÉRAUX.

1931	—	822	—	1,859	2,681	288	501	3,470	1,985	508	624	67	3,184	2,284	2,311
1932	—	893	—	1,796	2,689	274	400	3,363	2,383	463	509	71	3,426	2,222	2,227
1933	—	936	10	1,492	2,438	268	241	2,947	2,190	480	249	64	2,983	2,180	2,024
1934	3	850	5	1,621	2,479	263	198	2,940	2,130	471	232	56	2,889	2,233	2,042
1935	1	762	3	1,629	2,395	272	133	2,800	2,313	509	147	59	3,028	2,006	1,968
1936	3	776	6	1,287	2,072	260	115	2,447	1,821	534	180	59	2,594	1,857	1,862
1937	4	645	4	1,009	1,662	262	194	2,118	1,520	396	252	45	2,213	1,759	1,725
1938	1	626	4	1,089	1,720	312	224	2,256	1,519	382	296	61	2,258	1,757	1,716
1939	5	624	6	1,076	1,711	264	220	2,195	1,548	342	299	58	2,247	1,716	1,729
1940	—	411	6	455	872	176	131	1,179	1,430	209	237	67	1,943	935	1,152

SECTION V

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans une commune frontière de la république, se présentera à la municipalité; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale pour y être visé; il demeurera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de la surveillance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous étrangers non munis d'autorisation du gouvernement sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« Art. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la frontière.

» Art. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère qui seront mis à sa

disposition pour être internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

5° L'article 1^{er} de l'Arrêté Royal du 14 août 1933 portant aménagement des taxes de séjour dues par les étrangers et codification des divers règlements concernant la police des étrangers, complété et modifié par Arrêté Royal du 15 février 1935 :

« L'étranger qui pénètre dans le royaume pour y séjourner plus de huit jours, doit dans les quarante-huit heures de son arrivée, signaler celle-ci à l'administration communale de sa résidence et indiquer la durée de son séjour.

» Il ne peut demeurer plus de quinze jours dans le Royaume s'il n'a pas sollicité et obtenu de l'administration communale de sa résidence un certificat d'inscription au registre des étrangers. Ce certificat tient lieu de pièce d'identité et de permis de séjour. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les États étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à la demande des administrations qui pourvoient à leur assistance, être renvoyés à la frontière. »

3° L'article 1^{er} de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouvernement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou même de sortir du royaume.

» L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré en conseil des Ministres. »

4° L'arrêté royal du 14 août 1933, complété et modifié par arrêté royal du 15 février 1935 (cité ci-dessus).

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES

L'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers :

« Jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, et par dérogation aux lois et règlements sur la police des étrangers les dispositions suivantes sont applicables :

» 1° Sous réserve des exceptions qui seraient établies par le ministre de la Justice, les étrangers ne peuvent pénétrer ou séjourner en Belgique que s'ils y sont autorisés par lui. Dans ce

cas, un permis de séjour, toujours révocable, leur est délivré.

» 2° Les étrangers qui ont pénétré ou qui séjournent dans le royaume sans l'autorisation requise ainsi que les étrangers dont la présence est jugée nuisible ou dangereuse pour la sécurité ou l'économie du pays peuvent être expulsés par le Ministre de la Justice. Ils peuvent également être contraints par lui de s'éloigner de certains lieux, de résider dans un lieu déterminé et même être internés. »

L'article 3 de l'arrêté ministériel du 8 mai 1940 revoyant l'arrêté ministériel du 13 octobre 1939, modifié par l'arrêté ministériel du 6 avril 1940 :

« Les étrangers ne peuvent prolonger leur séjour en Belgique, s'ils n'ont sollicité et obtenu la prorogation ou le renouvellement de leur titre de séjour. »

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

Les pays sont énoncés d'après l'ordre d'importance de leur population.

Tableau n° 83. — ÉTAT NUMÉRIQUE DES ÉTRANGERS EXPULSÉS OU RENVOYÉS DU PAYS.

ANNÉES	Étrangers expulsés du pays par Arrêté Royal		Étrangers renvoyés à la frontière ou renvoyés en vertu de la loi du 23 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 ou de la loi du 27 novembre 1891			TOTAUX	NOMBRE des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique	Étrangers expulsés pour motifs de condamnations pour l'un des crimes ou délits donnant lieu à extradition	Étrangers renvoyés pour avoir compromis l'ordre ou la tranquillité publique	Étrangers renvoyés pour défaut de ressources (y compris les vagabonds)	Étrangers renvoyés à la frontière par la gendarmerie		
1	2	3	4	5	6	7	8
1931	504	948	2,069	1,719	5,542	10,782	21,650
1932	528	764	1,662	1,474	7,030	11,458	17,711
1933	536	705	1,863	1,110	4,338	8,552	18,187
1934	648	562	2,618	1,147	2,648	7,623	14,611
1935	256	674	2,665	1,077	2,683	7,355	12,719
1936	223	457	1,308	751	2,304	5,043	15,387
1937	137	382	1,538	476	2,320	4,853	22,486
1938	105	363	2,783	3,313	7,797	14,361	15,725
1939	284	108	2,718	2,944	5,842	11,896	19,892
*1940	—	31	371	387	429	1,218	1,277

* Pour l'année 1940, la statistique n'a pu relever les effets de la police des étrangers que pendant la période allant du 1^{er} janvier au 10 mai. Depuis cette date, la surveillance des frontières a été faite par l'autorité occupante.

Tableau n° 84. — DÉNOMBREMENT DES ÉTRANGERS
ARRIVÉS POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS LE PAYS.

PAYS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940*
I	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
EUROPE.										
Russie	166	136	148	105	33	29	26	32	21	1
Ukraine	2	45	4	6	—	—	3	1	—	—
Allemagne	1,950	1,913	3,022	1,741	1,039	1,024	884	1,742	5,155	67
Autriche	156	158	162	123	99	126	164	1,313	134	—
Dantzig	10	9	9	7	5	3	3	7	12	—
Pologne	1,268	1,121	1,527	501	345	409	3,421	911	1,477	46
Tchécoslovaquie	800	285	367	335	289	338	3,376	976	279	22
Royaume-Uni	1,028	800	680	675	577	773	623	492	580	22
Malte	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	2,629	1,038	1,002	718	617	491	723	719	398	8
Albanie	6	5	2	3	1	1	1	—	—	—
France	4,963	4,464	4,425	4,615	4,600	5,697	3,820	2,730	3,215	283
Espagne	438	1,197	297	316	367	439	3,162	538	1,490	7
Roumanie	313	271	231	81	57	72	101	82	98	4
Yougoslavie	147	114	65	53	37	49	181	130	53	6
Hongrie	419	379	402	214	148	123	505	210	223	3
Pays-Bas	2,630	2,111	2,372	2,161	2,315	3,332	3,089	2,876	2,331	449
Portugal	102	52	28	46	29	40	32	48	36	2
Grèce	199	240	145	152	113	40	42	65	21	3
Bulgarie	52	18	18	11	13	6	21	12	8	—
Suède	164	92	68	50	54	70	71	80	42	—
Suisse	584	447	375	323	284	459	399	426	342	8
Norvège	323	261	222	187	94	49	52	76	35	3
Finlande	63	23	9	11	16	23	15	15	4	—
Danemark	208	112	68	57	59	46	48	75	27	—
Lithuanie	20	20	15	6	14	20	15	12	20	2
Lettonie	59	37	22	8	20	19	10	10	14	—
Estonie	83	33	16	12	15	16	12	12	5	—
Islande	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	1,036	1,103	1,252	1,362	883	911	873	724	871	194
Turquie	63	63	43	29	40	34	40	35	20	—
Monaco	—	1	1	—	1	1	—	2	1	—
Lichtenstein	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Andorre	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Saint-Marin	1	1	2	7	2	1	1	—	—	—
Indéterminé	—	44	320	51	36	52	57	833	2,440	128
<i>Totaux.</i>	19,884	16,595	17,320	13,966	12,202	14,693	21,770	15,185	19,352	1,258
AFRIQUE.										
Egypte	24	24	15	19	19	30	20	16	14	—
Congo français	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Ethiopie	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Afrique du Sud	11	11	4	—	—	—	—	—	—	—
Algérie	217	48	70	30	14	72	149	75	74	—

* Du 1^{er} janvier au 10 mai.

Tableau n° 84 (suite).

PAYS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Maroc français	35	21	3	6	4	2	7	7	7	—
Soudan	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—
Mozambique	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Côte de l'Or	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Angola	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Madagascar	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cameroun	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Tunisie	11	4	4	2	—	—	—	—	16	—
Sierra Leone	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Canaries	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cap-Vert	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Guinée	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Madère	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maroc espagnol	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maurice	4	1	4	—	—	—	—	—	—	—
Réunion	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sénégal	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—
Somalie anglaise	15	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Somalie française	340	14	8	3	—	—	—	—	—	—
Tripolitaine	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Zanzibar	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux.</i>	676	131	115	64	37	105	176	98	111	—
AMÉRIQUE.										
Etats-Unis	416	435	352	324	259	323	320	265	216	14
Brésil	19	16	10	21	7	15	11	14	18	—
Mexique	2	11	16	12	2	4	5	2	8	—
Argentine	26	25	21	14	20	12	7	10	8	—
Canada	48	80	76	37	27	40	14	28	27	2
Colombie	69	34	32	31	10	12	17	9	5	—
Pérou	10	14	8	3	5	2	6	4	1	—
Chili	24	25	5	8	10	3	9	2	3	—
Cuba	9	10	10	1	3	18	29	14	12	—
Bolivie	4	12	1	1	—	1	1	2	—	—
Guatemala	2	2	4	2	1	10	—	3	—	—
Venezuela	9	22	4	6	9	8	11	3	8	—
Equateur	14	9	11	8	13	11	7	—	1	—
Uruguay	6	9	4	4	3	5	1	—	10	—
Haïti	2	5	3	1	—	—	—	1	—	—
République Dominicaine	1	4	5	—	2	5	4	3	1	—
Porto-Rico	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Salvador	2	3	5	1	—	4	—	1	8	—
Guadeloupe	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Jamaïque	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Martinique	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—
Bahama	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre-Neuve (New Foundland)	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—

* Du 1^{er} janvier au 10 mai.

PAYS	ANNÉES									
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940*
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Guyane anglaise	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Guyane française	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Costa-Rica	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—
Honduras	1	—	—	3	2	1	3	2	2	—
Nicaragua	—	—	2	1	1	—	—	—	3	—
Panama	2	10	1	—	1	3	—	—	2	—
Paraguay	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—
<i>Totaux.</i>	674	734	577	481	376	478	445	365	337	16
ASIE.										
Chine	215	100	72	27	44	56	50	25	54	3
Indes anglaises	22	12	17	6	8	4	—	2	—	—
Japon	10	12	3	6	11	8	10	8	11	—
Cochinchine	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Perse (Iran)	39	30	37	19	22	35	26	17	—	—
Philippines	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie d'Asie	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Siam (Thailand)	6	1	—	—	1	4	1	6	—	—
Aden	49	25	5	—	—	—	—	—	—	—
Afghanistan	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Yemen	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Irak	4	—	5	—	—	—	—	—	11	—
Liban	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Palestine	15	17	16	—	6	—	2	17	14	—
Strait-Settlements	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Syrie	13	12	4	5	3	1	1	—	—	—
Tonkin	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Rhodes	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Géorgie	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—
Chypre	6	1	1	1	—	—	—	—	—	—
Arménie	6	10	3	—	—	—	—	—	—	—
Kos	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux.</i>	398	228	164	64	95	109	93	75	90	3
Océanie.										
Colonies néerlandaises	5	8	3	30	6	1	—	—	—	—
Australie	6	5	—	1	3	1	—	2	1	—
Nouvelles Galles du Sud	5	1	5	2	—	—	—	—	—	—
Nouvelle Zélande	2	3	1	2	—	—	2	—	—	—
Philippines	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—
Victoria	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux.</i>	18	23	11	36	9	2	2	2	1	—
RÉCAPITULATION.										
Europe	19,884	16,595	17,320	13,966	12,202	14,693	21,770	15,185	19,352	1,258
Afrique	676	131	115	64	37	105	176	98	111	—
Amérique	674	734	577	481	376	478	445	365	337	16
Asie	398	228	164	64	95	109	93	75	90	3
Océanie	18	23	11	36	9	2	2	2	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	21,650	17,711	18,187	14,611	12,719	15,387	22,486	15,725	19,892	1,277

* Du 1^{er} janvier au 10 mai.

SECTION VI

STATISTIQUE

DES

ALIÉNÉS PLACÉS

DANS LES ÉTABLISSEMENTS

STATISTIQUE

DES

ALIÉNÉS PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

Art. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

Art. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en

tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

Art. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

Art. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

Art. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale;

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouvera;

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

Art. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

- 1° Au gouverneur de la province;
- 2° Au procureur du Roi de l'arrondissement;
- 3° Au juge de paix du canton;
- 4° Au bourgmestre de la commune;
- 5° Au comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du Roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

Art. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et parafé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du Roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

Art. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés, qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

Art. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

Art. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

Art. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés ou toute autre personne intéressée pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

Art. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

Art. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton. Ce magistrat, après s'être assuré par lui-même de l'état du malade, autorisera, s'il y a lieu, la séquestration par une ordonnance motivée, dont il devra donner communication à la députation permanente. Il visitera l'aliéné au moins une fois par trimestre et, s'il l'estime utile, fera rapport à la députation permanente sur les constatations qu'il aura faites.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Etat possède les asiles de Mons, de Tournai

et de Saint-André-les-Bruges; la colonie-asile de Reckheim et la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liège. Les autres asiles appartiennent à des commissions d'assistance, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés. Ces tableaux sont adressés au département de la Justice.

Tableau n° 85. — MOUVEMENT DE LA

ANNÉES		EXIS- TANTS au 1 ^{er} janvier	ADMIS				TOTAL des admissions	TOTAL des existants et des admis
			pour la première fois	par suite de rechute ou de récidive	par réintégra- tion après évasion, retrait sans améliora- tion	venant d'un autre asile belge (1)		
1		2	3	4	5	6	7	8
1931	Hommes	10,182	2,283	344	50	701	3,378	13,560
	Femmes	10,605	2,215	433	11	247	2,906	13,511
	<i>Total.</i>	20,787	4,498	777	61	948	6,284	27,071
1932	Hommes	10,340	2,467	393	47	924	3,831	14,171
	Femmes	10,913	2,455	477	20	114	3,066	13,979
	<i>Total.</i>	21,253	4,922	870	67	1,038	6,897	28,150
1933	Hommes	*10,702	2,532	457	44	615	3,648	14,350
	Femmes	*11,183	2,443	446	16	209	3,144	14,327
	<i>Total.</i>	*21,885	4,975	903	60	824	6,792	28,677
1934	Hommes	*11,053	2,407	445	30	645	3,527	14,580
	Femmes	11,603	2,427	521	14	144	3,106	14,709
	<i>Total.</i>	*22,656	4,834	966	44	789	6,633	29,289
1935	Hommes	11,209	2,214	501	32	600	3,347	14,556
	Femmes	12,018	2,534	482	36	183	3,235	15,253
	<i>Total.</i>	23,227	4,748	983	68	783	6,582	29,809
1936	Hommes	11,502	2,472	450	38	912	3,872	15,374
	Femmes	12,352	2,747	588	8	214	3,557	15,909
	<i>Total.</i>	23,854	5,219	1,038	46	1,126	7,429	31,283
1937	Hommes	11,937	2,433	465	46	646	3,590	15,527
	Femmes	12,811	2,643	520	23	151	3,337	16,148
	<i>Total.</i>	24,748	5,076	985	69	797	6,927	31,675
1938	Hommes	*12,096	2,655	534	54	601	3,844	15,940
	Femmes	*13,042	2,690	611	18	116	3,435	16,477
	<i>Total.</i>	*25,138	5,345	1,145	72	717	7,279	32,417
**1939	Hommes	*12,082	2,447	498	43	452	3,440	15,522
	Femmes	*13,259	2,684	591	13	110	3,398	16,657
	<i>Total.</i>	*25,341	5,131	1,089	56	562	6,838	32,179
**1940	Hommes	*11,657	2,139	524	77	543	3,283	14,940
	Femmes	*13,314	2,469	598	16	139	3,222	16,536
	<i>Total.</i>	*24,971	4,608	1,122	93	682	6,505	31,476

(1) Les aliénés venant d'un asile étranger sont considérés comme admis pour la première fois.

* Chiffres rectifiés.

** A partir de 1939 les asiles d'Eupen et de Henri-Chapelle ne sont plus compris dans les comptes pour le royaume.

*** Les dossiers et archives de l'hospice de Tournai ayant été détruits par suite des événements de guerre, la population de cet établissement n'est pas

POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS.

SORTIS							DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties	TOTAL au 31 décem- bre
guéris	améliorés	non modifiés	évadés	transférés	non aliénés	TOTAL des sortis	par maladie	par accident	par suicide	TOTAL des décès		
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
242	805	212	46	903	69	2,277	925	8	10	943	3,220	10,340
591	460	141	4	436	30	1,662	934	—	2	936	2,598	10,913
833	1,265	353	50	1,339	99	3,939	1,859	8	12	1,879	5,818	21,253
251	820	167	38	1,234	69	2,579	884	1	13	898	3,477	10,694
611	475	158	4	512	30	1,790	1,011	1	2	1,014	2,804	11,175
862	1,295	325	42	1,746	99	4,369	1,895	2	15	1,912	6,281	21,869
241	977	159	23	932	60	2,392	873	5	7	885	3,277	11,073
590	486	172	3	375	24	1,850	868	2	4	874	2,724	11,603
831	1,463	331	26	1,307	84	4,242	1,741	7	11	1,759	6,001	22,676
340	899	170	24	1,018	46	2,497	860	2	12	874	3,371	11,209
512	528	146	—	511	36	1,733	951	1	6	958	2,691	12,018
752	1,427	316	24	1,529	82	4,230	1,811	3	18	1,832	6,062	23,227
253	793	208	35	844	63	2,196	843	9	6	858	3,054	11,502
572	583	168	2	576	27	1,928	969	—	4	973	2,901	12,352
825	1,376	376	37	1,420	90	4,124	1,812	9	10	1,831	5,955	23,854
325	766	179	39	1,226	55	2,590	831	9	7	847	3,437	11,937
626	539	146	3	686	58	2,058	1,038	1	1	1,040	3,098	12,811
951	1,305	325	42	1,912	113	4,648	1,869	10	8	1,887	6,535	24,748
331	926	181	47	922	60	2,467	912	26	8	946	3,413	12,114
579	651	136	—	608	56	2,030	1,086	1	5	1,092	3,122	13,026
910	1,577	317	47	1,530	116	4,497	1,998	27	13	2,038	6,535	25,140
290	877	168	50	1,232	45	2,662	889	9	9	907	3,569	12,371
620	698	106	—	612	27	2,063	1,121	—	4	1,125	3,188	13,289
910	1,575	274	50	1,844	72	4,725	2,010	9	13	2,032	6,757	25,660
259	947	205	28	860	46	2,345	1,069	2	12	1,083	3,428	12,094
660	718	130	—	610	32	2,150	1,195	1	3	1,199	3,349	13,308
919	1,665	335	28	1,470	78	4,495	2,264	3	15	2,282	6,777	25,402
178	1,077	269	104	932	42	2,602	1,119	31	5	1,155	3,757	11,183
638	675	123	11	595	17	2,059	1,581	20	2	1,603	3,662	12,874
816	1,752	392	115	1,527	59	4,661	2,700	51	7	2,758	7,419	24,057

comprise dans les chiffres de 1940. Les aliénés restant dans cet établissement au 31 décembre 1939 se chiffraient à 440 hommes.

Tableau n° 86. — STATISTIQUE DES ALCOOLISÉS.

ANNÉES	Existants au 1 ^{er} jan- vier.	ADMIS			Total des existants et des admis	SORTIS					Restants au 31 dé- cembre	
		Première admis- sion	Réinté- gration	TOTAL		Guéris	Amé- liorés	Autre- ment	Décédés	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9 (1)	10	11	12	
1931	Hommes .	1,115	282	84	366	1,481	60	105	118	89	372	1,109
	Femmes .	173	46	12	58	231	18	9	11	15	53	178
	<i>Total.</i>	1,288	328	96	424	1,712	78	114	129	104	425	1,287
1932	Hommes .	*1,203	267	122	389	1,592	69	135	142	72	418	1,174
	Femmes .	178	71	10	81	259	25	5	18	13	61	198
	<i>Total.</i>	*1,381	338	132	470	1,851	94	140	160	85	479	1,372
1933	Hommes .	*1,175	315	100	415	1,590	72	175	131	83	461	1,129
	Femmes .	198	73	11	84	282	24	12	19	12	67	215
	<i>Total.</i>	*1,373	388	111	499	1,872	96	187	150	95	528	1,344
1934	Hommes .	1,129	250	82	332	1,461	63	144	125	63	395	1,066
	Femmes .	215	58	10	68	283	8	10	18	9	45	238
	<i>Total.</i>	1,344	308	92	400	1,744	71	154	143	72	440	1,304
1935	Hommes .	1,066	204	101	305	1,371	44	91	95	64	294	1,077
	Femmes .	238	67	56	123	361	23	24	54	11	112	249
	<i>Total.</i>	1,304	271	157	428	1,732	67	115	149	75	406	1,326
1936	Hommes .	1,077	313	129	442	1,519	51	125	211	49	436	1,083
	Femmes .	249	88	29	117	366	39	7	51	22	119	247
	<i>Total.</i>	1,326	401	158	559	1,885	90	132	262	71	555	1,330
1937	Hommes .	1,083	268	109	377	1,460	62	142	115	61	380	1,080
	Femmes .	247	101	12	113	360	20	21	54	9	104	256
	<i>Total.</i>	1,330	369	121	490	1,820	82	163	169	70	484	1,336
1938	Hommes .	1,080	340	117	457	1,537	49	137	181	50	417	1,120
	Femmes .	256	73	10	83	339	15	8	27	9	59	280
	<i>Total.</i>	1,336	413	127	540	1,876	64	145	208	59	476	1,400
**1939	Hommes .	1,105	306	98	404	1,509	43	176	157	76	452	1,057
	Femmes .	280	41	10	51	331	33	13	14	15	75	256
	<i>Total.</i>	1,385	347	108	455	1,840	76	189	171	91	527	1,313
**1940	Hommes .	979	126	63	189	1,168	17	127	59	50	253	915
	Femmes .	256	27	7	34	290	6	6	5	23	40	250
	<i>Total.</i>	1,235	153	70	223	1,458	23	133	64	73	293	1,165

(1) Sont classés sous la rubrique « sortis autrement » les non modifiés, les transférés, les évadés, les non aliénés.

* Chiffres rectifiés.

** A partir de 1939 les asiles d'Eupen et de Henri-Chapelle ne sont plus compris dans les comptes pour le royaume.

** Les alcoolisés de l'hospice de Tournai non compris, ils se chiffraient à 78 hommes fin 1939.

SECTION VII

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

Tableau n° 87. — STATISTIQUE DES

ANNÉES		A. Non susceptibles de recevoir l'instruction quel que soit leur âge		B. SUSCEPTIBLES										
				NE RECEVANT PAS L'INSTRUCTION OU NE L'AYANT PAS REÇUE										
				De moins de 6 ans		De 6 à 14 ans		De 14 à 21 ans		De plus de 21 ans		De moins de 6 ans		
				Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
1931	Garçons	319	746	24	13	29	14	27	12	91	205	16	13	
	Filles	278	563	11	6	23	14	18	9	92	181	19	6	
	<i>Total.</i>	597	1,309	35	19	53	28	45	21	183	386	35	19	
1932	Garçons	335	753	19	7	24	13	23	19	101	244	11	2	
	Filles	287	557	12	9	37	8	18	11	82	199	6	4	
	<i>Total.</i>	622	1,310	31	16	61	21	41	30	183	443	17	6	
1933	Garçons	370	795	15	13	18	13	22	15	110	232	20	1	
	Filles	301	571	6	9	23	8	20	15	90	161	15	1	
	<i>Total.</i>	671	1,366	21	22	41	21	42	30	200	393	35	2	
1934	Garçons	342	728	17	13	16	13	14	10	115	275	24	2	
	Filles	270	514	11	18	25	11	10	12	104	174	7	—	
	<i>Total.</i>	612	1,242	28	31	41	24	24	22	219	449	31	2	
1935	Garçons	344	749	17	7	12	15	8	17	108	225	19	5	
	Filles	258	513	12	7	15	7	16	14	76	154	12	1	
	<i>Total.</i>	602	1,262	29	14	27	22	24	31	184	379	31	6	
1936	Garçons	331	728	15	6	42	10	14	24	104	231	18	5	
	Filles	299	553	11	9	17	5	15	9	86	161	11	2	
	<i>Total.</i>	630	1,281	26	15	59	15	29	33	190	392	29	7	
1937	Garçons	322	738	14	7	24	17	8	19	122	249	18	6	
	Filles	277	521	13	10	12	9	15	11	94	196	13	4	
	<i>Total.</i>	599	1,259	27	17	36	26	23	30	216	445	31	10	
1938	Garçons	374	747	19	5	27	14	18	9	111	275	18	4	
	Filles	314	520	5	7	11	6	8	8	94	201	13	4	
	<i>Total.</i>	688	1,267	24	12	38	20	26	17	205	476	31	8	
1939	Garçons	345	730	14	3	34	8	22	20	105	251	23	5	
	Filles	286	531	10	5	14	6	18	12	79	190	13	2	
	<i>Total.</i>	631	1,261	24	8	48	14	40	32	184	441	36	7	
1940	Garçons	321	712	18	6	31	12	16	14	104	230	12	2	
	Filles	262	503	9	7	10	4	20	14	90	189	14	2	
	<i>Total.</i>	583	1,215	27	13	41	16	36	28	194	419	26	4	

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES.

DE RECEVOIR L'INSTRUCTION														TOTAUX	
RECEVANT L'INSTRUCTION CHEZ EUX OU L'AYANT REÇUE CHEZ EUX OU DANS UN INSTITUT						RECEVANT L'INSTRUCTION DANS UN ÉTABLISSEMENT SPÉCIAL									
De 6 à 14 ans		De 14 à 21 ans		De plus de 21 ans		De moins de 6 ans		De 6 à 14 ans		De 14 à 21 ans		De plus de 21 ans			
Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles	Sourds-muets	Aveugles
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
90	39	160	52	1,279	712	76	23	308	104	253	113	16	29	2,688	2,075
80	20	126	35	850	435	54	10	284	69	127	64	4	14	1,967	1,426
170	59	286	87	2,129	1,147	130	33	592	173	380	177	20	43	4,655	3,501
101	29	141	61	1,255	675	62	8	377	122	214	110	13	35	2,676	2,078
72	20	127	48	896	375	59	11	335	83	115	57	7	18	2,053	1,400
173	49	268	109	2,151	1,050	121	19	712	205	329	167	20	53	4,729	3,478
83	34	140	49	1,262	719	54	5	416	117	215	95	14	42	2,739	2,130
78	14	113	38	837	360	48	7	349	78	158	60	3	19	2,041	1,341
161	48	253	87	2,099	1,079	102	12	765	195	373	155	17	61	4,780	3,471
92	30	133	43	1,313	718	71	5	433	124	211	90	16	32	2,797	2,083
67	31	124	39	910	400	52	10	326	81	157	52	5	16	2,068	1,358
159	61	257	82	2,223	1,118	123	15	759	205	368	142	21	48	4,865	3,441
93	21	114	41	1,283	730	67	10	447	114	218	110	8	29	2,738	2,073
58	14	126	35	918	395	58	15	336	86	141	41	3	20	2,029	1,302
151	35	240	76	2,201	1,125	125	25	783	200	359	151	11	49	4,767	3,375
94	17	120	43	1,287	720	80	15	427	130	245	105	10	23	2,787	2,057
63	13	117	36	881	354	51	12	365	82	185	59	4	20	2,105	1,315
157	30	237	79	2,168	1,074	131	27	792	212	430	164	14	43	4,892	3,372
106	19	123	46	1,260	708	62	20	447	123	267	125	5	25	2,778	2,102
63	7	125	39	887	371	59	11	367	91	148	57	3	13	2,076	1,340
169	26	248	85	2,147	1,079	121	31	814	214	415	182	8	38	4,854	3,442
110	28	106	40	1,226	756	50	15	436	125	275	139	3	27	2,774	2,184
72	11	133	29	858	367	56	12	374	84	179	67	1	12	2,117	1,328
182	39	239	69	2,084	1,123	106	27	810	209	454	206	4	39	4,891	3,512
96	26	115	50	1,253	685	113	9	435	128	282	136	4	21	2,841	2,072
60	13	106	37	908	341	49	7	360	105	192	66	1	12	2,096	1,327
156	39	221	87	2,161	1,026	162	16	795	233	474	202	5	33	4,937	3,399
91	32	114	45	1,208	698	58	8	401	118	260	139	4	24	2,638	2,040
60	19	106	32	917	345	39	3	308	98	145	59	6	8	1,986	1,283
151	51	220	77	2,125	1,043	97	11	709	216	405	198	10	32	4,624	3,323

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	Pages	5
------------------------	-------	---

SECTION I.

STATISTIQUE PÉNALE.

Introduction (organisation des travaux statistiques)	9
----------------------------------------------------------------	---

PREMIERE PARTIE

Statistique de l'Administration de la Justice Pénale.

Police judiciaire et instruction. Pages

Introduction	11
Tableau n° 1. — Etat des travaux des parquets	15
Commentaire. — Transactions en 1940	16
Tableau n° 2. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. — Résultats de l'instruction.	17
Tableau n° 3. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultat des arrêts	17
Tableau n° 4. — Ordonnances de la Chambre du Conseil qui ont été soumises à la Chambre des mises en accusation	18
Tableau n° 5. — Durée de la détention préventive des accusés des crimes ou délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises	19
Tableau n° 6. — Détention préventive. — Prévenus acquittés en appel	20
Tableau n° 7. — Détention préventive. — Inculpés déchargés des poursuites par les Chambres des mises en accusation	24
Tableau n° 8. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les Chambres du Conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels	21

Tribunaux de police.

Introduction	22
Tableau n° 9. — Transactions proposées par les officiers du ministère public près les tribunaux de police	23
Tableau n° 10. — Etat des affaires et des inculpés jugés par les tribunaux de police	23
Tableau n° 11. — Résultat des poursuites en matière de police d'après la nature des infractions	24
Tableau n° 12. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels	25
Tableau n° 13. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, art. 9, 10, 11 et 11bis (obligation scolaire) :	
A) Chefs de famille poursuivis devant les juges de paix	25
B) Chefs de famille poursuivis devant le juge des enfants	26

Tribunaux correctionnels.

Introduction	27
Tableau n° 14. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper	28
Tableau n° 15. — Affaires jugées par une chambre à trois juges, par un juge unique	29
Tableau n° 16. — Prévenus jugés en premier ressort par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	29
Commentaire	76
Tableau n° 17. — Nombre et durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort	77
Tableau n° 18. — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel	78
Tableau n° 19. — Résultat détaillé des poursuites devant les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires	80
Tableau n° 20. — Rechutes après une condamnation conditionnelle :	
A) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle	82
B) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police	84

Cours d'appel.

Introduction	86
Tableau n° 21. — Affaires correctionnelles portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus	87

Cours d'assises.

Introduction	88
Tableau n° 22. — Aperçu général des travaux des cours d'assises, par province	90
Tableau n° 23. — Affaires criminelles jugées contradictoirement. — Accusés classés d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été jugés par les cours d'assises, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées	92
Tableau n° 24. — Affaires jugées par contumace	100
Tableau n° 25. — Délits politiques et de presse	101

Conseils de guerre.	Pages
Introduction	102
Tableau n° 26. — Condamnés classés d'après la nature des infractions	104
Cour militaire.	
Introduction	108
Tableau n° 27. — Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel	109
Cour de cassation.	
Introduction	111
Tableau n° 28. — Cour de cassation. — 2° chambre	112
Application de la loi de défense sociale.	
Introduction	114
Tableau n° 29. — Application de la loi de défense sociale :	
A) Inculpés et condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales	115
B) Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiâtriques	116
C) Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du gouvernement	116
D) Répartition de l'ensemble des mesures d'internement et de mises à la disposition du gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées	117

DEUXIEME PARTIE

Statistique criminelle.

	Pages
Introduction (nomenclature en usage)	119
Tableau n° 30. — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes, par sexe, et par nature d'infraction.	124
Tableau n° 31. — Etat civil des condamnés	133
Tableau n° 32. — Totaux des condamnés répartis d'après leur état civil en primaires et récidivistes.	142
Tableau n° 33. — Age des condamnés	143
Tableau n° 34. — Totaux des condamnés répartis d'après leur âge en primaires et récidivistes	152
Tableau n° 35. — Condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	154
Tableau n° 36. — Totaux des condamnés répartis d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction, en primaires et récidivistes	190
Introduction à la récidive spéciale	192
Tableau n° 37. — Totaux des récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues	193
Tableau n° 38. — Ivrognerie	194
Tableau n° 39. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique, jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises	204
Commentaire	205

SECTION II.

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE ET DE LA JURIDICTION DU TRAVAIL.

Justice civile et commerciale.

Introduction	209
1° Justices de paix.	
Compétence	210
Tableau n° 40. — Etat par arrondissement des travaux des juges de paix	212
Commentaire (affaires commerciales)	215
Tableau n° 41. — Certaines activités de juridiction gracieuse des juges de paix	216
Tableau n° 42. — Actes notariés	216
2° Tribunaux de première instance.	
Compétence	220
Tableau n° 43. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger	221
Tableau n° 44. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Affaires sur requête. — Référés	222
Divorce et séparation de corps.	
Introduction	223
Tableau n° 45. — Divorces	224
Tableau n° 46. — Séparations de corps	225
Tableau n° 47. — Nombre des demandes en divorce et en séparation de corps par arrondissement judiciaire	226

3° Tribunaux de commerce.

Compétence	227
Tableau n° 48. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.	228
Tableau n° 49. — Ordonnances de référé	230
Tableau n° 50. — Lettres de change acceptées, protestées	230
Concordats judiciaires.	
Introduction	231
Tableau n° 51. — Concordats préventifs de la faillite (concordats judiciaires)	231
Tableau n° 52. — Concordats clôturés par liquidation après abandon d'actif. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	232
Faillites.	
Introduction	234
Tableau n° 53. — Faillites. — Aperçu général	235
Tableau n° 54. — Faillites déclarées. — Montant du passif	236
Tableau n° 55. — Faillites terminées par concordat. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	237
Tableau n° 56. — Faillites terminées par liquidation. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif	239
Tableau n° 57. — Faillites terminées par liquidation. Emploi de l'actif réalisé	241

<i>Sursis de paiement.</i>	Pages
Introduction	243
Tableau n° 58. — Nombre des décisions de justice accordant des sursis provisoires ou définitifs	243
4° Cours d'appel.	
Compétence	244
Tableau n° 59. — Cours d'appel. — Affaires civiles et commerciales. — Causes introduites, terminées et restant à juger	245
Commentaire (proportion des affaires civiles et commerciales)	246
Tableau n° 60. — A) Cours d'appel. — Affaires fiscales	247
B) Cours d'appel. — Affaires électorales	248

Juridiction du travail.	Pages
Introduction	249
A) Conseils de prud'hommes. — Introduction et compétence	250
Tableau n° 61. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger	251
Commentaire	252
B) Conseils de prud'hommes d'appel. — Introduction et compétence	252
Tableau n° 62. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger	253
Commentaire	254
Cour de Cassation.	
Compétence	255
Tableau n° 63. — 1 ^{re} chambre. — Pourvois en matière civile	256

SECTION III.

PROTECTION DE L'ENFANCE.

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912.	261
-----------------------------------------------------	-----

CHAPITRE I.

Déchéance de la puissance paternelle.

Tableau A, n° 64. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. Art. 1 ^{er} , 3 et 4	262
Tableau B, n° 65. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle. Art. 7	262
Tableau C, n° 66. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesures prises à l'égard des enfants. — Nature des décisions. — Nombre et sexe des enfants. Art. 5 et 6	263
Tableau D, n° 67. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle	264
Tableau E, n° 68. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle (non compris ceux confiés à la mère), moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre	264

CHAPITRE II.

Mineurs traduits en justice.

Tableau F, n° 69. — Mineurs signalés aux parquets. Art. 12	265
Tableau G, n° 70. — Affaires solutionnées par le parquet. Art. 12	266
Tableau H, n° 71. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper. — Résultats. — Art. 12	266

Tableau I, n° 72. — I. Mesures de garde. — II. Mises en observation avant jugement ordonnées. — Durée des mesures qui ont pris fin. — Art. 21 § 1, 28, 29, 30 et 32 § 5	267
Tableau J, n° 73. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22, 23 et 37.	268
Tableau K, n° 74. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23	269
Tableau L, n° 75. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis	271
Tableau M, n° 76. — Résultats définitifs des affaires terminées. — Nature et pourcentage des décisions intervenues	274
Tableau N, n° 77. — Ordonnances et jugements modificatifs, révisions triennales rendus à l'égard des mineurs. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31	275
Tableau O et P, n° 78. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation. — Situation au 31 décembre	276
Tableau Q, n° 79. — Mouvement de la population pendant l'année dans les diverses catégories de mesures prises. — Situation au 31 décembre	280
Tableau R, n° 80. — Situation au 31 décembre des mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants	284
Tableau S, n° 81. — Anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26 ^e année. — Condamnations encourues au 31 décembre depuis leur majorité. — Délai dans lequel les faits qui ont donné lieu à la première condamnation ont été commis	285

SECTION IV.

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ.

Introduction	293
Tableau n° 82. — Dépôts de mendicité et maisons de refuge. — Mouvement de la population	295

SECTION V.

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS.

	Pages
Introduction	299
Tableau n° 83. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays	300
Tableau n° 84. — Dénombrement des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays	301

SECTION VI.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

Introduction	307
Tableau n° 85. — Mouvement de la population dans les établissements	310
Tableau n° 86. — Statistique des alcoolisés	312

SECTION VII.

STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES.

Tableau n° 87. — Statistique des sourds-muets et des aveugles	314
-------------------------------------------------------------------------	-----
